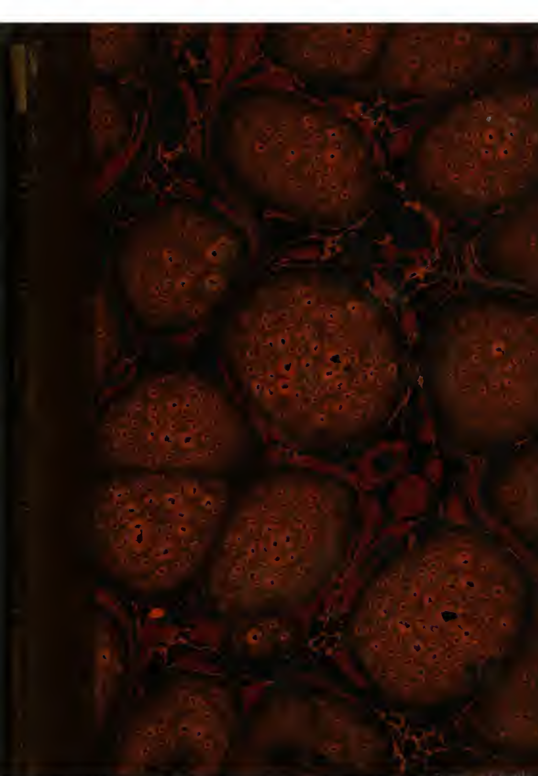
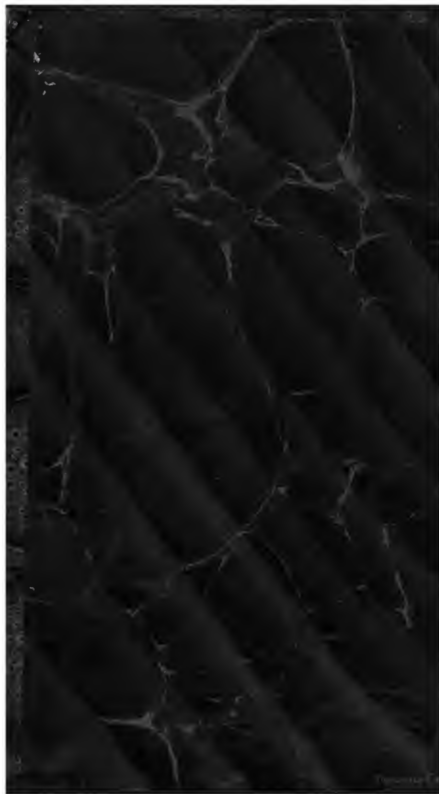






ŒUVRES

COMPLÈTES

DE SIR WALTER SCOTT.

TOME CINQUANTIÈME.

SECONDE PARTIE.

. . . . Sed non in Cæsare tantùm
Nomen erat, nec fama ducis; sed nescia virtus
Stare loco; solusque pudor non vincere bello.
Acer et indomitus; quò spes, quòque ira vocasset,
Ferre manum, et nunquam temerando parcere ferro;
Successus urgere suos; instare favori
Numinis; impellens quidquid sibi summa petenti,
Obstaret; gaudensque viam fecisse ruinâ.

LUCANI Pharsalia, Lib. I.

César a plus qu'un nom, plus que sa renommée:
Il n'est point de repos pour cette âme enflammée;
Attaquer et combattre, et vaincre et se venger,
Oser tout, ne rien craindre, et ne rien ménager,
Tel est César : ardent, terrible, infatigable,
De gloire et de succès toujours insatiable,
Rien ne remplit ses vœux, ne borne son essor ;
Plus il obtient des dieux, plus il demande encor.
L'obstacle et le danger plaisent à son courage,
Et c'est par des débris qu'il marque son passage.

LUCAIN. *La Pharsale*, livre Ier. (*Trad. de La Harpe.*)

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
rue de Vaugirard, n° 9.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

EMPEREUR DES FRANÇAIS;

PRÉCÉDÉE

D'UN TABLEAU PRÉLIMINAIRE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE;

PAR

SIR WALTER SCOTT.

TOME SEPTIÈME.

SECONDE PARTIE.



PARIS,

CHARLES GOSSELIN, RUE S.-GERMAIN DES PRÉS.

M DCCC XXVII.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

EMPEREUR DES FRANÇAIS;

PRÉCÉDÉE

D'UN TABLEAU PRÉLIMINAIRE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE;

PAR

SIR WALTER SCOTT.

TOME SEPTIÈME.

SECONDE PARTIE.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

CHAPITRE XII.

L'armistice de Murat est rompu. — Il est attaqué et défait. — Napoléon quitte Moscou le 19 octobre. — Sanglante escarmouche à Mala-Yarowslavetz. — Grand danger que court Napoléon en faisant une reconnaissance. — Sa retraite à Vereia, où il trouve Mortier et la jeune garde. — Winzingerode fait prisonnier, et insulté par Napoléon. — Les Français font sauter le Kremlin. — Napoléon continue sa retraite vers la Pologne. — Horreurs de cette marche. — Combat près de Wiazma, le 3 novembre, où les Français perdent quatre mille hommes. — Ils traversent la rivière de Wiazma pendant la nuit. — Mesures du vice-roi d'Italie. — Il arrive à Smolensk, le 13, dans une grande détresse. — Buonaparte arrive à Smolensk avec la division la plus avancée de la Grande-Armée. — Précis de la retraite désastreuse de la division de Ney. — Toute l'armée française réunie à Smolensk. — Ce qui se passe sur les extrêmes flancs de la ligne de marche de Napoléon. — Conduite circonspecte du prince Schwartzenberg. — Winzingerode, pendant qu'on le conduit à Paris, est délivré par un corps de cosaques. — Tchitchakoff occupe Minsk, le 14 novembre; et Lambert, un de ses généraux, s'empare de Borizoff après un combat sérieux. — Situation dangereuse de Napoléon.

Il était facile de porter Murat à rompre lui-même l'armistice, ce que l'amiral russe pré-

férait, de peur qu'en en déclarant lui-même la rupture, il ne donnât lieu au roi de Naples de soupçonner ses desseins ultérieurs. En conséquence, un cosaque ayant tiré un coup de carabine tandis que Murat examinait les gardes avancées, le courroux de l'impétueux guerrier s'enflamma comme on le désirait, et le porta à annoncer aux généraux russes que l'armistice n'existait plus. Les Russes furent les premiers à commencer les hostilités.

Le camp, ou la position que Murat occupait à Worodonow, était couvert sur la droite et au centre par un ruisseau qui coulait dans un profond ravin, mais dont le cours, changeant alors sa direction, laissait à découvert une bonne partie de son aile gauche, qui était en même temps exposée à une surprise par un bois qui couvrait une petite plaine sur laquelle sa gauche était appuyée. Le total des forces de Murat, composée de sa cavalerie et de la division de Poniatowski, devait monter à plus de trente mille hommes. Il est étonnant que, puisque Murat s'attendait à être attaqué, comme l'indique sa lettre adressée à son beau-frère, il n'ait pas pris la précaution de placer des vedettes et des gardes avancées dans cette plaine boisée. Mais, grâces à leur longue suite de succès, les Français étaient habitués à mépriser leurs en-

nemis, et à regarder une surprise comme une espèce d'affront auquel ils ne devaient jamais être exposés.

Les Russes avaient conçu un plan qui, s'il eût été adroitement exécuté, aurait anéanti toute l'avant-garde française. Une attaque sur la gauche de la position de Murat, par deux colonnes russes sous les ordres du comte Orlof-Dennizoff, réussit complétement; mais deux autres colonnes, qui devaient le soutenir, n'arrivèrent pas à temps sur le point où l'action avait lieu. Les Polonais, commandés par Poniatowski, firent une glorieuse résistance sur la droite, et sauvèrent l'avant-garde d'une destruction totale; ce fut pourtant une défaite complète. Le roi de Naples perdit son artillerie, sa position et ses bagages, avec deux mille hommes tués et quinze cents prisonniers. La cavalerie française, à l'exception d'un petit nombre de corps appartenant à la garde, pouvait être regardée comme anéantie. Tout ce que les Russes virent dans le camp des Français, les convainquit de la détresse à laquelle ils étaient réduits : des chats écorchés et de la chair de cheval étaient les morceaux friands qu'on trouva dans la cuisine du roi de Naples.

Ce fut le 18 octobre que d'abord le bruit du canon, et bientôt après l'arrivée d'un officier,

annoncèrent à Buonaparte la nouvelle de cet échec. L'énergie de son caractère, qui avait paru sommeiller pendant le temps qu'il avait passé à Moscou dans une sorte d'irrésolution, sembla se réveiller tout à coup. Les ordres que le moment exigeait, sortirent comme un torrent de sa bouche, sans qu'il hésitât un instant, et il dirigea la marche de ses troupes pour soutenir Murat à Worodonow. Malgré la multiplicité et la variété de ces ordres, chacun était clair par lui-même, et se rattachait exactement aux autres, de manière à donner un ensemble parfait au plan de ses mouvemens. Une partie de l'armée se mit en marche cette nuit même, et le reste eut ordre de partir le lendemain matin. On laissa dans le Kremlin, sous les ordres du maréchal Mortier, une garnison en arrière-garde, ce qui peut faire supposer que Napoléon n'avait pas encore l'intention de faire une retraite définitive.

Le 19 octobre, avant la pointe du jour, l'Empereur quitta lui-même Moscou, où il était resté trente-quatre jours. « Marchons à Kalouga, dit-il; et malheur à ceux qui s'opposeront à notre marche! » Ce peu de mots annonçait tout le plan de sa retraite, qui consistait à défaire l'armée de Koutousoff, ou à le forcer à se retirer, pour retourner sur les frontières

de la Pologne par Kalouga, Medyn, Ynkowo, Elnia et Smolensk, route qui n'avait pas souffert des dévastations de la guerre.

L'armée française qui défilait hors des portes de Moscou, et qui, comme une masse vivante, continua à se mouvoir ainsi pendant plusieurs heures, se composait d'environ cent vingt mille hommes, passablement bien équipés, et marchant en bon ordre. Ils avaient à leur suite non moins de cinq cent cinquante pièces de canon, nombre hors de toute proportion avec celui des soldats, et deux mille chariots d'artillerie. Jusque-là, cette armée avait un aspect martial et imposant; mais venait ensuite une foule confuse, s'élevant à plusieurs milliers d'hommes, les uns marchant à la suite du camp, les autres, traîneurs qui avaient rejoint l'armée; puis des prisonniers, dont la plupart étaient employés à porter le butin des vainqueurs sur les épaules ou sur des brouettes.

Il se trouvait parmi eux des familles françaises habitant autrefois Moscou, et qui y composaient ce qu'on appelait la *colonie française*. Ne pouvant plus regarder cette ville comme un lieu de sûreté pour elles, elles avaient saisi cette occasion pour se retirer avec leurs concitoyens. Il y avait d'ailleurs une confusion de voitures de toutes les espèces, chargées des bagages de

l'armée, du butin fait individuellement par les soldats, et des trophées dont Napoléon s'était emparé pour amuser les Parisiens. Cette foule mélangée ressemblait, suivant Ségur, à une horde de Tartares revenant d'une invasion victorieuse.

Comme nous l'avons déjà dit, trois routes conduisaient de Moscou à Kalouga. La route du milieu, ou la vieille route, était celle sur laquelle les Russes étaient campés dans leur grande position de Taroutino, en front de laquelle était celle de Worodonow, ou Ynkowo, où ils avaient si récemment défait Murat. Napoléon suivit cette route pendant une journée pour faire croire à Koutousoff qu'il avait dessein de l'attaquer en front; mais ce n'était qu'une feinte, car, le lendemain, il prit des chemins de traverse, tourna du côté de l'orient, et entra dans la nouvelle route de Kalouga, dans le dessein de la suivre jusqu'à ce qu'il fût au-delà du camp des Russes à Taroutino, sur leur flanc droit; de là, revenant de la nouvelle route dans l'ancienne, il se serait emparé de Borowsk et de Mala-Yarowslavetz, villes situées sur la même direction, au sud de Taroutino. Par ce moyen, il aurait tourné et évité la position russe, tandis que le principal corps d'armée se serait trouvé entre

Koutousoff et Kalouga, et que les fertiles provinces du midi lui eussent été ouvertes pour approvisionner son armée.

Le 23, l'Empereur, avec son principal corps d'armée, arriva à Borowsk, et apprit que la division de Delzons, qui formait son avant-garde, avait occupé Mala-Yarowslavetz sans opposition. Jusque-là, tout semblait avoir réussi au gré des désirs de l'Empereur.

Mais Koutousoff, dès qu'il eut appris le danger où il se trouvait d'être coupé de Kalouga, usa de représailles envers Napoléon, en employant contre lui sa propre manœuvre. Il détacha vers le sud les généraux Doktoroff et Raefskoi avec une forte division, pour prévenir les Français par une marche forcée, et occuper la position de Mala-Yarowslavetz, ou la reprendre, s'ils s'en étaient déjà emparés. Lui-même, levant son camp de Taroutino, il les suivit avec toute son armée par la route de Lectazowo, et marcha si rapidement qu'il devança l'armée française, gagna le sud de Mala-Yarowslavetz, et par conséquent se plaça de nouveau entre Napoléon et Kalouga.

Mala-Yarowslavetz offre une forte position. La ville est bâtie sur une pente rapide, entrecoupée de vallées, dont le fond est arrosé par la Louja. Au nord de cette rivière est une petite

plaine couverte de quelques chaumières, et rattachée à la ville par un pont. C'était là que bivouaquait l'armée de Delzons, qui avait posté deux bataillons pour défendre la ville et surveiller les mouvemens de l'ennemi. Vers quatre heures du matin, quand tout dormait, excepté quelques sentinelles qui faisaient leur service assez négligemment, les Russes se précipitèrent dans la ville en poussant des cris épouvantables, en chassèrent les deux bataillons, et les forcèrent à descendre la hauteur, à passer la Louja, et à rejoindre leur corps d'armée. Le bruit des décharges d'artillerie attira l'attention du vice-roi le prince Eugène, qui, n'étant qu'à environ trois lieues de l'endroit où se passait l'action, y arriva vers le point du jour, et vit les soldats de Delzons faisant des efforts pour regagner la rive méridionale sur laquelle la ville est située. Encouragé par l'approche d'Eugène, Delzons se précipita sur le pont, repoussa les Russes, gagna le milieu de la ville et y reçut un coup de feu qui le tua. Son frère, qui voulait relever le corps du général, partagea le même sort. Le général Guilleminot prit alors le commandement, et jeta un fort détachement de Français dans l'église, qui servit comme de citadelle pendant le reste de l'action. Les Russes firent une nouvelle charge, et repous-

sèrent Guilleminot jusqu'au pont. Mais il fut secouru par le prince Eugène, qui, après diverses tentatives moins sérieuses, fit avancer une division tout entière sur la ville.

Mala-Yarowslavetz fut alors repris par les Français; mais, en poussant une reconnaissance un peu plus loin, on vit toute l'armée de Koutousoff dans la plaine qui était au-delà, montant à plus de cent mille hommes, déjà placée dans une bonne position, et la fortifiant encore par des retranchemens. Des renforts tirés des rangs russes, attaquèrent sur-le-champ les Français, qui furent repoussés dans la ville, dont les maisons, construites en bois, étaient alors en flammes; et ils furent encore contraints d'évacuer Mala-Yarowslavetz. Les misérables ruines de cette place furent cinq fois prises et reprises. Enfin, Napoléon lui-même arriva avec le corps principal de la Grande-Armée, et il trouva les Français encore en possession de la ville disputée et de la colline. Mais par-derrière était l'armée russe campée et retranchée, soutenue par un train d'artillerie très nombreux; tout démontrait la nécessité d'une bataille pour la déloger de la position qu'elle avait prise et des retranchemens dont elle s'était entourée.

Un conseil de guerre fut tenu au quartier-

général de l'Empereur; c'était la chaumière d'un pauvre tisserand, divisée par un paravent qui en formait la seule cloison. Là, il reçut et examina les rapports de ses généraux, écouta leurs avis, et apprit, à son grand chagrin, que Bessières et d'autres habiles officiers pensaient que la position occupée par Koutousoff était inattaquable. Il résolut d'en juger par ses propres yeux le lendemain; et, en attendant, il écouta négligemment les rapports qui l'informaient que les cosaques se glissaient dans les bois, et s'insinuaient entre lui et son avant-garde.

Au point du jour, Napoléon monta à cheval pour faire une reconnaissance, et en exécutant ce projet, il courut grand risque de perdre la vie ou la liberté. Le jour commençait à paraître quand, suivi de son état-major et de ses officiers d'ordonnance, il traversa la petite plaine située au nord de la Louja, pour gagner le pont. Tout à coup elle fut couverte de fuyards, derrière lesquels on voyait se mouvoir quelques masses noires. D'abord on crut que les exclamations étaient celles de *Vive l'Empereur!* Mais les cris sauvages des cosaques et la rapidité de leur course firent bientôt reconnaître les enfans du désert. « Ce sont les cosaques, s'écria Rapp en saisissant les rênes du cheval de l'Empereur; il

faut que vous retourniez au camp. » Napoléon s'y refusa ; il tira son épée, sa suite en fit autant, et ils se placèrent sur un côté de la route. Le cheval de Rapp fut blessé et renversé par un de ces lanciers ; mais l'Empereur et sa suite conservèrent leur liberté en maintenant leur terrain. Cette nuée de cosaques, plus empressés de faire du butin que des prisonniers, passa près d'eux à la distance de la longueur de leur lance, sans faire attention à la proie inappréciable dont ils pouvaient s'emparer, et ils coururent se jeter sur quelques chariots. L'arrivée de la cavalerie de la garde chassa de la plaine ces ennemis toujours voltigeans, mais pleins d'audace et d'opiniâtreté ; et Napoléon, ayant passé la rivière, monta sur une hauteur pour faire sa reconnaissance. Cependant ces cosaques montrèrent en se retirant autant de hardiesse qu'ils avaient montré d'impétuosité sauvage en arrivant. Ils s'arrêtaient entre les détachemens de cavalerie française pour recharger leurs pistolets et leurs carabines, sachant parfaitement que s'ils étaient serrés de trop près, ils n'auraient qu'à toucher leurs chevaux du fouet attaché à leur bride, pour laisser bien loin derrière eux les coursiers épuisés de la garde impériale française.

Lorsqu'il eut atteint la plaine, Napoléon reconnut, sur la route de Kalouga, Koutousoff

fortement campé avec plus de cent mille hommes, et sur la droite, Platoff et six mille cosaques avec de l'artillerie. C'était à ce corps qu'appartenaient ces maraudeurs qu'il venait de rencontrer, et qui revenaient des flancs de sa ligne, chargés de butin, tandis que d'autre semblaient se disposer à une pareille expédition. Napoléon retourna à son misérable quartier-général, après avoir terminé sa reconnaissance.

On tint un second conseil de guerre, dans lequel, après avoir entendu les opinions contradictoires de Murat, dont l'avis était d'attaquer Koutousoff, et de Davoust, qui regardait la position du général russe comme pouvant être défendue pouce à pouce, attendu qu'elle couvrait une longue suite de défilés, Napoléon se trouva obligé de décider entre ces deux chefs; et avec un chagrin qui sembla quelques instans le priver de l'usage de ses sens, il donna l'ordre inusité d'une retraite. Buonaparte s'était convaincu, par son expérience personnelle, combien, s'il marchait en avant, ses flancs seraient exposés aux attaques de l'hettmann et de ses cosaques, qui s'étaient montrés en grande force dans les environs de Medyn. D'autres nouvelles lui apprirent que son arrière-garde avait été attaquée par un autre corps de cosaques venant de Twer, et qui n'appartenaient pas à l'armée

de Koutousoff, mais à une autre division russe sous les ordres de Winzingerode, qui s'avançait du nord pour se remettre en possession de Moscou. Cette circonstance prouvait que les communications des Français étaient à la merci de l'ennemi à l'ouest et au nord, en flanc et en arrière, et elle semble avoir déterminé l'Empereur à donner enfin, et fort à contre-cœur, l'ordre de commencer une retraite pour regagner les frontières par Vereia et Wiazma, route par laquelle il était arrivé.

Il était fort rare que Napoléon renonçât à une résolution qu'il avait une fois prise, pour céder, soit à l'avis de ceux qui l'entouraient, soit à quelque combinaison de circonstances contraires à son projet. Si on lui adressait quelque objection tirée de la difficulté d'exécuter ses ordres, il y répliquait par la réponse évasive : « Ah ! on ne peut pas ! » Et le ton de sarcasme avec lequel il prononçait ces mots, prouvait clairement qu'il attribuait l'impossibilité prétendue à l'incapacité de l'officier qui alléguait ce motif. Il aurait mieux valu pour Napoléon, en bien des circonstances, qu'il eût réprimé cette opiniâtreté de caractère ; et pourtant, dans l'occasion dont il s'agit, en cédant, avec une docilité qui ne lui était nullement habituelle, à l'avis de ses généraux, il

effectua sa retraite à l'instant même où la grande armée russe faisait la sienne, et quittait une position que Davoust avait déclarée inattaquable. La raison de ce mouvement rétrograde, qui exposait les Russes aux risques les plus sérieux, et qui, si Napoléon en eût été informé, eût pu lui ouvrir l'entrée des provinces les plus fertiles et les moins dévastées de la Russie, fut, dit-on, la crainte que conçut Koutousoff, que les Français, par un mouvement sur leur flanc droit, ne tournassent l'armée russe par la route de Medyn. La vérité paraît être que Koutousoff, quoique chargé du commandement de l'armée pour accorder aux soldats l'action générale qu'ils désiraient, était naturellement lent et circonspect, et que son âge avancé ajoutait encore à cette disposition naturelle. Il oublia que dans la guerre, pour obtenir des résultats brillans, et même pour prévenir de grands revers, il faut courir quelques risques : et ayant reçu de justes éloges pour ses mouvemens prudens et habiles depuis la bataille de Borodino jusqu'au combat de Mala-Yarowslavetz, il portait alors à l'extrême la prudence et la circonspection; et il voulut éviter une action générale, ou plutôt le risque d'être attaqué par toute l'armée française, quand il aurait certainement pu se fier d'abord à la chance, qui se

réalisa, de la retraite de Buonaparte, et ensuite au courage de ses troupes et à la force de sa position. « Mais la fortune, dit Tacite, a la principale influence sur les événemens de la guerre »; et elle voulut, en cette occasion, que les deux armées fissent leur retraite en même temps. Ainsi, pendant que Buonaparte se retirait vers Borowsk et Vereia, route par laquelle il était venu, les Russes laissaient libre devant lui celle de Kalouga, qu'il avait voulu s'ouvrir en livrant, et en livrant en vain, le combat sanglant de Mala-Yarowslavetz. Favorisés pourtant par leurs nombreux essaims de cavalerie légère, les Russes furent informés du mouvement rétrograde de Napoléon long-temps avant qu'il pût avoir une connaissance certaine du leur; et, en conséquence, ils manœuvrèrent sur leur gauche de manière à s'approcher de Wiazma et de Gjatz, points par lesquels il fallait nécessairement que les Français passassent s'ils voulaient marcher sur Smolensk.

A Vereia, où il établit son quartier-général, le 27 octobre, Napoléon eut la satisfaction de rencontrer Mortier et la partie de la jeune garde qu'il avait laissée en garnison au Kremlin. Mortier emmenait avec lui un important prisonnier, que le hasard, ou plutôt sa propre imprudence, avait jeté entre ses mains. Nous avons

mentionné en passant que, lorsque l'armée française avait évacué Moscou, Winzingerode, à la tête d'un corps de troupes nombreux, s'avançait de Twer pour reprendre possession de cette capitale. Tout y était désert et silencieux, à l'exception de la garnison peu satisfaite laissée dans le Kremlin abandonné, et de quelques avant-postes détachés. Winzingerode, suivi d'un seul aide-de-camp, s'avança imprudemment, et tous deux furent saisis par les soldats français. Le général déploya un mouchoir blanc, et réclama le privilége d'un parlementaire, en alléguant qu'il venait sommer le maréchal français de se rendre. Mais Mortier nia qu'il eût droit à ce privilége, en observant, assez plausiblement, qu'il n'était pas d'usage que des officiers-généraux fissent de pareilles sommations en personne.

Avant de quitter Moscou les Français, d'après l'ordre spécial de Napoléon, se disposèrent à faire sauter l'ancien palais des Czars. Le Kremlin ne pouvant être d'aucune utilité, comme citadelle, quand même Napoléon se serait flatté de jamais rentrer à Moscou en vainqueur, cet acte gratuit de destruction ne peut être imputé qu'au désir de faire quelque chose qui fût personnellement désagréable à Alexandre, parce qu'il avait fait preuve de plus de fermeté de caractère que son ancien ami ne lui en avait

supposé. La manière dont cet ordre fut exécuté, ce qui probablement doit être attribué aux ingénieurs, fut un trait de plus de barbarie. Sachant que quelques uns des Russes qui restaient dans la ville, l'écume et la lie de son ancienne population, accouraient dans le palais pour le piller après le départ des Français, ils attachèrent de longues mèches, brûlant très lentement, aux poudres placées dans les caves, et ils y mirent le feu à l'instant où le dernier rang de la colonne française en sortit. Les Français n'en étaient encore qu'à peu de distance quand l'explosion eut lieu. Elle détruisit une partie considérable du Kremlin, et fit périr en même temps un grand nombre de misérables que la curiosité et la soif du pillage y avaient attirés, comme on l'avait prévu. Les troupes russes y entrèrent à la hâte, détruisirent les mines qui n'avaient pas encore joué, et éteignirent le feu qui avait déjà pris aux bâtimens. Les paysans russes donnèrent alors une preuve manifeste de leur prévoyance patriotique. Nous avons parlé des besoins extrêmes qu'éprouvaient les Français dans cette ville désolée. Dès que le drapeau russe y fut arboré, l'abondance renaquit comme par magie. Dix-huit cents chariots chargés de pain arrivèrent de tous les environs le lendemain de la rentrée des troupes

russes dans Moscou. Le pain et les moyens de transport avaient été secrètement préparés par ces paysans patriotes.

Revenons aux mouvemens de l'armée française.

L'explosion terrible du Kremlin ébranla la terre comme un tremblement, et annonça à Napoléon, qui marchait alors contre Koutousoff, que ses ordres avaient été exécutés. Le lendemain un bulletin annonça, en style triomphant, que le Kremlin, aussi ancien que la monarchie russe, *avait existé;* que Moscou n'était plus qu'un vil amas de fumier, et que «les deux cent mille habitans qui en avaient autrefois formé la population erraient dans les forêts, y vivaient de racines ou y périssaient de faim.» Avec encore plus d'audace, la même annonce officielle représente la retraite des Français comme une marche sur le chemin de la victoire. «L'armée s'attend à être mise en mouvement le 24 pour gagner la Dwina, et prendre une position qui la rapprochera de quatre-vingts lieues de Saint-Pétersbourg et de Wilna; double avantage, puisqu'il nous placera plus près du but vers lequel nous tendons et des moyens pour y arriver.» Tandis qu'on faisait circuler ces fictions brillantes pour la satisfaction des Parisiens, la véritable question était de savoir, non si les

Français s'approcheraient de Saint-Pétersbourg, mais de quelle manière ils pourraient sortir de Russie avec une armée qui eût encore une apparence d'ensemble.

On remarqua que l'humeur de Napoléon s'était aigrie par le résultat de l'affaire de Mala-Yarowslavetz. Au fait, c'était une opération de la dernière importance, puisqu'elle forçait une armée disloquée et souffrante à faire sa retraite par un pays déjà dévasté tant par son premier passage, que par les Russes eux-mêmes; où les maisons avaient été brûlées, d'où les habitans avaient fui, et dont les routes avaient été coupées. Du moins la retraite par Kalouga se serait faite à travers un pays qui offrait des moyens de subsistance, ainsi que dcs abris. Si l'on prend en considération la saison avancée de l'année, on pourrait dire que le signal de la retraite sur Vereia fut, pour l'armée française, le son de la cloche qui annonce la mort. Ces réflexions mélancoliques n'échappaient pas à Buonaparte, quoiqu'il s'efforçât de les cacher à l'Europe, en affirmant, dans un bulletin daté de Borowsk, que le pays qui l'entourait était extrêmement riche, pouvait se comparer aux plus belles parties de la France et de l'Allemagne, et que le temps rappelait aux troupes le soleil et le climat délicieux de Fontainebleau. Son

caractère était visiblement changé. Entre autres manières d'exhaler son mécontentement, il fit des reproches amers à Winzingerode, son prisonnier, qui fut alors amené devant lui. « Qui êtes-vous? » lui dit-il; « un homme sans patrie. Vous avez toujours été mon ennemi; vous étiez dans les rangs des Autrichiens quand je combattais contre eux; je suis devenu l'ami de l'Autriche, et je vous trouve portant les armes pour la Russie : vous avez été un chaud instigateur de la guerre, et cependant vous êtes né dans la confédération du Rhin; vous êtes mon sujet; vous êtes un rebelle. Saisissez-le, gendarmes, et qu'on le mette en jugement. »

A cette menace, qui prouvait que Napoléon regardait les États de la confédération, non comme appartenant en souveraineté aux princes dont ils portaient le nom, mais comme dépendant immédiatement de la France, et leurs sujets comme des hommes dont l'Empereur avait droit d'attendre foi et hommage direct, Napoléon ajouta d'autres expressions insultantes, et appela Winzingerode un incendiaire à la solde de l'Angleterre, tandis qu'il traita avec civilité son aide-de-camp Narishkin, russe de naissance. Cette violence n'eut pourtant d'autre suite que l'ordre qu'il donna de conduire Winzingerode, sous bonne garde, en Lithuanie,

pour l'envoyer de là à Paris. La présence d'un prisonnier d'un rang et d'une réputation distingués, d'un aide-de-camp de l'empereur de Russie, devait naturellement faire ajouter foi aux rapports favorables que Napoléon pourrait trouver à propos de faire circuler sur les événemens de cette campagne. Cependant Winzingerode n'était pas destiné à faire ce voyage désagréable. Il fut délivré en Lithuanie, comme nous le verrons ci-après, à l'instant où il devait le moins l'espérer.

On avait reçu des rapports tendant à confirmer l'opinion que l'armée russe était en mouvement sur Medyn, dans le dessein évident de couper l'armée française, ou du moins d'inquiéter son passage à Wiazma ou à Gjatz. Napoléon ordonna donc que l'armée s'avançât sans perdre de temps vers cette dernière ville. Elle marchait divisée en trois corps. Napoléon était avec le premier; le second était commandé par le prince Eugène vice-roi d'Italie; le troisième, destiné à servir d'arrière-garde, était sous les ordres de Davoust, qui, par son amour de l'ordre et de la discipline militaire, réprimerait un peu, espérait-on, la licence et le désordre d'une telle retraite. Il fut décidé qu'il y aurait un intervalle d'une journée de marche entre les mouvemens de ces trois corps, afin d'éviter la

confusion et de faciliter les moyens de se procurer des subsistances, ce qui mettait un délai de deux jours, ou de trois tout au plus, entre les opérations du premier corps et celles de l'arrière-garde.

On a souvent demandé, et jamais on n'a répondu à cette question d'une manière satisfaisante, pourquoi Napoléon préféra de faire ramper ainsi ses colonnes l'une après l'autre sur le même terrain, au lieu d'adopter le mode, plus rapide et mieux combiné, de les faire marcher toutes trois de front, ce qui aurait épargné du temps et augmenté les moyens de se procurer des vivres, par la largeur de l'espace que la marche aurait occupé. On ne peut alléguer le mauvais état des routes, puisque les Français, en arrivant, y avaient passé par trois colonnes de front sur une même ligne, ce qui était le contraire de l'ordre qu'ils suivirent dans cette retraite.

Chemin faisant, l'armée passa à Borodino, théâtre d'une grande bataille, qui offrait tant de souvenirs de la prouesse des Français et de la perte qu'ils avaient faite. Cette action, la plus sanglante des temps modernes, n'avait procuré aucun avantage proportionné aux vainqueurs. La possession momentanée de Moscou avait fait disparaître toutes les chances d'un résultat im-

portant, par la catastrophe qui l'avait suivie; et l'armée qui avait été victorieuse à Borodino s'éloignait de la scène de ses conquêtes, entourée de périls de toutes parts, et déjà désorganisée en grande partie par les défaites, les fatigues et les privations. Au couvent de Kolotskoi, qui avait été le grand hôpital des Français après la bataille, il se trouvait encore un grand nombre de blessés, quoique des milliers eussent péri faute de moyens pour les traiter et les panser suivant les règles de l'art, et par le manque d'une nourriture convenable : ceux qui avaient survécu à leurs camarades se traînèrent à la porte, et tendirent leurs mains suppliantes à leurs concitoyens qui continuaient leur pénible retraite. Par ordre de Napoléon, ceux qui étaient en état de supporter le transport furent mis sur les chariots des cantiniers; les autres furent laissés dans le couvent avec quelques prisonniers russes blessés, dont on espérait que la présence servirait de protection aux Français.

Plusieurs de ceux qui avaient ainsi été placés dans les chariots ne firent pas un bien long voyage. Les misérables à qui appartenaient ces voitures, chargées du pillage de Moscou, se débarrassèrent plus d'une fois du fardeau additionnel qui leur avait été imposé, en s'arrêtant

derrière la colonne de marche dans quelque endroit désert, et en assassinant les malheureux qui leur avaient été confiés. Ailleurs on voyait étendus sur la route des prisonniers russes auxquels les soldats chargés de les garder, avaient brûlé la cervelle pour se dispenser de cette surveillance. C'est ainsi qu'une longue succession de calamités rend les hommes égoïstes, sauvages et barbares, et indifférens aux maux qu'ils infligent, parce qu'ils peuvent à peine égaler ceux qu'ils endurent eux-mêmes; comme les théologiens disent des esprits condamnés, qu'ils sont poussés à leurs actes de malveillance contre les hommes par le sentiment intime de leur propre réprobation.

Napoléon, avec sa première division de la Grande-Armée, arriva à Gjatz sans autres inconvéniens que ceux qu'occasionnèrent le mauvais état des routes et les besoins des soldats. De Gjatz, il avança en deux marches jusqu'à Wiazma, où il fit une halte, afin de donner au prince Eugène et au maréchal Davoust le temps d'arriver : ce dernier étant en arrière de cinq journées au lieu de trois seulement, comme on l'avait calculé. Le 1er novembre, l'Empereur recommença sa pénible retraite, laissant cependant à Wiazma le corps de Ney pour renforcer et relever l'arrière-garde de Davoust, qu'il

supposait devoir être épuisée par la fatigue. Il reprit avec sa vieille garde le chemin de Dorogobouje, ville vers laquelle il croyait que les Russes pouvaient bien se diriger pour le couper, et il était très important de les prévenir.

Un autre ordre de Napoléon achève de prouver qu'il sentait le danger qui avait commencé à s'appesantir sur lui. Les dépouilles de Moscou, les anciennes armures, les canons et la grande croix d'Ivan, furent jetées dans le lac de Semelin, comme des trophées qu'il ne voulait pas rendre, et qu'il ne pouvait plus emporter. On fut aussi obligé alors de laisser en arrière une partie de l'artillerie, que les chevaux, manquant de fourrages, n'étaient plus en état de traîner. Mais on n'en informa pas toujours Napoléon, qui, ayant été élevé dans le service de l'artillerie, avait, comme beaucoup d'officiers de ce corps, une sorte de respect superstitieux pour ses canons.

L'Empereur et l'avant-garde de son armée avaient marché jusqu'alors sans rencontrer aucune opposition. Il n'en était pas de même des corps du centre et de l'arrière-garde. Ces deux divisions furent harcelées continuellement par des nuées de cosaques ayant avec eux une espèce d'artillerie légère, qui, montée sur des traîneaux, et accompagnant tous leurs mouvemens, faisait pleuvoir les boulets sur les co-

lonnes françaises, tandis que les charges de cette cavalerie irrégulière forçaient souvent les Français à faire une halte pour se former en ligne ou en bataillon carré afin de se défendre. Le passage des rivières dont on avait rompu les ponts; les chevaux et les chariots renversés en descendant leurs rives escarpées, et les gués marécageux où les hommes et les chevaux tombaient d'épuisement, venaient souvent encore ajouter à la confusion. Cependant les deux divisions n'ayant pas encore aperçu de troupes russes régulières, passèrent la nuit du 2 novembre dans une tranquillité trompeuse, à deux lieues de Wiazma, où Ney les attendait pour se joindre à elles:

Dans cette nuit fatale, Miloradowitch, un des plus hardis, des plus entreprenans et des plus actifs des généraux d'Alexandre, et que les Français avaient surnommé le Murat russe, arriva avec l'avant-garde des troupes régulières de Russie, soutenu par Platoff et plusieurs milliers de cosaques; il était le précurseur de Koutousoff et de toute la grande armée russe.

Le vieux général russe, en apprenant que le plan de l'Empereur était de se retirer par Gjatz et Wiazma, donna sur-le-champ à sa propre retraite un mouvement sur la gauche, et arriva de Mala-Yarowslavetz par des routes de tra-

verse. Les Russes atteignirent le lieu de l'action au lever de l'aurore, traversèrent la ligne de marche du prince Eugène, et isolèrent son avant-garde, pendant que les cosaques fondaient comme un tourbillon sur les traîneurs et les bagages de l'armée, les dispersaient sur la plaine à la pointe de leurs lances. Le vice-roi fut secouru par un régiment que Ney, quoique vivement pressé lui-même, lui envoya de Wiazma, et son arrière-garde fut dégagée par les efforts de Davoust, qui s'avança à la hâte. L'artillerie russe, supérieure en calibre à celle de France, et portant plus loin, manœuvra avec rapidité, en nourrissant une canonnade épouvantable, à laquelle les Français n'avaient pas le moyen de répondre aussi vivement. Eugène et Davoust se défendirent avec bravoure, cependant ils n'auraient pas été en état de maintenir leur terrain, si Koutousoff, comme on s'y attendait, se fût avancé en personne, ou eût envoyé un fort détachement pour soutenir son avant-garde.

La bataille dura presque depuis sept heures du matin jusqu'au soir, et alors Eugène et Davoust traversèrent Wiazma avec les restes de leurs divisions, poursuivis par les Russes presque mêlés dans leurs rangs, et dont l'armée entra dans cette ville au pas de charge, tam-

bour battant, et avec tous les signes d'une victoire. Les divisions françaises, après avoir passé la rivière qui, comme la ville, porte le nom de Wiazma, s'établirent à la faveur de l'obscurité sur la rive gauche. Cette journée avait été désastreuse pour les armes des Français, quoique leur honneur n'eût reçu aucune tache. Ils avaient perdu environ quatre mille hommes; leurs régimens n'étaient plus que des bataillons, leurs bataillons des compagnies, leurs compagnies de faibles pelotons.

Tous les tacticiens s'accordent à dire que si Koutousoff avait envoyé des renforts à Miloradowitch, comme sir Robert Wilson l'en sollicita vivement, ou qu'il eût forcé la ville de Wiazma, ce que le nombre de ses troupes lui permettait, les divisions du centre et de l'arrière-garde de Napoléon, comme probablement aussi les troupes commandées par Ney, auraient été coupées. Mais le vieux général comptait sur l'arrivée de l'hiver de Russie, et il ne voulut pas payer du sang de ses concitoyens une victoire dont il se croyait assuré par le climat. Les Français étaient si éloignés de toute place où ils pussent se procurer des vivres ou un abri, ils étaient tellement entourés et forcés de suivre de grandes routes dévastées, et rendues encore plus impraticables par chaque colonne qui y

passait, qu'il refusa de gagner à la pointe de l'épée un avantage qu'il se croyait sûr d'obtenir sans aucun effort. Déterminé donc à éviter une action générale, mais à maintenir son avantage sur les Français par ses manœuvres, Koutousoff resta sourd aux remontrances et même aux menaces de ceux qui différaient d'avis avec lui, et alla placer son quartier-général à Krasnoi, laissant à Miloradowitch le soin de harceler l'arrière-garde des Français pendant leur retraite, en suivant la direction de la grande route. Cependant l'hettmann Platoff les prenant en flanc avec ses cosaques, saisissait toutes les occasions de les harrasser.

Pendant ce temps, le vice-roi reçut de Napoléon l'ordre de quitter la route directe de Smolensk, qui était celle que devaient suivre les corps de Davoust et de Ney, et de se porter vers le nord sur Dowkhowtchina et Poreczie, pour appuyer le maréchal Oudinot, qu'on savait alors serré de très près par Wittgenstein, qui, comme nous le verrons tout à l'heure, avait repris la supériorité dans le nord de la Russie. Obéissant à cet ordre, le vice-roi adopta la nouvelle direction qui lui était recommandée, et marcha sur Zasselie, poursuivi, surveillé et harcelé par son cortége ordinaire de Scythes. Il fut obligé de laisser derrière lui soixante-

quatre pièces de canon, dont les ennemis qui le suivaient pas à pas, s'emparèrent bientôt, ainsi que de trois mille traîneurs.

Une immense nuée de cosaques ayant Platoff à leur tête, accompagna dans tous ses mouvemens le vice-roi et l'armée d'Italie. Quiconque s'écartait de la colonne était inévitablement leur proie. Eugène passa une nuit à Zasselie sans avoir éprouvé aucun échec considérable; mais en s'avançant jusqu'à Dowkhowtchina, les Français avaient à traverser le Wop, rivière que les pluies avaient enflée, et dont les rives étaient escarpées et rendues glissantes par les gelées. Le vice-roi y fit passer son infanterie avec la plus grande difficulté, mais il fut obligé d'abandonner aux cosaques vingt-trois pièces de canon et tout son bagage. Les malheureux Italiens, mouillés de la tête aux pieds, furent forcés de passer une misérable nuit au bivouac sur l'autre rive, et plusieurs y périrent; combien d'entre eux, expirant si misérablement, durent se transporter par la pensée dans le doux climat de leur délicieuse patrie. Le lendemain, la colonne frissonnant de froid, à demi nue, et toujours poursuivie, arriva à Dowkhowtchina, où l'on espérait trouver quelque soulagement; mais les Français y furent accueillis par une nouvelle nuée de cosaques qui s'élancèrent de

la ville avec de l'artillerie. C'était l'avant-garde des troupes qui avaient occupé Moscou, et qui se rendaient alors vers l'ouest, où leur service était plus nécessaire.

Malgré leur résistance le prince Eugène s'ouvrit un chemin pour entrer dans la ville avec beaucoup de bravoure, et il s'y établit pour la nuit. Mais ayant perdu ses bagages et la plus grande partie de son artillerie, sa cavalerie étant entièrement détruite, il se trouva hors d'état de marcher sur Witepsk pour soutenir Oudinot, et quand même il aurait été en communication avec lui, il n'aurait pu lui être d'aucun secours. Dans cette situation désespérante, le vice-roi résolut de rejoindre la Grande-Armée, et dans ce dessein, il marcha sur Wlodimerowa, et se rendit de là à Smolensk, où, toujours harcelé par les cosaques, il arriva dans un état déplorable, le 13 novembre, ayant rejoint en route le maréchal Ney, comme nous le dirons ci-après.

Pendant ce temps l'Empereur avait fait halte à Stakawo, les 3 et 4 novembre, et il passa la nuit du 5 à Dorogobouje.

Le 6 novembre fut le commencement de ce terrible hiver de Russie, dont les Français n'avaient pas encore éprouvé les horreurs, quoique le temps eût été froid et menaçant. Le so-

leil ne se montra plus, et le brouillard noir et épais, suspendu sur la colonne en marche, se changea bientôt en un déluge de neige qui, tombant par gros flocons, glaçait et aveuglait en même temps les soldats. Toutefois, la marche continua tant bien que mal, les soldats redoublant d'efforts, et tombant enfin dans les ravins qui leur étaient cachés par la nouvelle face que prenait la nature. Ceux qui se conformaient à la discipline et qui gardaient leurs rangs avaient quelque chance d'être secourus; mais dans la masse des traîneurs chacun ne songeait qu'à sa propre conservation: les cœurs s'étaient endurcis et fermés à tout sentiment de compassion et de pitié, sentiment que l'égoïsme de la prospérité fait quelquefois oublier, mais qui est presque toujours étouffé par celui d'une grande infortune générale. Un vent impétueux commençant à s'élever fit voler en tourbillons, autour de la tête des soldats, la neige qui couvrait la terre comme celle qui tombait. Un grand nombre furent renversés de cette manière, et trouvèrent un tombeau dans la neige, sous laquelle ils restèrent ensevelis jusqu'à l'été suivant, où leurs restes déplorables reparurent au grand jour. En attendant, un grand nombre de petites élévations, des deux côtés de la route, révélaient le destin de ces infortunés.

Il n'y avait que le mot Smolensk, qui, répété de rang en rang, servît de talisman pour soutenir le courage des soldats. Ils avaient appris à répéter ce nom comme indiquant l'endroit où ils devaient retrouver l'abondance et le repos. Ils comptaient sur cette ville comme sur un dépôt d'approvisionnemens de toute espèce, et principalement de ceux dont ils avaient été privés par tant de marches forcées, d'abord sur Wilna et ensuite sur Moscou. Dans cet espoir, ils continuèrent donc leur retraite avec un courage que même l'orage de neige ne put abattre. Ils comptaient aussi sur un renfort de trente mille hommes sous les ordres de Victor, qui attendait leur arrivée à Smolensk; mais un concours de circonstances malheureuses avait rendu les services de cette division nécessaires ailleurs.

Dans la même fatale journée du 6 novembre, Buonaparte reçut la nouvelle de deux événemens de grande importance, et qui n'étaient que trop bien en rapport avec les tempêtes qui l'entouraient. L'une était la singulière conspiration de Malet, si remarquable par le succès momentané qu'elle obtint, et par la manière également soudaine dont elle fut déjouée. Sa pensée se reporta naturellement vers Paris, avec la conviction que tout ne pouvait aller bien dans

un empire où une pareille révolution avait été si près de réussir. D'une autre part, ses pensées furent rappelées sur sa situation présente par la nouvelle fâcheuse que Wittgenstein avait pris l'offensive, battu Saint-Cyr, pris Polotsk et Witepsk, et reconquis toute la ligne de la Dwina. C'était un obstacle inattendu à sa retraite, et il s'efforça de l'écarter, en ordonnant à Victor de partir de Smolensk avec la division dont nous venons de parler, et de repousser sur-le-champ Wittgenstein au-delà de la Dwina, ne calculant peut-être pas avec assez d'exactitude si les forces que son maréchal commandait suffisaient pour accomplir cette mission.

D'autres nouvelles non moins affligeantes lui parvinrent d'ailleurs. Quatre demi-brigades de recrues étaient arrivées de France à Smolensk. Baraguay-d'Hilliers, leur général, les avait envoyées vers Ellnia par ordre de Buonaparte, en les chargeant de balayer la route de Kalouga, par où il s'attendait alors que l'Empereur arriverait à Smolensk. La route de Kalouga ayant été fermée à Napoléon, ces troupes, n'étant plus d'aucune utilité à Ellnia, auraient dû être rappelées à Smolensk; mais Baraguay-d'Hilliers n'avait aucun avis certain de ce changement de route. Il en résulta que les fameux partisans russes, Orloff-Denizoff, Davidoff, Seslavin et

d'autres, surprirent ces soldats, encore novices, dans leurs cantonnemens, et les firent prisonniers au nombre de plus de deux mille hommes. D'autres détachemens français tombèrent, à la même époque, entre les mains des Russes.

Enfin on aperçut ce Smolensk depuis longtemps si désiré. A la vue de ses fortes murailles et de ses tours élevées, tous les traîneurs de l'armée, trois fois plus nombreux alors que ceux qui gardaient leurs rangs, se précipitèrent vers cette ville. Mais au lieu de s'empresser à les y recevoir, leurs concitoyens qui y étaient en garnison leur en fermèrent les portes avec horreur, car leur état de confusion et de désordre, leurs longues barbes, leur malpropreté, leurs cris d'impatience, et surtout leur maigreur, leur air de famine et leur aspect féroce, les faisaient ressembler à des bandits plutôt qu'à des soldats. Enfin la garde impériale arriva : les portes lui furent ouvertes, et la foule entra à sa suite. On délivra des rations aux gardes et au petit nombre de soldats qui avaient marché avec ordre ; mais parmi cette multitude de traîneurs qui ne pouvaient rendre aucun compte ni d'eux-mêmes ni de leurs régimens, et qui n'avaient avec eux aucun officier responsable, plusieurs périrent tandis qu'ils assiégeaient en vain les portes des magasins. Telle fut la distri-

bution des vivres qu'on s'était promise. Quant au refuge, il n'en existait point. Smolensk, comme nous l'avons déjà dit, avait été brûlé par les Russes, et les soldats n'avaient pour se couvrir la tête que de misérables hangars, appuyés sur les murs noircis qui subsistaient encore. Mais c'était du moins un abri et un lieu de repos, comparé à un bivouac en plein air sur un matelas de neige. La faim ayant forcé les traîneurs à se réunir sous leurs drapeaux, ils obtinrent enfin leur part dans la distribution régulière des rations, et une espèce d'ordre et de discipline commença à se rétablir dans la première division de la Grande-Armée.

Le centre de l'armée, conduit par Davoust, qui avait laissé l'arrière-garde à Ney, continua à avancer de Wiazma à Dorogobouje; mais, en cet endroit, sa détresse fut portée à l'extrême, sous l'influence réunie du mauvais temps, de l'ennemi, et du découragement même de ces hommes, que la faim forçait à s'écarter de leurs drapeaux pour chercher en vain de quoi la satisfaire, et que leur faiblesse empêchait ensuite de rejoindre leurs rangs. Un grand nombre tombèrent entre les mains des paysans, qui tantôt les tuaient, tantôt les dépouillaient et les chassaient entièrement nus sur la grande route.

L'arrière-garde, sous Ney, souffrit pourtant encore davantage; toutes les maisons avaient été brûlées avant le passage de ses troupes, et elles eurent d'autant plus à souffrir de la part des ennemis, que c'étaient les derniers Français sur lesquels ils pouvaient assouvir leur vengeance. Cependant Ney continua à déployer une résolution et une fermeté rare; il fut attaqué au passage du Dniéper, et tout était peut-être perdu dans une scène générale de confusion, quand le maréchal, saisissant un mousquet pour encourager le peu de soldats qu'il put déterminer à tenir bon, réussit, contre l'espoir des Russes et contre toutes les craintes du désespoir français, à faire passer une partie de son arrière-garde. Mais il perdit en cette funeste rencontre une grande partie de son artillerie, et un nombre considérable de soldats. Nous ne pouvons guère donner qu'une esquisse de la fatale retraite de Ney: partout il était harcelé par le même système de guerre qui fatiguait ses soldats et en diminuait le nombre; et chaque instant où ils pouvaient se dispenser de combattre, était nécessairement employé à avancer vers Smolensk. Ney approchait de cette ville le 13 novembre, quand il vit tout à coup les hauteurs sur sa gauche se couvrir d'une foule de fuyards en désordre,

qu'une horde de cosaques poursuivait et massacrait à plaisir; ayant réussi à repousser les cosaques, la première chose qu'il aperçut ensuite fut l'armée d'Italie, dont ces fuyards faisaient partie. Ce corps d'armée, comme le lecteur le sait déjà, revenait de Dowkhowtchina pour se rendre à Smolensk, et comme d'usage, il était harcelé continuellement par les cosaques. Le passage du Wop avait fait perdre aux soldats leurs bagages, le peu de provisions qu'ils avaient, leur artillerie et leur cavalerie; ils gardaient pourtant leurs rangs avec assez de régularité, et ce n'était que ceux qui s'en étaient écartés que les cosaques chassaient devant eux, faisaient prisonniers, blessaient ou tuaient, comme bon leur semblait.

Ces malheureux fuyards ne virent pas plus tôt l'armée de Ney, qu'ils coururent se ranger sous sa protection, et ils portèrent ainsi dans les rangs du maréchal la terreur à laquelle ils étaient en proie. Soldats et traîneurs, tous se précipitèrent vers le Dniéper, sur lequel était un pont qui fut bientôt encombré par le nombre de ceux qui voulaient y passer en même temps. Les Français firent une grande perte; mais Eugène et l'infatigable Ney présentèrent enfin un front de défense, et repoussèrent les assail-

lans qui étaient revenus à la charge; ils étaient si près de Smolensk, que Napoléon put leur envoyer des renforts et des rafraîchissemens pendant l'action. Enfin Ney et le vice-roi se débarrassèrent des ennemis qui les poursuivaient, et entrèrent dans Smolensk, où Davoust avait déjà trouvé un refuge. L'armée de Napoléon était alors entièrement réunie; il lui donna cinq jours pour consommer les provisions telles quelles, qu'on pouvait trouver dans cette ville, et pour se préparer aux terreurs d'une nouvelle retraite; mais, quoique ce délai fût indispensable, les mauvaises nouvelles qui continuaient d'arriver de toutes parts ne permettaient pas de prolonger cet intervalle de repos. Il est maintenant nécessaire de rapporter, avec plus de détail, les événemens qui s'étaient passés sur les extrêmes flancs de la ligne de marche de Napoléon, où les Russes, comme nous l'avons déjà dit, ayant reçu de nombreux renforts, avaient pris l'offensive, dans le dessein de communiquer ensemble et d'agir de concert pour couper la retraite de la Grande-Armée.

Le 18 août, Saint-Cyr ayant battu Wittgenstein et pris Polotsk, la guerre avait langui de ce côté. L'armée française était établie dans un camp fortifié où l'on avait construit des ba-

raques pour les soldats, et qu'on avait défendu par des retranchemens; mais, pendant la guerre de partisans qu'il eut à soutenir pendant deux mois, Saint-Cyr fit de grandes pertes, tandis que l'armée de Wittgenstein fut plus que doublée par les recrues qui lui arrivèrent. Enfin le général Steingel, avec deux divisions de l'armée russe de Finlande, montant à quinze mille hommes, débarqua à Riga, et après quelques mouvemens contre Macdonald, qui n'eurent aucun résultat, il se mit en marche pour joindre Wittgenstein. Le général russe, ainsi renforcé, commença à prendre l'offensive avec beaucoup de vigueur. Le 17 octobre les avant-postes français furent repoussés dans le camp retranché de Polotsk. Le 18, le camp même fut attaqué avec fureur, et les redoutes qui le protégeaient furent prises et reprises plusieurs fois. Les Français en restèrent en possession, mais Saint-Cyr fut blessé, et sa situation devint très précaire. En effet, le lendemain, 19 octobre, Wittgenstein renouvela son attaque sur la rive droite, tandis que Steingel, s'avançant sur l'autre rive, menaçait d'occuper Polotsk et son pont, et d'enfermer ainsi Saint-Cyr dans son camp retranché.

Heureusement pour le général français, la nuit et un brouillard épais lui permirent de tra-

verser la rivière, de passer sur la rive gauche, et d'effectuer ainsi une retraite que Steingel ne put prévenir; mais indépendamment des désastres causés par la perte du camp et de l'importante place de Polotsk, que les Russes occupèrent le 20 octobre, la discorde éclata entre le général bavarois Wrede et Saint-Cyr. Quand le dernier eut été blessé, le commandement devait appartenir au Bavarois; mais les autres généraux français refusèrent de se soumettre à ce remplacement, et Saint-Cyr, malgré ses blessures, fut obligé de continuer les fonctions de général en chef. Wrede alors montra dans ses mouvemens une indépendance tout-à-fait inusitée dans un général auxiliaire, qui agissait de concert avec un maréchal français, et, se séparant entièrement de Saint-Cyr, il se retira sur Vileika près de Wilna, où il resta tout-à-fait dans l'inaction.

La division française aurait été certainement coupée si Victor, qui était alors à Smolensk avec une armée de vingt-cinq mille hommes, destinée à couvrir le pays, n'avait reçu un ordre de Napoléon, daté du 6 novembre, pour aller renforcer Saint-Cyr, qui par ce moyen redevint supérieur en nombre à Wittgenstein. Cependant Victor avait pour instructions de ne courir aucun risque inutile,

mais de se tenir, autant que possible, sur la défensive, parce que c'était en grande partie sur cette armée et sur celle de Schwartzenberg que Napoléon comptait pour s'ouvrir un chemin dans sa retraite, et éviter d'être coupé avant d'avoir atteint les frontières de la Pologne. Mais lorsque Wittgenstein, en présence même de Victor, eut pris Witepsk, et eut commencé à s'établir sur la Dwina, Napoléon chargea Oudinot, comme plus entreprenant, d'aller remplacer le duc de Bellune, et ordonna à Eugène de marcher de Wiazma sur Dowkhowtchina, pour renforcer cette armée. La marche d'Eugène fut rendue inutile, comme nous l'avons déjà rapporté, par l'échec qu'il essuya lors du passage du Wop, et il fut forcé de se diriger vers Smolensk, où il arriva dans la situation la plus déplorable.

Cependant Wittgenstein reçut des renforts, et non seulement il tint Oudinot complétement en échec, mais il avança graduellement vers Borizoff, et menaça d'effectuer en cette ville, qui était sur la ligne directe de la retraite de Napoléon, sa jonction avec l'armée du Danube, qui marchait vers le nord pour s'associer à ses opérations, et sur les mouvemens de laquelle nous devons maintenant appeler l'attention.

Nous avons dit que le général Tormasoff avait

été défait, le 12 août, à Gorodeczno, par les Autrichiens, sous Schwartzenberg, et par les Français, sous Regnier, et que les Russes s'étaient retirés au-delà du Styr. Schwartzenberg, satisfait de ce succès, ne montra pas un désir bien vif de compléter le désastre de son ennemi. Les Français vont presque jusqu'à l'accuser de trahison, ce que nous ne croyons pas; mais, au fond du cœur, il ne prenait aucun intérêt à cette guerre. Persuadé que le succès d'Alexandre serait avantageux à l'Autriche et à l'Europe en général, il ne combattait qu'autant qu'il le fallait absolument pour jouer le rôle de général d'une armée auxiliaire, et nullement disposé à se charger de celui de principal combattant.

Tandis que Tormasoff et Schwartzenberg se surveillaient l'un l'autre sur les bords du Styr, deux corps moins nombreux, de Russes et de Polonais, faisaient des démonstrations hostiles dans le même pays. Le prince Bagration, en quittant les rives de la Dwina, n'avait pas retiré de ses environs toutes les troupes russes. Il avait laissé à Bobruisk une garnison considérable, qui avait été assiégée d'abord par la cavalerie française, sous Latour-Maubourg, et ensuite, quand Latour-Maubourg reçut ordre d'aller joindre Napoléon, par le général polonais

Dombrowski. La place était défendue par un corps russe sous le général Ertell. Napoléon était long-temps à se persuader ce qui contrariait ses désirs; il en donna une preuve, en persistant à croire, ou à vouloir qu'on crût, que, sur ce point, qui commandait encore une entrée de Russie en Pologne, les Russes étaient inférieurs en forces aux Polonais qu'il leur avait opposés : tandis que Dombrowski agissait contre Ertell, il accablait le général embarrassé d'ordres réitérés d'attaquer et d'écraser un ennemi devant lequel il pouvait à peine maintenir son terrain.

Les armées étaient ainsi occupées quand l'amiral Tchitchakoff, à qui la paix avec les Turcs permettait de quitter la Moldavie, s'avança vers la Volhinie avec cinquante mille hommes, dans le dessein de coopérer avec Tormasoff et Ertell, et définitivement d'agir de concert avec Wittgenstein, pour couper la retraite de Buonaparte.

Le 14 septembre, cette importante jonction des armées de Tormasoff et de Tchitchakoff s'effectua; et l'armée russe, portée à soixante mille hommes, devint supérieure à toutes les forces que les Français, les Autrichiens et les Polonais pouvaient lui opposer. Elle passa le Styr, et s'avança vers le grand-duché de Varsovie, tandis

que Schwartzenberg, non sans quelque perte, se retirait sur les bords du Bug. Ceux qui le poursuivaient auraient pu le presser encore plus activement sans l'arrivée du prince Czernicheff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, qui, escorté par un corps de cosaques d'élite, avait fait une marche dangereuse pour apporter de nouveaux ordres à Tormasoff et à Tchitchakoff. Le premier fut chargé de se rendre à la Grande-Armée pour y prendre le poste qu'y avait occupé auparavant le prince Bagration; et le commandement de l'armée réunie en Volhinie fut confié à l'amiral Tchitchakoff, qui, à en juger par les événemens subséquens, ne paraît pas s'être montré, dans les grandes occasions, l'homme qu'il fallait pour une place si importante.

Le prince Czernicheff partit alors avec sa bande de Scythes pour porter à l'armée de Wittgenstein des nouvelles des mouvemens et des projets de celle de Moldavie. Le chemin direct entre ces deux armées russes était occupé par l'armée franco-autrichienne. Pour éviter cet obstacle, Czernicheff se dirigea vers l'ouest, pénétra bien avant dans la Pologne, et y fit un assez long circuit pour tourner toute l'armée de Schwartzenberg. Marchant avec une rapidité extraordinaire par les chemins les plus

isolés et les plus secrets, il traversa l'intérieur de la Pologne, également soigneux d'éviter une population dont les dispositions n'étaient pas amicales, et les nombreux détachemens de l'ennemi; il fut même forcé de conduire sa cavalerie, hommes et chevaux, d'une manière qui ne pouvait convenir qu'à des cosaques et à des chevaux de cosaques. Nous croyons pouvoir répéter, d'après de graves autorités, que ces troupes agiles firent un jour près de cent milles d'Angleterre en vingt-quatre heures.

Cette expédition extraordinaire fut marquée par une singulière circonstance. Le lecteur doit se rappeler la capture du général Winzingerode devant le Kremlin, et la manière peu généreuse avec laquelle Buonaparte avait parlé à cet officier. Winzingerode et un autre général russe furent envoyés, sous une escorte convenable, de Moscou à Wilna, pour être ensuite conduits à Paris, où l'arrivée de deux prisonniers d'une telle distinction pouvait servir à balancer un peu les nouvelles sombres que l'Empereur se trouvait dans la nécessité de transmettre de Russie. Tandis que Winzingerode continuait son voyage aussi triste qu'involontaire, en Pologne, n'ayant plus aucun espoir ni d'être délivré ni de s'évader, il vit sur la lisière d'un bois une figure qui se retira si

promptement qu'à peine son œil exercé eut le temps de reconnaître le bonnet et la lance d'un cosaque. Un rayon d'espérance brilla à ses yeux, et il se changea en certitude quand une troupe de cosaques se précipitant hors du bois, terrassa l'escorte et délivra les prisonniers. Czernicheff continua sans accident son expédition, et, retournant du côté de l'est avec autant de promptitude et de sagacité que de hardiesse, il rejoignit heureusement Wittgenstein, dont l'armée était alors campée entre Witepsk et Tchakniki; il lui apporta des nouvelles de l'armée de Moldavie, et des instructions sur la manière dont il devait coopérer avec elle pour faire réussir le plan de couper la retraite de Napoléon sur la Pologne.

En vertu des ordres qu'il avait reçus, Tchitchakoff s'avança contre Schwartzenberg, de l'armée duquel Napoléon aurait pu attendre d'abord le service de couvrir la sienne, dès que ses troupes disloquées et diminuées se seraient approchées de la Pologne; mais lorsque Tchitchakoff se montra en force, cette armée franco-autrichienne, ou plutôt austro-saxonne, fut contrainte, après quelques escamourches, de se retirer derrière le Bug. L'amiral laissa le général Sacken, brave et actif officier, pour observer Schwartzenberg et Regnier, et les tenir

du moins en échec, tandis qu'il rétrogradait lui-même vers la Bérésina, où il espérait être en état d'intercepter Buonaparte.

Tchitchakoff réussit, le 14 novembre, à occuper Minsk, conquête fort importante en ce moment, car cette ville contenait une très grande partie des approvisionnemens destinés aux besoins de la Grande-Armée, ou, pour mieux dire, de ce qui en restait. Le comte Lambert, un des généraux de Tchitchakoff, marcha sur Borizoff, situé sur la Bérésina, précisément au point où il était probable que Napoléon voudrait en effectuer le passage. Le vaillant général polonais Dombrowski s'empressa de courir à la défense d'une place dont la perte devait compromettre particulièrement la sûreté de l'Empereur. La bataille commença vers le point du jour, le 21 novembre; et, après un combat sérieux, Lambert s'empara de Borizoff. Cette défaite coûta à Dombrowski huit pièces de canon et deux mille cinq cents prisonniers. L'amiral Tchitchakoff établit dans cette ville son quartier-général, conformément aux instructions du plan combiné des opérations ultérieures.

Tandis que Tchitchakoff s'avançait du côté de l'est vers sa destination, Sacken, qu'il avait laissé en Volhinie, sentant l'importance du service dont l'amiral était chargé, faisait tous ses

efforts pour concentrer sur lui-même toute l'attention de Schwartzenberg et de Regnier. Il réussit complétement dans ce projet hardi et généreux. Comme les forces des généraux autrichien et français étaient séparées, Sacken marcha contre Regnier, que non seulement il surprit, mais qu'il fut même sur le point de faire prisonnier. Rien n'aurait pu sauver Regnier que la promptitude avec laquelle Schwartzenberg vint à son secours. Le général autrichien, amenant un renfort considérable, arriva presque à l'instant où sa présence aurait dû écraser Sacken, qui, ignorant que les Autrichiens fussent si près, avait engagé, le 15 novembre, une action sérieuse avec Regnier près de Wolkowitz. Le général russe éprouva une grande perte, et fit sa retraite avec difficulté; cependant il concentra son armée, et continua à se retirer de point en point sur la position de Brzest, d'où il avait commencé à avancer. Ce fut ainsi que Sacken détourna l'attention de Schwartzenberg et de l'armée austro-saxonne sur les bords du Bug, quand elle aurait dû se fixer près des scènes décisives qui allaient se passer sur les rives de la Bérésina.

Les écrivains français se plaignent du général autrichien en cette occasion. Ils ne peuvent nier que Schwartzenberg n'ait été actif et vic-

torieux; mais ils lui reprochent d'avoir déployé son activité là où elle ne pouvait avoir une grande influence sur le résultat de la campagne. Quelques tacticiens expliquent sa conduite, en supposant que les instructions secrètes qui lui avaient été données dans un temps où l'empereur d'Autriche ne pouvait prévoir que la sûreté personnelle de son gendre se trouverait compromise, défendaient à Schwartzenberg d'étendre ses opérations militaires au-delà de la Volhinie et de la Lithuanie.

D'après ces détails, il paraît que la fortune se montrait enfin sévère et menaçante à celui qui avait été tant d'années son favori. Napoléon était, avec les malheureux restes de sa Grande-Armée, au milieu des ruines de la ville incendiée de Smolensk, dans laquelle il ne pouvait demeurer, quoique réduit, pour en sortir, à des ressources presque désespérées. La grande armée russe l'attendait en flanc pour attaquer ses colonnes à leur premier mouvement; et s'il échappait à l'ennemi par la fuite, toutes les villes de la Pologne qu'il avait en front, et où des approvisionnemens avaient été placés pour ses troupes, étaient au pouvoir des Russes; enfin les deux grandes armées de Tchitchakoff et de Wittgenstein étaient en position sur la Bérésina pour intercepter sa marche. Enfermé entre

ceux qui étaient à sa poursuite et ceux qui l'attendaient au passage pour le forcer à rebrousser chemin; dépourvu de cavalerie pour résister aux hordes de cosaques qui le harcelaient partout; n'ayant que peu d'artillerie à opposer à celle des Russes, combien étaient douteuses pour lui toutes les chances de salut !

CHAPITRE XIII.

Napoléon divise son armée en quatre corps, qui quittent Smolensk pour battre en retraite sur la Pologne.—Mesures prudentes de Koutousoff. — La division du vice-roi est attaquée par Miloradowitch, et opère une jonction avec Napoléon à Krasnoi, après avoir fait une grande perte. — Koutousoff attaque les Français à Krasnoi, mais seulement par une canonnade éloignée. — La division de Davoust se réunit à Napoléon, mais dans un état misérable.—Napoléon marche sur Liady. — Mortier et Davoust sont attaqués, et font une perte considérable d'artillerie, de morts, de blessés et de prisonniers. — Détails de la retraite de Ney. — Il passe la Losmina en faisant une grande perte d'hommes et de bagages, et joint Napoléon à Orcza avec sa division, réduite à quinze cents hommes. — Toute la Grande-Armée est réduite à douze mille hommes effectifs et trente mille traîneurs. — Embarras et cruelle détresse de Buonaparte et de son armée. — Scène singulière entre Napoléon, Duroc et Daru. — Napoléon marche vers Borizoff, et rencontre les corps de Victor et d'Oudinot. — Koutousoff fait halte à Kopyn, sans attaquer Buonaparte. — Napoléon passe la Bérésina à Studzianka. — La division de Partouneaux est coupée par Wittgenstein. — Combat sérieux sur les deux rives de la rivière. — Perte épouvantable que font les Français en la traversant : — suivant le rapport officiel des Russes, trente six-mille cadavres furent trouvés dans la Bérésina après le dégel.

Cerné, comme nous l'avons dit, dans les ruines de Smolensk, et les faibles moyens qu'of-

frait cette ville pour la subsistance et l'approvisionnement de son armée étant presque entièrement épuisés, Napoléon eut alors à examiner sérieusement de quel côté il ferait une tentative pour s'échapper. Ayant appris la perte de Witepsk, ville par laquelle il était arrivé, et sachant que Wittgenstein était en possession de la ligne de la Dwina, il se décida naturellement à prendre la route de Wilna par Krasnoi, Borizoff et Minsk. Dans chacune de ces deux dernières villes était un dépôt de ces approvisionnemens dont il avait un si grand besoin, et ne sachant pas encore ce qui s'était passé au sud de la Lithuanie, il pouvait s'attendre à trouver l'armée austro-saxonne sous Schwartzenberg maîtresse des rives de la Bérésina.

Il commença par réorganiser son armée, autant que les circonstances le permettaient. Elle était réduite à environ quarante mille hommes, avec un train d'artillerie et des bagages hors de toute proportion avec ce faible nombre, quoiqu'on eût déjà laissé en arrière une grande partie des bagages et trois cent cinquante pièces de canon. L'Empereur divisa cette force en quatre corps, qui devaient partir de Smolensk à un jour d'intervalle l'un de l'autre. Il se mit lui-même à la tête du premier, composé de six mille hommes de sa garde et d'un nombre à peu

près égal de soldats, restes de différens corps, qui furent amalgamés en bataillons, aussi bien qu'on pouvait le faire en un pareil moment. Cette division partit de Smolensk dans la soirée du 13 novembre et dans la matinée du 14.

La division du vice-roi Eugène, composée d'environ le même nombre d'hommes que celle de Napoléon, mais inférieure du reste, puisqu'il ne s'y trouvait aucun corps de la garde impériale, ne put être rassemblée qu'à une heure fort avancée de la soirée du 15. Les malheureux qui en faisaient partie se mirent alors en marche, bercés des promesses d'une heureuse arrivée en Lithuanie, pays qu'un si petit nombre d'entre eux devaient revoir.

Le 16, Davoust, après avoir eu une discussion un peu vive avec Ney, qui aurait voulu accélérer son départ, partit avec un autre quart de la Grande-Armée, environ dix mille hommes ou peut-être un peu plus.

Ney resta jusqu'au 17 novembre. Comme il était encore une fois chargé de la tâche périlleuse de couvrir la retraite, mission qu'il avait si admirablement remplie entre Wiazma et Smolensk, sa division avait été fortifiée d'environ quatre mille hommes de la garde impériale, en qui l'on pouvait mettre plus de confiance, même dans les circonstances les plus désespérées, parce

qu'ils avaient été mieux nourris que les autres troupes, et qu'ils avaient à soutenir leur vieille réputation. Avant de sortir de la ville les Français obéirent à l'ordre qu'ils avaient reçu de l'Empereur, de faire sauter les tours dont Smolensk était environné pour qu'elles ne présentassent plus d'obstacles désormais, comme Napoléon s'exprima, à une armée française. Tel était le langage de cet homme extraordinaire, qui semblait vouloir se préparer les moyens de rentrer en Russie, dans un moment où il s'agissait seulement de savoir s'il pourrait sortir de ce fatal pays, lui ou un seul individu de toute son armée. Il faut à présent que nous portions notre attention sur les mouvemens des Russes.

La voix générale de l'armée russe avait demandé pour chef le prince Golitcheff-Koutousoff, comme devant mettre fin au système de retraite de Barclay de Tolly, et s'opposer aux ennemis, en bataille rangée. Koutousoff l'avait fait à Borodino, mais ce fut son dernier effort de ce genre. Par caractère, Koutousoff était loin d'être entreprenant. L'âge avait augmenté son penchant à une prudence excessive, et le succès qui avait suivi sa temporisation et ses mesures circonspectes, quand il était campé à Taroutino, dans les environs de Moscou, l'avait attaché encore davantage à son système de ris-

quer le moins possible. Ce fut en vain qu'on lui représenta que les troupes russes étaient dans le meilleur état, et qu'avec des ennemis épuisés et découragés comme l'étaient alors les Français, on pouvait avoir confiance en ces braves soldats qui n'avaient pas hésité à combattre, à armes égales, ces mêmes ennemis dans toute leur vigueur, et qui, s'ils avaient été vaincus, n'avaient pas laissé aux Français un grand sujet de triomphe, puisqu'ils avaient insulté leur camp et occupé le champ de bataille la nuit même de l'action. Si Suwarow avait pu être rappelé du nombre des morts, si le noble Bagration (le dieu de l'armée, car c'est ce que son nom signifie dans la langue russe) eût encore vécu, si Barclay de Tolly, Bennigsen ou Miloradowitch, eussent reçu la permission d'agir quand le moment favorable à une action s'approcha, il semble probable que Napoléon aurait rendu une seconde visite au Kremlin, non comme conquérant, mais comme prisonnier. Mais Koutousoff, comptant sur le climat de la Russie, se contenta de laisser l'armée française se détruire graduellement sous cette influence. Il était déterminé à ne pas encourir le moindre risque, et à glaner en quelque sorte après les élémens, au lieu d'employer le glaive pour faire lui-même une moisson de carnage. Son plan général était

de se maintenir sur le flanc de l'armée de Napoléon, et de le faire attaquer de temps en temps par son avant-garde, mais d'éviter avec soin toute action générale. Il entourait les corps ennemis de cosaques, qui, emmenant avec eux des pièces d'artillerie légère, montées sur des traîneaux, nuisaient considérablement aux Français, sur les points où il n'était pas facile à ceux-ci de pointer leurs canons plus lourds, pour leur répondre. Nous avons signalé ce système dans les pages qui précèdent; on le retrouvera encore plus constamment suivi. Il a reçu l'approbation de beaucoup de juges compétens, mais il a été tourné en ridicule par d'autres, et notamment par les Français, qui se déclarèrent redevables à la lenteur de Koutousoff et aux bévues de Tchitchakoff, de la rentrée en France des faibles restes de la Grande-Armée qui parvinrent à s'échapper, et surtout de la sûreté personnelle de l'Empereur lui-même. Après ces explications nous reprenons le triste récit de cette grande époque.

Sans aucun dessein de se départir de ses maximes de circonspection, Koutousoff commença à attaquer l'armée en retraite par un mouvement qui semblait indiquer un plan de manœuvres plus énergiques. Il mit ses troupes en marche vers Krasnoi, en suivant une ligne

parallèle à celle que décrivait Buonaparte, et s'avançant sur le flanc gauche des Français de manière à mettre à sa merci l'avant-garde de Napoléon, quand il jugerait à propos de l'attaquer. En même temps, il détacha plusieurs corps considérables pour opérer sur la marche de la colonne ennemie.

Miloradowitch, avec une avant-garde nombreuse, poussa en avant sur la grande route de Smolensk à Krasnoi. Buonaparte y était déjà arrivé à la tête de sa division; mais Eugène, qui conduisait l'arrière-garde de la colonne, se trouva coupé; on le somma de mettre bas les armes, proposition que le vice-roi rejeta avec courage. A l'instant même, toutes les hauteurs des environs furent comme autant de volcans, faisant pleuvoir des torrens de feu sur les Français et les Italiens; ils maintinrent pourtant leur terrain avec une bravoure sans succès. Un grand nombre furent tués, d'autres faits prisonniers, et la division fut presque entièrement détruite.

Cependant le vice-roi continua à se défendre jusqu'à ce que la nuit, alliée du parti le plus faible, vînt le protéger. Alors, à la tête de sa division, diminuée de moitié, il quitta la grande route, laissant ses feux allumés pour tromper l'ennemi, et gagnant la rase cam-

pagne, il effectua, après de grandes pertes et des fatigues inexprimables, sa jonction avec Napoléon à Krasnoi, où il arriva par une route détournée. Le *Qui vive?* d'une sentinelle pendant cette manœuvre délicate, aurait pu consommer la perte de toute la division; ce cri se fit entendre. On fut tiré de ce mauvais pas par la présence d'esprit d'un Polonais, qui répondit à la sentinelle en russe, et lui imposa silence en lui faisant croire que c'était le corps d'Owaroff, employé à une expédition secrète.

Enfin, le lendemain matin, 17 novembre, Eugène arriva au quartier-général de son beau-père, qui avait eu sur lui de grandes inquiétudes. Lorsque la division d'Eugène, après la perte qu'elle avait éprouvée, fut réunie à celle de l'Empereur, le total de leurs troupes n'excédait pas quinze mille hommes. Cependant, après sa jonction avec Eugène, le génie actif de Napoléon, au milieu de circonstances si défavorables, déploya son ascendant. Dans la nuit du 15 au 16, il avait chargé le général Roguet, avec un détachement de la jeune garde, de déloger un détachement russe qui s'était approché trop près; et ayant ainsi appris aux chasseurs à respecter l'antre du lion, il prit la résolution audacieuse de rester à Krasnoi, en dépit de l'armée russe, jusqu'à ce que les détachemens

de Davoust et de Ney l'eussent rejoint. Quelles qu'eussent été ses raisons pour se séparer de ces divisions, il sentait alors la nécessité de réunir ses forces.

Le froid et circonspect Koutousoff lui-même ne put laisser échapper l'occasion que lui offrait cette halte de quinze mille hommes, en présence d'une armée qui montait peut-être à trois fois ce nombre. Mais, ni les instances de ses propres officiers, ni les reproches de sir Robert Wilson, commissaire anglais, ne purent déterminer le vieux général à une attaque aussi vive que la circonstance l'exigeait. Il ne voulut consentir qu'à un engagement de loin avec l'artillerie. Le 17, au point du jour, Eugène, dont la bataille de la veille avait mis la division hors de service, fut chargé de s'avancer vers Liady (c'était la misérable étape sur laquelle devait marcher l'armée française), tandis que Napoléon, tirant son épée, et disant qu'il avait déjà joué le rôle d'empereur, mais qu'il allait se charger encore une fois de celui de général, se mit à la tête de six mille hommes de sa garde suivi par Mortier, qui avait sous ses ordres cinq mille hommes, pour résister aux forces qu'il plairait à Koutousoff d'envoyer contre lui, quelle que pût être l'inégalité du nombre. [1]

[1] Le colonel Boutourlin fait l'éloge de l'adresse de Kou-

Dans l'espèce de bataille qui suivit, les Russes montrèrent beaucoup de circonspection. Le nom de Napoléon protégeait presque seul son armée. Les Français souffrirent, à la vérité, du feu de cent pièces d'artillerie auquel ils ne pouvaient pas répondre, et des charges de cavalerie qu'ils n'avaient pas les moyens de repousser; mais, quoique les boulets fissent des vides dans leurs rangs, et que quelques uns de leurs bataillons carrés fussent enfoncés par la cavalerie, rien ne put déterminer Koutousoff à hasarder une attaque sérieuse contre Napoléon pour anéantir complétement l'armée d'invasion, et celui qui en était le chef. Boutourlin lui-même, dont la critique est toujours indulgente quand il s'agit de la réputation du vieux géné-

tousoff en disant qu'il manœuvra avec assez de dextérité pour présenter toujours une force supérieure à celle que les Français avaient sur le champ de bataille, quoique son armée fût au total inférieure à celle de Napoléon. Sans admettre l'exactitude de cette dernière assertion, qu'il existe de très bonnes raisons pour contester, le vieux général russe ne peut prétendre qu'à bien peu de mérite pour avoir eu la supériorité du nombre à Wiazma, Krasnoi et en d'autres endroits, si l'on fait attention que Napoléon lui-même avait divisé son armée en quatre colonnes, marchant à une journée d'intervalle l'une de l'autre : les Russes n'eurent donc jamais affaire qu'à une seule colonne de dix à douze mille hommes à la fois.

ral russe, regrette qu'il n'ait pas pris le parti hardi de placer son armée sur la ligne directe de la retraite de Napoléon, quand les Français, abattus en même temps par leurs souffrances physiques et leur accablement moral, devaient, même en supposant l'égalité du nombre, être extrêmement inférieurs à leurs ennemis. Au total, Koutousoff, dans sa conduite envers Napoléon et la Grande-Armée, semble avoir pris pour modèles les pêcheurs de Groenland, qui ont grand soin de ne pas approcher de la baleine quand elle est à l'agonie, parce que la douleur, la rage et l'instinct de vengeance rendent les derniers efforts du léviathan[1] particulièrement dangereux.

La bataille, ou la canonnade de Krasnoi, se termina par l'arrivée de Davoust et de sa colonne, entourée et suivie par un corps nombreux de cosaques, dont il chercha à se dégager par une marche accélérée. Quand ils arrivèrent en vue de Krasnoi, la plupart des soldats, qui avaient été horriblement harassés depuis leur départ de Smolensk, quittèrent leurs rangs, et coururent à travers champ pour échapper aux Russes et chercher un refuge

[1] Nom poétique de la baleine consacré par l'Écriture et souvent employé en anglais. (*Édit.*)

dans la ville, dans les rues de laquelle leurs officiers parvinrent avec difficulté à les rallier. Ce fut dans ce misérable état que le troisième corps de l'armée (d'après la dernière division) en rejoignit le corps principal. En demandant des nouvelles de Ney et de l'arrière-garde, Napoléon eut la mortification d'apprendre que le maréchal était probablement encore à Smolensk; ou que, s'il était en route, il devait être entouré de difficultés dont il était impossible qu'il se tirât.

Cependant Napoléon fut informé que les Russes déployaient plus de vigueur, que le prince Galitzin était sur le point d'occuper Krasnoi, et que, s'il ne marchait pas en toute diligence sur Liady, il était probable qu'il trouverait l'ennemi en possession de cette place. Quelque charmé qu'eût été Napoléon de conserver sa position pour protéger l'approche de Ney, il vit alors qu'en persistant dans ce dessein, il ne ferait que s'exposer au plus grand danger, lui et son armée, sans pouvoir, d'après toutes les probabilités humaines, être d'aucune utilité au maréchal. Dans cette conviction, il se mit à la tête de sa vieille garde pour marcher le plus promptement possible sur Liady, afin de s'en rendre maître, et de s'assurer en même temps le passage du Dnieper, qui autrement au-

rait pu lui être fermé. Il chargea Davoust et Mortier de défendre Krasnoi jusqu'à la nuit, s'il était possible, et de profiter ensuite de l'obscurité pour le suivre ; la retraite de Napoléon sembla rompre le charme qui avait engourdi les Russes et ranimé les Français; une attaque très vive fut dirigée contre la seconde et la troisième division, et Mortier et Davoust, après avoir beaucoup souffert, eurent beaucoup de peine à gagner Liady. Les Français laissèrent sur ce fatal champ de bataille quarante-cinq pièces de canon, plus de six mille prisonniers, un grand nombre de morts, et autant de blessés, qui furent nécessairement abandonnés à la merci des Russes. Pour compléter le désastre, la division de Ney, par suite de la marche des autres colonnes sur Liady, eut toute l'armée russe entre elle et Napoléon. Il nous reste à rendre compte de la retraite de ce guerrier célèbre.

Le 17 novembre, Ney, à la tête du dernier corps de l'armée d'invasion, partit de Smolensk, ayant sous ses ordres sept à huit mille hommes en état de combattre, laissant derrière lui cinq mille malades et blessés, et suivi des traîneurs que le canon de Platoff, entré dans la ville à l'instant où Ney en était sorti, avait forcés à se remettre en marche. Ils avancèrent sans beau-

coup de difficulté jusqu'à ce qu'ils arrivassent sur le champ de bataille de Krasnoi, où ils virent tous les restes d'une action sanglante, et des monceaux de cadavres. Les uniformes leur firent reconnaître les corps de l'armée de Napoléon dont ils avaient fait partie, quoiqu'ils ne trouvassent personne pour leur dire ce qu'étaient devenus ceux qui avaient survécu à cette affaire. Ils n'étaient pas encore bien loin de ce lieu fatal, quand ils approchèrent des bords de la Losmina, où l'ennemi avait fait à loisir ses préparatifs pour les recevoir. Miloradowitch s'y trouvait à la tête d'une force considérable; et un brouillard épais fit que la colonne de Ney parvint jusque sous les batteries des Russes, avant de savoir qu'elle eût aucun danger à courir.

Un officier russe s'avança seul et invita Ney à capituler : « Un maréchal de France ne se rend jamais », répondit l'intrépide militaire. L'officier se retira, et les batteries russes commencèrent un feu de mitraille, à la distance seulement d'environ cent vingt-cinq toises. L'ébranlement de l'atmosphère dissipa le brouillard, et fit voir la malheureuse colonne française ayant en face un ravin protégé par les ennemis, et exposée de toutes parts au feu de

leurs artilleurs, tandis que les hauteurs étaient couvertes de soldats russes postés pour soutenir les batteries. Bien loin de perdre courage dans une situation si dangereuse, les gardes de Napoléon, avec une rare intrépidité, se frayèrent un chemin à travers le ravin de la Losmina, et se jetèrent avec fureur sur les batteries russes; ils furent à leur tour chargés à la bayonnette, et ceux qui avaient passé la rivière souffrirent cruellement. Quoique cette tentative eût échoué, Ney n'en persista pas moins à vouloir s'ouvrir un passage de vive force à travers ce corps ennemi de force supérieure qui lui était opposé en front. Les Français se précipitèrent de nouveau sur les batteries, perdant des rangs entiers, qui étaient remplis à l'instant par les camarades de ceux qui tombaient. Cette attaque n'eut pas plus de succès que la première, et Ney, voyant que le destin général de sa colonne n'était plus douteux, chercha du moins à sauver quelques débris du naufrage. Ayant choisi environ quatre mille hommes d'élite, il se sépara du reste de sa division, se mit en marche à l'ombre de la nuit, et fit un mouvement en arrière comme s'il avait eu dessein de retourner à Smolensk. C'était, dans le fait, la seule route qui lui fût ouverte, mais il ne la suivit pas long-temps; car, dès

qu'il eut atteint un ruisseau qui paraissait devoir se jeter dans le Dnieper, il en prit le cours pour guide, et arriva sans accident sur les bords de ce fleuve, près du village de Syrokovenia. Il y trouva un seul endroit où la surface de l'eau était complétement gelée, quoique la glace fût si mince qu'on l'entendait craquer sous les pieds des soldats.

Trois heures furent accordées pour donner aux traîneurs qui s'étaient écartés pendant cette marche nocturne, le temps de se rallier en cet endroit, s'ils étaient assez heureux pour le trouver. Ney passa ces trois heures dans un profond sommeil, couché sur le bord du fleuve et enveloppé de son manteau. Lorsque les trois heures furent écoulées, le passage commença et se continua sans interruption, quoique le mouvement de la glace et le son effrayant qu'elle faisait entendre en se fendant fissent hésiter plus d'un soldat. Les chariots, dont quelques uns étaient chargés de malades et de blessés, tentèrent aussi le passage, mais la glace se rompit sous eux; le bruit qu'ils firent en s'engloutissant et les gémissemens étouffés des malheureux noyés apprirent aux soldats le sort de leurs camarades. Les cosaques, suivant leur usage, parurent bientôt à l'arrière-garde, glanèrent quelques centaines de prison-

niers, et s'emparèrent de l'artillerie et des bagages.

Ney avait ainsi placé le Dnieper entre lui et les corps réguliers de l'armée russe, par une retraite à laquelle il n'en est guère qu'on puisse comparer dans les fastes de la guerre; mais il n'était pas délivré des cosaques, qui étaient répandus sur toute la surface du pays, et qui s'assemblèrent bientôt autour des restes de sa colonne; avec leurs longues lances et leur artillerie légère, ces ennemis le mirent plus d'une fois dans un cruel embarras. Cependant le maréchal, à la tête d'une troupe réduite à quinze cents hommes, s'ouvrit un chemin les armes à la main jusqu'à Orcza, ville où Napoléon s'était rendu de Liady, après avoir passé le Dnieper. Ney y arriva le 20 novembre, et y trouva Eugène, Mortier et Davoust. L'Empereur était alors de deux lieues en avance; Napoléon salua Ney en le nommant *le plus brave des braves*, titre qu'on ne pouvait lui contester; et il déclara qu'il aurait donné tous ses trésors pour être assuré de son existence. Ses camarades s'empressèrent de l'accueillir et de pourvoir à ses besoins; on était alors en Pologne, les vivres étaient moins rares, et l'on se trouvait en général plus à l'aise.

Toute la grande-armée de Napoléon était

alors réunie; mais cette armée, qui à Smolensk montait encore à quarante mille hommes, se composait à peine alors de douze mille méritant le nom de soldats et en conservant la discipline, tant la misère et le glaive avaient éclairci les rangs de ces invincibles légions; il y avait peut-être en outre trente mille traîneurs de toute espèce, mais ils n'ajoutaient rien ou presque rien à la force de l'armée, ne servaient qu'à grossir le nombre, ne s'astreignaient à aucune règle de discipline, et pillaient le pays sans merci.

Dans cette redoutable crise, Napoléon eut encore la mortification d'apprendre la prise de Minsk, et la retraite de Schwartzenberg pour couvrir Varsovie, ce qui naturellement le privait de tout espoir d'être secouru par les Autrichiens. Il apprit aussi que Victor et Oudinot s'étaient querellés sur la manière dont il convenait d'attaquer Wittgenstein, et qu'il en était résulté qu'on ne l'avait attaqué sur aucun point. Ce général était donc libre de menacer la gauche de la Grande-Armée, si elle restait long-temps sur le Dnieper; tandis que Koutousoff pouvait reprendre, quand il le voudrait, son ancienne position sur la gauche de Napoléon, et que Tchitchakoff pouvait occuper la Bérésina sur son front. Dans l'amertume

de son cœur, l'Empereur s'écria : « Voilà ce qui arrive, quand on entasse fautes sur fautes ! »

Comme il ne pouvait plus être question de Minsk, Borizoff fut le point vers lequel se dirigèrent les pensées de Napoléon. Il y avait en cette ville un pont sur la Bérésina, de trois cents toises de longueur, et dont il lui paraissait essentiel de se rendre maître pour pouvoir définitivement s'échapper de la Russie. Mais tandis qu'il réfléchissait sur le mouvement qu'il aurait à faire après avoir passé la Bérésina à Borizoff, une autre mauvaise nouvelle vint encore le surprendre. Cette ville et le pont qui lui était si nécessaire étaient entre les mains de l'ennemi. Borizoff était pris, comme nous l'avons déjà dit, et Dombrowski avait été défait sous ses murailles.

« Est-il donc écrit, dit-il en levant les yeux vers le ciel et en frappant la terre de sa canne, est-il écrit que nous ne ferons plus que des fautes ! »

C'est à cette sombre époque que Ségur rattache l'anecdote suivante : « Napoléon s'était couché et semblait sommeiller, tandis que ses fidèles serviteurs Duroc et Daru, assis dans sa chambre, s'entretenaient de leur situation critique. Ils parlaient à voix basse ; mais les

mots *prisonnier d'État* frappèrent l'oreille de Napoléon, qui ne dormait pas.

« Comment! s'écria-t-il en se soulevant, croyez-vous qu'ils l'oseraient? »

Daru, dans sa réponse, employa les expressions bien connues de l'Empereur, *politique d'État*, en parlant comme d'une chose indépendante des lois publiques et de la morale.

« Mais la France », dit l'Empereur, à l'oreille de qui les mots politique d'État sonnaient alors moins agréablement que lorsqu'il y avait recours pour décider quelque grand mouvement qu'il méditait, « que dira la France?

— « Qui peut répondre à cette question, Sire? » continua Daru; et il ajouta que son plus grand désir serait que l'Empereur du moins pût atteindre la France, devrait-il traverser les airs, si la terre lui était fermée.

« Ainsi donc il paraît que je vous embarrasse? » dit l'Empereur en souriant.

La réponse fut affirmative.

« Et vous n'avez pas envie d'être prisonnier d'État? » ajouta l'Empereur, affectant de traiter ce sujet légèrement.

« Il me suffirait d'être prisonnier de guerre », répondit Daru.

Napoléon garda quelque temps le silence, et

demanda ensuite si les rapports de ses ministres avaient été brûlés.

« Pas encore, lui répondit-on.

—« Eh bien, allez les détruire, continua-t-il, car il faut convenir que nous sommes dans une position très déplorable. »

Napoléon n'avait pas encore laissé apercevoir si évidemment combien il sentait vivement la situation critique à laquelle il s'était réduit lui-même. En étudiant la carte pour y chercher l'endroit le plus convenable pour passer la Bérésina, il approcha le doigt du pays des Cosaques, et on l'entendit murmurer : « Ah ! Charles XII ! Pultawa ! » Mais ces exclamations, que lui arrachait la connaissance de sa position, étaient l'affaire du moment ; toutes ses résolutions étaient prises avec calme, avec fermeté, avec le sentiment intime de ce qu'il se devait à lui-même et de ce qu'il devait à ceux qui l'accompagnaient.

Il fut enfin décidé qu'en dépit de Tchitchakoff et de son armée, qui occupait la rive gauche, on tenterait le passage de la Bérésina au-dessus de Borizoff, à un endroit nommé *Studzianka*, où cette rivière n'a que cinquante-cinq toises de largeur, et six pieds de profondeur. Il est vrai qu'il y a sur l'autre rive des hauteurs qui environnent un terrain marécageux, et qu'on devait s'attendre à les trouver forte-

ment occupées : ceux qui hasarderaient le passage pouvaient donc compter qu'en arrivant sur l'autre bord, ils seraient salués par un feu bien nourri partant de cette position. Enfin cette tentative dangereuse devait, suivant toutes les probabilités, se faire en face même de l'armée de Moldavie. Avec les dix à douze mille hommes en état de combattre qu'avait Napoléon, et deux ou trois fois pareil nombre de traîneurs en désordre, tenter de forcer un tel passage aurait été le comble de la démence. Mais l'étoile de Napoléon ne s'était pas encore éclipsée.

Le premier éclair de meilleure fortune fut dû aux succès de Victor et d'Oudinot. Ils s'avançaient dans l'espoir de sauver Borizoff, quand ils apprirent que Dombrowski avait été défait par Wittgenstein, et que les restes de son armée étaient dans les environs, poursuivis par les Russes victorieux. Oudinot rassembla sur-le-champ sous sa protection les Polonais épars, et marchant contre l'avant-garde des Russes, il les repoussa en leur faisant éprouver une perte considérable. Par suite de cet échec, Wittgenstein se trouva forcé d'abandonner Borizoff, et de mettre encore une fois la Bérésina entre lui et les Français. Mais en repassant cette rivière, il eut soin de détruire le pont de Borizoff, de sorte que cette ville, quoique entre les mains

des Français, ne pouvait plus leur servir pour le passage; et quand l'Empereur apprit cette nouvelle, il fut obligé de s'en tenir au plan de passer la Bérésina à Studzianka comme il pourrait. Cette tâche lui fut rendue plus facile par la perspective de voir son armée éparse et affaiblie, renforcée par les troupes de Victor et d'Oudinot, qui étaient sur la même rive de cette fatale rivière, et qui pouvaient sur-le-champ faire leur jonction avec lui.

En attendant, et comme mesure préparatoire, l'Empereur réduisit tous les officiers, même ceux du plus haut rang, à une seule voiture, et ordonna qu'on détruisît la moitié des chariots, afin de pouvoir employer tous les chevaux et les bœufs de trait au transport des caissons et des pièces d'artillerie. Il y a lieu de croire que ces ordres ne furent exécutés qu'imparfaitement. Un autre, qui indique tous les besoins impérieux du moment, était relatif aux officiers qui conservaient encore des chevaux. La cavalerie commandée par Latour-Maubourg avait été réduite, depuis le départ de Smolensk, de dix-huit cents hommes à cent cinquante. Pour remplir ce vide, environ cinq cents officiers, les seuls qui restassent montés, formèrent un corps qu'on nomma *l'escadron sacré*, et qui fut de service près de la personne

de l'Empereur. Grouchy et Sébastiani eurent le commandement de ce corps, dans lequel les officiers servaient comme soldats, et des généraux de division comme capitaines. Mais il ne se passa pas long-temps avant que la fatigue et le manque de fourrages, qui ne respectent ni rang ni condition, eussent mis à pied la plus grande partie du bataillon sacré.

L'armée se trouvant ainsi un peu réorganisée, et ayant repris quelques forces, grâce à une meilleure nourriture et à la cessation des bivouacs depuis la bataille de Krasnoi, entra alors dans les immenses forêts de pins qui couvrent le cours de la Bérésina, pour mieux cacher à l'ennemi sa marche aventureuse. Elle se dirigeait vers Borizoff, quand de grands cris firent retentir les bois, et répandirent d'abord la confusion dans les rangs, en inspirant l'idée qu'ils étaient occasionnés par une attaque imprévue. Mais cette crainte se changea bientôt en joie, quand on vit qu'on était sur le point de se réunir à l'armée de Victor et d'Oudinot, forte de cinquante mille hommes, dans le meilleur état, et ne manquant de rien. Cependant quelle que fût la joie de la Grande-Armée, elle fut à peine égale à la surprise de ces troupes qui arrivaient, quand elles reconnurent les restes de ces soldats innombrables qu'ils avaient laissés

splendidement équipés, et qu'alors leur costume, leur air et leur marche auraient pu faire prendre pour des spectres sortis du tombeau. Ils défilèrent devant leurs camarades plus heureux, avec des visages effrayans; leurs uniformes étaient remplacés par des pelisses de femme, et par tous les haillons que chacun avait pu se procurer; leurs pieds étaient nus et ensanglantés, ou entourés de guenilles dégoûtantes au lieu de souliers. Toute discipline semblait avoir disparu; l'officier ne donnait plus d'ordres; le soldat n'obéissait plus. Le sentiment d'un danger commun les retenait ensemble, et les portait seul à faire des efforts pour avancer; une même fatigue faisait qu'ils se reposaient autour des mêmes feux; mais du reste, le peu de discipline qui leur restait, était l'effet de l'instinct plutôt que du devoir, et en beaucoup d'occasions, ils l'oubliaient complétement.

Cependant l'armée des deux maréchaux, quoique à peine revenue de son étonnement, joignit les rangs de la Grande-Armée; et, comme si le désordre eût été contagieux, elle montra bientôt des dispositions à secouer le joug de cette discipline militaire, que leurs nouveaux camarades ne reconnaissaient plus. Mais tandis que Napoléon s'avance vers la Bérésina, il est nécessaire de parler des mouvemens des Russes.

La gloire et les trophées qu'il avait recueillis pendant la marche de la Grande-Armée française avaient suffi pour satisfaire entièrement Koutousoff; et, dans le fait, il y avait de quoi combler l'ambition bornée qu'on pouvait lui supposer à cet âge avancé qui inspire ordinairement le désir de conserver plutôt que celui d'acquérir. Du 15 au 19 novembre, les Russes s'étaient emparés de deux cent vingt-huit pièces d'artillerie, avaient fait vingt-six mille prisonniers, dont trois cents étaient officiers, sans parler de dix mille hommes tués dans diverses affaires ou morts de fatigue. Content de ces avantages, le prudent vétéran se rendit, à petites journées, à Kopyn sur le Dnieper, sans traverser cette rivière, et sans chercher à seconder la défense de la Bérésina, en attaquant l'arrière-garde de l'ennemi.

Il est vrai que l'armée russe avait fait de grandes pertes. Elle n'avait alors, dit-on, pas moins de trente mille hommes malades ou blessés hors de service, quoique la plupart se soient rétablis ensuite. Il n'est pas moins vrai que les soldats russes souffrirent beaucoup du manque d'hôpitaux, car on n'en avait pas établi en quantité suffisante pour une lutte telle que celle qu'occasionna l'invasion de Napoléon. Sans doute, on doit louer l'attention scrupuleuse de Kou-

tousoff à ce que son armée ne manquât de rien de ce qui lui était nécessaire; néanmoins, on ne peut s'empêcher de croire qu'un objet aussi important que la prise de Buonaparte et l'anéantissement de son armée, n'eût justifié, même si l'on eût consulté l'opinion du soldat, deux ou trois jours de marche forcée, avec tous les inconvéniens qui en auraient résulté. Kontousoff ne fut pas de cet avis; il fit halte à Kopyn, et se contenta d'envoyer ses cosaques et ses troupes légères pour harceler l'arrière-garde de Napoléon.

Le danger n'étant pas pressant du côté de la grande armée de Russie, Napoléon n'avait à craindre que l'opposition de Tchitchakoff, dont l'armée, s'élevant à trente-cinq mille hommes, était postée sur les bords de la Bérésina pour empêcher le passage de Buonaparte partout où il voudrait le tenter. Malheureusement l'amiral était un de ces hommes ordinaires qui, s'étant une fois persuadés qu'un adversaire a conçu tel ou tel dessein, agissent d'après cette croyance comme si c'était une certitude absolue, et écoutent rarement les raisonnemens tendant à prouver la possibilité d'un autre plan. Ainsi, regardant comme certain que la tentative de Napoléon pour passer la Bérésina aurait lieu *au-dessous* de Borizoff,

Tchitchakoff ne put se laisser convaincre que le passage pouvait tout aussi bien être tenté *au-dessus* de cette ville. Napoléon, par le moyen de renseignemens et de rapports transmis par les Juifs, qui, pour de l'argent, servaient d'espions aux deux partis, réussit à confirmer Tchitchakoff dans la croyance qu'il ne faisait qu'une feinte sur Studzianka, afin d'empêcher que l'attention des Russes ne se portât plus haut sur la Bérésina. Jamais stratagème ne réussit mieux.

Le jour même où Napoléon se préparait à franchir la rivière à Studzianka, Tchitchakoff, au lieu de prendre garde à ce qui se passait sous Borizoff, non seulement remonta la Bérésina avec toutes les forces qui étaient sous ses ordres immédiats, mais il ordonna même à la division de Tschaplitz, forte de six mille hommes, et qui surveillait précisément l'endroit où Napoléon avait dessein d'établir ses ponts, d'abandonner cette position, et de marcher à sa suite dans la même direction. C'était exactement l'ordre que Buonaparte aurait dicté au général russe, si la chose eût été en son pouvoir.

Quand les Français arrivèrent à Studzianka, leur premier soin fut de préparer deux ponts, travail qui fut accompagné de beaucoup de dangers et de difficultés. Ils s'en occupèrent

toute la nuit, s'attendant à être salués le matin par les batteries du détachement de Tschaplitz, qui garnissaient les hauteurs dont nous avons déjà parlé, sur la rive opposée. Les généraux français, et principalement Murat, regardaient le péril comme si imminent qu'ils pressèrent Buonaparte de se confier à la fidélité de quelques Polonais qui connaissaient le pays, et de les abandonner à leur destin, proposition que Napoléon rejeta comme indigne de lui. Les Français travaillèrent aux ponts pendant toute la nuit; ils étaient encore peu avancés, et ils auraient pu facilement être détruits par l'artillerie des Russes. Mais quelle fut la joie et la surprise des Français en voyant, aux premiers rayons du jour, que les Russes étaient en pleine marche pour quitter leur position! Profitant de leur départ, Buonaparte fit passer la rivière à la nage par un corps de cavaliers dont chacun avait en croupe un voltigeur, et posa ainsi un pied de l'autre côté de cette barrière dangereuse. Une grande partie de l'armée de Victor avait descendu la rivière du côté de Studzianka, tandis que la dernière division en occupait encore Borizoff, ville dont ce maréchal était en possession. C'était une arrière-garde pour protéger l'armée de Napoléon dans le moment critique du passage, contre l'interruption à laquelle on

pouvait s'attendre de la part du corps de Wittgenstein.

Pendant les journées des 26 et 27, Napoléon fit passer la Bérésina par une partie de ses troupes, celles d'Oudinot formant l'avant-garde. Ce maréchal y fut bientôt si bien établi que Tschaplitz, reconnaissant son erreur, et ayant fait un mouvement rétrograde pour reprendre sa position importante à Studzianka, y vit les Français trop fortement postés sur la rive droite pour pouvoir retrouver l'occasion qu'il avait perdue. Il s'arrêta donc à Stakhowa, et y attendit des renforts et des ordres. Pendant ce temps, le passage de la Bérésina se continuait, lentement à la vérité, car le nombre des traîneurs et la quantité de bagages étaient immenses; toutefois, à midi, Napoléon et ses gardes avaient traversé la rivière. Victor, dont la division formait l'arrière-garde de la Grande-Armée, avait pris la place de la garde impériale sur la rive gauche, et Partouneaux, qui formait l'arrière-garde de toute l'armée, partit de Borizoff, où il avait été laissé pour fixer sur ce point l'attention de l'ennemi. A peine était-il sorti de cette ville qu'elle fut de nouveau entre les mains des Russes, Platoff y étant entré au même instant.

Mais l'infatigable Wittgenstein était en mouvement du côté de la rive gauche, avançant sur

Victor, à mesure que celui-ci marchait vers Napoléon; s'étant jeté entre Studzianka et Borizoff, dans une plaine nommée Staroi-Borizoff, il coupa la division de Partouneaux du reste de l'armée française. Ce général se défendit vaillamment, et chercha à se frayer un chemin les armes à la main à travers les ennemis qui lui étaient opposés. Enfin, l'hettmann Platoff et le partisan russe Seslawin étant survenus, les Français se trouvèrent accablés par des forces supérieures, et mirent bas les armes après une résistance opiniâtre. Trois de leurs généraux, leur artillerie, et, suivant les rapports des Russes, environ sept mille hommes, tombèrent entre leurs mains; capture d'autant plus précieuse, que la plupart des prisonniers faisaient partie de la division de Victor, qui n'était ni épuisée ni en désordre, et qu'il s'y trouvait huit cents hommes de belle cavalerie, en bon état.

Pour profiter de cet avantage, les Russes jetèrent un pont sur la Bérésina à Borizoff; et Tchitchakoff et Wittgenstein s'étant mis en communication, résolurent de faire une attaque simultanée sur les deux rives. Dans ce dessein, l'amiral Tchitchakoff s'avança, le 28 novembre vers Stakhowa, sur la rive droite, pour renforcer Tschaplitz, et attaquer la partie de l'armée française qui avait passé la Bérésina,

tandis que Wittgenstein et Platoff marchaient sur Studzianka pour écraser l'arrière-garde de l'Empereur, qui, malgré tous les efforts de Napoléon et de ses généraux, n'avait pas encore pu effectuer le passage. Ainsi, quoique favorisé par la fortune au point d'avoir trouvé un endroit pour traverser la rivière, et par une chance heureuse, y jeter des ponts sans opposition, Napoléon, bien loin de se croire en sûreté, semblait voir les dangers se multiplier autour de lui; mais du côté de la Bérésina, qu'il occupait alors, c'est-à-dire sur la rive droite, sa présence d'esprit et la bravoure de ses soldats lui donnèrent une supériorité décidée; et la lenteur, pour ne rien dire de plus, des mouvemens de Tchitchakoff fut sa sauvegarde.

Tschaplitz, qui paraît avoir été un officier plein de courage et d'activité, commença l'attaque en avançant de Stakhowa; mais il fut repoussé par les Français, qui étaient supérieurs en nombre, et il ne reçut aucun secours de l'amiral, quoiqu'il lui en eût fait demander plusieurs fois[1]. De cette manière, les Français pu-

[1] La conduite de l'amiral en cette occasion fut si inexplicable, que quelques personnes cherchèrent à en rendre compte en l'attribuant à ses habitudes navales, et en sup-

rent s'ouvrir un chemin vers un village nommé Brelowau, à travers de profonds marécages, en passant sur de longues chaussées, espèces de ponts construits de troncs de pins, où une attaque sérieuse aurait rendu leur marche impossible. Le moindre effort de la part de Tchitchakoff lui aurait suffi pour mettre le feu à ces ponts, et comme des combustibles étaient à portée, il n'aurait fallu, suivant l'expression de Ségur, que le feu de la pipe d'un cosaque pour les incendier. La destruction de ces ponts, enfermant les Français entre la rivière et les marécages, aurait rendu inutile le passage de la Bérésina; mais le destin ne l'avait pas ainsi résolu, et les Français, commandés par Oudinot, conservèrent la liberté de faire un mouvement essentiel à leur sûreté. Pendant ce temps, la scène qui se passait sur la rive gauche était devenue la plus affreuse et la plus horrible que la guerre puisse présenter.

Sur les hauteurs de Studzianka, Victor, qui commandait l'arrière-garde des Français, formant peut-être huit ou dix mille hommes, était préparé à couvrir la retraite sur les ponts. La droite de ce corps d'armée était appuyée sur la

posant qu'il n'avait pas envoyé de renforts parce que le vent était contraire.

rivière ; un ravin rempli de buissons en couvrait le front, mais l'aile gauche n'avait point d'appui ; elle était *en l'air,* suivant l'expression militaire, et couverte par deux régimens de cavalerie. Derrière cette ligne défensive, des milliers de traîneurs étaient mêlés à ces gens qui marchent ordinairement à la suite des camps, et à ces malheureux qui, pour diverses raisons, ayant accompagné les Français depuis Moscou, avaient survécu aux horreurs de la marche. On voyait des femmes, des enfans, des vieillards, des domestiques dans cette multitude errante, sur les bords de cette fatale rivière, comme les spectres qui, suivant la fable, se pressent sur les rives du Styx, et cherchent en vain à le traverser. Le défaut d'ordre, et il était impossible de le maintenir, la rupture des ponts, le temps qu'il fallait pour les réparer, les craintes qui retenaient ces malheureux à l'instant de risquer ce dangereux passage au milieu d'une pareille foule, tout avait concouru à les arrêter sur la rive droite. Les bagages, malgré ce qui en avait déjà été perdu, et en dépit de la difficulté du transport et des ordres précis de Napoléon, formaient encore une immense quantité de chariots, de fourgons, et de voitures de toute espèce, augmentés des bagages des troupes d'Oudinot et de Victor ; une partie filait vers les

ponts, une partie était en désordre sur le bord de la rivière. Il en était de même de ce qui restait d'artillerie.

Telle était la situation des choses près des ponts, quand Wittgenstein, après sa victoire sur Partouneaux, s'avançant sur la rive gauche de la Bérésina, engagea un combat terrible avec l'arrière-garde commandée par Victor, et les boulets des Russes commencèrent à tomber au milieu de cette masse confuse et en désordre, que nous avons cherché à décrire. Ce fut alors que ce corps tout entier de traîneurs et de fugitifs se précipita en même temps vers les ponts avec l'aveuglement du désespoir, tout sentiment de prudence ou d'humanité étant étouffé par l'instinct qui porte chaque être à songer à sa propre conservation. Cette horrible scène de désordre fut rendue encore plus affreuse par la violence désespérée de ceux qui, déterminés à se frayer un chemin à tout prix, renversaient et foulaient aux pieds tout ce qui s'opposait à leur passage. Les hommes faibles et sans secours se retiraient de la presse et s'asseyaient à l'écart pour attendre leur destin, ou, se mêlant dans la foule, étaient renversés dans la rivière, écrasés sous les roues des voitures, peut-être frappés de coups de sabre par leurs camarades, ou écrasés sous leurs pieds. Pendant tout ce

temps, l'action continuait avec fureur; et, comme si le ciel avait voulu mêler son courroux à la rage des hommes, il s'éleva un ouragan qui ajouta de nouvelles terreurs à une scène déjà si épouvantable.

Vers midi les Français, quoique résistant encore courageusement, commencèrent à perdre du terrain; les Russes, arrivant successivement en force, réussirent à gagner le ravin, et les forcèrent à prendre position plus près des ponts. A peu près à la même heure, le grand pont, celui qui avait été construit pour l'artillerie et les voitures pesantes, se rompit, et la foule qui le franchissait fut précipitée dans l'eau. Le cri général d'angoisse de cette multitude désespérée se fit entendre au-dessus du fracas des élémens, des foudres de la guerre, du sifflement des vents et des hourras prolongés et redoublés des cosaques. Celui de qui nous tenons ces détails assure que ces sons d'horreur retentirent à ses oreilles plusieurs semaines. Cette scène épouvantable dura jusqu'à la nuit; un grand nombre de malheureux furent poussés dans la rivière glacée, d'autres s'y jetèrent volontairement, soit par désespoir, soit dans la faible espérance de gagner l'autre rive à la nage; et si quelques-uns y parvinrent, ce ne fut que pour y périr de froid et d'épuisement. Lorsque

l'obscurité arriva, Victor, avec le reste de ses soldats, dont le nombre était considérablement diminué, quitta le poste qu'il avait si bravement défendu, et passa la rivière à son tour. Pendant toute la nuit, le pont continua à être couvert d'une multitude confuse exposée au feu de l'artillerie des Russes, à qui le bruit qui accompagnait leur marche servait de point de mire, même dans l'obscurité. Au point du jour, l'ingénieur français le général Éblée mit le feu au pont; tout ce qui restait sur l'autre rive, y compris un grand nombre de prisonniers, et une quantité considérable de canons et de bagages, tomba entre les mains des Russes. Le total de la perte des Français n'a jamais été exactement connu; mais le rapport des Russes, relativement aux corps qui furent recueillis et brûlés dès que le dégel le permit, porte à plus de trente-six mille le nombre de ceux que l'on trouva dans la Bérésina.

CHAPITRE XIV.

Napoléon se décide à retourner à Paris.—Il part de Smorgoni le 5 décembre; — arrive à Varsovie le 10. — Entrevue curieuse avec l'abbé de Pradt. — Il arrive à Dresde le 14; — et à Paris, le 18 à minuit. — État affreux de la Grande-Armée lors du départ de Napoléon.—Elle arrive à Wilna, d'où elle est chassée par les cosaques. — Elle fuit vers Kowno. — Dissensions entre les généraux français. — Politique prudente des Autrichiens sous Schwartzenberg. — Situation précaire de Macdonald; — il se retire sur Tilsit. — York se sépare des Français. — Retraite de Macdonald à Kœnigsberg. — Fin de l'expédition en Russie, avec une perte, de la part des Français, de quatre cent cinquante mille hommes tués ou prisonniers. — Discussion des causes qui amenèrent cette catastrophe ruineuse.

Lorsque l'armée de Buonaparte fut réunie de l'autre côté de la Bérésina, tous les signes d'une désorganisation complète se déclarèrent. Le village de Brelowau, où elle fit halte la nuit qui suivit le passage, fut entièrement détruit pour faire servir les bois dont les maisons étaient construites à alimenter les feux du camp. Une partie considérable du quartier-général de Buonaparte subit le même sort, et ce ne fut qu'avec peine qu'on sauva de la soldatesque son propre appartement. A peine peut-on blâmer ce manque de discipline, car la nuit était mortelle-

ment froide; et parmi les malheureux humides et grelottans qui avaient été trempés dans la rivière glacée, plusieurs s'étendirent par terre cette nuit et ne se relevèrent jamais.

Le 29 novembre, l'Empereur quitta les rives fatales de la Bérésina, à la tête d'une armée plus désorganisée que jamais; car bien peu de soldats du corps d'Oudinot, et à peine un seul de celui de Victor, qui survivaient encore, furent à l'épreuve de la contagion du désordre général. Tous les corps marchaient sans aucune disposition régulière, n'ayant plus d'avant-garde, de centre et d'arrière-garde, tels enfin que des troupeaux. Les soldats n'avaient d'autre désir que de gagner de vitesse sur les Russes, et cependant les cosaques et les partisans en surprenaient tous les jours un grand nombre. Très heureusement pour Napoléon, le duc de Bassano avait eu la précaution d'envoyer, vers les bords de la Bérésina, une division de Français commandée par le général Maison, qui suffit pour former une arrière-garde, et protéger cette masse de fuyards en désordre et sans défense. Ils arrivèrent ainsi le 3 décembre à Malodeczno.

Là, Buonaparte découvrit à ses principaux confidens sa résolution de quitter l'armée et de se rendre à Paris. La conspiration récente de

Malet l'avait convaincu que sa présence y était nécessaire [1]. Il était inutile qu'il restât avec une armée qui, sous un point de vue militaire, existait à peine encore. Il était près de la Prusse, dont les habitans, ses alliés malgré eux, deviendraient probablement des ennemis mortels. Il se souvenait des projets qu'il avait formés contre le roi Frédéric lorsqu'il espérait revenir victorieux, et, d'après ses propres intentions, il prévoyait quelle serait probablement la conduite de ce prince après le grand revers que venait d'essuyer sa fortune.

Ce parti étant pris, Napoléon ordonna que les préparatifs de son départ se fissent à Smorgoni, ayant dessein de rester à Malodeczno jusqu'à ce qu'il eût été rejoint par le général Maison et l'arrière-garde, qui était à une journée de distance derrière le corps principal. Il attendit donc son arrivée. Maison se montra enfin, mais ayant sur ses derrières Tschaplitz et les Russes. Le froid était si excessif (le thermomètre descendant de vingt degrés au-dessous de zéro), qu'il n'y eut entre eux que des escarmouches.

Le 5 décembre, Buonaparte était à Smorgoni, où il reçut un nouveau renfort qui arri-

[1] Le lecteur trouvera plus loin les détails de ce complot singulier.

vait fort à propos. C'était le général Loison, qui, à la tête de la garnison de Wilna, s'était avancé pour protéger sa retraite dans cette ville; secours fort heureux, qui fournit une nouvelle arrière-garde pour remplacer celle que commandait Maison, et que le froid et la fatigue avaient mise hors de service, tout aussi-bien que ceux qu'elle avait protégés depuis les bords de la Bérésina jusqu'à Smorgoni. Loison reçut ordre de se charger à son tour de ce devoir périlleux, et par conséquent de rester, suivant l'usage, à une journée de distance des débris de ce qui fut la Grande-Armée.

L'ordre de la marche sur Wilna étant ainsi arrangé, Napoléon se détermina à partir. On avait préparé trois traîneaux, sur l'un desquels il devait se placer avec Caulaincourt, dont l'Empereur avait dessein de prendre le nom, en voyageant incognito, quoique leur extérieur offrît une différence frappante, le duc de Vicence étant grand, maigre et roide. Dans une audience générale, à laquelle étaient présens le roi de Naples, le vice-roi d'Italie, Berthier et les maréchaux, Napoléon annonça qu'il laissait Murat pour commander l'armée comme généralissime. Il parla le langage de l'espérance et de la confiance. Il promit de contenir les dispositions hostiles des Autrichiens et des Prussiens,

en se présentant à eux à la tête de la nation française et de douze cent mille hommes. Il dit qu'il avait ordonné à Ney de se rendre à Wilna, de réorganiser l'armée, et de frapper un coup capable d'ôter aux Russes l'envie d'avancer plus loin. Enfin il les assura qu'ils trouveraient des quartiers d'hiver derrière le Niémen. Il fit alors des adieux affectueux à chacun de ses généraux l'un après l'autre, et montant sur son traîneau, véritable image du bateau pêcheur de Xerxès, il partit de Smorgoni à dix heures du soir.

Quelles furent les sensations de cet homme extraordinaire en quittant les restes de son armée, c'est ce que nous n'avons pas même le moyen de conjecturer. Tout son extérieur, pendant son extrême détresse, avait annoncé la plus grande fermeté ; de sorte que les expressions de chagrin ou d'irritation qui lui échappaient quelquefois étaient recueillies et enregistrées par ceux qui les entendaient comme des exceptions curieuses à son état de calme ordinaire. Pour conserver sa tranquillité d'âme, il ne souffrait pas qu'on lui fît le détail de la misère et des besoins dont il était environné. Ainsi, quand le colonel d'Albignac lui apporta la nouvelle de la détresse de Ney après la bataille de Wiazma, il lui ferma la bouche, en lui disant avec vivacité qu'il n'avait pas besoin de détails.

C'était dans le même esprit, qu'après que les deux tiers de l'armée avaient été moissonnés, et lorsque ce qui en restait n'était plus qu'une multitude indisciplinée, il donnait toujours ses ordres comme si toutes les divisions en eussent encore existé. « Voulez-vous donc m'ôter mon repos ? » dit-il avec courroux à un officier qui croyait nécessaire d'appuyer sur l'état où se trouvait l'armée dans un moment où quelques ordres, exprimés de cette manière, venaient d'être donnés. Et comme cet officier persistait à vouloir s'expliquer, croyant peut-être avec simplicité que Napoléon ne connaissait pas les circonstances sur lesquelles il lui répugnait seulement de fixer ses pensées, il répéta avec colère : « Je vous demande, monsieur, pourquoi vous voulez m'ôter mon repos ? »

Il est évident que Napoléon doit avoir connu la situation de son armée aussi-bien qu'aucun de ceux qui l'entouraient. Mais admettre qu'il connaissait des maux auxquels il ne pouvait remédier, c'eût été confesser une impuissance incompatible avec le caractère d'un homme qui aimait à passer pour maîtriser le destin au lieu d'y être soumis. Napoléon n'était pas un de ces princes dont parle Horace, qui, dans la pauvreté et dans l'exil, déposent leurs titres de dignité, et renoncent au langage de la

puissance. Son quartier-général de Smorgoni et son séjour à Porto-Ferrajo et à Sainte-Hélène peuvent également prouver l'opiniâtreté avec laquelle il tenait non seulement au pouvoir, mais aux formes et au cérémonial qui entourent la souveraineté, à des époques où cette souveraineté elle-même était ou en danger ou perdue. On peut pénétrer plus avant dans ses véritables sentimens, d'après le récit de l'abbé de Pradt, qui mérite d'être rapporté.

Après avoir été sur le point d'être pris par le partisan russe Seslawin, dans un village nommé Youpranoui, Napoléon arriva à Varsovie le 10 décembre. Là, l'abbé de Pradt, alors ministre de France près de la diète de Pologne, cherchait à concilier les différens bruits qui arrivaient de toutes parts, quand il vit entrer dans son appartement une espèce de spectre, enveloppé de fourrures roidies par des glaçons, appuyé sur un domestique : ce ne fut pas sans peine que l'ambassadeur reconnut le duc de Vicence.

« Ah! c'est Caulaincourt! » dit le prélat surpris; « et où est l'Empereur?

— « A l'hôtel d'Angleterre; il vous attend.

— « Pourquoi n'être pas descendu au palais ?

— « Il voyage incognito.

— « Avez-vous tout ce qu'il vous faut?

— « Donnez-nous du vin de Bourgogne ou de Malaga.

— « La cave, la maison, tout est à vous ; mais où allez vous comme cela?

— « A Paris.

— « A Paris ! mais où est l'armée?

— « Il n'y en a plus ! » répondit Caulaincourt en levant les yeux au ciel.

« Et cette victoire de la Bérésina, et ces six mille prisonniers du duc de Bassano? [1]

— « On a passé.... quelques centaines d'hommes échappés.... ; nous avons eu autre chose à faire que de les garder. »

Ayant ainsi satisfait sa curiosité, l'abbé de Pradt se hâta de se rendre à l'hôtel d'Angleterre ; il vit dans la cour trois traîneaux à moitié fracassés, l'un pour l'Empereur et Caulaincourt, le second pour deux officiers-généraux, et le troisième pour le mameluck Rustan et un autre domestique. Il fut introduit avec quelque mystère dans un mauvais appartement d'une mauvaise auberge, où une servante était occupée à souffler un feu de bois vert. Là était l'Empe-

[1] Allusion aux rapports exagérés que faisait circuler Maret duc de Bassano, résidant alors à Wilna, d'une prétendue victoire remportée par Napoléon au passage de la Bérésina.

reur, que l'abbé de Pradt revoyait pour la première fois, depuis qu'il avait joué le rôle de roi des rois parmi les souverains assemblés à Dresde. Il portait une pelisse verte, ornée de brandebourgs en or et garnie de fourrures; et en marchant à grands pas dans l'appartement, il cherchait à se procurer la chaleur que la cheminée refusait. Il salua monsieur l'ambassadeur, comme il le nomma, avec un air de gaîté. L'abbé éprouva un mouvement de sensibilité auquel il était disposé à se livrer, mais, comme il le dit, « le malheureux ne s'en aperçut pas »; il borna donc l'expression de son dévoûment à aider Napoléon à se défaire de sa pelisse. Quant à nous, nous sommes porté à croire, que si Napoléon repoussa les effusions de l'intérêt que prenait à lui l'archevêque de Malines, ce fut parce qu'il ne se souciait pas d'être l'objet de son intérêt ou de sa pitié. Il apprit de son ministre que l'esprit des habitans du Grand-Duché avait bien changé depuis qu'on les avait amenés à désespérer de la régénération de leur pays, et que, puisqu'ils ne pouvaient être Polonais libres, ils cherchaient comment ils pourraient se réconcilier avec leurs anciens maîtres les Prussiens. L'arrivée de deux ministres polonais interrompit les communications de l'ambassadeur. A partir de ce

moment, Napoléon seul fit les frais de la conversation, ou, pour mieux dire, il commença un monologue dans lequel perçait la crainte qu'il avait que le mauvais succès de son expédition en Russie ne fît tort à sa réputation, tandis qu'il luttait contre cette conviction pénible, en faisant l'énumération des moyens qu'il avait pour réparer ses pertes, et en alléguant les obstacles que la nature lui avait opposés, et sous lesquels il avait été obligé de succomber.

« Il faut lever dix mille cosaques polonais, dit-il, et arrêter la marche de ces Russes. Une lance et un cheval suffiront; du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas. »

Les fonctionnaires le félicitèrent d'avoir échappé à tant de dangers.

« Tant de dangers! répéta-t-il; pas le moindre. Je vis dans l'agitation; plus je tracasse, mieux je vaux. Les rois de cocagne engraissent dans leurs palais; moi, c'est à cheval et dans les camps. Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. Pourquoi vous trouvé-je ici si alarmés?

— « C'est que nous ne savons ce que nous devons penser des nouvelles de l'armée.

— « Bah! répliqua l'Empereur, l'armée est dans une situation superbe. J'ai cent vingt mille

hommes .. J'ai battu les Russes dans toutes les affaires... Ce ne sont plus les soldats de Friedland et d'Eylau... L'armée tiendra dans Wilna... Je vais chercher trois cent mille hommes... Le succès rendra les Russes audacieux... Je leur livrerai deux ou trois batailles sur l'Oder, et dans six mois je serai encore sur le Niémen... Je pèse plus sur mon trône qu'à la tête de mon armée... Certainement je quitte mes soldats à regret; mais il faut surveiller l'Autriche et la Prusse, et je pèse plus sur mon trône qu'à la tête de mon armée... Tout ce qui est arrivé n'est rien... C'est un malheur; les ennemis ne peuvent s'en faire un mérite... Je les ai battus partout... Ils voulaient me couper à la Bérésina... Je me suis moqué de cet imbécile d'amiral... (il ne put jamais articuler le nom de Tchitchakoff). J'avais de bonnes troupes et du canon... La position était superbe... Mille cinq cents toises de marais, une rivière. » Il le répéta deux fois, et revint sur la distinction qu'on trouve dans le vingt-neuvième bulletin, sur les âmes fortement trempées et les âmes faibles, après quoi il ajouta : « J'en ai vu bien d'autres!... A Marengo, j'ai été battu jusqu'à six heures du soir; le lendemain j'étais maître de l'Italie... A Essling, cet archiduc voulut m'arrêter... Il publia je ne sais quoi... Mon

armée avait déjà fait une lieue et demie en avant... Je ne daignai même pas faire des dispositions... On sait ce que c'est quand j'en suis là... Je ne puis pas empêcher que le Danube grossisse de seize pieds dans une nuit... Ah! sans cela c'en était fait de la monarchie autrichienne; mais il était écrit dans le ciel que je devais épouser une archiduchesse... (cela fut dit avec un grand air de gaîté). De même en Russie je ne puis pas empêcher qu'il gèle. On me disait chaque matin que j'avais perdu dix mille chevaux pendant la nuit... Eh bien, bon voyage! » Il leur fit ces adieux cinq ou six fois dans le cours de cette harangue; mais il en revint toujours à son sujet. « Nos chevaux normands sont moins durs que ceux des Russes... Ils ne résistent pas à dix degrés de froid (au-dessous de zéro); il en est de même des hommes: regardez les Bavarois; il n'en reste pas un... On dira peut-être que je suis resté long-temps à Moscou; cela peut être vrai; mais le temps était beau... L'hiver est venu plus tôt que de coutume... D'ailleurs, je m'attendais à la paix. Le 5 octobre j'avais envoyé Lauriston pour en traiter... J'avais pensé à aller à Pétersbourg, j'en avais le temps, et me rendre dans les provinces méridionales de la Russie ou à Smolensk. Eh bien, on tiendra à Wilna; j'y ai laissé Mu-

rat. Ah! ah! c'est une grande scène politique. Qui ne risque rien n'a rien... Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas... Les Russes ont montré qu'ils ont du caractère... Leur Empereur est aimé de son peuple... Ils ont des nuées de cosaques... C'est quelque chose que d'avoir un tel empire... Les paysans de la couronne aiment leur gouvernement... La noblesse est montée à cheval... On m'a proposé d'affranchir les esclaves, mais je n'ai pas voulu y consentir... Ils auraient tout massacré... Je faisais une guerre réglée à l'empereur Alexandre; mais qui se serait attendu à un coup comme celui de l'incendie de Moscou? Maintenant ils nous l'attribuent; mais ce sont bien eux qui en sont les auteurs. Ce sacrifice aurait fait honneur à l'ancienne Rome. »

Il en revint à son projet favori d'arrêter les Russes, qui venaient d'anéantir sa Grande-Armée, en levant un grand corps de cosaques polonais, auxquels, dans la situation actuelle des choses, il aurait été difficile deproposer quelque motif capable d'exciter leurs efforts. Le feu s'éteignit; les conseillers écoutaient avec un désespoir glacial, et l'Empereur se réchauffant, partie en marchant, partie par le feu de son discours, continua son monologue, tantôt laissant échapper, en dépit de lui-même, des idées et des

sentimens qu'il aurait voulu cacher; tantôt appuyant sur ce qu'il désirait faire croire aux autres; et répétant souvent pour refrain de sa harangue, l'aphorisme qu'il a rendu immortel sur le voisinage du sublime et du ridicule.

Comme on vint à parler de son passage futur en Silésie, il répondit, d'un ton d'incertitude : « Ah! la Prusse! » comme s'il eût douté que cette route fût bien sûre. Enfin il se décida tout de bon à partir; coupa court aux souhaits respectueux qu'on faisait pour sa santé, en assurant brièvement que « quand il aurait le diable, il ne s'en porterait que mieux »; et monta sur l'humble traîneau qui portait César et sa fortune. Les chevaux partirent, pensèrent renverser la voiture en sortant de la porte, et ils disparurent dans l'obscurité.

Tel est le récit animé que fait l'abbé de Pradt, qui déclare solennellement, qu'après s'être bien examiné, sa mémoire ne lui reproche ni oubli, ni inexactitude. Napoléon ne nie pas que cette longue conversation n'ait eu lieu, mais il prétend que l'abbé en a fait une caricature. Quoi qu'il en soit, il griffonna, dit-il, un ordre à M. l'ambassadeur, de retourner sur-le-champ à Paris; et vu ce qui venait d'arriver en Russie, et ce qui allait se passer en Pologne, cet ordre dut être reçu avec d'autant plus de plaisir,

qu'il paraissait devoir être bientôt appuyé par les lances des cosaques.

Napoléon continua son voyage avec la plus grande célérité possible; étant à Sainte-Hélène, il dit qu'il avait été sur le point d'être arrêté en Silésie. « Mais, ajouta-t-il, les Prussiens passèrent à délibérer le temps qu'ils auraient dû employer à agir. Ils se conduisirent comme les Saxons, dont Charles XII dit gaîment, en quittant Dresde : Ils délibéreront aujourd'hui s'ils auraient dû me faire arrêter hier. » Si cette idée a été conçue, ce doit avoir été par quelques membres du *Tugend-Bund,* qui pouvaient ne pas regarder comme un crime de s'assurer de la personne d'un homme qui avait enchaîné la liberté de l'Europe; mais nous ne croyons pas que Frédéric ait jamais formé ce projet tant qu'il resta l'allié de la France.

Cependant Napoléon continuait à voyager avec secret et rapidité. Le 14 décembre, il était à Dresde, où il eut une longue conférence particulière avec le bon vieux Roi, dont la reconnaissance qu'il avait pour l'Empereur, son bienfaiteur, ne s'était pas refroidie par suite des revers que celui-ci avait éprouvés. Cette entrevue, bien différente de la précédente, eut lieu dans l'hôtel où Buonaparte était descendu, et où Auguste alla le voir incognito. Il arriva

à Paris le 18, dans la soirée; cette ville était, depuis deux jours, dans une agitation causée par la réception du vingt-neuvième bulletin, dans lequel, avec une sorte de répugnance, l'Empereur levait le voile qui cachait tous les désastres de la guerre de Russie.

On ne nous reprochera peut-être pas de nous arrêter à des circonstances trop minutieuses, si nous disons que Napoléon et celui qui le suivait eurent quelque difficulté à se faire ouvrir si tard l'entrée des Tuileries. L'Impératrice s'était retirée dans son appartement; deux hommes enveloppés de fourrures entrèrent dans l'antichambre, et l'un d'eux s'avança vers la porte de la chambre à coucher de Marie-Louise. La dame de service se jeta à la hâte entre cet intrus et la porte; mais reconnaissant Napoléon, elle poussa un grand cri, et l'Impératrice, alarmée, entra dans l'antichambre. Leur entrevue fut extrêmement affectueuse, et prouva qu'au milieu de toutes les pertes qu'il venait de faire, Napoléon pouvait encore prétendre au bonheur domestique.

Mais revenons à la Grande-Armée, ou plutôt au rassemblement de ceux qui en avaient fait partie, car à peine restait-il l'apparence d'une armée. Les soldats de la garde impériale, qui, jusqu'alors, s'étaient piqués de conserver

quelque discipline, ne voulurent plus obéir à aucun chef après le départ de Napoléon. Murat, à qui le commandement avait été délégué, semblait à peine l'exercer, et n'était pas écouté. Si Ney et quelques maréchaux conservaient encore quelque autorité, ils ne la devaient qu'à l'habitude, et à un instinct de discipline qui se réveillait au moment où il s'agissait de combattre. Ils ne pouvaient cependant organiser aucune défense sérieuse, et leurs troupes auraient été infailliblement massacrées et dispersées sans celles de Loison, qui continuèrent à former l'arrière-garde, et qui, n'ayant jamais été sur la rive orientale de la fatale Bérésina, avaient, au milieu de grandes souffrances, conservé assez de discipline pour maintenir leurs rangs, se conduire en soldats, et se faire respecter non seulement par les cosaques, mais par Tschaplitz, Wittgenstein, et les détachemens de la grande armée russe, qui les suivaient de près et inquiétaient leur marche. La division de Loison était comme un bouclier qui protégeait la retraite en désordre du principal corps d'armée.

Cependant, quelque degré d'ordre est si essentiel à toute la société humaine, que, même dans cette masse désorganisée, les traîneurs, qui composaient alors presque toute l'armée,

se divisaient en petites bandes qui s'aidaient l'une l'autre, et qui avaient quelquefois le secours d'un misérable cheval. Si l'animal succombait sous le poids du fardeau dont il était chargé, il était mis en pièces, et dévoré pendant que la vie palpitait encore dans ses veines. Ces bandes avaient des chefs qu'elles se choisissaient dans leurs rangs. Mais cette espèce d'union, quoique avantageuse en général, avait aussi ses inconvéniens. Ceux qui étaient affiliés à quelqu'une de ces confréries, n'auraient donné à aucun de ceux qui n'en faisaient point partie une bouchée de pâte de farine de seigle, qui, relevée par un peu de poudre à canon au lieu de sel, formait, avec la chair de cheval bouillie, leur principale et leur meilleure nourriture. Ils ne permettaient pas à un étranger de venir se réchauffer à leur feu; et quand on trouvait quelque butin, on voyait souvent deux de ces compagnies, surtout quand elles étaient de pays différens, se battre à qui en resterait en possession. Une poignée de farine était une tentation pour mettre à mort le malheureux qui n'était pas en état de la défendre. On assure, et nous désirons de tout notre cœur que ce fait puisse être nié, que les prisonniers étaient parqués tous les soirs, sans qu'on leur fît aucune distribution de vivres, et que, comme

des bestiaux mis en fourrière, ils périssaient de faim, de froid, et du délire furieux que leur causait un pareil traitement. Parmi ces infortunés, quelques uns devinrent cannibales, et cet horrible reproche a été fait aux Français eux-mêmes.

Pour porter à leur comble des maux si épouvantables, le froid, qui pendant quelque temps avait été supportable, augmenta le 6 décembre jusqu'à 27 et 28 degrés au-dessous de zéro. Les uns tombaient et expiraient en silence; le sang des autres se portait vers la tête faute de circulation, leur sortait par les yeux et la bouche, et les malheureux, tombant sur la neige ensanglantée, trouvaient dans la mort la fin de leurs souffrances. La nuit, dans leurs bivouacs, les soldats approchaient leurs membres engourdis si près du feu, que s'endormant dans cette position, leurs pieds étaient brûlés jusqu'aux os, tandis que la gelée attachait leurs cheveux à la terre. C'était dans cette situation que les cosaques les trouvaient souvent, et heureux ceux dont les ennemis terminaient la misère d'un coup de lance. Il se passait d'autres horreurs qu'il vaut mieux taire; nous en avons assez dit pour prouver qu'une telle calamité n'avait jamais noirci les pages de l'histoire. Dans cette horrible retraite, vingt mille recrues avaient

rejoint l'armée depuis qu'elle avait passé la Bérésina; où, en y comprenant les corps d'Oudinot et de Victor, elle montait à quatre-vingt mille hommes. Mais de ce nombre, moitié périt entre la Bérésina et les murs de Wilna.

Tel était l'état dans lequel se trouvait l'armée quand elle arriva dans cette ville, où l'on avait fait d'immenses approvisionnemens pour la recevoir. Les magasins étaient pleins à regorger; mais, comme à Smolensk, les administrateurs et les commissaires, craignant pour leur responsabilité, n'osèrent fournir des vivres à une foule en désordre qui ne pouvait ni autoriser la distribution des rations, ni en donner un reçu régulier. Les malheureux affamés tombaient dans la rue à la porte des magasins, y périssaient d'inanition, et maudissaient, en rendant le dernier soupir, l'exactitude malentendue qui refusait à des hommes mourant de faim la bouchée qui aurait pu leur sauver la vie. En d'autres endroits, la soldatesque désespérée enfonça les portes des magasins de comestibles et de boissons, et pilla et dévasta tout ce qui s'y trouvait. Un grand nombre s'enivrèrent, tombèrent dans la rue, et y trouvèrent la fin de leur vie avant celle de leur ivresse. Les malades qui se rendirent dans les hôpitaux les virent encombrés non seulement de mourans, mais de morts,

dont on laissait les cadavres se geler ou se putréfier sur les escaliers et dans les corridors, et quelquefois même dans la salle de ceux qui leur avaient survécu : tels étaient les soulagemens que leur procurait Wilna, qui avait été le but de tant d'espérances.

Cependant, quelques habitans, émus par la pitié, par la crainte ou par la cupidité, car beaucoup de soldats avaient encore sur eux quelques restes du pillage de Moscou, se montrèrent disposés à donner un abri et de la nourriture à ces spectres vivans qui demandaient l'un et l'autre, tantôt avec les menaces et les imprécations de la fureur, tantôt avec le ton plaintif des moribonds. On commença aussi à faire des distributions dans les magasins publics ; et ces hommes, qui depuis long-temps n'avaient pas eu un morceau de pain, dont l'unique matelas avait été la terre gelée, et dont la tête n'avait été couverte que par la voûte d'un firmament d'où tombait une neige continuelle, se crurent dans un paradis quand ils retrouvèrent la plus faible partie de ces aises de la vie auxquelles on songe si peu quand on en jouit, et qu'on regrette si vivement quand on en est privé entièrement ou en partie. Quelques uns pleuraient de joie en recevant un pain de munition et lorsqu'ils se voyaient libres de s'asseoir sous un toit pour le manger.

Tout à coup, ce repas, qui semblait offrir des gages du retour à la sécurité et à la vie sociale, fut interrompu par le bruit d'une canonnade d'abord lointaine mais se rapprochant de moment en moment, puis par des décharges de mousqueterie, enfin par le son des tambours battant un appel dans les rues de la ville. Mais c'était en vain qu'on donnait ainsi l'alarme; la garde impériale elle-même fut sourde à cet appel. Les soldats étaient las de la vie, et il semblait que, comme les Juifs dans le désert, ils ne désiraient que de mourir la bouche pleine. Enfin les *hourras!* encore peu distincts, et le cri plus rapproché : *Les cosaques! les cosaques!* qui depuis quelque temps était le signal le plus efficace pour les faire remettre en marche, les forcèrent à laisser leurs rafraîchissemens et à se précipiter dans les rues. Ils y trouvèrent l'arrière-garde commandée par Loison; quoique renforcée par le corps de Bavarois sous les ordres de Wrede (cette troupe avait été laissée sur les frontières de la Volhinie), elle entrait dans la ville avec tout le désordre qui suit une défaite: on apprit qu'elle avait été repoussée par Wittgenstein, Platoff, et d'autres partisans russes, qui l'avaient poursuivie jusqu'aux portes de la ville.

Outre les immenses magasins appartenant à

l'armée française, il se trouvait à Wilna un dépôt considérable d'argent et de richesses qui y avait été formé lorsque l'armée avait marché sur Moscou, et particulièrement un trésor appartenant à Napoléon. La ville, quoique ouverte, aurait pu tenir jusqu'à ce qu'on eût brûlé les magasins et emmené les bagages; mais telle fut la confusion du moment, que les Russes s'ouvrirent l'entrée de Wilna d'un côté, tandis que les Français en sortaient de l'autre, dirigeant leur fuite sur Kowno, avec la partie la plus précieuse des bagages, ou du moins ce qui put être le plus tôt prêt à les suivre. Les habitans de la ville, c'est-à-dire les classes inférieures, et notamment les Juifs, crurent alors faire leur cour aux vainqueurs en massacrant les malheureux qu'ils avaient reçus dans leurs maisons, ou en les dépouillant et en les chassant nus dans les rues. On dit que les Juifs furent ensuite punis de cette barbarie par les Russes, qui en firent pendre plusieurs.

Cependant la colonne de fuyards était arrivée à une hauteur et à un défilé nommé Ponari. Là, les chariots s'embarrassèrent les uns les autres, et enfin un des fourgons chargés d'argent fut renversé, se brisa, et mit au grand jour ce dont il était chargé. Dès ce moment toute discipline disparut; et comme s'ils eussent voulu prévenir

les Russes, les soldats français tombèrent eux-mêmes sur les bagages, brisèrent les fourgons et s'approprièrent ce qu'ils contenaient. Les cosaques arrivèrent en ce moment de désordre; mais à la vue d'un si riche butin, ils oublièrent leur animosité nationale, se mirent à piller conjointement avec les soldats français, et ne voulurent pas perdre le temps à se battre quand il semblait y avoir assez de richesses pour contenter tout le monde. On dit pourtant que les soldats de la garde impériale donnèrent un rare exemple d'honneur et de discipline. Le comte de Turenne ayant forcé les cosaques qui l'entouraient à reculer, distribua le trésor privé de Napoléon entre ses gardes, qui le restituèrent ensuite fidèlement. « Pas une seule pièce d'argent ne fut perdue », dit Ségur. Cependant ce fait doit être en partie d'invention; car un grand nombre de soldats de la garde impériale périrent ensuite, et les cosaques, qui devinrent leurs exécuteurs testamentaires, ne songèrent guère, sans doute, à faire cette restitution.

Il est inutile de suivre plus long-temps la fuite de ce malheureux corps de soldats errans. Ils arrivèrent enfin à Kowno, dernière ville de la Pologne russe. Ney, cherchant seul à leur donner quelques ordres et quelques secours, tandis qu'à chaque instant ils l'abandonnaient

et s'abandonnaient eux-mêmes. Il paraît qu'à Kowno il y avait encore environ mille hommes sous les armes, et peut-être vingt mille dans un état de désordre complet. Les Russes parurent cesser leur poursuite quand les fugitifs eurent passé le Niémen sur la glace. Ils ne se souciaient pas de porter la guerre en Prusse.

A Gumbinnen, les maréchaux et généraux tinrent un conseil de guerre, dans lequel Murat exhala le ressentiment long-temps étouffé qu'il nourrissait contre son beau-frère. Il était mécontent de Napoléon, parce que l'Empereur n'avait pas sévèrement réprimé l'insolence avec laquelle il prétendait avoir été traité en diverses occasions par Davoust et par Ney; il déclama ouvertement contre lui, en le traitant d'insensé, sur la parole duquel on ne pouvait compter. En ce moment de colère et de mécontentement, il se reprocha d'avoir refusé les propositions de l'Angleterre. S'il avait agi autrement, dit-il, il serait encore un grand roi comme les souverains d'Autriche et de Russie. « Ces souverains », répondit Davoust avec amertume, « sont monarques par la grâce de Dieu et par la sanction du temps; mais vous n'êtes roi que par la grâce de Napoléon et le sang des Français. Vous êtes coupable d'une ingratitude grossière, et je vous dénoncerai à l'Empereur. » Telle fut

la scène étrange dont les maréchaux furent les témoins muets. Elle sert à prouver combien il régnait peu d'unité dans leurs conseils, quand le génie du maître cessait d'y présider.

De Gumbinnen les Français allèrent montrer leur misère à Kœnigsberg. Partout ils furent traités avec froideur, mais sans dureté, par les Prussiens, qui avaient auparavant éprouvé de leur part des actes d'oppression, mais qui, dans l'état où ils les voyaient, ne les regardaient pas comme des êtres sur qui dût tomber leur vengeance. L'armée apprit à Kœnigsberg le destin de ses deux ailes, et il était de nature à faire perdre tout espoir.

Sur la droite de l'ancienne ligne de marche des Français, dès que Schwartzenberg eut appris que l'Empereur avait été complétement défait et que son armée était en déroute totale, il crut que, comme simple auxiliaire, il n'avait plus le droit de risquer la vie d'un seul Autrichien dans cette querelle. Il fut conclu entre les Autrichiens et les Russes un armistice, par lequel il fut convenu qu'ils manœuvreraient comme à une partie d'échecs, mais qu'ils ne se battraient pas. Ainsi, quand les Russes avaient gagné une position qui, dans une guerre véritable, leur aurait donné l'avantage, les Autrichiens étaient obligés de reculer. La cam-

pagne ressemblait donc parfaitement à une petite guerre dans laquelle deux généraux attachés au même service font assaut d'habileté. Schwartzenberg, par ses manœuvres, protégea le corps français de Regnier aussi long-temps qu'il le put; obtint des conditions favorables pour Varsovie, et procura à Regnier un avantage de trois jours quand il cessa enfin de couvrir cette ville. Ayant ainsi protégé ses alliés jusqu'à la fin, il se retira sur le territoire autrichien. Si Regnier fut ensuite atteint et surpris à Khalish, on ne peut l'attribuer à l'abandon de Schwartzenberg, mais à la halte trop longue qu'il fit lui-même pour couvrir quelques dépôts en Pologne. Les restes de l'armée de Regnier, du moins ce qui s'en réfugia sur le territoire autrichien, y fut bien reçu, et rejoignit ensuite ses drapeaux. Cependant, l'alliance avec l'Autriche, qui, dans un sens, avait coûté si cher à Napoléon, se trouvait alors dissoute, et son aile droite était totalement détruite par la défection de ses alliés. Les choses n'allaient pas mieux à l'aile gauche, ou plutôt elles allaient encore plus mal.

Pendant les six mois fertiles en événemens de la campagne de Russie, Macdonald, qui commandait l'aile gauche, était resté en Courlande avec une armée d'environ trente mille

hommes, dont vingt-deux mille étaient Prussiens, et le reste Allemands de diverses nations. Il semblerait que, dès l'origine, Napoléon ne s'était pas soucié de charger ces auxiliaires involontaires d'un service où leur défection aurait pu avoir quelque influence sur les autres parties de son armée. Cependant ils se conduisirent bien en diverses occasions. Quand Macdonald eut à repousser les attaques et les sorties de la nombreuse garnison de Riga, leur activité et leurs efforts le mirent en état de sauver le parc de lourde artillerie destiné au siége de cette place, et qui était presque tombé entre les mains du général russe Lewis, à Mitau, le 29 septembre. Mais, en cette occasion, quoique nullement mécontent des soldats, Macdonald eut sujet de soupçonner York, leur chef, de froideur pour la cause des Français. Dans le fait, cet officier était chargé d'un service qu'il détestait au fond du cœur. Il était membre du *Tugend-Bund,* dont on a si souvent parlé; c'était un patriote prussien ardent, et il brûlait du désir de délivrer son pays natal d'un joug étranger. Il attendait donc avec impatience le moment qui lui fournirait une occasion plausible pour pouvoir, sans déshonneur, séparer ses troupes de celles du maréchal français.

Vers le commencement de décembre la situa-

tion de Macdonald devint précaire. On n'entendait parler que de la déroute et des désastres de la Grande-Armée française, et le maréchal attendait avec inquiétude l'ordre de se mettre en retraite, tandis qu'il le pouvait encore. Mais telle fut la confusion qui régna au quartier-général après le départ de l'Empereur, que ni Murat, ni Berthier, ne songèrent à envoyer à Macdonald l'ordre qui lui était nécessaire; et quand ils le lui envoyèrent enfin, cet ordre, qui aurait pu lui parvenir en cinq jours, en resta dix en route.

Il se mit en retraite sur Tilsit; son avant-garde était composée de la division prussienne de Massenbach, consistant principalement en cavalerie; il suivait lui-même, avec les Bavarois, les Saxons, etc., et York conduisait l'arrière-garde avec quinze mille Prussiens, reste de cette armée auxiliaire. Dans cet ordre, les Prussiens étant divisés en deux corps, et le sien étant placé entre eux, comme s'il eût voulu les empêcher de se combiner, Macdonald avançait avec assez d'inquiétude, mais sans plaintes de sa part, et sans difficultés de celle du général prussien. Mais, le 28 janvier, quand le maréchal arriva à Tilsit, qui était sur la ligne de sa retraite, et qu'il eut envoyé en avant la cavalerie de Massenbach à Regnitz, les troupes

d'York, à l'arrière-garde, se trouvaient si loin, que Macdonald fut obligé de faire halte pour les attendre. Il écrivit à York pour le presser d'arriver, et il envoya ordre à Massenbach de revenir sur ses pas. York ne lui fit aucune réponse. A Regnitz, le général français Bachelu, qui avait été envoyé comme adjudant-général près du corps de Massenbach, ne put se faire obéir. Les colonels de la cavalerie prussienne prétextèrent le mauvais temps et l'état des routes; ils refusèrent de faire sonner le boute-selle; et quand enfin l'ordre d'amener les chevaux eût été donné à contre-cœur et qu'ils furent arrivés, les soldats désobéirent à leur tour. Tandis que les troupes prussiennes étaient dans cet état de mutinerie, on entendit un émissaire russe les presser de lui livrer le général français; mais les soldats, quoique résolus à abandonner Bachelu, ne voulurent pas le trahir. Cette proposition blessa leurs sentimens d'honneur; ils montèrent à cheval, et retournèrent à Tilsit pour reconduire Bachelu à l'armée de Macdonald. Mais leur résolution n'avait pas changé : de même qu'ils avaient refusé à Regnitz de monter à cheval, ainsi à Tilsit ils refusèrent d'en descendre. Enfin on les détermina à mettre pied à terre et à se retirer dans leurs quartiers; mais ce n'était qu'une feinte.

Pendant qu'on les supposait endormis, les Prussiens remontèrent à cheval dans le plus grand silence, et ayant à leur tête Massenbach et les autres officiers, ils allèrent rejoindre le général York et leurs concitoyens.

Ce général avait alors, et pour toujours, séparé ses troupes des Français. Le 30 décembre, il avait conclu avec le général russe Dibbeitsch un armistice, dont les conditions étaient que les Prussiens resteraient cantonnés dans leur territoire et observeraient la neutralité pendant deux mois; mais qu'après cette époque, si telle était la volonté de leur souverain, ils seraient libres de rejoindre les troupes françaises. York et Massenbach écrivirent tous deux à Macdonald pour lui annoncer leur séparation de son armée. Le premier se contenta de lui dire qu'il se souciait peu de l'opinion que le monde pourrait avoir de sa conduite; qu'elle était dictée par les motifs les plus purs, son devoir envers ses troupes et envers son pays. Massenbach exprimait son estime et son respect pour le général Macdonald, et disait que s'il l'avait quitté sans avoir une entrevue avec lui, c'était de crainte que sa considération personnelle pour le maréchal ne l'empêchât d'écouter la voix de son devoir.

Ce fut ainsi qu'un général prussien donna le

premier l'exemple d'abandonner le parti qu'il servait à contre-cœur, exemple qui trouva bientôt des imitateurs. C'était pour York une alternative de difficultés, car son zèle, comme patriote, se trouvait, jusqu'à un certain point, en opposition avec les idées ordinaires d'honneur militaire. Cependant il n'avait pas abandonné Macdonald avant d'avoir pourvu en quelque sorte à la sûreté du maréchal et du reste de son armée. Il était hors du territoire de la Russie, à l'abri, ou à peu près, de la poursuite des Russes. York était devenu neutre, mais non l'ennemi de son ancien commandant.

Ici s'élève la question de savoir combien de temps on devait regarder les Prussiens comme tenus de verser leur sang pour les étrangers qui les avaient vaincus, pillés et opprimés, et jusqu'à quel point ils devaient partager la mauvaise fortune de ceux qui les avaient constamment foulés aux pieds pendant leur prospérité. Un fait que nous croyons pouvoir affirmer avec certitude, c'est qu'York agit entièrement sous sa propre responsabilité, et sans avoir reçu aucun ordre direct ou indirect de son souverain. Il y a même lieu de croire que, quoique le roi de Prusse ait ensuite déclaré l'armistice de Taurogen un loyal service, il ne pardonna pas tout-à-fait à York de l'avoir conclu. C'était un de

ces cas nombreux où un sujet, en s'écartant de l'exécution littérale des ordres de son souverain, quoique dans son intérêt, se conduit d'une manière moins agréable à son prince que s'il se contentait d'une obéissance implicite. En apprenant cette nouvelle, Frédéric désavoua la conduite de son général, et ordonna qu'il serait conduit à Berlin avec Massenbach pour être mis en jugement. Mais ces officiers conservèrent leur autorité, car l'armée et le peuple, en Prusse, considérèrent leur souverain comme agissant sous la contrainte que lui imposaient les troupes françaises commandées par Augereau, qui occupaient alors sa capitale.

Macdonald, avec les restes de son armée, réduite à neuf mille hommes environ, effectua sa retraite à Kœnigsberg, après une vive escarmouche.

Et ainsi se termina la mémorable expédition de Russie, la première des entreprises de Napoléon dans laquelle il éprouva une défaite complète, et dont on ne sait ce qui doit frapper davantage, ou l'audace de la conception, ou la terrible catastrophe. La Grande-Armée fut totalement anéantie, et les résultats suivans, donnés par Boutourlin, sont probablement exacts.

Morts sur le champ de bataille. . .	125,000
Morts de fatigue, de faim et des rigueurs du climat.	132,000
Prisonniers, y compris quarante-huit généraux, trois mille officiers, et plus de cent quatre-vingt-dix mille soldats.	193,000
TOTAL.	450,000

Le reste des troupes qui échappèrent à ce désastre, indépendamment des deux armées auxiliaires d'Autrichiens et de Prussiens, qui ne furent jamais très exposées aux mêmes horreurs, peut s'élever à environ quarante mille hommes, dont à peine dix mille étaient Français. Les Russes, malgré le soin qui fut pris de détruire tous ces trophées, s'emparèrent de soixante-quinze aigles, drapeaux ou étendards, et de plus de neuf cents pièces de canon.

Ce fut ainsi que le plus grand général de son siècle, à la tête d'une armée innombrable, en se précipitant sur son adversaire gigantesque, en battant son armée, en détruisant sa capitale ou en étant la cause de sa destruction, n'obtint pour résultat que la perte de presque toute son armée; et cette perte même, sans l'intervention

d'une action générale, devint le prix forcé de son salut et de son retour dans ses États.

Les causes de cet échec épouvantable se trouvent dans les faux calculs qui avaient accompagné la première idée de cette entreprise, et qui devinrent évidens dès les premiers pas qu'on fit pour l'exécuter. Nous savons que cette manière d'envisager les choses n'est nullement du goût des idolâtres de Napoléon. Ils croient, suivant la doctrine qu'il a promulguée lui-même, qu'il n'a pu être vaincu que par les élémens. C'est ce qu'il déclara dans son vingt-neuvième bulletin. « Jusqu'au 6 novembre, dit-il, il avait obtenu des succès uniformes. La neige qui tomba alors détruisit en six jours le caractère de son armée, abattit le courage de ses soldats, ranima celui des *méprisables* cosaques; priva les Français d'artillerie, de bagages et de cavalerie; et les réduisit, sans que les Russes y contribuassent beaucoup, au triste état dans lequel ils rentrèrent en Pologne. » Napoléon chercha à perpétuer cette opinion par une médaille dans laquelle, faisant allusion à la retraite de Moscou, la figure d'Éole souffle sur ses soldats, qu'on voit lutter contre l'orage ou y succomber. Jamais il n'abandonna cette assertion, et c'est un des points sur lesquels ses admirateurs exagérés cèdent avec le plus de répugnance.

Il reste pourtant trois questions à examiner avant que nous puissions admettre cette doctrine : 1°. une simple chute de neige, ou même une marche à travers un pays que la neige couvre, occasionne-t-elle nécessairement par elle-même toute l'étendue des maux qu'on lui attribue ici? 2°. la possibilité d'un tel événement ne devait-elle pas raisonnablement entrer dans les calculs de Napoléon? 3°. Ne fut-ce que cette chute de neige, quelque terrible qu'elle fût, qui occasionna la destruction de l'armée de Buonaparte, ou les effets du climat ne favorisèrent-ils pas plutôt l'action de plusieurs autres causes de désastre, inhérentes à cette expédition depuis sa première origine, et qui agissaient déjà avant les rigueurs de la saison?

Il est inutile de s'étendre beaucoup sur la première question. Une chute de neige, accompagnée d'une forte gelée, n'amène pas nécessairement la destruction d'une armée en retraite. Les soldats les plus faibles doivent périr, mais l'armée, pourvue contre l'hiver, aura plus de facilité pour ses mouvemens que par un temps pluvieux. Quand la neige est durcie par la gelée, comme dans la Russie et le Canada, toute la surface du pays offre une vaste route, et une armée légèrement équipée, et ayant des traîneaux au lieu de chariots, peut

se mouvoir en autant de colonnes parallèles que bon lui semble, au lieu d'être forcée, comme dans un temps humide, à suivre les grands chemins, où toutes les divisions doivent marcher successivement l'une après l'autre. Cette étendue donnée à son front, cette multiplication des colonnes de marche, doivent particulièrement convenir à une armée qui, comme l'était celle de Napoléon, est obligée de vivre autant que possible aux dépens du pays. Quand elle ne se compose que de longues colonnes échelonnées, les maraudeurs du premier corps doivent épuiser le pays des deux côtés, de sorte que celui qui vient ensuite est obligé d'envoyer les siens au-delà de la ligne jusqu'où le pillage s'est déjà étendu; mais enfin la distance devient si grande, que l'arrière-garde doit se contenter de glaner les restes de la moisson de ravage faite par ceux qui l'ont précédée. Supposons au contraire six, huit ou dix colonnes marchant en lignes parallèles sur le même front, et laissant un intervalle entre chacune d'elles, elles couvriront six, huit ou dix fois la même largeur de pays, et par conséquent elles trouveront des vivres en plus grande abondance et avec plus de facilité. Ces colonnes, conservant un front parallèle, peuvent, si elles sont attaquées, se secourir par des mouvemens laté-

raux, bien plus aisément que lorsqu'il faut envoyer des renforts de l'avant-garde à l'arrière-garde d'une longue ligne mouvante; et la marche étant latérale en cette occasion, elle n'entraîne pas la perte de temps et les autres inconvéniens qui résultent d'une contre-marche du front de la ligne pour soutenir l'arrière-garde. Enfin la gelée fait souvent qu'on peut se passer de ponts; elle comble les ravins, elle rend les marécages praticables, et elle compense ainsi, jusqu'à un certain point, les souffrances que la rigueur du temps occasionne à une armée en marche.

Mais, en second lieu, si la neige et la gelée sont en Russie des fléaux assez irrésistibles pour anéantir des armées entières, on peut demander pourquoi de tels accidens ne sont pas entrés dans les calculs d'un si grand général, concevant une entreprise si immense? Ne neige-t-il jamais en Russie? la gelée y est-elle un phénomène rare au mois de novembre? On dit que le froid commença plus tôt que de coutume : nous sommes assuré que cette allégation est sans fondement; mais, dans tous les cas, c'était le comble de l'imprudence de laisser dépendre la sûreté d'une armée, et d'une armée si nombreuse et si importante, de la circonstance d'une gelée arrivant quelques jours plus tôt ou plus tard.

Le fait est que Napoléon, dont le jugement ne se laissait guère égarer que par l'ardeur de ses désirs, avait prévu en octobre l'arrivée du froid, comme il avait reconnu en juillet la nécessité de réunir une quantité de vivres suffisante pour la subsistance de son armée; mais sans prendre aucune précaution proportionnée contre ce qu'il savait qui devait arriver dans l'un et l'autre cas. Il est dit, dans le vingt-deuxième bulletin, qu'on pouvait s'attendre à ce que la Moscowa et les autres rivières de Russie fussent gelées vers la mi-novembre, ce qui aurait dû préparer l'Empereur à voir tomber la neige et commencer le froid cinq ou six jours auparavant; et ce fut ce qui arriva effectivement. Dans le vingt-sixième bulletin, la nécessité de choisir des quartiers d'hiver est reconnue, et l'Empereur est représenté comme regardant fort à son aise autour de lui pour voir s'il les prendrait dans le sud de la Russie ou sur le territoire ami de la Pologne. Le temps alors était beau, dit le bulletin; « mais il faut s'attendre à du froid dans les premiers jours de novembre, et par conséquent il faut songer à des quartiers d'hiver; la cavalerie surtout en a besoin. »

Il est impossible que celui sous les yeux duquel ces bulletins étaient rédigés, ou qui les ré-

digeait de sa propre main, ait été surpris par la chute de la neige, le 6 novembre. C'était un événement dont la probabilité avait été prévue, mais contre lequel on ne s'était pas mis à l'abri.

Même la précaution la plus ordinaire, celle de ferrer à glace les chevaux de cavalerie et de trait, avait été totalement négligée, car les bulletins se plaignent de ce que les fers des chevaux glissaient. Cela veut dire, en d'autres termes, que ces animaux n'avaient pas été ferrés à neuf; car on peut regarder les chevaux français comme toujours ferrés à glace, jusqu'à ce que les fers deviennent glissans à force d'être vieux et usés. Si donc la neige et la gelée sont si dangereuses pour les armées, Napoléon en brava volontairement la rigueur, et, faute de précautions convenables, s'exposa lui-même aux désastres dont il se plaignit si vivement.

Troisièmement, quoique, sans contredit, la sévérité du froid ait considérablement augmenté les souffrances et les pertes d'une armée manquant de vivres, de vêtemens, et exposée à des privations de toute espèce, cependant elle ne fut ni la première, ni, sous aucun point de vue, la principale cause de ces désastres. Le lecteur doit se rappeler la marche à travers la Lithuanie, dans laquelle, sans qu'il eût été frappé un seul coup, Napoléon perdit à la fois

dix mille chevaux et près de cent mille hommes, tandis qu'il traversait un pays ami. Cette perte, qui eut lieu en juin et en juillet, fut-elle occasionnée par la neige prématurée, comme on l'appela, du 6 novembre? non certainement. On en trouve la cause dans ce que le bulletin décrit comme « l'incertitude, les angoisses, les marches et les contre-marches des troupes, leurs fatigues et leurs souffrances »; en un mot dans ce système des marches forcées, qui, après tout, ne fit pourtant gagner à Napoléon aucune avance réelle. Ce fut ce système qui lui coûta le quart, ou à peu près, de son armée, avant qu'aucun engagement eût lieu. Si l'on suppose qu'il ait laissé sur ses deux flancs et en arrière une force de cent mille hommes sous Macdonald, Schwartzenberg, Oudinot et autres, il commença l'invasion véritable de la Russie avec deux cent mille soldats : une moitié de cette armée considérable périt avant son arrivée à Moscou, où il entra à la tête de moins de cent mille hommes. Les rangs avaient été éclaircis par les fatigues; et les champs de bataille et les hôpitaux doivent être responsables du reste. Enfin Napoléon quitta Moscou le 19 octobre, comme une ville où il ne pouvait rester, et d'où il ne voyait pourtant aucun moyen sûr de sortir. Il avait alors sous ses ordres environ

cent vingt mille hommes, son armée s'étant recrutée à ce nombre par la jonction des convalescens, des traîneurs et de quelques corps de réserve qui lui étaient arrivés. Il livra la bataille inutile, quoique honorablement disputée, de Mala-Yarowslavetz; ne réussit pas à s'ouvrir un chemin vers Kalouga et Toula, et, comme un cerf aux abois, fut forcé de reprendre la route dévastée et ruinée de Smolensk par Borodino. Sur cette route, il livra la bataille de Wiazma, dans laquelle la perte des Français fut très considérable; ses colonnes furent continuellement harcelées par les cosaques, et il perdit plusieurs milliers de prisonniers. Deux batailles si sanglantes, indépendamment de la défaite de Murat et des escarmouches sans cesse renouvelées, coûtèrent aux Français (en hommes tués et blessés, car chaque blessé était perdu pour Napoléon) au moins vingt-cinq mille hommes: l'armée française était diminuée d'autant.

Arriva enfin le 6 novembre. Jusqu'à ce jour, on n'avait pas encore vu un flocon de cette neige à laquelle tous les désastres de Napoléon sont attribués, mais qui, dans le fait, ne commença que lorsqu'il les avait en grande partie éprouvés. A cette époque, ses ailes et ses réserves avaient eu aussi à soutenir des combats

sérieux, et avaient fait de grandes pertes sans aucun résultat favorable. Ainsi, près des trois quarts de l'armée qu'il avait amenée en Russie étaient détruits, et le reste était réduit à un désordre déplorable avant le commencement de la neige à laquelle il jugea à propos ensuite d'imputer tous ses revers. Il est à peine nécessaire de faire remarquer que, lorsque la neige commença à tomber, elle trouva Napoléon, non vainqueur, mais fugitif, se retirant devant ses antagonistes, et devant sa sûreté non à la timidité des Russes, mais à la prudence excessive de leur général. Les cosaques, long-temps avant que la neige commençât, murmuraient de ce que Koutousoff souffrait que ces squelettes, comme ils nommaient les soldats français, descendissent dans une tombe non ensanglantée.

Quand le froid rigoureux arriva, il augmenta considérablement les souffrances et les pertes de l'armée française. Mais l'hiver n'était que l'allié des Russes, et non, comme on l'a prétendu, leur unique protecteur. Il rendit la retraite de la Grande-Armée plus désastreuse; mais elle était déjà devenue une mesure indispensable, et on l'exécutait sous la pointe des lances des cosaques, avant que les frimas du Nord eussent contribué à la déroute des Français.

Quelle fut donc la cause d'une catastrophe si malheureuse? Nous nous hasarderons à répondre qu'une erreur morale, ou pour mieux dire un crime, changea la sagesse de Napoléon en folie; qu'égaré par l'injustice de ses vues, il commit de grandes erreurs politiques et même militaires, et qu'il agit en conséquence pour réaliser ses projets.

Nous savons qu'il existe bien des gens qui pensent que la justice d'une querelle est de peu d'importance, pourvu que l'agresseur ait assez de force et de courage pour faire valoir l'argument que son adversaire repousse comme injuste. Avec de tels raisonneurs, le prix de la course appartient au plus agile, et celui de la bataille au plus puissant; ils répondent aux autres par la plaisanterie profane du roi de Prusse, que Dieu prend toujours le parti du plus fort. Mais cette maxime est aussi fausse qu'impie. Sans attendre des miracles dans le siècle où nous vivons, nous savons que le monde est assujetti à des lois morales comme à des lois physiques, et que la violation des premières entraîne souvent avec elle un châtiment temporel. Jugeons, d'après ce principe, la conduite de Napoléon dans la guerre de Russie.

Les causes assignées à sa rupture avec

Alexandre, injustes en elles-mêmes, étaient l'objet d'une négociation. Cependant ses armées continuaient à se presser sur les frontières de l'empire russe; de sorte que céder les points contestés tandis qu'il avait les bayonnettes françaises sur la poitrine, c'eût été, de la part d'Alexandre, renoncer à l'indépendance nationale. Les demandes de Napoléon, injustes quant au fond, et qu'il cherchait à appuyer par des menaces, ne pouvaient être accordées ni par un peuple fier ni par un prince courageux. Ainsi, la première démarche de Buonaparte irrita le ressentiment national depuis les bords du Borysthène jusqu'à la muraille de la Chine; il eut contre lui les habitans sauvages ou à demi civilisés d'un vaste empire, qui étaient attachés à leur religion, à leur gouvernement et à leur patrie, avec un dévoûment qu'il était incapable d'apprécier. C'était un trait caractéristique et remarquable de Napoléon, que lorsqu'il avait une fois fixé son opinion, il voyait tout comme il désirait le voir, et il était porté à contester même la réalité, quand elle ne s'accordait pas avec les idées qu'il s'était formées d'avance. Il s'était persuadé que battre une armée et s'emparer d'une capitale, c'était, avec l'influence de son ascendant personnel, tout ce qu'il fallait pour obtenir une paix

triomphante : il avait surtout confiance en son pouvoir sur l'esprit de ceux avec qui il avait été personnellement lié ; il s'imaginait connaître parfaitement le caractère d'Alexandre, et il ne doutait pas qu'en battant l'armée de ce monarque et en prenant sa capitale, il ne regagnât l'influence qu'il avait eue autrefois sur l'empereur de Russie. En lui accordant la paix à des conditions modérées, la reconnaissance de la supériorité du vainqueur aurait été le premier avantage qu'il aurait stipulé. Ce fut pour atteindre ce but qu'il fit des marches forcées, et qu'il perdit en Lithuanie tant de milliers d'hommes et de chevaux, dont il aurait évité la destruction par un peu d'attention aux règles ordinaires. Ce fut dans ce dessein que, lorsque sa propre prudence et celle de son conseil s'accordaient pour l'engager à s'arrêter à Witepsk ou à Smolensk, il se précipita au combat, et marcha pour s'emparer de la métropole, où il se flattait pouvoir faire accepter la paix. La fortune parut lui sourire. Il gagna la bataille de Borodino, la plus sanglante de toutes celles d'un siècle de batailles. Il prit Moscou; mais il n'avait pas su calculer l'effet de ces événemens sur les Russes et sur leur empereur. Quand il attendait leur soumission et une rançon pour leur capitale, cette

ville fut livrée aux flammes sous ses yeux. Cependant l'abandon et la destruction de Moscou ne purent pas encore arracher le voile de ses yeux, et le convaincre que le peuple et le monarque préféreraient la mort à la honte. Ce fut sa répugnance à renoncer à l'espoir chimérique que l'égoïsme le portait encore à conserver, qui l'empêcha de quitter Moscou un mois plus tôt. Il ne pouvait espérer que le doux soleil de Fontainebleau continuât à dorer les ruines de Moscou jusqu'à l'arrivée de décembre ; mais il ne pouvait abandonner la croyance flatteuse qu'une lettre et des propositions de paix justifieraient enfin l'attente à laquelle il s'était livré avec tant d'ardeur. Ce ne fut que l'attaque contre Murat qui dissipa enfin cet espoir.

Ainsi une hallucination, car tel est le nom qu'on peut lui donner, fit adopter à cet illustre guerrier une conduite que, comme critique des opérations militaires d'un autre général, il aurait été le premier à condamner, et qui était la suite naturelle d'une profonde erreur morale. Cette opinion avantageuse de lui-même, cette confiance mal fondée dans la supériorité de son influence personnelle lui fit négliger complétement les règles ordinaires de la guerre. Il rassembla une armée immense, trop nom-

breuse pour qu'elle pût subsister sur les productions du pays qu'elle traversait, ou sur les provisions qu'elle pouvait traîner avec elle. Et lorsque, s'enfonçant dans la Russie, il défit les armées de cette puissance et prit la capitale, il négligea de calculer l'avancement de sa ligne sur une base assez étendue pour pouvoir consolider ses conquêtes, et tirer un profit réel des victoires qu'il avait remportées. Son armée n'avait plus que des communications précaires avec la Lithuanie, quand il était à Moscou, et bientôt après elles furent entièrement coupées. Ainsi une entreprise injuste, conçue sous l'inspiration d'une passion aveugle, déjoua les conseils de la sagesse, et rendit inutiles les efforts de la bravoure. La morale d'un tel événement se trouve dans les vers de Claudien :

...... Jam non ad culmina rerum
Injustos crevisse queror; tolluntur in altum,
Ut lapsu graviore ruant.

CLAUDIANUS *in Rufinum*, lib. 1, vers. 21.

CHAPITRE XV.

Effets du retour de Napoléon sur les Parisiens. — Félicitations et adresses de tous les fonctionnaires publics.—Conspiration de Malet : — peu s'en faut qu'elle ne réussisse ; — comment elle échoue à la fin. — Impression que fait cet événement sur Napoléon, tant en Russie qu'à son retour.— Discussions avec le Pape, que l'on amène en France, mais qui reste inflexible. — État des affaires en Espagne. — Grands et heureux efforts de Napoléon pour recruter son armée. — Gardes d'honneur. — Au mois d'avril, l'armée est portée à trois cent cinquante mille hommes, sans compter les troupes laissées en garnison en Allemagne, en Espagne et en Italie.

Le retour de Napoléon fut semblable à l'apparition soudaine d'un homme tombé des nues : le lendemain, dans la matinée, le bruit en retentit dans Paris ; et, vu la force du caractère de Napoléon et l'assujettissement auquel les Parisiens étaient accoutumés, l'effet qu'il produisit fut une nouvelle impulsion donnée à toute la capitale ; si les impressions qu'avait laissées le vingt-neuvième bulletin ne pouvaient s'effacer, on eut soin de les cacher. Les mécontens firent cesser leurs murmures qui avaient commencé à devenir alarmans : les affligés séchèrent leurs larmes, ou les versèrent en

secret : l'heureux retour de Napoléon suffisait pour réparer la perte de cinq cent mille hommes, et calmer les chagrins d'autant de veuves et d'orphelins. L'Empereur convoqua le Conseil d'État; il parla avec une apparente franchise des malheurs qui étaient arrivés à l'armée, et les imputa tous à la neige. « Tout avait bien été, dit-il; Moscou était en notre pouvoir; tous les obstacles étaient surmontés; l'incendie de la ville n'avait produit aucun changement sur l'état florissant de l'armée française; mais l'hiver a causé une calamité générale. » On aurait cru, d'après sa manière d'établir les faits, que la neige l'avait surpris au milieu de ses victoires, et non dans le cours d'une retraite désastreuse et inévitable.

Le Moniteur garda d'abord le silence sur les nouvelles de Russie, et annonça le retour de l'Empereur, comme s'il était revenu de Fontainebleau; mais, après quelque temps d'une apparente froideur, semblable aux eaux d'une rivière qui, durant le dégel, s'accumulent derrière une barrière de glace et la franchissent soudain, on vit un torrent général de félicitations des fonctionnaires publics, dont les places ou les émolumens devaient subir le sort de la puissance de l'Empereur, et dont la voix seule était admise à représenter celle du peu-

ple. Les villes de Rome, de Florence, de Milan, de Turin, de Hambourg, d'Amsterdam, de Mayence, et toutes celles qui avaient quelque importance dans l'empire, se réunirent pour déclarer qu'il ne fallait que la présence de l'Empereur pour dissiper l'inquiétude, et faire régner le bonheur et la tranquillité. Les louanges les plus exagérées des grandes qualités de Napoléon, le dévoûment le plus entier à son service, la confiance la plus aveugle en sa sagesse, étaient le sujet de leurs adresses. Ces flatteries étaient non seulement hors de saison, si l'on considère les grandes pertes que le pays avait éprouvées; mais encore elles étaient quelquefois exagérées si grossièrement, qu'elles jetaient du ridicule même sur les talens distingués de celui à qui elles étaient adressées, comme on voit souvent des barbouilleurs faire une caricature ridicule d'un beau portrait. Dans le petit nombre de cercles où l'on pouvait critiquer tout bas ces effusions de la fidélité, on comparait les auteurs de ces adresses au dévot dupé dont parle Molière, qui, au lieu de compatir à la maladie de sa femme et à l'indisposition générale de sa famille, témoigne uniquement sa joie d'apprendre que Tartufe jouit d'une santé admirable. Cependant il y avait peu de personnes, même parmi ces

railleurs, qui auraient osé rester en arrière, si on leur avait commandé d'accompagner l'Empereur à Notre-Dame, afin d'y chanter un *Te Deum* pour l'heureux retour de Napoléon, quoique acheté par l'entière destruction de la Grande-Armée.

Mais ce fut dans les bureaux de l'administration que le retour si inattendu du monarque causa la plus profonde sensation. Pendant ses expéditions, les commis avaient coutume de remplir, fort à leur aise, la routine ordinaire de leurs devoirs; mais son retour produisit l'effet de la présence soudaine du maître d'école qui s'est absenté quelques instans. On ne vit plus qu'empressement et efforts d'activité pour prévenir les désirs du maître. Chacun montra en cette occasion un redoublement de zèle réel ou apparent; car tous craignaient, et quelques uns avec raison, que leur conduite, relativement à un événement qui s'était passé depuis peu, n'eût encouru la sévère censure de l'Empereur. Nous voulons parler de la conspiration de Malet, incident singulier, dont nous avons jusqu'à présent omis les détails.

Pendant les anciennes absences de Napoléon le gouvernement de l'intérieur de la France, sous la direction de Cambacérès, marchait comme à l'ordinaire, avec autant de méthode, quoique

avec moins d'activité, que si Napoléon avait été aux Tuileries. Le système d'administration était exact; celui de surveillance ne l'était pas moins. Les obligations des fonctionnaires publics étaient regardées comme aussi strictes que celles des militaires. Mais pendant la longue absence de Napoléon dans son expédition de Russie, il se forma un complot qui servit à montrer le peu d'attachement qu'avait la nation pour le gouvernement impérial, les faibles moyens qui auraient suffi pour le renverser et le peu d'intérêt qu'aurait excité une nouvelle révolution. On aurait dit que la puissance de l'Empereur se montrait aux yeux avec la grandeur et la stabilité d'un pin gigantesque qui, répandant une ombre épaisse autour de lui et élevant sa tête jusqu'aux cieux, ne peut, comme le chêne, enfoncer ses racines dans les entrailles de la terre, mais les étendant latéralement sur la surface, est exposé à être renversé par le premier assaut du tourbillon.

On ignore quel était le but de Malet. Il était de noble extraction, et servait avant la révolution dans les mousquetaires de la maison du Roi, ce qui a fait croire à plusieurs personnes qu'il méditait la restauration des Bourbons. Cependant comme il s'était élevé au grade de chef de brigade dans l'armée républicaine, il est

plus probable qu'il appartenait à la secte des Philadelphes [1]. En 1808, le général Malet fut mis en prison comme ayant pris part à une intrigue contre l'Empereur; et il était encore sous la surveillance de la police lorsqu'il forma l'audacieux projet qui fut si près de réussir. Sa détention étant alors moins rigoureuse dans une maison de santé, il trouva le moyen de fabriquer ou de faire fabriquer un faux décret

[1] C'était une société secrète de militaires, dont l'objet immédiat était de renverser la puissance impériale, et dont le but final n'était peut-être pas bien connu d'eux-mêmes. Elle avait pour fondateur le colonel Jacques-Joseph Oudet, Suisse, à la fois débauché et enthousiaste, suivant le système de son compatriote Rousseau. Il fut tué d'un coup de feu, la nuit qui précéda la bataille de Wagram, non, comme l'assurèrent ses partisans, par une troupe d'Autrichiens, mais par des gendarmes chargés de cette mission. Sa secte continua de subsister, et Masséna lui-même fut soupçonné d'être impliqué dans ses intrigues. Des communications furent faites au nom des Philadelphes à lord Wellington, au mois de mai 1809; mais la négociation n'était pas de nature à mériter l'encouragement du général anglais. SOUTHEY, *Histoire de la Guerre dans la Péninsule*, vol. II, page 303. *

* C'est à tort que Southey fait un Suisse du colonel Oudet : il était né dans les montagnes du Jura. Voyez l'*Histoire des Sociétés secrètes de l'armée*, ouvrage dont toutes les suppositions ne sont peut-être pas exactes, et dont le colonel Oudet est le héros. (*Édit.*)

du Sénat, annonçant officiellement la mort de l'Empereur, l'abolition du gouvernement impérial et l'établissement d'un comité provisoire d'administration. Cet écrit semblait attesté par le sceau et les signatures officielles.

Le 23 octobre, à minuit, Malet s'échappa du lieu où il était détenu, se mit en grand uniforme; et, accompagné d'un caporal en costume d'aide-de-camp, il alla à la prison de la Force, où il demanda et obtint la liberté de deux généraux, Lahorie et Guidal, détenus comme lui et pour des causes à peu près semblables. Ils allèrent ensemble aux casernes des Minimes, où il ne se trouvait alors aucun des partisans les plus fidèles et les plus dévoués de Napoléon, qui, tandis que son pouvoir chancelait en France, couvraient de leurs ossemens les neiges de la Russie et les déserts de l'Espagne, mais seulement des bataillons de conscrits et des recrues sans expérience. Là, Malet prit un air d'autorité absolue, ordonna de battre le tambour, passa les troupes en revue et fit partir des détachemens avec différens ordres.

Personne ne lui disputa le droit de commander; et Soulier, qui était à la tête des troupes, les mit entièrement à sa disposition. Il allégua lui-même qu'il avait alors l'esprit dérangé par

la fièvre. Peut-être aussi céda-t-il à l'influence d'un bon de 100,000 francs que l'on mit sur son lit, et dont le montant, lui dit-on, devait être distribué aux soldats comme gratification, et aux officiers comme double solde. Un détachement des conspirateurs saisit Savary, ministre de la police, et le conduisit en prison. Un autre n'eut pas plus de peine à arrêter le préfet de police. Un bataillon, sous la même direction, occupa la place de Grève et s'empara de l'Hôtel-de-Ville; tandis que le comte Frochot, qui avait été treize ans préfet de la Seine, interdit à cette nouvelle soudaine, et flatté peut-être de trouver son nom sur la liste des membres du comité provisoire de gouvernement, eut la complaisance de mettre les conspirateurs en possession de la tour Saint-Jacques, d'où l'on sonnait ordinairement le tocsin, et de faire arranger un appartement dans l'Hôtel-de-Ville pour la réception de la nouvelle administration. Mais le chef des conspirateurs, de même que Fiesque à Gênes, périt au moment où son audacieuse entreprise semblait sur le point d'être couronnée de succès. Jusque-là personne n'avait songé à désobéir au faux décret du Sénat. Les bruits répandus avaient préparé tout le monde à la mort de l'Empereur, et la révolution qui la suivait en semblait une conséquence si naturelle,

qu'on y acquiesçait aisément et qu'on y prenait peu d'intérêt.

Mais Malet, qui était allé lui-même pour prendre possession de l'hôtel de l'état-major à la place Vendôme, trouva, contre son attente, de la résistance dans le général Hullin. Préparé à tout événement, Malet tira un coup de pistolet à la tête du général, et le blessa grièvement; mais, en même temps, il fut reconnu par Laborde, chef de la police militaire, qui, ne croyant pas que celui qui naguère était son prisonnier, eût été choisi par le Sénat pour l'importante fonction qu'il remplissait, se jeta sur Malet, et se rendit maître de lui; ainsi finit la conspiration. Les soldats qui en avaient été les aveugles instrumens, furent reconduits aux casernes. Malet et vingt-quatre de ses complices, la plupart militaires, furent jugés par une cour martiale, et douze d'entre eux furent fusillés, le 29 octobre, dans la plaine de Grenelle. Il reçut la mort avec la plus grande fermeté. Le soleil se levait sur l'hôpital des Invalides, et les ouvriers étaient occupés à dorer ce dôme magnifique, selon les ordres exprès de Buonaparte, et à l'imitation, disait-on, de ceux qu'il avait vus à Moscou. Le prisonnier fit quelques remarques sur l'embellissement qui en

résulterait pour la capitale. Comme il marchait vers le lieu fatal, il dit d'un air mystérieux, mais sévère : «Vous avez pris la queue, mais vous ne prendrez pas la tête.» Ces paroles ont fait conclure que, comme la conspiration de la machine infernale, formée originairement par les Jacobins, fut exécutée par les Royalistes, de même ce complot avait été conçu par les Royalistes, quoique l'exécution en fût confiée à des mains républicaines[1]. La vérité doit être connue de quelques individus encore vivans, mais elle a toujours été ignorée du public.

Telle fut la nouvelle qui, dans la journée fatale du 6 novembre, arriva à Buonaparte entre Wiazma et Smolensk, et qui le détermina à quitter l'armée à Smorgoni pour retourner promptement à Paris. Ce n'était pas tant la conspiration qui l'alarmait que l'indifférence et la légèreté avec laquelle la nation, ou du moins Paris sa capitale, semblait prête à abandonner la dynastie qu'il avait espéré de rendre perpétuelle. Il fut même alarmé du nombre des exécutions, et se récria contre la sévérité qui avait conduit à la mort, sans distinction, tant d'officiers, plutôt dupes que complices du chef du complot. « C'est un massacre », s'écria-t-il;

[1] Les *Mémoires de Fouché* l'assurent positivement.

« c'est une fusillade ! quelle impression cela va-t-il faire sur Paris ! »

Lorsque Napoléon fut arrivé dans sa capitale, il la trouva aussi indifférente à l'exécution des criminels qu'elle l'avait été à leur succès éphémère. Mais son cœur avait été blessé : à la première audience qu'il donna à ses ministres, il déclama contre l'idéologie, ou, en d'autres termes, contre toute doctrine qui, en appelant aux sentimens généraux de patriotisme et de liberté, s'opposerait au droit imprescriptible et divin des souverains. Il fit sonner bien haut les louanges des Harlay et des Molé, ministres de la justice, qui étaient morts en défendant les droits de la couronne ; et s'écria que la plus belle mort serait celle du soldat qui tombe sur le champ de bataille, si celle du magistrat qui meurt pour la défense du trône et des lois, n'était pas plus glorieuse encore.

Ce sujet offrait une matière admirable pour les fleurs de rhétorique des différens conseillers d'État à qui on avait soumis le sort de Frochot, le préfet coupable, pour juger de l'étendue de son crime et de la punition qu'il méritait. Les adresses à Jacques II, roi d'Angleterre, qui avait du moins un droit héréditaire au trône qu'il occupait, ne furent pas plus prodigues de ces protestations toujours oubliées, lorsque

les courtisans dociles sont mis à l'épreuve, que celles des fonctionnaires français à cette époque.

« Qu'est-ce que la vie? » dit le comte de Chabrol, qui avait été créé préfet de Paris à la place du timide Frochot; « qu'est-ce que la vie en comparaison des intérêts immenses qui reposent sur la tête sacrée de l'héritier de l'empire? Pour moi, qu'un regard inattendu de Votre Majesté Impériale a appelé de si loin à un poste si éminent, ce que j'estime le plus, dans cette distinction, c'est l'honneur et le droit de donner le premier l'exemple d'un dévoûment fidèle. »

C'était l'opinion de M. de Fontanes, sénateur, pair de France, et grand-maître de l'Université impériale, que « la raison s'arrête avec respect devant le mystère du pouvoir et de l'obéissance, et abandonne toute recherche sur sa nature à cette religion qui rendit la personne des rois sacrée à l'image de Dieu lui-même. C'est sa voix qui humilie l'anarchie et les factions, en proclamant le droit sacré des souverains; et c'est la Divinité elle-même qui en a fait une maxime inaltérable en France et un article immuable des lois de nos pères; c'est la nature qui désigne les rois pour se succéder les uns aux autres, tandis que la raison déclare

que la royauté elle-même ne peut changer. Permettez, Sire, continuait-il, que l'Université de Paris détourne un moment ses regards du trône que vous occupez avec tant de gloire, pour les porter vers l'auguste berceau de l'héritier de votre grandeur. Nous l'unissons à Votre Majesté dans l'amour et le respect que nous portons à tous deux, et nous lui jurons d'avance le même dévoûment sans bornes que nous devons à Votre Majesté. »

M. Séguier, président de la cour de Paris, affecta moins d'éloquence, et par cela même fit preuve de plus de goût, en se contentant de déclarer que les magistrats de Paris étaient les soutiens les plus sûrs de l'autorité impériale; que leurs prédécesseurs s'étaient exposés à des périls pour la défense de la monarchie, et qu'à leur tour, ils étaient prêts à tout sacrifier pour la personne sacrée de l'Empereur et pour la perpétuité de sa dynastie.

Ce fut à l'abri de ces violentes protestations que le malheureux Frochot échappa, comme un navire privé d'agrès se glisse hors de la ligne de bataille, à la faveur du feu des autres vaisseaux. On le priva de ses fonctions, mais on lui permit de se retirer, soit pour continuer ses études sur l'idéologie, soit pour se procurer sur les mystères du droit héréditaire, des con-

naissances plus profondes qu'il ne semblait en avoir acquis jusqu'alors.[1]

Nous avons fait ces citations, non pour examiner si les orateurs, que nous croyons avoir été individuellement des hommes d'honneur et de talent, remplirent ou ne remplirent point, par leurs efforts subséquens, les promesses dont ils avaient été si prodigues; mais pour flétrir d'un juste mépris le système universel d'adulation et de mensonge auquel même de tels hommes ne dédaignaient pas de se prêter, et dont ils donnaient l'exemple. Des flatteries et des protestations si exagérées dégradent les conseillers et égarent les princes : la vérité et les avis sincères ne font plus que blesser les oreilles du souverain, la fausseté devient le langage habituel du sujet, et l'on ne découvre le danger public qu'au moment où il est devenu impossible d'y échapper ou de le combattre.

Cependant on ne peut nier que l'expression universelle de ces vœux et de ces protestations, soutenue par l'arrivée soudaine et l'attitude ferme de Buonaparte, eut l'effet de contenir, pour un temps, le mécontentement qui se faisait jour en silence parmi le peuple français. Les moins réfléchis se laissaient influencer par l'ex-

[1] Il obtint une pension à la restauration de Louis XVIII.

pression d'un sentiment qui semblait universel dans l'empire, et cette adulation agissait sur les doutes, les regrets, les inquiétudes intérieures et le mécontentement des Français, comme de l'huile répandue sur la surface d'un torrent, qui peut, dit-on, en arrêter le murmure et en calmer le bouillonnement à la vue, mais qui ne peut réellement arrêter ni dompter la force secrète et profonde de son cours.

Reprenons la suite de notre histoire. Buonaparte ayant sondé la disposition du Sénat, et ne voyant pas de raisons pour craindre aucune opposition de la part de ses sujets, réunit tous ses efforts, comme nous allons le voir, pour continuer la guerre étrangère; mais en même temps il s'occupa de fermer les plaies intérieures de l'empire, qui étaient d'autant plus dangereuses qu'elles saignaient intérieurement, sans laisser en dehors aucun symptôme de leur existence.

Il s'agissait d'abord de la discussion avec le Pape, qui avait fait naître et qui continuait de nourrir tant de scandale dans l'Église gallicane. Nous avons déjà dit que le Pape, refusant de consentir à aucune aliénation de ses domaines séculiers, avait été enlevé par force de Rome, transporté à Grenoble, et ensuite ramené à travers les Alpes à Savone en Italie. Napoléon, qui nia qu'il eût autorisé à traiter ainsi le prince

de l'Église, continua cependant à le retenir à Savone. Il y resta confiné jusqu'au mois de juin 1812. Pendant ce temps, on lui envoya une députation des évêques français, avec un décret de Napoléon, portant que si Sa Sainteté continuait à refuser l'institution canonique au clergé de France, comme il l'avait fait depuis la saisie de sa ville de Rome et du patrimoine de saint Pierre, on tiendrait un concile de prélats pour prononcer sa destitution.

Le 4 septembre 1811, le Saint-Père admit la députation des évêques, écouta leurs argumens avec patience; ensuite s'agenouillant devant eux, il répéta le psaume *Judica me Domine.* Lorsque les prélats essayèrent de se justifier, Pie VII, d'un ton animé, les menaça de lancer une excommunication contre celui d'entre eux qui voudrait excuser sa conduite. Reprenant aussitôt sa mansuétude naturelle, il présenta sa main aux évêques qui l'avaient offensé, et qui la baisèrent avec vénération. Les prélats français le quittèrent pleins de tristesse et versant des larmes. Plusieurs d'entre eux se montrèrent dans la suite opposés aux vues de Napoléon, et souffrirent l'emprisonnement, en conséquence de leur adhésion à ce qui leur paraissait être leur devoir.

Les chimistes de notre siècle ont découvert

que certaines substances ne peuvent se décomposer qu'en certaines variétés particulières de gaz; et l'on découvrit sans doute également que l'air d'Italie ne faisait qu'affermir l'inflexibilité du Pape.

Sa Sainteté fut précipitamment transportée à Fontainebleau, où elle arriva le 19 juin 1812. Les historiens français disent avec emphase que le vieillard ne fut pas jeté dans une prison, mais qu'au contraire il était bien logé dans le palais, et qu'on lui permettait d'assister à la messe; étonnante condescendance envers le chef de l'Église catholique! Mais toujours est-il vrai qu'il était prisonnier. Il resta à Fontainebleau jusqu'à ce que Napoléon revînt de Russie; et ce fut le 19 janvier 1813 que l'Empereur, ayant quitté Saint-Cloud sous prétexte d'une partie de chasse, se présenta tout à coup devant son vénérable prisonnier. Il employa toute son influence, et il en possédait une très grande, pour l'engager à accepter ses propositions; et nous croyons volontiers que les bruits qui l'accusent de l'avoir personnellement maltraité, sont dénués non seulement de preuves, mais de toute vérité. Il rendit la soumission qu'il exigeait plus facile pour la conscience de Pie VII, en ne lui demandant aucune cession de ses droits temporels, et en lui accordant un délai de six

mois pour l'installation canonique. Onze articles furent convenus et signés par l'Empereur et le Pape.

Mais à peine en était-on arrivé à ce point que la discorde éclata de nouveau. Il importait à Napoléon de voir le schisme terminé au plus tôt, puisque le Pape refusait de reconnaître la validité de son second mariage, et par conséquent de ratifier la légitimité de son fils. C'est pourquoi il publia, dans *le Moniteur,* les articles du traité, comme contenant un nouveau concordat. Le Pape s'en plaignit, disant que les articles publiés n'étaient pas un concordat en eux-mêmes, qu'ils n'en étaient que les préliminaires, sur lesquels un pareil traité aurait pu avoir lieu après une considération convenable. Il fut indigné de ce qu'il regardait comme une surprise de la part de l'empereur des Français, et refusa d'admettre le concordat prétendu. Ainsi échoua la tentative de Napoléon pour terminer le schisme de l'Église, et les discordes ecclésiastiques recommencèrent avec plus d'aigreur que jamais.

Tournant ses regards vers l'Espagne, Napoléon vit ses affaires en meilleur état qu'il n'avait lieu de l'attendre, après la bataille de Salamanque et la prise de Madrid. Lord Wellington, faiblement soutenu par l'armée espagnole, dans

laquelle s'élevèrent bientôt de grandes querelles et de grandes jalousies, n'avait pu, faute de pièces de siége suffisantes, prendre la forteresse de Burgos, et il était en danger d'être coupé par l'armée de Soult, qui avait levé le siége de Cadix, tandis qu'il combattait celle que commandait d'Erlon, sous le Roi intrus. Le général anglais, avec sa prudence ordinaire, se retira donc sur le territoire de Portugal, et Napoléon, voyant que son armée d'Espagne montait à deux cent soixante-dix mille hommes, crut qu'elle était plus que suffisante pour résister aux forces que la péninsule pouvait avoir sur pied, jointes à l'armée régulière des Alliés que commandait lord Wellington, et qui pouvait être de soixante-dix mille hommes au plus. Il en retira, en conséquence, cent cinquante cadres de bataillons, qu'il destina à former ses jeunes conscrits.

Ce fut alors que les cent cohortes, ou cent mille jeunes gens du premier ban de la garde nationale, qui avaient été placées en garnison sur la frontière, avec la déclaration qu'elles ne devaient, sous aucun prétexte, passer les limites de la France, furent converties en troupes ordinaires de ligne, et destinées à remplir les cadres rappelés d'Espagne. Quatre régimens de la garde, un de cavalerie polonaise et un de gen-

darmes furent en même temps retirés de la péninsule. Les matelots de la flotte française, dont le service n'avait alors absolument rien de réel, furent débarqués, ou plutôt rappelés des ports et des villes maritimes où ils perdaient leur temps. On en forma des corps d'artillerie. Ce renfort pouvait fournir quarante mille hommes. Mais tant que Napoléon conservait son crédit auprès de la nation, la conscription était sa meilleure et sa plus infaillible ressource, et à l'aide d'un décret du Sénat il put disposer d'avance de celle de l'année 1814. Ce décret porta ses levées en tout genre à trois cent cinquante mille hommes.

La remonte et le recrutement de la cavalerie offraient une plus grande difficulté, et à cet embarras se joignait celui du rétablissement de l'artillerie et du matériel de l'armée, qui avaient été entièrement détruits dans la retraite de Russie. Mais les caves des Tuileries n'étaient pas encore épuisées quoiqu'elles eussent amplement contribué aux préparatifs de la campagne précédente. On dépensa des trésors immenses; chaque artisan dont l'adresse pouvait être utile fut mis à l'ouvrage; on acheta ou l'on se procura des chevaux de tous côtés, et telle était l'activité de Napoléon et l'étendue de ses ressources, qu'il fut à même de pro-

mettre aux membres de la Chambre législative qu'il fournirait, sans augmenter les charges de l'État, la somme de trois cents millions nécessaires pour réparer les pertes de la dernière campagne.

On ne doit pas oublier qu'un des moyens de recruter la cavalerie était une espèce de conscription de nouvelle invention, destinée à faire entrer dans les rangs de l'armée les jeunes gens des hautes classes, que les premiers tirages avaient épargnés, ou qui s'étaient rachetés du service en fournissant un remplaçant. Sur ces classes, jusque-là exemptes de la conscription, Napoléon se proposait de lever dix mille jeunes gens des premiers rangs de la société, pour en former quatre régimens de gardes-d'honneur, que l'on devait regarder à peu près comme les troupes de la maison du Roi, sous l'ancien régime. Cette idée fut encouragée par les courtisans et les flatteurs, qui représentèrent les jeunes gens distingués par leur naissance et leur éducation, comme empressés de changer leurs fusils et leurs habits de chasse pour des mousquets et des uniformes, et la vie des champs pour les fatigues de la guerre. Les politiques crurent deviner que cette mesure cachait un dessein plus profond que celui d'ajouter simplement dix mille hommes à la masse des recrues, et ils pensèrent

que la levée de ce corps de propriétaires couvrait l'intention de mettre au pouvoir de l'Empereur un corps d'otages qui garantiraient la fidélité de leurs pères. Cependant ce projet fut interrompu et momentanément abandonné à cause de la jalousie de la garde impériale. Ces cohortes prétoriennes ne goûtaient pas l'introduction d'un corps patricien tel que celui dont il s'agissait, et dont elles craignaient que les priviléges ne fussent incompatibles avec les leurs ; en conséquence on différa quelque temps l'institution de la garde-d'honneur.

L'étonnante énergie de Napoléon et l'influence qu'il pouvait exercer sur les esprits des autres, ne parurent jamais avec autant d'éclat qu'à cette période de son règne. Il était revenu au siége de son empire dans une crise terrible et dans la situation la plus malheureuse. Ses sujets avaient ignoré pendant six semaines s'il était mort ou vivant, et une conspiration formidable, qui avait un moment réussi, avait montré à la fois que l'activité de ses ennemis secrets s'était réveillée, et que parmi ses amis apparens régnait une indifférence apathique. Il arrivait pour annoncer une terrible catastrophe dont son ambition avait été la cause : la perte de cinq cent mille hommes, avec leurs armes, leurs munitions et leur artillerie, la mort de tant d'enfans

de la France plongée dans le deuil. Il avait laissé derrière lui des alliés pleins de froideur et de mauvaise volonté, qui, chaque fois, se changeaient en ennemis, et des ennemis, encouragés par ses pertes et sa fuite, menaçant de réunir toute l'Europe pour une grande croisade contre sa puissance. Jamais souverain ne se présenta devant son peuple dans une situation plus précaire ou menacé d'un avenir plus incertain.

Cependant Napoléon arrive; il semble n'avoir fait que frapper du pied la terre, et des légions armées en sortent à sa voix; les doutes et le mécontentement du public disparaissent comme les brouillards au lever du soleil, et la confiance, qui l'avait accompagné dans ses succès, renaît dans toute sa force, malgré ses derniers revers. Au mois d'avril, son armée s'élevait, comme nous l'avons vu, à trois cent cinquante mille hommes, sans compter les fortes garnisons laissées dans Dantzick, Thorn, Modlin, Zamosk, Czenstochau, Custrin, etc., augmentées alors par les restes de la Grande-Armée qui s'étaient réfugiés dans ces places. Des recrues nombreuses étaient aussi organisées en Italie, et une armée formidable combattait en Espagne, sans parler de toutes les troupes que la nécessité l'avait obligé de retirer de cette boucherie. Soit donc que Napoléon se décidât

à proposer la paix, ou qu'il voulût continuer la guerre, il était à la tête de forces peu inférieures à celles qu'il avait commandées jusqu'alors.

Ayant ainsi donné quelques détails sur l'état intérieur de la France, il est maintenant nécessaire de porter nos regards au-dehors, et d'examiner les conséquences de la campagne de Russie pour l'Europe en général.

CHAPITRE XVI.

Murat quitte brusquement la Grande-Armée. — Eugène nommé à sa place. — Mesures que prend le roi de Prusse pour sortir de son esclavage. — Argumens en sa faveur opposés à ceux des historiens français. — Il quitte Berlin et se rend à Breslau. — Traité signé entre la Russie et la Prusse au commencement de mars. — Alexandre arrive le 15 à Breslau; le 16, la Prusse déclare la guerre à la France. — Préparatifs militaires de la Prusse. — Enthousiasme universel dans tout ce pays. — Blücher nommé généralissime. — Justification du prince royal de Suède, pour s'être joint à la confédération contre la France. — Conduite de l'Autriche. — Napoléon ne rabat rien de sa fierté ni de ses prétentions. — Une régence est établie en France durant son absence, et Marie-Louise est nommée Régente avec des pouvoirs sans réalité.

Le commandement des restes de la Grande-Armée avait été conféré à Murat, lorsque Napoléon s'en sépara à Smorgoni; mais c'était un poste trop pénible et trop désagréable pour qu'il pût flatter l'ambition du roi de Naples; il ne l'accepta pas non plus comme une compensation de différentes mortifications qu'il avait essuyées durant la campagne, et qui, comme nous l'avons déjà observé, lui avaient inspiré contre son beau-frère un vif ressentiment. Étant d'ailleurs plus soldat que général, la

guerre perdit ses charmes pour lui, du moment qu'il n'eut plus à déployer sa bravoure à la tête de sa cavalerie ; et pour augmenter son impatience, il devint jaloux de l'autorité que sa femme exerçait à Naples, pendant son absence, et brûla du désir d'y retourner. En conséquence, il se hâta de placer les troupes dans les différentes forteresses prussiennes dont nous venons de parler, où les Français tenaient garnison, et quitta tout à coup l'armée, le 16 janvier. Napoléon, irrité de sa conduite, annonça son départ, et l'élévation d'Eugène, vice-roi d'Italie, au commandement général de l'armée, avec cette note de censure : « Le vice-roi d'Italie est plus accoutumé à conduire en grand les affaires militaires; et d'ailleurs, il jouit de toute la confiance de l'Empereur. » Ce sarcasme indirect augmenta la froideur entre les deux beaux-frères.

Pendant ce temps, les Russes continuaient d'avancer en Prusse sans opposition, désirant, par leur présence, amener ce pays à la démarche décidée qu'ils attendaient depuis longtemps. La manière dont la France avait traité la Prusse, les contributions excessives qu'elle y avait levées, les menaces de la rayer de la liste des États d'Europe, l'occupation de ses forteresses et la privation de tous ses droits d'indé-

pendance constituaient un abus des droits de la conquête et de la force, qui ne pouvait durer, dès que cette force cesserait d'être dominante. Napoléon, il est vrai, affecta, dans son adversité, de se montrer confiant dans l'amitié du roi de Prusse, quoiqu'il ne l'eût jamais cultivée dans sa prospérité ; mais il aurait été aussi raisonnable de la part d'un corsaire turc, d'espérer que ses esclaves continueraient, par un point d'honneur, à manier les rames après avoir vu rompre les fers qui les avaient enchaînés à leurs bancs.

En conséquence, le roi Frédéric prit ses mesures pour secouer le joug des Français; mais il le fit avec sagesse et modération. Quelles que fussent les injustices que les Prussiens eussent souffertes, le roi de Prusse ne chercha pas les moyens de s'en venger, même lorsque les armées françaises en déroute, refoulées sans défense sur ses domaines, auraient pu, dans leur état de détresse, être détruites par ses paysans seuls. Le ressentiment populaire, long-temps comprimé, éclata il est vrai; des cruautés furent exercées contre les Français à Kœnigsberg et ailleurs ; mais ce fut malgré la volonté du gouvernement, qui les réprima autant que possible. Le Roi ne prit aucune mesure pour couper la retraite de Napoléon lui-même, quoiqu'on eût

lieu de s'attendre à cette résolution de sa part. Il renouvela l'armistice conclu par York; il souffrit que les restes de la Grande-Armée, ce qu'en avaient épargné le froid et la détresse, grossissent les garnisons ennemies qui occupaient ses places les plus fortes. Il remplit en un mot tous les devoirs d'un allié, quoique d'un allié involontaire, jusqu'à ce que la guerre dans laquelle il s'était engagé comme auxiliaire, fût entièrement terminée par la défaite et la déroute de Napoléon. Il est d'autant plus à propos d'entrer dans quelques détails sur ce sujet, que les historiens français, en parlant de la conduite du roi de Prusse en cette occasion, emploient ordinairement les mots défection, désertion, ou telle autre expression qui indique un manque de foi : rien ne peut être plus injuste.

On ne devait sans doute pas attendre que Frédéric exposât ses propres domaines à la dévastation des Russes, en continuant une guerre dans laquelle il n'avait joué qu'un rôle secondaire; et il n'était pas permis de croire qu'un pays si long-temps opprimé négligeât les moyens qui se présentaient alors de recouvrer sa liberté. Il n'est donc pas surprenant que la Prusse ait saisi cette heureuse occasion de secouer un joug qu'elle avait trouvé si ac-

cablant. On a même de fortes raisons pour croire que la conduite du roi de Prusse fut celle que prescrivaient non seulement la sagesse et le patriotisme, mais même la nécessité; car il est très probable que s'il avait refusé de conduire ses sujets contre les Français, ils auraient pu placer un autre à la tête du gouvernement. Il avait, comme nous l'avons déjà dit, désavoué la convention conclue par York et Massenbach, et leur avait ordonné à tous deux de se rendre à Berlin pour être mis en jugement. Mais ces généraux étaient restés tranquillement à la tête de leurs troupes, prouvant ainsi que, quand même Frédéric eût désiré vivement l'exécution de cet ordre, il aurait été inutile, sinon dangereux, d'opposer son autorité royale à l'impulsion de l'esprit national.

Avant de prendre sa dernière résolution, le Roi se détermina, par un motif de prudence, à mettre sa personne en sûreté, dans la crainte que, comme Ferdinand et les Bourbons d'Espagne, il ne fût saisi comme otage. Il quitta donc tout-à-fait Berlin, le 22 janvier 1813, et se retira à Breslau, où il n'y avait pas de troupes françaises. Aussitôt après il publia une adresse à son peuple, convoqua ses armées, et donna le signal au patriotisme. L'ambassadeur français fut néanmoins invité à suivre le Roi à

Breslau, où il s'éleva aussitôt un grand nombre de discussions entre lui et le cabinet prussien.

Aux plaintes d'exactions et d'oppressions en tout genre, les négociateurs français ne pouvaient faire d'autre réponse que de rappeler aux Prussiens que Napoléon, après des victoires décisives, avait souffert que leur nation gardât le nom d'indépendante, et que le Roi conservât une couronne précaire. Un voleur aurait employé les mêmes raisons, pour ne pas rendre le butin qu'il aurait pris à un voyageur, en disant que, quoiqu'il l'eût dépouillé, il ne l'avait pas assassiné. C'était par le droit du plus fort que la France avait acquis sur la Prusse cette influence qu'elle exerçait avec tant de rigueur; et, d'après les règles du sens commun et de la nature humaine, lorsque l'avantage était du côté de la Prusse, elle avait droit de reprendre par la force ce que sa faiblesse lui avait fait perdre. Tout contrat, selon les principes de la loi civile, est annulé de la même manière qu'il est devenu obligatoire: comme Arthégal, champion emblématique de la justice dans l'*Allégorie de Spencer*[1] établit pour lui que ce que la mer a apporté, la mer peut le reprendre.

[1] *The fairy Queen*, la *reine des Fées*, poëme allégorique de Spencer. (*Édit.*)

Le 1er mars, la Prusse, revenant à un système qui n'avait jamais été interrompu que par l'effet déplorable de ses désastres, signa avec la Russie un traité d'alliance offensive et défensive. Le 15 mars, l'empereur Alexandre arriva à Breslau : l'entrevue fut touchante entre les deux souverains, jadis amis intimes, et qui avaient toujours conservé le même attachement l'un pour l'autre, malgré les circonstances impérieuses qui les avaient rendus ennemis, dans un moment où il importait à la Russie d'avoir le moins d'antagonistes possible jetés contre elle dans la balance. Le roi de Prusse pleura : « Courage, mon frère, dit Alexandre ; ce sont les dernières larmes que vous fera verser Napoléon. »

Le 16 mars, la Prusse déclara la guerre à la France. On trouve, dans le manifeste de cette déclaration, beaucoup de raisonnemens sur la quotité des contributions dues et reçues. On aurait pu les résumer, en déclarant que « la France avait assujetti la Prusse et en avait fait son esclave, mais que maintenant la Prusse pouvait rompre les chaînes que la violence lui avait imposées. » Cette vérité est du reste exprimée dans la partie du manifeste qui déclare que, « abandonnée à elle-même, et sans espoir de recevoir des secours suffisans d'un

allié qui avait refusé d'agir à son égard même comme l'exigeait la justice, la Prusse devait prendre conseil d'elle-même, afin de se relever, et de maintenir son existence comme nation. » C'était dans l'amour et le courage de son peuple que le Roi cherchait les moyens de se tirer d'embarras, et de rendre à sa monarchie l'indépendance nécessaire pour assurer la future prospérité du royaume.

L'empereur Napoléon reçut cette déclaration de guerre avec le calme d'un homme qui l'attendait depuis quelque temps. « Il valait mieux, dit-il, avoir un ennemi déclaré qu'un allié chancelant ». Les Prussiens, en général, l'accueillirent avec transport, et les sacrifices qu'ils firent avec un loyal empressement prouvèrent, plus clairement que toute autre chose, leur haine générale contre la France et le ressentiment que cette nation avait excité pendant le cours de ses succès.

Dans un pays aussi foulé, aussi épuisé que l'était la Prusse, on aurait cru pouvoir trouver peu de moyens de faire la guerre : mais la vengeance, comme les dents du dragon de Cadmus, est une graine qui, partout où on la jette, produit une moisson de guerriers. D'ailleurs, il y allait de la liberté ; et quand une nation combat pour ses droits, qui pourrait mettre des bornes

à ses efforts ? Le monarque avait fait des préparatifs. La jalousie de la France avait limité à vingt-cinq mille hommes par an le nombre de la milice prussienne. Mais le gouvernement avait trouvé le moyen de le doubler, en appelant la milice deux fois par an, et en faisant venir, la seconde fois, le même nombre d'individus, mais jamais ceux qui avaient été appelés la première. La discipline s'était ainsi répandue parmi toute la jeunesse prussienne, qui, enflammée par le désir de rendre la liberté à son pays, avait couru aux armes contre la France, comme à une guerre sainte. On avait aussi préparé le moyen de se pourvoir d'artillerie. Il ne s'agissait pas de faire une guerre de postes ou de siége : on devait combattre en bataille rangée et à la bayonnette : on avait donc refondu et converti en pièces de campagne un grand nombre de pièces d'artillerie de bronze qui garnissaient les remparts des villes et des forteresses que les Français n'avaient pas encore occupées. L'argent était rare ; mais l'Angleterre était libérale. D'ailleurs, les nobles et les bourgeois de la Prusse se taxèrent eux-mêmes ; les dames sacrifièrent leurs bijoux, et y substituèrent des chaînes et des bracelets en fer élégamment travaillés, échange dont l'État recueillait tout l'avantage.

Un jour ces reliques, trouvées dans les écrins des dames, auront plus de valeur que les plus riches bijoux de l'Inde.

Cependant, le ressentiment et le désir de la vengeance, si long-temps concentrés dans le cœur des Prussiens, furent comme l'explosion d'un volcan. Les jeunes gens de toutes les classes accoururent pour remplir les rangs de l'armée; on oublia les distinctions de la naissance, et même on les abolit presque entièrement; on ne faisait qu'une question au Prussien, c'était s'il avait les moyens et la volonté d'aider à délivrer son pays. Les étudians, chez qui l'éducation augmente en général l'amour pour la liberté et l'honneur national, se formèrent en bataillons et en escadrons; les uns composèrent les cohortes noires, qui se distinguèrent alors; les autres prirent les armes et le costume des cosaques, dont le nom était devenu si terrible aux Français. En général, ces volontaires étaient formés en compagnie de chasseurs à pied et à cheval, ne différant des troupes de ligne que par leur uniforme, qui, au lieu d'être bleu, était d'un vert foncé. Leur discipline, basée sur un système inventé par Scharnhorst, était admirablement calculée pour donner aux nouvelles levées le degré d'instruction et de tenue nécessaire pour les rendre utiles, sans

prétendre à cette exactitude dans les détails qu'on ne peut devoir qu'à l'expérience.

En peu de semaines, on vit sur pied de nombreuses armées; et la Prusse, comme un homme robuste qui se réveille après un court sommeil, s'avança pour prendre son rang parmi les nations indépendantes. Rien ne pouvait offrir un plus grand contraste que cette même nation, naguère présomptueuse et abaissée, et soudain noblement fière de sa régénération nouvelle. A la bataille d'Iéna, les Prussiens avaient marché comme à une victoire assurée, avec une armée brillante, en bon ordre, mais conduite avec cette négligence qu'inspirent une vaniteuse confiance et cet orgueil qui court à sa perte. Dans la campagne de 1812, tandis que les aigles noires courbaient leurs têtes déshonorées près des aigles des Français, ils marchèrent sans courage et malgré eux, en qualité de troupes auxiliaires, contre une puissance dont ils sentaient que la soumission devait river à jamais leurs propres fers. Et maintenant, tel était le changement opéré en quelques semaines, et même en quelques jours, que la Prusse rentrait en lice avec une armée à laquelle il manquait encore quelque chose du côté du matériel, mais composée de soldats pleins d'une généreuse ardeur, à qui l'infortune

avait enseigné la prudence, et dont l'oppression avait réveillé le courage indomptable; maintenant ils connaissaient, par une triste expérience, la force de leur puissant adversaire; mais ils n'en étaient pas moins disposés à se confier dans la bonté de leurs épées et dans la justice de leur cause.

On choisit un chef, que la nature semblait avoir formé exprès pour commander une armée nationale à une époque si critique. C'était le célèbre Blücher qu'on remarquait dans le petit nombre de généraux prussiens qui, même après la bataille d'Iéna, avaient continué à soutenir la gloire du grand Frédéric, sous lequel Blücher avait fait ses premières armes. Cet officier, qui avait combattu jusqu'au dernier jour d'espérance, plein de grandeur d'âme et d'amour pour sa patrie, était resté dans l'obscurité pendant la longue durée de la domination française. C'était un de ces caractères ardens et inflexibles redoutés de Napoléon, qu'on vit rarement pardonner à ceux qui s'étaient consciencieusement opposés à son pouvoir, quoiqu'il pût, en d'autres occasions, montrer de la générosité. Il regardait de tels hommes comme ses ennemis personnels, en politique et sous tous les rapports; et, comme il les faisait surveiller de près par sa police, ils ne

pouvaient trouver leur sûreté qu'en vivant dans une obscurité profonde. Mais alors le vieux guerrier sortit avec empressement de sa retraite, comme dans les anciens spectacles des Romains un lion s'élançait de sa sombre caverne dans l'arène de l'amphithéâtre où il devait bientôt jouer son terrible rôle sous les yeux d'une foule étonnée. Blücher était véritablement l'homme que, dans ce besoin pressant, il fallait à la nation prussienne, pour conduire une guerre nationale. Il n'était pas distingué dans la science de la guerre, ni habile à tracer le plan des opérations d'une campagne; Scharnhorst, et après lui Gneisenau, furent chargés de cette partie des devoirs du général, comme connaissant parfaitement la stratégie; mais sur le champ de bataille, personne ne possédait la confiance des soldats à un plus haut degré que le général Blücher. Le premier à l'attaque, le dernier à la retraite, il était rarement enorgueilli par la victoire, et jamais il ne se laissait abattre par les revers. Défait aujourd'hui, il n'en était pas moins prêt à livrer une nouvelle bataille le lendemain. Dans son armée, on ne vit jamais de divisions mettant bas les armes parce qu'elles croyaient leur ligne rompue ou leur flanc tourné. Il avait pour système, que l'art de se battre consiste en grande partie

à donner et à recevoir de rudes coups; et, dans toutes les occasions, il se présentait de bonne grâce à ce sanglant exercice. Pendant sa jeunesse, il avait servi dans la cavalerie légère; il devait à ce service sa merveilleuse vigilance, et il était si actif et si entreprenant, qu'on entendit Napoléon se plaindre, avec ce ton de sarcasme qui lui était habituel, « qu'il avait eu plus de peine avec ce vieux hussard dissipé, qu'avec tous les autres généraux des Alliés ensemble ». Profondément ulcéré par les injures de son pays, et par son propre exil, Blücher entra de cœur dans la ligue contre la France et son chef; complétement inaccessible aux sentimens plus doux de nos modernes généraux, il commença les hostilités avec l'aigreur et l'animosité personnelle qui avaient autrefois animé Annibal contre le nom et le peuple romain [1]. Tel était le caractère et l'énergie du

[1] *Sworn from his cradle Rome's retentless foe,*
Such generous hate, the punic champion bore,
Thy lake, ô Thrasymene, beheld it glow;
And Cannæ's walls and Trebia's crims on's shore.

« Ainsi, dès son berceau, le héros de Carthage
Avait juré de haïr les Romains;
O lac de Thrasymène, on vit sur ton rivage
Que ces sermens n'avaient pas été vains. »

SHENSTONE.

vétéran à qui la Prusse confiait la défense de ses droits les plus chers, la conduite de sa jeunesse et le soin de sa liberté.

La Suède, ou, pour mieux dire, le prince royal, était entré dans la confédération, comme nous l'avons déjà dit; et Buonaparte, soit comme homme, soit comme empereur, montrait même plus d'animosité contre lui que contre le roi de Prusse. Il représentait celui-ci comme un vassal rebelle et ingrat; celui-là, comme un réfugié français qui avait renoncé à son pays.

Cette dernière accusation était encore, s'il est possible, moins raisonnable et moins juste que la première : les liens de notre pays natal, quelque étroits, quelque sacrés qu'ils soient, peuvent être rompus de plus d'une manière. Le gouvernement légitime peut en être renversé, et les sujets fidèles à ce gouvernement, exilés dans des pays étrangers pour y avoir adhéré, peuvent légalement prendre les armes; car, dans ce cas, ils ne les dirigent pas contre la maison de leurs pères, mais contre la troupe de voleurs et de brigands qui l'occupent momentanément. S'il n'en est pas ainsi, que doit-on penser de la révolution de 1668 et de l'invasion du roi Guillaume? De même, un homme né en France ou en Angleterre peut s'attacher à un

autre pays, et lui transférer le dévoûment qui, dans les cas ordinaires, n'est dû qu'au pays natal. En devenant héritier de la couronne de Suède, Bernadotte était devenu Suédois par ce fait même; car personne, dans l'état où il se trouvait, n'a droit, en unissant sa fortune personnelle à la destinée de la nation qui l'adopte, de faire exception d'aucun cas dans lequel il puisse être obligé d'abandonner les intérêts de cette nation pour ceux d'un pays qui fut le sien.

En prenant un général français pour prince royal, la Suède voulait sans doute donner une garantie de l'intention où elle était de rester amie de la France; mais ce serait aller bien loin que de conclure de là que son dessein était de se soumettre à cet empire comme province conquise, et de ne voir dans le prince qu'elle avait choisi, qu'un lieutenant de Napoléon. C'était ainsi, il est vrai, que l'entendait l'empereur des Français à l'égard des royaumes de sa création, tels que la Hollande, la Westphalie, l'Espagne et les autres; mais au moins c'était lui qui avait donné les couronnes de ces pays : celle de Suède, au contraire, avait été offerte par la diète d'Orèbro, par les représentans du peuple suédois, à un élu de ce peuple; et Buonaparte n'avait fait que de consentir qu'un sujet français devînt roi de

Suède, consentement qui, s'il servait à quelque chose, devait certainement être regardé comme relevant Bernadotte envers la France de toute obligation incompatible avec les devoirs de souverain d'un royaume indépendant.

Quand donc, au bout de quelques mois, Napoléon autorisa la piraterie contre le commerce de la Suède, et saisit à main armée la seule portion du territoire suédois qui fût à sa portée, rien n'aurait été moins raisonnable que d'exiger que le prince royal, parce qu'il était né dans le Béarn, dût souffrir qu'on lui fît la guerre comme roi de Suède, sans y opposer toute la résistance possible. Supposons, ce qui aurait pu arriver aisément, que la Corse fût restée partie constituante des domaines anglais, n'aurait-il pas été ridicule de considérer Napoléon, à la tête du gouvernement français, comme tenu aux devoirs de sujet envers Georges III, uniquement parce qu'il était né à Ajaccio? Cependant il n'y a de différence entre les deux cas que celle de l'étendue et de l'importance de la France relativement à la Corse, circonstance qui ne peut avoir aucune influence sur la nature des obligations imposées à ceux qui sont nés dans les deux pays.

On peut convenir aisément qu'un homme dans la position où était le prince royal, est sou-

mis à une rude épreuve lorsqu'il se trouve dans les rangs opposés à ceux de ses compatriotes. C'est ce que doit éprouver un juge malheureusement appelé à juger et à condamner un frère ou un autre proche parent; dans l'un et l'autre cas, le devoir public doit remplacer les sentimens particuliers et personnels.

Tandis que les puissances du Nord formaient cette coalition, mieux concertée et avec des forces d'une nature bien différente de celles qui, dans les premières occasions, avaient été moins heureuses, l'Autriche considérait d'un œil incertain et irrésolu la lutte qu'elle voyait approcher. Ses égards pour un souverain uni à la famille de son Empereur par des liens aussi étroits que l'était Napoléon, n'avaient pas empêché le cabinet autrichien de s'alarmer de l'accroissement excessif de la puissance de la France et de l'ambition de son chef; elle avait, malgré elle, fourni des troupes auxiliaires à la France dans la dernière campagne, et elle avait pris une attitude de neutralité aussitôt que les circonstances le lui avaient permis. Le rétablissement de l'indépendance du monde devait rendre à l'Autriche les provinces qu'elle avait perdues, et notamment l'Illyrie et le Tyrol, avec l'influence qu'elle avait eue tant en Italie qu'en Allemagne; mais elle pouvait obtenir tous ces

avantages de Napoléon devenu moins puissant et voulant se soustraire aux représailles de l'Europe alliée, en renonçant à ses prétentions à la monarchie universelle; et, en conséquence, l'Autriche conclut que le meilleur parti qu'elle eût à prendre était de se rendre médiatrice entre la France et les Alliés, se réservant de jeter son épée dans la balance, si la force et l'ambition de Napoléon conservaient encore l'ascendant; tandis que, d'un autre côté, si la paix se trouvait rétablie par un traité conclu sous ses auspices, elle protégerait en même temps le gendre de son Empereur, regagnerait les provinces et l'influence qu'elle avait perdues, et contribuerait, en détruisant les prétentions arrogantes de la France, à rendre la tranquillité à l'Europe.

Otto, ministre français à Vienne, pouvait déjà voir dans le gouvernement autrichien une disposition à faire revivre les anciennes prétentions qu'avaient anéanties les victoires de Napoléon, et il écrivit à sa cour, dès le commencement même de janvier, que l'Autriche se faisait déjà un mérite de ne pas déclarer à l'instant la guerre à la France. L'envoi du général Bubna à Paris donna un caractère plus favorable à l'intervention des ministres autrichiens. Il informa le cabinet français que l'empereur François était prêt à traiter avec la France comme

alliée fidèle, pourvu qu'il fût aussi permis à l'Autriche de traiter avec les autres puissances comme nation indépendante.

En un mot, outre le recouvrement de ses pertes, objet que ce cabinet opiniâtre, comme on le sait, dans tous ses desseins, n'avait jamais perdu de vue, l'Autriche avait pour but de rétablir, autant que possible, l'équilibre de pouvoirs par lequel les autres États qui composaient la république européenne pourraient devenir, comme autrefois, garans de leur liberté et de leur indépendance respective. Ce n'était pas le système de Napoléon. Il aimait à récompenser une puissance qui l'avait aidé à en battre et à en renverser une autre, en lui accordant une ample portion du butin; mais il était contraire à sa politique de permettre à aucun État un *veto* protecteur en faveur d'une puissance neutre. Ce fut conformément à ce système, qu'il informa l'Autriche de sa résolution de détruire entièrement la Prusse, et de lui assurer la Silésie pour sa part des dépouilles, si elle voulait être son alliée dans cette guerre. Mais il trouva, contre son attente, que l'Autriche avait adopté un système politique différent, et qu'elle voyait qu'il était plus avantageux pour elle de soutenir le faible contre le fort, que de saisir quelques avantages d'une main intéressée,

en fermant les yeux sur l'insatiable ambition du chef de la France. Napoléon ne laissa pas long-temps le cabinet autrichien dans la croyance que ses pertes eussent diminué en rien ses hautes prétentions, ou l'eussent déterminé à abjurer ses projets de souveraineté universelle. D'après ses déclarations au Sénat et au corps des représentans du peuple français, ni le sentiment des malheurs passés, ni la crainte de ceux qui pourraient arriver ne l'engageraient à abandonner la plus injuste de ses usurpations, la plus déraisonnable de ses prétentions; il était déterminé à rétablir sa prépondérance armée, et à mettre encore une fois l'épée à la main; en un mot, le souvenir de sa retraite de Moscou devait être effacé par de nouvelles victoires, avant d'en venir à aucun traité de pacification.

Les notes du *Moniteur*, pendant l'hiver de 1812 à 1813, notes qui étaient toujours rédigées par Buonaparte, renfermaient le défi qu'il osait faire à l'Europe, et déclaraient l'intention où il était de faire marcher de front les deux guerres d'Espagne et d'Allemagne. Il se proposait à la fois d'ouvrir la campagne en Allemagne (quoiqu'il eût perdu l'alliance de la Prusse et de l'Autriche) avec une armée double de celle qu'il avait conduite en Russie, et de renforcer les armées d'Espagne de manière à y entretenir

une armée effective de trois cent mille hommes. « Si quelqu'un, disait-il, désirait savoir à quel prix il consentait à accorder la paix, on pouvait le voir dans la lettre du duc de Bassano à lord Castlereagh, avant le commencement de la campagne de 1812. »

Si l'on consulte cette pièce, on verra qu'elle ne contient pas la moindre cession de la part de l'empereur de France, mais une demande que l'Angleterre cédât à son frère Joseph, l'Espagne (alors presque délivrée), avec l'offre de laisser à leurs souverains légitimes le Portugal et la Sicile ; mais aucun de ces royaumes n'était sous la dépendance de Napoléon. En d'autres termes, il consentait à se désister des prétentions qu'il lui était impossible de faire valoir, à condition qu'on lui accorderait tous les points qui étaient encore douteux.

Il y avait de l'extravagance à supposer que l'Angleterre, après les désastres causés par la retraite de Russie, voulût accepter des conditions qu'elle avait refusées lorsque Napoléon était à la tête de sa belle armée, et plein de l'espoir de ses futures conquêtes. Quand donc l'Autriche offrit sa médiation à la cour de Saint-James, les ministres anglais se contentèrent de faire voir le ridicule des prétentions qu'exprimait la France, dans des pièces regardées comme

authentiques ; ils demandèrent qu'on les désavouât, et que Napoléon fît ou promît quelques concessions avant qu'ils consentissent à embarrasser leur marche par des négociations inutiles.

En résumé, le destin du monde était encore une fois confié au hasard des combats, et probablement on devait répandre encore des flots de sang avant d'établir un principe qui pût servir de base à une pacification générale.

Napoléon prit une mesure politique dont le but était évidemment de se concilier son beau-père l'empereur d'Autriche. Une régence fut établie durant son absence, et Marie-Louise fut nommée régente. Mais la régente fut privée de tout pouvoir réel et effectif, car Napoléon se réserva exclusivement le privilége de présenter tous les décrets qui devaient être rendus par le Sénat, et ne laissa à l'Impératrice que le droit de présider aux séances de ce corps.

CHAPITRE XVII.

État de la Grande-Armée française. — Les Russes avancent et se montrent sur l'Elbe. — Partout les habitans se joignent à eux.—Les Français évacuent Berlin, et se retirent sur l'Elbe. — Le prince royal de Suède se joint aux Alliés avec trente-cinq mille hommes. — Dresde est occupé par les souverains de Russie et de Prusse. — Le maréchal Bessières est tué le 1er mai. — Bataille de Lutzen, livrée le 2. — Les Alliés perdent vingt mille hommes, tant tués que blessés, et les Français conservent le champ de bataille après une perte terrible. — Les Alliés se retirent à Bautzen. — Prise de Hambourg par les Danois et les Français. — Bataille de Bautzen, livrée les 20 et 21 mai, avec grande perte de part et d'autre. — Les Français restent maîtres du champ de bataille. — Les Alliés se retirent en bon ordre. — Les généraux français Bruyères et Duroc sont tués le 22. — Douleur de Napoléon en apprenant la mort du dernier. — Armistice signé le 4 juin.

Il faut encore une fois tourner nos regards vers l'Allemagne, pays qui fut si long-temps le théâtre des querelles de l'Europe, et où le succès des Russes, et l'entière défaite de l'armée de Napoléon, avaient de nouveau transporté la guerre. Nous avons laissé les débris de la Grande-Armée se rendant à la hâte dans les forteresses occupées par les Français dans la Prusse, où ils avaient été distribués de la manière suivante :

Avant de laisser la Grande-Armée, Murat jeta dans Thorn. . . . . 6,000 h.

Dans Modlin.	8,000
Dans Zamosk.	4,000
Dans Graudentz (Prussiens). . .	6,000
Dans Dantzick.	30,000
	54,000 h.

Ce total de cinquante-quatre mille hommes était tout ce qui restait de ce que Napoléon continuait d'appeler la Grande-Armée de Russie, quoique le tiers de ces soldats ne fussent jamais entrés dans ce pays, ayant été employés en Lithuanie ou en Volhinie, et ayant ainsi échappé aux horreurs de la retraite. Il régnait parmi eux beaucoup de maladies, et quelques unes étaient même dangereuses. Cependant on en remplit les villes fortifiées, qu'on mit dans un état de défense jugé suffisant pour arrêter la marche des Russes. Cela serait, sans doute, arrivé dans toute autre guerre; car la Russie ayant non seulement regagné la Lithuanie, mais encore pris possession de Varsovie et de cette partie de la Pologne qui appartenait autrefois à la Prusse, n'aurait pas dû, dans un cas ordinaire, s'exposer à perdre ses avantages en avançant au-delà de la Vistule, ou en jetant ses

armées dans la Silésie, laissant en même temps tant de forteresses en arrière. Mais la Prusse n'attendait que l'arrivée des Russes comme pour se lever en masse, et pour encourager, par son exemple, l'insurrection générale de l'Allemagne; c'était là une tentation trop puissante pour n'être pas irrésistible, quoique certainement il fût dangereux d'y céder. Les différentes forteresses furent en conséquence masquées par un certain nombre de soldats, et les troupes légères des Russes, s'avançant même au-delà de la ligne de l'Oder, commencèrent à se montrer sur l'Elbe, et virent partout se joindre à eux les habitans du pays, qui, influencés par les doctrines du *Tugend-Bund* et enflammés de haine contre les Français, prirent les armes partout où ils virent paraître leurs libérateurs. Les Français reculèrent de toutes parts, et le prince Eugène, évacuant Berlin, se retira sur l'Elbe. On eût dit que les Alliés étaient venus armés de mèches allumées, et que la terre était couverte de poudre à canon, tant les Allemands étaient prompts à prendre les armes, en entendant le *hourra* d'un corps de cosaques, ou même en voyant de loin briller leurs lances. Cependant le but de la guerre n'était pas d'exciter des soulèvemens partiels et passagers, dont on ne pourrait attendre aucun avantage du-

rable, mais de préparer les moyens de faire occuper le nord de l'Allemagne par une armée commandée par un des plus célèbres généraux du siècle, ayant sous ses ordres des forces régulières suffisantes pour assurer les avantages qu'on pourrait obtenir, et influer ainsi sur les événemens qui devaient décider de cette campagne.

Tandis que les troupes légères de Russie et de Prusse parcouraient l'Allemagne, ou du moins les provinces de l'ouest et du nord, le roi de Suède, en vertu de la convention qu'il avait conclue à Abo, passa à Stralsund au mois de mai 1813, avec un contingent de trente-cinq mille hommes, et attendit avec inquiétude la jonction qui devait le mettre à la tête de troupes russes et allemandes, et porter son principal corps à quatre-vingt mille ou cent mille hommes. Avec de telles forces, le prince royal se proposait de prendre l'offensive, et de mettre ainsi Napoléon, lorsqu'il entrerait en campagne, dans la nécessité de se défendre à la fois sur son flanc gauche et sur son front contre les armées russes et prussiennes qui avançaient. Les proclamations d'indépendance publiées par les Alliés leur firent des amis partout où ils se montrèrent, et trois corps de voltigeurs, commandés par Czernicheff, Tettenborn et Win-

zingerode, se répandirent sur les deux rives de l'Elbe. Les Français se retirèrent de toutes parts pour se concentrer sous les murs de Magdebourg et des autres places fortifiées qu'ils possédaient encore. En même temps, Hambourg, Lubeck, et d'autres villes se déclarèrent en faveur des Alliés, et reçurent leurs troupes avec une allégresse dont Hambourg en particulier fut sévèrement puni par les événemens qui suivirent.

Le général français Morand s'efforça d'arrêter le torrent de ce qu'on appelait la défection; et avec environ quatre mille hommes, il s'empara de Lunebourg, qui s'était déclaré en faveur des Alliés. Les troupes étaient déjà dans la place, et sur le point, disait-on, d'établir des tribunaux militaires et de punir les crimes politiques des citoyens, lorsque les Russes, commandés par l'actif Czernicheff, parurent tout à coup, s'ouvrirent, l'épée à la main, un chemin dans la ville, et, le 2 avril 1813, tuèrent ou firent prisonnier tout ce qui composait le corps de Morand. Le vice-roi Eugène essaya de mettre des bornes à l'audace que montraient alors les Alliés, en frappant un coup hardi. Il quitta tout à coup le voisinage de Magdebourg dans la vue de surprendre Berlin; mais il fut lui-même surpris à Mockern, repoussé, défait, et obligé de

s'enfermer dans Magdebourg, où il fut bloqué.

La supériorité des Alliés dans le nord de l'Allemagne semblait alors si bien assurée, que les plus zélés partisans de la France parurent disposés à abandonner sa cause. Le Danemarck commença à traiter avec les Alliés, et même dans une occasion, comme on le verra ci-après, il fit une démonstration pour joindre ses armes aux leurs.

Le roi de Saxe, qui avait toujours été le plus sincère ami de Napoléon, n'osa pas alors affronter l'orage. Il se retira dans une place de sûreté en Franconie, tandis que son armée se séparait des Français, et que, se jetant dans Torgau, elle commençait à stipuler une neutralité qui aurait probablement fini, comme celle d'York, par une jonction avec les Alliés.

Davoust se retira vers le nord, après avoir fait sauter le beau pont de Dresde, malgré l'opposition tumultueuse des habitans, qui le chargeaient d'exécrations. Dresde même devint bientôt le quartier-général de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, qui furent reçus avec de joyeuses acclamations par toutes les classes des citoyens.

De même, trois des forteresses occupées en Prusse par les Français, Thorn, Spandau et Czenstochau, se rendaient aux Alliés; ce qui

fit espérer que les Français pourraient être expulsés des autres dans le cours de l'été. Mais l'activité des généraux alliés ne put obtenir de si rapides résultats, ou du moins ils furent retardés en grande partie par l'arrivée des forces nombreuses que Napoléon avait levées avec tant de promptitude pour réparer ses dernières pertes.

Il serait sévère de donner le nom de témérité à la conduite des Alliés, qui s'avancèrent hardiment au milieu et au nord de l'Allemagne. Une grande partie de leur force était d'un caractère moral, et consistait à agir sur les sentimens des Allemands, tous enchantés par l'espoir de la liberté et de l'indépendance. Il y avait pourtant beaucoup d'audace de la part des monarques alliés à hasarder le passage de l'Elbe, et à s'exposer à rencontrer Napoléon et ses nombreuses levées, avant d'avoir eux-mêmes mis en avant toutes leurs ressources. Cependant il n'était plus temps d'examiner quel plan aurait dû être préféré; les souverains de Russie et de Prusse n'avaient d'autre alternative que de suivre hardiment celui dont ils ne pouvaient plus s'écarter.

A l'approche des nouvelles levées françaises à travers les défilés des montagnes de la Thuringe, Eugène sortit de Magdebourg, et fit sa

jonction avec elles sur la Saale. Le total des troupes françaises pouvait être de cent quinze mille hommes effectifs, mais c'était en grande partie des recrues, dont la plupart étaient presque des enfans. L'armée des Alliés se réunit du côté de Leipzick, et s'établit sur la route que devait suivre Napoléon pour se rendre en cette ville, et de là à Dresde, point vers lequel il se dirigeait.

On a pensé que la plaine de Lutzen aurait été le champ de bataille le plus avantageux pour les Alliés, dont la force consistait dans leur beau corps de cavalerie; et l'on a prétendu qu'ils s'attendaient à rencontrer Buonaparte de l'autre côté de la Saale, où ils comptaient avoir un terrain découvert pour déployer leur cavalerie, et trouver un champ de bataille favorable à leur vengeance dans la plaine d'Iéna. Mais quoique l'activité des Alliés eût suffi depuis quelque temps pour déconcerter l'activité des lieutenans de Napoléon, elle n'était pas encore en état d'égaler celle de l'Empereur lui-même.

Un changement important venait d'avoir lieu dans leur armée, par suite de la mort du vétéran Koutousoff, que Wittgenstein avait remplacé dans le commandement général.

Des escarmouches eurent lieu à Weissenfels et à Poserna, le 29 avril et le 1er mai,

et cette dernière journée fut témoin d'un événement douloureux pour Buonaparte. Un combat s'engagea dans le défilé de Rippach, près de Poserna, et il n'eut de remarquable que la mort d'un excellent officier. Le maréchal Bessières, que le lecteur doit se rappeler comme chef des gardes de Napoléon, depuis le temps où elles portaient l'humble titre de guides, jusqu'au moment actuel où elles composaient la garde impériale, dont il était le colonel-général, s'étant avancé pour voir comment allait l'action, fut tué par un boulet; son corps fut couvert d'un drap blanc, et sa mort cachée le plus long-temps possible à la garde, qui lui était fort attachée. Dans une autre occasion, son cheval ayant été tué sous lui, Buonaparte lui dit qu'il devait avoir de grandes obligations au boulet qui avait tué son cheval, puisqu'il lui avait fait connaître combien il était aimé de la garde, qui l'avait pleuré comme mort. Mais pour cette fois, son heure était venue; il fut sincèrement regretté de Napoléon, qui, dans un moment où la fortune lui devenait contraire, se trouva ainsi privé d'un de ses plus anciens et de ses plus dévoués serviteurs.

Cependant la guerre ne se ralentissait pas. L'armée française continua à avancer vers Leipzick du côté du sud, et les Alliés s'appro-

prochèrent du côté du nord pour défendre cette place.

Le centre de l'armée française était placé près d'un village nommé Kaya, et sous les ordres du maréchal Ney; il était soutenu par la garde impériale, avec sa belle artillerie, rangée en avant de la ville de Lutzen, célèbre par la dernière bataille de Gustave-Adolphe, et qui allait voir une tragédie encore plus sanglante. Marmont commandait l'aile droite, qui s'étendait jusqu'au défilé de Poserna. L'aile gauche des Français allait de Kaya jusqu'à l'Elster. Comme ils ne s'attendaient pas à être forcés d'avoir une action en cet endroit, ni ce jour-là (2 mai), Napoléon faisait marcher sa droite en avant, Lauriston étant à la tête de la colonne, dans l'intention de s'emparer de Leipzick, et comptant trouver derrière cette ville l'armée des Alliés.

Mais ceux-ci, encouragés par la présence de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse, avaient pris la résolution audacieuse de s'avancer vers le sud pendant la nuit, le long de la rive gauche de l'Elster; de se transporter le matin sur la droite, et d'attaquer avec l'élite de leurs troupes, sous Blücher, le centre de l'armée française, commandé par Ney. La fureur de cette attaque fut irrésistible, et en dépit de la

défense la plus opiniâtre, les Alliés emportèrent le village de Kaya, point sur lequel le centre des Français s'appuyait. C'était un moment de crise digne du génie de Napoléon, et il ne se manqua pas à lui-même. Attaqué en flanc, tandis qu'il marchait en colonne, il parvint, par un mouvement qui était un coup de maître, à faire tourner ses deux ailes de manière à dépasser à son tour le flanc de celles des ennemis. Il conduisit en personne sa garde pour soutenir son centre, qui était presque enfoncé. Le combat fut d'autant plus opiniâtre et sanglant, qu'on voyait d'un côté la fleur de la jeunesse prussienne, qui avait quitté ses universités pour soutenir la cause de l'honneur national et de la liberté, et de l'autre les jeunes gens de Paris, dont un grand nombre appartenaient aux classes supérieures de la société, et dont la bravoure cherchait à maintenir la renommée nationale. De part et d'autre les combattans étaient animés par la présence de leurs souverains respectifs; ils soutinrent l'honneur de leur pays, et payèrent un ample tribut au carnage.

La bataille dura plusieurs heures avant qu'on pût juger si les Alliés réussiraient dans leur projet de percer à travers le centre de l'armée française, ou si les Français, avant d'essuyer

cet échec, parviendraient à faire tourner leurs ailes sur les flancs des Alliés. Enfin cet événement commença à paraître le plus probable. Les décharges de mousqueterie qu'on entendait de loin sur la droite et sur la gauche, et dont le double bruit se distinguait au milieu du tumulte du centre, furent reconnues pour être le feu de Macdonald et de Bertrand, qui commandaient les ailes françaises. Pendant ce temps l'Empereur, par un nouvel effort, réussit à reprendre le village de Kaya, et les Alliés faisant passer avec habileté leurs troupes épuisées entre les deux branches rapprochées que figuraient ainsi les deux ailes de Napoléon, se retirèrent du combat sans autre perte que celle qu'ils avaient déjà essuyée sur le champ de bataille; mais cette perte était immense. Vingt mille hommes furent tués ou blessés. De ce nombre était Scharnhorst, un des meilleurs officiers d'état-major de l'Europe, et qui avait si habilement organisé la *Landwehr* et les corps de volontaires de Prusse. Le prince Léopold de Hesse-Hombourg et le prince de Mecklenbourg-Strelitz, allié de près à la famille royale d'Angleterre, perdirent aussi la vie. Le vétéran Blücher fut blessé, mais il refusa de se retirer, et ses blessures furent pansées sur le champ de bataille. L'armée française fit de son

côté une perte considérable, et sept ou huit de ses généraux furent tués ou blessés.

Deux circonstances contribuèrent beaucoup à décider de l'issue de la bataille. Le général Bertrand, qui n'était pas arrivé quand elle commença, survint fort à propos pour agir contre la gauche de l'ennemi, et permettre à Marmont, dont il prit la place, de concourir, au moment du besoin, à la défense du centre. Du côté des Alliés, au contraire, la division de Miloradovitch, soit par quelque méprise, soit faute d'ordres, ne prit aucune part à l'action. On fit peu de prisonniers et l'on ne prit pas d'artillerie. Les Alliés se retirèrent en sûreté, protégés par leur belle cavalerie, et les vainqueurs n'eurent d'autre trophée que la possession d'un champ de bataille ensanglanté.

Mais Napoléon avait besoin de gloire pour ranimer ses partisans découragés; aussi la bataille était-elle à peine finie, que les relations les plus exagérées du succès que l'Empereur venait de remporter furent envoyées à toutes les cours amies, et jusqu'à Constantinople. Les ornemens les plus recherchés de la rhétorique de Napoléon furent épuisés en cette occasion. Semblable à un coup de foudre, disait-on, la bataille de Lutzen avait pulvérisé tous les projets des Alliés; toutes les intrigues obscures tra-

mées par le cabinet de Saint-James avaient été déjouées, comme le nœud gordien avait été jadis tranché par l'épée d'Alexandre. L'éloquence du cardinal Maury, qui chanta un *Te Deum* à Paris en actions de grâces de cet événement, ne fut pas moins fleurie. Son admiration alla au point de pouvoir à peine admettre que le héros qui avait surmonté tant de difficultés, rempli tant de devoirs, uni tant d'activité à tant de prévoyance, des conceptions si brillantes à une telle exactitude dans les détails, ne fût, après tout, qu'un mortel semblable à lui et aux auditeurs auxquels il s'adressait.

La bataille de Lutzen eut véritablement des résultats importans, quoique beaucoup moins décisifs que ceux auxquels le chapelain de la cour et les bulletins prêtaient de si éclatantes couleurs. Les monarques alliés se retirèrent sur la Mulda, et tout espoir d'engager la Saxe à entrer dans la coalition fut nécessairement ajourné. Les troupes françaises furent de nouveau reçues à Torgau par l'ordre exprès du souverain, malgré l'opposition du général saxon Thielman. Le roi de Saxe quitta Prague, où il s'était réfugié en dernier lieu, et arriva le 12 à Dresde. Napoléon ordonna une fête militaire pour recevoir le vieux monarque, et le reconduisit comme en triomphe dans sa belle capitale.

Le cœur paternel de Frédéric-Auguste ne pouvait la revoir alors qu'avec peu de plaisir; car, tandis que la partie de Dresde qui était sur la rive gauche de l'Elbe, était occupée par les Français, l'autre était à peine évacuée par les Alliés; et le pont de bateaux, brûlé jusqu'à fleur d'eau, était encore disputé, les Français voulant le réparer et les Alliés le détruire.

Une autre suite de la bataille de Lutzen fut que les Alliés ne purent plus se maintenir sur l'Elbe. Leur principal corps d'armée ne se retira pourtant qu'à Bautzen, ville voisine des sources de la Sprée, à environ douze lieues de Dresde, où il choisit une forte position. Une armée d'observation, sous le général Bulow, fut destinée à couvrir Berlin dans le cas où l'ennemi ferait quelque tentative de ce côté. Les Alliés se trouvaient ainsi dans une situation également favorable pour recevoir des renforts, ou pour se retirer sur la Silésie, s'ils étaient attaqués avant de les avoir reçus. Ils prirent aussi des mesures pour concentrer leur armée, en rappelant les corps avancés épars de différens côtés.

Mais un des résultats les plus fâcheux de cette bataille fut l'obligation où se trouvèrent les Alliés de se retirer sur toute la ligne de la rive droite de l'Elbe. Czernicheff et Tettenborn, dont l'apparition avait décidé Hambourg et

d'autres villes de ces environs à se déclarer pour la bonne cause, et à faire des levées d'hommes pour renforcer les Alliés, furent alors dans la nécessité de les abandonner à la vengeance des Français, qui ne manquèrent pas de les traiter en vassales révoltées. Le sort de Hambourg surtout, ville si intéressante en elle-même, et qui s'était distinguée par le nombre et l'enthousiasme des volontaires qu'elle avait fournis pour la cause des Alliés, était le plus inquiétant.

Dès que le principal corps d'armée des Alliés se fut retiré, le 9 mai, Davoust attaqua vivement cette place, à la tête de cinq à six mille hommes, en la menaçant de la punir du rôle qu'elle avait joué. Tandis que cette armée, à laquelle Hambourg n'avait pas les moyens de résister, s'approchait pour livrer un assaut, les Hambourgeois alarmés furent soutenus, à leur grande surprise, par de l'artillerie et des chaloupes canonnières danoises qui arrivèrent d'Altona pour protéger leur ville. Ils ne s'attendaient pas à recevoir un pareil secours des Danois, qu'on avait regardés jusqu'alors comme les alliés de la France. Mais la vérité était que le traité du Danemarck avec les Alliés n'était pas encore définitivement conclu, et cette puissance pensa qu'épouser volontairement la cause de ses voisins pourrait avoir un effet favorable sur la né-

gociation. Peut-être aussi faut-il l'attribuer en partie au zèle personnel de Blücher, commandant d'Altona, qui était parent du célèbre général prussien portant le même nom. Cependant, après cette démonstration d'amitié, les Danois évacuèrent Hambourg, dans la soirée du 12 mai, pour y revenir bientôt dans un esprit tout différent; car s'étant assurés, pendant cet intervalle, que les Alliés étaient déterminés à insister pour que le Danemarck cédât la Norwége à la Suède, et la nouvelle de la bataille de Lutzen semblant annoncer que l'astre de Napoléon reprenait l'ascendant, le prince danois rompit sa négociation avec les Alliés, et renoua sa ligue offensive et défensive avec la France.

Les craintes et les espérances des habitans d'Hambourg devaient encore être soumises à une nouvelle épreuve. Le prince royal de Suède était à Stralsund avec une armée considérable, et trois mille Suédois se montrèrent pour protéger Hambourg. Mais, comme nous l'avons déjà dit, cette armée suédoise devait être portée au nombre de quatre-vingt-dix mille hommes, par des renforts de Russes et de Prussiens qui n'étaient pas encore arrivés, et dont le prince sollicitait l'envoi avec les plus vives instances. Bernadotte ne pouvait diviser ses forces, sans courir le risque de manquer le

grand but pour lequel on voulait réunir cette grande armée, et sans s'exposer en outre au danger de voir détruire en détail ses propres troupes, du sang desquelles il était assez sage et assez prudent pour être économe. On peut ajouter que, d'après une lettre écrite à cette époque par le prince royal à Alexandre, il paraît que Bernadotte était agité des plus vives inquiétudes, relativement à l'arrivée de ces renforts importans, et qu'il craignait, avec raison, les suites que pouvait avoir le retard de leur marche. Dans un moment si critique, il n'était donc pas en état de jeter dans Hambourg une partie de ses forces, comme garnison permanente.

Les raisons alléguées pour justifier la retraite des troupes suédoises paraissent suffisantes; mais la situation des habitans de Hambourg n'en était pas moins pénible, abandonnés successivement, comme ils l'étaient, par les Russes, les Danois et les Suédois. Le 30 mai, cinq mille Danois, alors alliés de la France, et quinze cents Français prirent possession de cette ville au nom de Napoléon. Une bonne discipline fut pourtant maintenue, et il n'y eut d'autre pillage que celui des exactions régulières; mais cette occupation ne fut que le prélude d'une longue suite de maux qu'essuya Hambourg

pendant tout le temps des hostilités; et, quoique cette malheureuse ville fût alors réduite, la guerre continua dans ses environs.

Le brave Czernicheff, comme pour se venger d'avoir été forcé de s'éloigner de Hambourg avec ses cosaques, réussit, près d'Halberstadt, à couper un corps d'infanterie française, formant un bataillon carré de fusiliers, et ayant quatorze pièces de campagne. On vit alors que ces enfans du désert n'étaient nullement de misérables hordes, comme les nommaient, par dépit, les écrivains français et Napoléon lui-même. A un cri perçant que poussa leur commandant, ils se dispersèrent à peu près comme un éventail qu'on ouvre; et, à un autre signal, chaque cavalier, agissant isolément, courut contre l'ennemi au grand galop. Ils évitèrent ainsi, en grande partie, le feu des Français, ne présentant nulle part une masse compacte contre laquelle on pût pointer l'artillerie; ils enfoncèrent le bataillon carré, prirent les canons, firent près de mille prisonniers, et tuèrent, à coups de sabre ou de pique, plus de sept cents hommes; aucun Français ne s'échappa du champ de bataille. Czernicheff conduisit cette escarmouche avec un tel succès, qu'une force française, supérieure à la sienne, arriva à temps pour voir le résultat du combat,

mais trop tard pour pouvoir donner du secours à ses compatriotes.

Pendant ce temps, Dresde était le théâtre de négociations politiques, et ses environs retentissaient du bruit des armes. Le comte Bubna fit à Buonaparte, de la part de l'empereur d'Autriche, les plus fortes remontrances pour amener une paix générale; et il paraît probable que Napoléon chercha à éblouir le cabinet de Vienne, en lui faisant envisager des avantages capables de le décider à se déclarer sans scrupule en sa faveur. Les audiences du comte Bubna se prolongeaient jusqu'à minuit, et des objets de la plus haute importance semblaient y être discutés.

La guerre se borna, pendant quelques jours, à des escarmouches qui eurent lieu sur la rive droite de l'Elbe, et dont le succès fut douteux, et passa souvent d'un parti à l'autre. Le 12 mai, Ney traversa la rivière près de Torgau, et menaça le territoire prussien, se dirigeant sur Spremberg et Hoyerswerder, comme s'il eût voulu attaquer Berlin, qui n'était protégé que par l'armée d'observation de Bulow. Le but était sans doute d'engager les Alliés à quitter leur forte position de Bautzen, en leur inspirant des craintes pour la capitale de la Prusse; mais ils s'y maintinrent,

et Napoléon marcha en personne pour les en déloger. Il quitta Dresde le 18 mai. En s'avançant vers Bautzen, il passa près des ruines de la jolie petite ville de Bischoffswerder, et il témoigna des regrets tout particuliers en apprenant qu'elle avait été incendiée par la soldatesque française, après une rencontre qui avait eu lieu dans les environs avec un corps russe. Il déclara qu'il la ferait reconstruire, et donna sur-le-champ aux habitans une somme de cent mille francs pour les indemniser d'autant de leurs pertes. Dans une autre occasion, passant sur un champ de bataille d'où l'on n'avait pas encore relevé les blessés, il exprima une vive sensibilité; ce qui n'était pas chez lui une chose extraordinaire, car il ne pouvait jamais voir souffrir sans montrer de la compassion.

« Sa blessure est incurable, Sire », dit un chirurgien à qui il donnait ordre de secourir un de ces malheureux.

« Essayez pourtant, répliqua Napoléon; et il ajouta, en baissant la voix, ce sera toujours une de moins », songeant sans doute aux victimes de ses guerres.

Napoléon n'est pas le seul conquérant qui ait frémi ou pleuré en contemplant, dans leurs détails, les malheurs occasionnés par l'exé-

cution d'une entreprise arrêtée de sang-froid.

En arrivant à Bautzen le 21, l'Empereur alla reconnaître en personne la position formidable des Alliés. Ils étaient placés en arrière de Bautzen, qui était trop avancé pour faire partie de leur position. Ils avaient la Sprée en front, leur aile droite était appuyée sur des hauteurs fortifiées, et leur gauche sur des montagnes boisées. Sur leur droite, du côté d'Hoyerswerder, ils étaient surveillés par Ney et Lauriston, qui naturellement étaient préparés à agir de concert avec Napoléon. Mais les Alliés déjouèrent cette partie du projet de l'Empereur avec autant de dextérité que de hardiesse. Ils surprirent, par un mouvement de leur droite, une colonne de sept mille Italiens, et les mirent en déroute au point que ceux qui parvinrent à s'échapper se dispersèrent et s'enfuirent dans la Bohême. Après cet exploit, Barclay de Tolly et York, qui avaient commandé cette attaque, se réunirent au corps d'armée des Alliés, et reprirent leur rang dans la ligne.

Ney fit un mouvement pour soutenir les Italiens, mais il arriva trop tard pour les dégager ou les venger. Il fit sa jonction avec l'Empereur vers trois heures après midi, et l'armée passa la Sprée sur différens points en face de l'armée des Alliés. Napoléon établit son quar-

tier-général dans la ville abandonnée de Bautzen, et son armée s'avançant vers l'ennemi avec lenteur et précaution, bivouaqua sur une ligne qui s'étendait du nord au sud ayant l'ennemi en front. Les Alliés se concentrèrent avec le même soin, abandonnant tous les points qu'ils jugeaient trop éloignés pour être heureusement défendus. Leur position couvrait la principale route conduisant à Zittau et celle de Gœrlitz. Leur aile droite, composée de Prussiens, était appuyée sur les hauteurs fortifiées de Klein et de Bautzen, qui étaient les clefs de cette position; et la gauche, où se trouvaient les Russes, était soutenue par des montagnes boisées. Des batteries qui commandaient les environs rendaient le centre inaccessible.

Comme on ne pouvait songer à attaquer de front une telle position, Napoléon eut recours à la manœuvre de la guerre moderne que nul général n'entendit jamais mieux que lui, celle de la tourner, et par conséquent de la rendre inutile. Ney fut donc chargé de faire un circuit considérable autour de l'extrême droite des Russes, tandis que leur gauche était attaquée de plus près par Oudinot, qui devait attirer leur attention en cherchant à occuper les vallées, et en débouchant des montagnes sur lesquelles ils étaient appuyés. Les Russes étaient

préparés à cette dernière tentative. Miloradovitch et le prince de Wurtemberg défendirent ce point avec le plus grand courage; et malgré les efforts prodigieux de Buonaparte, la fortune du jour parut être pour les Alliés. Napoléon dirigea ensuite une attaque contre les hauteurs fortifiées sur la droite des Alliés, défendues par les Prussiens. Il y rencontra aussi beaucoup de difficultés, et fit de grandes pertes. Ce ne fut qu'après avoir fait marcher toutes ses réserves, et les avoir combinées pour un de ces efforts désespérés qui avaient si souvent changé le sort de ses batailles, qu'il put réussir dans son projet. L'attaque fut conduite par Soult, et soutenue à la pointe de la bayonnette. Après une lutte de près de quatre heures, pendant laquelle les hauteurs furent bien des fois prises, perdues et reprises, les Français en restèrent les maîtres.

A l'instant où les Français venaient d'emporter le point d'appui des Alliés sur la droite, le corps de Ney avec ceux de Lauriston et de Regnier, formant ensemble soixante mille hommes, s'étaient établis sur leurs derrières. Ce fut alors que Blücher fut obligé d'abandonner ces hauteurs qu'il avait si long-temps et si vaillamment défendues.

Mais quoique les Alliés eussent été ainsi

tournés sur leurs deux ailes, qui en conséquence étaient forcées de se replier sur leur centre, ils firent leur retraite en aussi bon ordre qu'après la bataille de Lutzen. Pas une pièce d'artillerie ne fut prise; à peine fit-on un prisonnier, les Alliés se retirèrent comme après une parade, placèrent leurs canons en position toutes les fois que le terrain le permettait, et forcèrent plus d'une fois les Français, qui les poursuivaient, à se déployer dans l'intention de les tourner, manœuvre pendant laquelle les troupes de Napoléon souffrirent considérablement.

La nuit arriva, et le seul avantage décidé que Napoléon eût retiré de ce jour de carnage, fut d'avoir coupé la retraite des Alliés par les grandes routes de la Silésie, et vers Breslau, qui en est la capitale, en les repoussant dans les chemins plus impraticables, voisins de la frontière de Bohême; mais ils exécutèrent ce changement défavorable de position sans désordre, et sans discontinuer l'habile système de défense par lequel ils avaient jusqu'alors protégé leur retraite.

Toute la journée du 22 mai se passa en attaques contre l'arrière-garde des Alliés, et ceux-ci les repoussèrent toutes par leur sang-froid et leur tactique. L'empereur Napoléon se mit à

la tête de la colonne qui les poursuivait, et s'exposa au feu bien nourri et bien dirigé par lequel Miloradovitch couvrait sa retraite. Il excitait ses généraux à la poursuite, en employant des expressions qui indiquaient son impétuosité. « Vous rampez, drôle! » dit-il à un officier-général dans une de ces occasions. Dans le fait, il perdit patience quand il vint à comparer ce que lui coûtait cette bataille avec le fruit qu'il en retirait; et il s'écria d'un ton de mauvaise humeur : « Quoi! nuls résultats après un pareil carnage! — Pas un canon! — Pas un prisonnier! — Ces gens-là ne me laisseront pas même un clou! »

Sur les hauteurs de Reichenbach, l'arrière-garde des Russes fit une halte, et tandis que les cuirassiers de la garde disputaient le passage aux lanciers russes, un boulet tua le général français Bruyères; c'était un vétéran de l'armée d'Italie, favori de Napoléon, et le compagnon de ses premières campagnes. Mais la fortune réservait le même jour une épreuve encore plus cruelle à la sensibilité de Napoléon. Comme il examinait le dernier point sur lequel les Russes continuaient à résister, un boulet tua un soldat de son escorte à côté de lui. « Duroc, dit-il à son ancien serviteur, à son fidèle confident, alors grand-maître de son palais,

la fortune a aujourd'hui de la rancune contre nous. » Cette rancune n'était pas encore épuisée.

Quelques instans après, tandis que l'empereur et sa suite passaient dans un chemin creux, trois coups de canon se firent entendre. Un boulet frappa un arbre près de Napoléon, tua du rebond le général Kirchener, et blessa mortellement Duroc, à qui l'Empereur venait de parler. Une halte fut ordonnée, et pendant tout le reste du jour, Napoléon resta en face de sa tente, entouré de ses gardes, qui plaignaient leur Empereur comme s'il eût perdu un de ses enfans. Il alla voir le mourant, dont les entrailles avaient été déchirées par le boulet, et lui exprima son affection et ses regrets. Ce fut la seule occasion où il fut jamais vu absorbé par le chagrin, au point de refuser d'écouter des détails militaires et de donner des ordres. « Tout cela pour demain », répondait-il à ceux qui se hasardaient à lui demander des instructions. Il expédia plus d'un décret en faveur de la famille de Duroc, et déposa deux cents napoléons entre les mains du pasteur dans la maison duquel Duroc avait rendu le dernier soupir, pour élever à sa mémoire un monument pour lequel il dicta une épitaphe simple et touchante. Napoléon perdit en Bessières et Duroc deux de

ses meilleurs officiers, deux de ses amis les plus dévoués, et dont les opinions avaient plus d'influence sur lui que celles des autres personnes, auxquelles il accordait moins de confiance. Cette double perte était du plus mauvais augure pour sa fortune.

En résumant le total des pertes occasionnées par cette bataille, nous devons observer que les Français souffrirent d'autant plus, que la forte position des Alliés les mettait en quelque sorte à couvert du feu. Cependant la perte de ceux-ci en tués et blessés monta à environ dix mille hommes; celle des Français peut être évaluée à quinze mille !

La veille de cette bataille sanglante, un armistice avait été proposé par une lettre adressée à Caulincourt, duc de Vicence, par le comte Nesselrode, en conséquence, y disait-on, des désirs de la cour de Vienne. La même proposition fut contenue dans une lettre du comte Stadion à Talleyrand, que Napoléon avait mandé près de lui ainsi que Fouché, peut-être parce qu'il craignait l'effet de leurs intrigues pendant son absence, et au milieu des difficultés qui l'entouraient. Cet armistice devait être préalable à une négociation pour laquelle l'Autriche proposait sa médiation.

Cependant Napoléon occupa Breslau, que

les princesses de la famille royale de Prusse quittèrent pour se retirer en Bohême, et il fit lever le blocus de Glogau, dont la garnison avait commencé à souffrir de la famine. Quelques escarmouches sanglantes eurent lieu sans produire aucun résultat important, la victoire sembla y distribuer également ses faveurs; mais l'armée principale des Alliés ne se montra pas disposée à engager une troisième action générale; elle continua sa retraite sur la Haute-Silésie, et la démonstration d'une marche sur Berlin ne put même la décider à un engagement.

Enfin l'armistice fut conclu et signé le 4 juin. Buonaparte montra un sincère désir de la paix, ou du moins celui de paraître la souhaiter, en abandonnant aux Alliés la possession de Breslau et de la Basse-Silésie, ce qui leur permit de rétablir leurs communications avec Berlin. Les intérêts du monde, si long-temps confiés à la décision du glaive, semblaient alors devoir dépendre des argumens d'une assemblée de politiques.

CHAPITRE XVIII.

Changement dans les résultats produits autrefois par les victoires des Français. — Découragement des généraux. — Décadence de la discipline des troupes. — Vues de l'Autriche. — Argumens en faveur de la paix, et leur discussion. — Opiniâtreté de Napoléon. — État de l'intérieur de la France; — caché à l'Empereur par suite de la servitude de la presse. — Entrevue entre Napoléon et le ministre autrichien Metternich. — Délais dans les négociations. — Plan de pacification proposé le 7 août par l'Autriche. — Rupture de l'armistice le 10. — L'Autriche se joint aux Alliés. — Dispositions pacifiques que montre tout à coup Napoléon à cette époque. — On les attribue à la nouvelle de la bataille de Vittoria.

Les victoires de Lutzen et de Bautzen étaient si inattendues et si brillantes, qu'elles éblouirent complétement tous ceux qui avaient une confiance superstitieuse dans l'étoile de Buonaparte; car ils s'imaginaient voir renaître toute la splendeur de son premier lever. Mais les expressions d'Augereau à Fouché, lorsque ce dernier passa à Mayence pour aller joindre Napoléon à Dresde, prouvent ce que pensaient les meilleurs officiers de l'Empereur. « Hélas! dit-il, notre soleil s'est couché. Combien ces deux batailles, dont on fait tant de bruit à Paris, ressemblent peu à nos victoires d'Italie, quand

j'enseignais à Buonaparte l'art de la guerre dont il a abusé! Que de peines inutiles on a prises, uniquement pour faire quelques marches en avant! A Lutzen, notre centre a été enfoncé, plusieurs régimens ont été mis en déroute, et tout était perdu sans la jeune garde : nous avons appris aux Alliés à nous battre. Après une boucherie comme celle de Bautzen, il n'y a eu aucun résultat; point de canons pris, point de prisonniers. Partout l'ennemi nous a résisté avec avantage, et nous avons été rudement traités à Reichenbach, le lendemain même de la bataille. Un boulet frappe Bessières, un autre Duroc; Duroc, le seul ami qu'il eût au monde! Bruyères et Kirchener sont emportés par des boulets! Quelle guerre! elle n'épargnera pas un seul de nous. Il ne fera pas la paix; vous le connaissez aussi bien que moi : il se fera entourer par cinq cent mille hommes; car, croyez-moi, l'Autriche ne lui sera pas plus fidèle que la Prusse. Oui, il restera inflexible; et, à moins qu'il ne soit tué, et il ne le sera pas, nous y passerons tous. »

Dans le fait, on remarquait généralement que quoique les soldats français eussent conservé tout leur courage, et que l'Empereur déployât ses talens accoutumés, il n'en résultait plus, à beaucoup près, le même effet sur les Alliés. La

rapidité des attaques des troupes de Buonaparte était alors répoussée avec fermeté, ou prévenue avec une promptitude encore supérieure; de sorte que les Français, qui, pendant le cours de leurs victoires, avaient conçu une confiance qui leur faisait négliger de placer des sentinelles et de faire des patrouilles, maintenant étaient souvent victimes de ce manque de précautions. D'une autre part, les Alliés choisissaient le jour et l'heure du combat; ils le continuaient aussi long-temps qu'ils le trouvaient convenable, le suspendaient quand ils voyaient qu'ils avaient le dessous, et le renouvelaient quand ils le jugeaient à propos. Ce n'était plus le temps où une bataille décidait du sort d'une campagne, et une campagne du sort de la guerre.

On voyait aussi que, quoique Buonaparte, par des efforts sans exemple, eût pu mettre sur pied une armée aussi nombreuse qu'autrefois, il avait lui-même trouvé impossible d'y rétablir la discipline que ses anciens soldats avaient perdue dans les horreurs de la retraite de Russie, et que ses nouvelles levées ne connaissaient pas encore. Les Saxons et les Silésiens sentaient que les fardeaux que doit toujours imposer la présence d'une force armée, n'étaient plus allégés par l'espèce de discipline que les soldats

français exerçaient autrefois entre eux, et qui étaient une garantie contre des outrages faits de gaîté de cœur, et contre la dilapidation du butin. Maintenant, au contraire, c'était une chose ordinaire de voir un corps de soldats fouler aux pieds et détruire les provisions dont le bataillon qui passerait le lendemain aurait peut-être le besoin le plus urgent. Le courage et l'énergie du soldat français étaient toujours les mêmes; mais le souvenir de ses désastres passés l'avait rendu plus égoïste, plus dévastateur et plus féroce.

Ceux qui voyaient les choses sous ce jour désavantageux, quoique amis de la France et de Napoléon, allaient jusqu'à désirer que les batailles de Lutzen et de Bautzen n'eussent jamais été livrées, puisqu'elles devenaient les plus grands obstacles à des arrangemens de pacification. Eugène Beauharnais lui-même tenait ce langage de découragement. A la vérité, on convenait que ces actions mémorables avaient soutenu et même élevé encore davantage la réputation militaire de l'Empereur, et qu'il y avait quelque vérité dans le propos du courtisan Narbonne, qui, lorsque Napoléon lui demanda ce qu'on pensait à Vienne de ces batailles, lui répondit : « Les uns vous regardent comme un ange, Sire; les autres comme le

diable; mais tous conviennent que vous êtes plus qu'un homme. » Mais, dans l'opinion de ces mêmes individus, ces éloges accordés à un trait du caractère de l'Empereur, qui l'avait déjà rendu l'objet d'assez de crainte et d'assez de haine, n'étaient propres qu'à élever son esprit au-dessus des considérations de la prudence, et à rendre plus difficile, sinon tout-à-fait impossible, la chance d'une réconciliation permanente avec les autres nations. La devise de l'Europe semblait être alors

Odi accipitrem qui semper vivit in armis. [1]

On était arrivé au point où les talens militaires de Buonaparte paraissaient devoir nuire à une négociation sur laquelle ils auraient certainement exercé une influence favorable, si l'on avait pu avoir quelque motif plausible pour compter sur sa modération à l'avenir. C'était ainsi que pensait surtout l'Autriche, qui, après avoir reçu tant d'humiliations de Napoléon, semblait en ce moment appelée à décider de sa destinée. On ne pouvait se méprendre sur les vues de cette puissance : elle désirait regagner les provinces qu'elle avait perdues, recouvrer son influence en Allemagne; et il n'y avait nul

[1] J'abhorre le vautour qui ne vit que de guerre. (*Édit.*)

doute qu'elle ne voulût profiter de ce moment propice pour arriver à ce double but. Mais elle voulait en outre, pour assurer la conservation de ses domaines et de son influence, que la France s'éveillât de son rêve de domination absolue, et que Napoléon renonçât à ces prétentions extravagantes, à cette souveraineté universelle qui avait été évidemment jusqu'alors la base de sa conduite. Quel besoin avait Buonaparte, demandaient les amis de la paix, d'entretenir de nombreuses armées en Allemagne? A quoi lui servait de se maintenir en possession des villes fortifiées, même sur la frontière orientale de cet empire, si ce n'était pour prouver que quelque avantage temporaire qu'il pût trouver dans une alliance avec l'Autriche, il n'entrait nullement dans ses plans d'abandonner ses conquêtes, ou de déchoir de ses prétentions à la domination suprême, pour se placer, sur le pied de l'égalité, au rang des souverains indépendans de l'Europe.

Ils soutenaient que, s'il avait dessein de continuer la guerre, son séjour prolongé dans la Saxe et dans la Prusse engagerait certainement l'Autriche à se joindre à la coalition formée contre lui, et qu'en supposant qu'il choisît Dresde pour centre de ses opérations, il serait exposé à être pris en flanc par les immenses

armées de l'Autriche, qui descendraient dans la vallée de l'Elbe par les défilés des montagnes de la Bohême.

Une autre marche, disaient les mêmes conseillers, garantirait à l'Autriche les intentions pacifiques de l'empereur de France, et tendrait en même temps à retenir et à intimider les autres alliés. Que Napoléon évacuât volontairement les forteresses qui étaient bloquées sur l'Oder et sur l'Elbe; qu'il ajoutât ainsi à son armée cinquante mille vétérans; qu'avec cette force et les troupes qu'il avait déjà sous ses ordres, il se retirât derrière le Rhin, si souvent reconnu comme formant les limites naturelles de la France, qui oserait l'attaquer sur sa propre frontière, si bien fortifiée, défendue par une telle armée, et ayant en arrière toutes les ressources de la France? Ce ne serait pas l'Autriche; car une fois assurée que Napoléon avait renoncé à son projet de faire de la France une nation de soldats, et bornait ses vues à la rendre heureuse, cette puissance désirerait sûrement maintenir une dynastie alliée à la sienne, sur un trône qui pouvait devenir la protection et l'ornement de l'Europe, au lieu d'en être la terreur et le fléau. Les nations du Nord, la Prusse et la Suède, n'auraient aucune raison pour entreprendre une croisade aussi étrange qu'une

marche sur les bords du Rhin; et la Grande-Bretagne, voyant son commerce rassuré, et la paix du continent rétablie, ne pourrait plus trouver une bonne raison pour continuer la guerre qu'elle avait toujours faite au système de Buonaparte, et non à sa personne, jusqu'à ce que les événemens eussent prouvé que l'un était inséparable de l'autre. Ainsi la France, en prenant une attitude qui annoncerait à la fois la modération et la fermeté, pouvait faire tomber le glaive des mains des Alliés, sans qu'il en coutât une seule goutte de sang de plus.

Dans le fait, quoiqu'il puisse paraître que Napoléon, en prenant le parti qu'on lui conseillait, aurait eu de grands sacrifices à faire, cependant, dans les circonstances où il se trouvait, il aurait abandonné des prétentions qui dépendaient des chances de la guerre, plutôt que des avantages véritablement en sa possession, et il aurait cédé peu de chose, ou pour mieux dire il n'aurait rien cédé de ce qui formait les vraies limites de son empire. C'est ce qui deviendra évident, si l'on jette un coup d'œil sur l'abandon supposé qu'on lui demandait.

D'abord, il devait renoncer à toute prétention sur l'Espagne. Mais Napoléon venait de recevoir la nouvelle de la bataille décisive de

Vittoria, qui mettait le sceau à la délivrance de la Péninsule; et il devait savoir qu'en abandonnant ce point si long-temps contesté, il ne perdait que ce dont le sort des armes l'avait déjà dépouillé; les provinces du sud-ouest de la France auraient été par là garanties contre l'armée du duc de Wellington, qui menaçait déjà de les envahir.

Napoléon était à la vérité en partie maître de l'Allemagne, en tant que l'occupation des forteresses, et les traités auxquels il avait soumis les princes ses vassaux, pouvaient y assurer son influence. Mais toute la nation, dans chaque province et dans chaque ville, était ennemie de la France et du souverain de la France, à cause de cette suprématie qu'il s'était arrogée, et des maux qu'il avait fait souffrir à tout le pays, par ses demandes perpétuelles de troupes pour des expéditions lointaines, et par son système continental. D'ailleurs, dans l'affranchissement de l'Allemagne était précisément la question de la guerre et de la paix; et à défaut d'y consentir, Napoléon devait savoir qu'il aurait à combattre la Russie, la Prusse, la Suède, et les Allemands prêts à s'insurger de toutes parts, et appuyés de toute la force imposante de l'Autriche. Quelles que pussent être les conditions du rétablissement de la paix, l'anéantissement

de l'influence contre nature de la France sur la rive droite du Rhin en devait être un article indispensable, et il était plus avantageux pour Napoléon d'y renoncer volontairement, que d'attendre que l'insurrection des peuples et le mécontentement des souverains, naguères ses vassaux, renversassent tout son système et n'en laissassent que des débris.

L'Angleterre insisterait sans contredit sur la liberté de la Hollande; mais c'était un sacrifice qui ne devait pas coûter beaucoup à Napoléon, qui aurait conservé la Belgique et toute la rive gauche du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Anvers, ce qui comprenait les plus beaux domaines des anciens ducs de Bourgogne, qui n'avaient jamais appartenu aux anciens rois de France. La restitution de quelques colonies françaises pouvait servir de compensation pour la liberté de la Hollande. L'Angleterre n'a jamais fait des conditions bien dures quand il s'est agi d'une paix générale.

Il aurait pu s'élever des difficultés relativement à l'Italie; mais la liaison étroite qui subsistait entre les empereurs d'Autriche et de France, offrait différens moyens de les aplanir. Par exemple, l'Italie pouvait devenir un apanage pour Eugène, ou le second fils de Buonaparte, s'il en avait un autre, de manière à

garantir que les royaumes de France et d'Italie formassent, sous le règne suivant, deux souverainetés distinctes et indépendantes; on croit même que si l'Autriche avait été absolument déterminée à rompre les négociations pour ce seul objet, elle aurait trouvé les puissances belligérantes disposées à interposer à leur tour leur médiation, et aurait été obligée de souscrire à des conditions modérées.

D'après tout ce qui a été dit, il paraîtrait qu'il fut question de quelques conditions de ce genre, qui auraient mis fin tout à coup à la guerre, en laissant à Napoléon le plus beau royaume de l'Europe, avec un territoire bien plus étendu que celui dont avaient jamais été maîtres avant lui les rois de France les plus puissans. Au contraire, les pays qu'il aurait eu à céder, et les prétentions auxquelles il aurait dû renoncer, dans le cas supposé, ressemblaient au mât frappé de la foudre pendant une tempête, et que le marin a la prudence de couper, comme mettant en danger le navire auquel il cesse d'être utile. Mais il arriva malheureusement que Buonaparte, qui, en général, tenait fortement à ses opinions, s'imagina qu'il ne pouvait couper ce mât sans abaisser en même temps le pavillon qu'il y avait cloué; et qu'il lui était impossible de renoncer à ces

hautes prétentions, quelque déraisonnables qu'elles fussent, sans ternir sa gloire personnelle, dans l'éclat de laquelle il faisait consister son bonheur.

Il ne voulut donc pas écouter ceux qui, faisant valoir des argumens semblables à ceux que nous venons d'exposer, le pressaient de faire de nécessité vertu, en abandonnant ce qu'il ne pouvait essayer de conserver, sans courir le plus grand risque de se le voir arracher. Il persista à soutenir le contraire, et cita les diverses circonstances où il avait obtenu des triomphes, lorsque, désespérant de son salut, chacun avait préalablement protesté contre les moyens hasardeux dont il se servait pour l'assurer. Cette opiniâtreté ne prenait pas seulement sa source dans cette confiance naturelle en sa supériorité, qu'on remarque toujours dans une âme si énergique; elle avait été nourrie par les événemens de toute sa vie.

« A l'âge de trente ans », disait-il de lui-même, « j'avais fait toutes mes conquêtes; je gouvernais le monde; j'avais apaisé la tempête, fondu les partis, rallié une nation, créé un gouvernement, un empire.... Il faut en convenir, j'ai été gâté; j'ai toujours commandé; dès mon entrée dans la vie, je me suis trouvé nanti de la puissance, et les circonstances et ma force

ont été telles, que dès que j'ai eu le commandement, je n'ai plus reconnu ni maîtres ni lois. »[1]

L'historien ne peut rien ajouter à un aveu si franc. Il n'est pas étonnant qu'un homme que la fortune avait constamment favorisé, aimât à jouer gros jeu; et qu'après avoir multiplié ses risques avec une confiance entière en son bonheur, il voulût continuer à jouer jusqu'au point de perdre au lieu de gagner, tandis que la prudence aurait dû lui conseiller de quitter la partie quand la chance commençait à se déclarer contre lui. Napoléon avait inculqué dans son esprit, comme dans celui des autres, l'opinion que sa personne jouissait d'un privilége qui la mettait à l'abri des coups ordinaires de la fortune[2]. Cette opinion lui était utile, en tant qu'elle était adoptée par les autres; mais en s'y livrant lui-même, il la rendait dangereuse, puisqu'elle l'empêchait d'écouter, quand il s'a-

[1] *Journal du comte de Las-Cases*, tome VII, page 137. Réimpression de 1824.

[2] Ce qui suit en est une preuve plaisante. Après l'explosion de la machine infernale, un témoin de cet événement arriva tout à coup dans une société, et s'écria : « On vient de faire sauter le Premier Consul! » Un vétéran autrichien qui se trouvait dans la compagnie, et qui avait vu Napoléon se tirer des plus grands dangers comme par

gissait de lui, des calculs qu'il aurait trouvés fort justes s'il eût été question de les appliquer à quelque autre.

Talleyrand et Fouché firent profiter leur maître de leur expérience en cette occasion, et ils s'expliquèrent avec plus ou moins de réserve sur la terreur que son ambition avait répandue, et sur la détermination prise par les Alliés, aussi-bien que par l'Autriche, de ne pas faire la paix sans une garantie qui les mît à l'abri de futures entreprises. Napoléon traita avec dédain leurs avis, les attribuant à un doute de la force et de la persévérance de son génie, ou à une inquiétude pour leur intérêt personnel, qui les portait à désirer la fin de la guerre, à quelque prix que ce fût.

Ses conseillers militaires cherchaient à lui faire écouter les mêmes avis, mais sans obtenir plus de succès. Berthier, avec l'aide du célèbre ingénieur Rogniat, avait tracé un plan pour faire passer l'armée française de la ligne de l'Elbe à celle du Rhin, en la renforçant de

miracle, pendant les campagnes d'Italie, s'écria pour tourner en ridicule la crédulité excessive de celui qui annonçait cette nouvelle : « Sauter ! Ah ! vous ne connaissez pas votre homme ! Je gage qu'il se porte en ce moment aussi bien qu'aucun de nous. Il y a long-temps que je connais ses tours.

toutes les garnisons qu'elle avait en Allemagne.

« Juste ciel ! s'écria Buonaparte en jetant un coup d'œil sur le travail de son adjudant-général ; dix batailles perdues ne me feraient pas descendre au point où vous voudriez que je m'abaissasse, et cela quand je suis maître de tant de places fortes sur l'Elbe et sur l'Oder ! Dresde est le point où je manœuvrerai pour attendre toutes les attaques, tandis que mes ennemis se développeront contre une ligne de circonférence autour d'un centre. Supposez-vous qu'il soit possible à des troupes de différentes nations, et ayant différens généraux, d'agir avec régularité sur une ligne d'opérations si étendue ? L'ennemi ne peut me forcer à reculer vers le Rhin avant de m'avoir vaincu dans dix batailles ; mais accordez-moi une seule victoire, et je marche sur Berlin et Breslau ; je fais lever le blocus des places assiégées sur la Vistule et sur l'Oder, et je force les Alliés à une paix qui laissera ma gloire intacte. Votre retraite défensive ne me convient pas : d'ailleurs je ne vous demande pas de plans ; tout ce que j'attends de vous, c'est de m'aider à mettre les miens à exécution. »

Ce fut ainsi que Napoléon imposa silence à ses conseillers civils et militaires. Mais il en existait un autre, auquel il avait imposé si-

lence, et dont les avis auraient probablement changé sa fatale résolution, s'il avait pu les entendre. Une des mesures les plus impolitiques et les plus inexcusables de Buonaparte avait été de détruire complétement tous les moyens par lesquels l'opinion publique pouvait se manifester en France. Son système de despotisme, qui n'avait laissé aucune manière de faire connaître le sentiment national sur les affaires publiques, soit par des assemblées provinciales, soit par la presse, soit par des corps de représentans, devint alors un inconvénient sérieux. La voix de l'opinion publique était misérablement remplacée par celle de fonctionnaires stipendiés, qui, comme des fontaines artificielles, ne faisaient que rendre avec des enjolivemens les opinions qui leur étaient transmises du réservoir général à Paris. S'il eût été permis à des agens libres de quelque genre que ce fût, de parler de l'état de l'esprit public, Napoléon aurait eu sous les yeux un tableau qui l'aurait promptement rappelé en France. Il aurait appris que la nation, moins touchée des maux de la guerre tant qu'elle avait été éblouie par l'éclat des conquêtes et de la gloire militaire, y était devenue vivement sensible depuis que des défaites s'y étaient jointes, et avaient imposé de nouvelles levées à la population. Il aurait appris

que la fatale retraite de Moscou, et cette campagne précaire de Saxe, avaient éveillé des partis et des intérêts qui sommeillaient depuis long-temps; que le nom des Bourbons se faisait entendre de nouveau dans les provinces de l'ouest; que cinquante mille conscrits réfractaires erraient dans toute la France, et se formaient en bandes prêtes à se réunir sous le premier étendard qu'on leverait contre l'autorité impériale; enfin que dans le Corps Législatif, de même que dans le Sénat, il s'était déjà organisé une opposition tacite à son gouvernement, qui n'attendait qu'un moment de faiblesse pour éclater.

Il aurait appris tout cela et encore davantage, et alors il aurait pu comprendre la nécessité de concentrer ses forces, de se replier sur les frontières de la France, de s'assurer de la fidélité de ceux qui chancelaient, en acceptant les conditions avantageuses qu'il pourrait arracher aux Alliés, et de prendre sur le Rhin une attitude de défense assez ferme pour en imposer au mécontentement intérieur, et repousser toute invasion étrangère. Mais il avait fermé jusqu'au moindre soupirail par où la voix de la France aurait pu arriver aux oreilles de son souverain. Cette circonstance décida du destin de Napoléon; car le monarque qui se prive des moyens

de connaître l'opinion générale de la nation qu'il gouverne, est comme le maître d'une maison qui tue le chien fidèle qui la garde. Comme l'opinion publique, le chien peut alarmer son maître en aboyant mal à propos et à contre-temps, mais quand vient l'instant critique, nulle autre sentinelle ne peut suppléer à son manque de vigilance.

L'armistice offrait alors une occasion propice pour établir les bases d'une paix générale, ou plutôt, car tel en était le véritable motif, pour mettre l'Autriche à portée de déclarer quelles étaient véritablement ses intentions définitives dans cette crise inattendue, qui l'avait rendue en grande partie l'arbitre du destin de l'Europe. Napoléon, depuis l'instant de son arrivée en Saxe, s'était persuadé que, quoiqu'il fût probable que l'Autriche profiterait de cet instant critique pour le forcer à restituer les provinces Illyriennes, et peut-être d'autres domaines dont les guerres antérieures l'avaient dépouillée, cependant l'alliance qu'il avait contractée avec la famille impériale, et la crainte qu'inspiraient ses talens militaires, empêcheraient définitivement ce cabinet de faire cause commune avec les Alliés. Une expression échappée au ministre autrichien Metternich l'aurait fait changer d'opinion, si elle lui eût été rapportée.

Maret, duc de Bassano, avait insisté fortement auprès du ministre autrichien sur les liens établis par le mariage. Metternich lui répondit avec emphase : « Le mariage, oui, le mariage, c'était une union basée sur des considérations politiques, *mais*..... »

Ce seul monosyllabe en découvrait autant que la plus petite clef qui ouvre le coffre-fort le plus solide. Il prouvait évidemment que l'alliance résultant du mariage n'empêcherait pas l'Autriche, dans la contestation dont il s'agissait, de suivre la marche qu'exigeait la politique générale. On en vit bientôt la preuve quand le comte de Metternich vint à Dresde avoir une audience de Napoléon.

Cet homme d'État célèbre, ce courtisan accompli, avait été vu de très bon œil aux Tuileries; et Napoléon semble l'avoir regardé comme un de ces hommes en qui la gaîté et la bonne humeur se joignent à un caractère souple et susceptible de se laisser guider et dominer par un génie doué de force et d'énergie comme le sien. C'était se méprendre complétement : Metternich, vif et aimable en société, était ferme et décidé en affaires. Il vit que l'occasion de mettre des bornes au pouvoir absolu de la France et de Napoléon était enfin arrivée, et il avait résolu qu'en ce qui concernait l'Autriche, et tant qu'il

en serait le ministre, nulle vue d'intérêt ou d'avantage partiel ne l'empêcherait d'en profiter. Son entrevue avec Napoléon eut lieu à Dresde le 28 juin, et les détails suivans sont regardés comme authentiques.

Napoléon se piquait toujours d'adopter un style simple et clair dans toutes ses négociations, ou plutôt de suivre son système d'annoncer sur-le-champ les seules conditions auxquelles il consentirait à négocier. Il ne voulait pas entendre parler de contre-projet; il n'admettait aucun milieu entre la reprise des hostilités et l'acceptation de la paix aux conditions qu'il lui plaisait de dicter. Cette manière péremptoire et sans réplique de traiter tendait grandement à abréger les formes de la diplomatie; elle n'avait qu'un seul inconvénient, c'était de ne convenir qu'à la bouche d'un vainqueur, ou quand le renouvellement des hostilités devait, suivant toutes les probabilités humaines, être le commencement d'une nouvelle carrière de victoires. Ce ton n'avait rien d'étrange de la part du préteur romain, quand il entoura d'un cercle un faible monarque oriental, en le sommant de répondre catégoriquement, avant d'en sortir, aux propositions qu'il lui avait faites. Il convenait peut-être à Napoléon, quand, à Campo-Formio, il brisa

un cabaret de porcelaine, en déclarant que l'empire d'Autriche serait anéanti de la même manière, si l'on n'acceptait à l'instant même ses propositions. Mais il fit un usage moins heureux de ce ton dictatorial, quand il s'agissait de persuader l'Autriche de ne pas jeter dans la balance une force de deux cent mille hommes en faveur des Alliés, déjà capables seuls de maintenir l'équilibre. Tel fut cependant le ton de la conférence suivante.

Napoléon reprocha à Metternich d'avoir favorisé ses ennemis, en tardant si long-temps à ouvrir la négociation. Il donna à entendre que le ministre autrichien s'était peut-être tenu à l'écart, jusqu'à ce que la France fût descendue plus bas qu'au commencement de la campagne, tandis qu'à présent qu'il avait gagné deux batailles, l'Autriche interposait sa médiation pour l'empêcher de suivre le cours de ses succès. «En se présentant pour être médiatrice, dit-il, l'Autriche ne jouait à son égard ni le rôle d'ami, ni celui de juge impartial; elle était son ennemie. Vous étiez sur le point de vous déclarer, ajouta-t-il, quand la victoire de Lutzen vous fit d'abord juger prudent de réunir des forces plus considérables. Maintenant, vous avez assemblé, derrière les montagnes de la Bohême, deux cent mille hommes sous les ordres de

Schwartzenberg. Ah, Metternich ! je devine le but de votre cabinet. Vous désirez profiter de mes embarras, et saisir le moment favorable pour regagner tout ce que vous pourrez de ce que je vous ai pris. La seule question à examiner pour vous est de savoir s'il vous sera plus avantageux de me rançonner ou de me faire la guerre. Vous êtes incertain sur ce point, et peut-être n'êtes-vous venu ici que pour vérifier ce que vous avez de mieux à faire. Eh bien, faisons un marché : combien vous faut-il ? »

Metternich répondit à ce début insultant « que le seul avantage que désirât son maître était de voir rétablir, dans les conseils généraux de l'Europe, cette modération et ce respect pour les droits des nations dont il était rempli lui-même ; il voulait, avant tout, adopter un système de balance qui placerait la tranquillité universelle sous la garantie d'une association d'États indépendans. »

Il était aisé de voir où tendait ce discours et quelle en serait la conclusion. Napoléon affecta de le regarder comme une figure de rhétorique dont le but était de voiler les vues particulières de l'Autriche. « Je parle clairement, dit-il, et j'en viens au fait. Vous conviendra-t-il d'accepter l'Illyrie et de rester neutres ? Je ne

vous demande que la neutralité. Mon armée me suffit contre les Russes et les Prussiens.

— « Ah, Sire ! répondit Metternich, il ne dépend que de Votre Majesté d'unir toutes nos forces aux siennes. Mais, il faut dire la vérité, les choses en sont venues au point que l'Autriche ne peut rester neutre. Il faut que nous soyons pour vous ou contre vous. »

Après cette déclaration explicite, de laquelle on pouvait conclure que l'Autriche ne quitterait les armes qu'autant que Buonaparte accepterait les conditions qu'elle avait proposées pour une pacification générale, et qu'elle était déterminée à refuser tous les avantages qu'on pourrait lui offrir pour acheter sa neutralité, l'Empereur et le ministre autrichien se retirèrent dans un cabinet, sans y être suivis par leurs secrétaires, et là il est à présumer que Metternich lui communiqua plus en détail les conditions que l'Autriche avait à lui proposer. On entendit bientôt Napoléon s'écrier à haute voix : « Quoi ! non seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie, le rétablissement du Pape, l'abandon de la Pologne, la renonciation à l'Espagne, à la Hollande, à la confédération du Rhin, à la Suisse ! Est-ce là votre modération ? Vous colportez votre alliance d'un camp à l'autre, là où il y a à obtenir une plus grande étendue de

territoire, et vous parlez de l'indépendance des nations ! Au fait, il vous faut l'Italie; la Suède demande la Norwége; la Prusse exige la Saxe; l'Angleterre voudrait avoir la Hollande et la Belgique. Vous voudriez démembrer l'empire français, et opérer tous ces changemens par une seule menace de guerre de la part de l'Autriche. Pouvez-vous espérer de gagner, par un seul trait de plume, un si grand nombre des places les plus fortes de l'Europe dont j'ai obtenu les clefs par des batailles et des victoires? Pensez-vous que je serai assez docile pour faire marcher mes soldats en arrière, et leur faire repasser le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, le fusil en bandoulière; et qu'en signant un traité qui est une vraie capitulation, je me livrerai, comme un insensé, entre les mains de mes ennemis, comptant sur leur générosité pour en obtenir une permission douteuse d'exister? Est-ce quand mon armée victorieuse est aux portes de Berlin et de Breslau, que l'Autriche espère m'arracher une telle concession sans frapper un coup, sans tirer l'épée du fourreau? C'est m'insulter que de l'espérer. Et c'est mon beau-père qui conçoit un tel projet? Est-ce lui qui vous envoie vers moi? Dans quelle attitude veut-il me présenter aux yeux du peuple français? Il se méprend étrangement

s'il suppose qu'un trône mutilé puisse servir d'abri en France à sa fille et à son petit-fils. Ah, Metternich ! finit-il par dire, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous déterminer à me faire la guerre ? »

Le ministre autrichien dédaignant de se défendre contre une accusation si grossière, n'y répondit que par un air de mépris et de ressentiment. Un profond silence s'ensuivit; et, pendant ce temps, Napoléon et Metternich se promenaient à grands pas dans l'appartement sans jeter un regard l'un sur l'autre. Buonaparte laissa tomber son chapeau, peut-être pour sortir de cette situation embarrassante ; mais Metternich était trop piqué pour jouer le rôle de courtisan, et l'Empereur fut obligé de le ramasser lui-même. Napoléon reprit alors la parole d'un ton plus modéré, et dit qu'il ne désespérait pas encore de la paix. Il insista pour que le congrès s'assemblât; il voulait que, quand même les hostilités recommenceraient, les négociations pour la paix n'en continuassent pas moins. Enfin, comme un commerçant adroit qui cherche à faire un marché avantageux, il dit à demi-voix, à Metternich, que son offre de l'Illyrie *n'était pas son dernier mot.*

Il avait pourtant réellement dit son dernier mot, et Napoléon et Metternich savaient alors

parfaitement quelles étaient leurs vues réciproques. Metternich avait refusé toutes les offres d'avantage particulier qu'on pouvait faire à l'Autriche pour la détacher de la cause générale, et Buonaparte avait rejeté comme une insulte toute proposition tendant à le mettre sur le rang de l'égalité avec les autres souverains de l'Europe. Il voulait être César ou rien. L'insulte personnelle qu'il avait faite à l'un des hommes qui avaient le plus d'influence dans les conseils de l'Autriche, n'en était pas d'un augure plus favorable pour la négociation. Toute chance de paix semblait plus éloignée que jamais.

En conséquence, les affaires ne firent que traîner au congrès de Prague, et elles y prirent une marche évasive. Le congrès avait été fixé au 5 juillet, et il devait durer jusqu'au 10 août, afin qu'on eût le temps de s'entendre sur les propositions contestées. L'Angleterre avait refusé d'être partie dans l'armistice, alléguant qu'elle était convaincue que Napoléon ne consentirait à aucune condition raisonnable. Caulaincourt, à qui Buonaparte confia principalement le soin de cette négociation, ne parut que le 25 juillet, alléguant pour excuse frivole de ce retard qu'il avait été retenu par ses devoirs comme officier du palais. L'Au-

triche gagna du temps en proposant que les autres commissaires n'eussent pas de relations directes ensemble, et n'eussent de communications entre eux que par l'intervention du médiateur. D'autres contestations s'élevèrent; et dans le fait, il semble que toutes les parties manœuvraient pour gagner du temps et achever leurs préparatifs de guerre, plutôt que pour chercher à profiter du court espace accordé pour convenir des conditions de la paix. Ce ne fut que le 7 août que l'Autriche proposa enfin son plan de pacification, dont les bases consistaient en ce qui suit : 1°. la suppression du grand-duché de Varsovie, qui devait être partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche; 2°. le rétablissement des villes anséatiques dans leur ancienne indépendance; 3°. la réorganisation de la Prusse, en donnant à ce royaume une frontière sur l'Elbe; 4°. la cession à l'Autriche du port de Trieste et des provinces Illyriennes. Il ne fut pas question, pour le moment, de l'évacuation de l'Espagne et de la Hollande, objet auquel prenait principalement intérêt l'Angleterre, qui n'était point partie au congrès, et l'on se réserva de prendre la matière en considération à la paix générale. Un dernier article stipulait que la situation des puissances européennes, soit du premier ordre,

soit du rang inférieur, serait garantie à toutes et à chacune d'elles, comme il serait réglé à la paix, sans qu'on y changeât rien que du consentement général.

Buonaparte offrit beaucoup de son côté; mais la plupart de ses concessions étaient chargées de conditions qui prouvaient avec quelle répugnance il les faisait, et qui semblaient, en bien des cas, lui préparer les moyens de les révoquer quand les circonstances seraient favorables.

1°. Napoléon consentait à céder le grand-duché de Varsovie; mais il demandait que Dantzick, dont les fortifications seraient démolies, restât ville libre, et que la Saxe fût indemnisée de la cession du duché aux dépens de la Prusse et de l'Autriche. 2°. Il consentait à la cession des provinces Illyriennes, mais il en exceptait le port de Trieste. 3°. Il demandait que la confédération germanique s'étendît jusqu'à l'Oder. Enfin le territoire du Danemarck devait être garanti.

Avant que cette acceptation tardive de quelques unes des conditions proposées par les Alliés pût être reçue à Prague, le 10 août, jour où finissait l'armistice, était arrivé, et l'Autriche avait renoncé à l'amitié de la France pour entrer dans la confédération des Alliés. Pendant la nuit du 10 au 11, des fusées volantes d'un nouveau

genre brillèrent dans les airs, de hauteur en hauteur, entre Prague et Tachenberg, quartier-général de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, pour annoncer à ces souverains que l'armistice était rompu.

Metternich et Caulaincourt n'en continuèrent pas moins leurs négociations, et Napoléon parut tout à coup désirer sincèrement la paix, qu'il avait éludée jusque-là. Metternich persista dans ses réclamations relativement à Trieste et aux villes anséatiques; il refusa la continuation de la confédération du Rhin, comme une demande faite dans un moment si mal choisi, qu'elle en devenait presque ridicule, et il exigea que l'indépendance de l'Allemagne fût reconnue, ainsi que celle de la Suisse.

Buonaparte consentit enfin à toutes ces demandes, consentement qui aurait pu lui assurer la paix s'il l'avait accordé lors de son entrevue avec Metternich, ou pendant la tenue du congrès, antérieurement au 10 août. Mais il est probable ou que Napoléon ne pouvait se résoudre à accepter des conditions qui lui paraissaient humiliantes, ou qu'il ne consentit à faire des concessions qu'à une époque où, suivant toutes les apparences, elles ne seraient plus acceptées, afin de courir encore la chance des armes, et de pouvoir, aux yeux de ses sujets,

se faire un mérite d'avoir montré des dispositions pacifiques.

On a dit, avec beaucoup de vraisemblance, que les Alliés, de leur côté, avaient été confirmés dans leur résolution d'exiger des conditions sévères, par la nouvelle de la bataille décisive de Vitoria, et la probabilité que, par suite de cette victoire, l'armée du duc de Wellington pourrait bientôt être employée à une invasion en France. Napoléon fut frappé de la même idée, et il envoya Soult, le plus habile de ses généraux, pour s'opposer, s'il était possible, à la marche du général anglais victorieux, et protéger du moins le territoire de la France. [1]

[1] La cour de Napoléon s'amusa à cette époque d'un incident qui se rattache au départ de Soult. Comme il avait été désigné pour commander dans la campagne d'Allemagne, cette nouvelle destination l'obligea, dans la presse du moment, à vendre ses chevaux, et à faire d'autres sacrifices désagréables. Son épouse, la duchesse de Dalmatie, femme douée d'un courage égal à celui du guerrier qu'elle avait épousé, se rendit hardiment en présence de l'Empereur, lui fit part de ses griefs, insista sur ce que son mari avait été chargé de services trop fatigans, et demanda qu'il ne fût pas envoyé dans les Pyrénées. « Allez, madame, lui dit Napoléon d'un ton sévère; souvenez-vous que je ne suis pas votre mari, moi; et si je l'étais, vous n'oseriez me parler ainsi. Retirez-vous, et songez que le lot d'une femme est d'adoucir les traverses de son mari,

et non de le tourmenter. » Telle était (avec tous les égards possibles pour la dame, qui avait néanmoins quelque sujet d'être courroucée) la manière impériale de dompter une femme indocile. *

* L'auteur cherche ici à faire allusion au titre d'une pièce de Shakespeare : *The taming of the Shrew*. Cette anecdote a été racontée par Napoléon lui-même à M. de Las-Cases. (*Voyez* le *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome III, page 322 de la réimpression.)

« Quand j'appris à Dresde la défaite de Vitoria et la perte de l'Espagne....... je cherchai quelqu'un propre à réparer tant de désastres; je jetai les yeux sur Soult, qui était auprès de moi : il était tout prêt, me disait-il, mais il me suppliait de parler à sa femme, qui allait fortement s'y opposer; je lui dis de me l'envoyer. Elle parut avec l'attitude hostile et le verbe haut, me disant que son mari ne retournerait certainement pas en Espagne ; qu'il avait déjà beaucoup fait et méritait après tout du repos. Madame, lui dis-je, je ne vous ai pas mandée pour subir vos algarades; je ne suis pas votre mari, madame, et si je l'étais ce serait encore tout de même. Ce peu de paroles la confondit; elle devint souple, obséquieuse, et ne s'occupa plus que de gagner quelques conditions : je n'y pris seulement pas garde et me contentai de la féliciter de ce qu'elle savait entendre raison. Dans les grandes crises, lui dis-je, madame, le lot des femmes est d'adoucir nos traverses; retournez à votre mari et ne le tourmentez pas. » Comme on voit, l'auteur n'a cité que de mémoire. (*Édit.*)

CHAPITRE XIX.

Nombre et distribution de l'armée française à la reprise des hostilités : — des armées alliées. — Plan de la campagne de part et d'autre. — Moreau revient des États-Unis pour se joindre aux Alliés. — Attaque sur Dresde par les Alliés, le 26 août ; — Napoléon arrive à son secours. — Continuation de la bataille le 27. — Mort du général Moreau. — Défaite et retraite des Alliés avec grande perte. — Napoléon revient de Dresde, indisposé. — Vandamme attaque les Alliés à Culm. — Il est repoussé et chassé vers Peterswald. — Combat entre les Français et les Prussiens sur les hauteurs de Peterswald. — Vandamme est repoussé avec grande perte, et fait prisonnier. — Effets de la victoire de Culm sur les Alliés et sur Napoléon.

A aucune époque de l'armistice, les espérances de la paix n'avaient été assez probables pour suspendre un moment les préparatifs de la guerre.

Napoléon, déterminé, comme nous l'avons déjà vu, à rendre Dresde le centre de ses opérations, avait tout employé pour convertir cette belle capitale en une espèce de citadelle. Tous les arbres des alentours, y compris ceux qui faisaient l'ornement des jardins publics et des promenades, avaient été abattus et employés à la construction des redoutes et des ouvrages

avancés, pour rendre la ville imprenable. Mais indépendamment de Dresde et des forteresses des montagnes voisines, l'Empereur avait Torgau, Wittemberg, Magdebourg et autres places très fortes sur l'Elbe, qui lui assuraient la possession de la fertile et belle vallée de ce fleuve. Il avait établi un camp retranché à la célèbre position de Pirna, et jeté un pont de bateaux sur l'Elbe, afin d'entretenir une communication entre cette place et le fort de Stolpen; ce qui prouvait que Napoléon appréhendait une attaque venant des montagnes de la Bohême, derrière lesquelles les Autrichiens avaient réuni leur armée.

Napoléon assembla sur ce futur champ de bataille les jeunes conscrits qui continuaient à venir des frontières françaises, et qui, par une combinaison singulièrement ingénieuse, apprenaient le maniement des armes en marchant contre l'ennemi. [1]

Au commencement d'août, Napoléon avait environ deux cent cinquante mille hommes en

[1] Suivant des ordres exactement calculés, les recrues partant de différens points ou dépôts, sur la frontière, se rencontraient à des lieux assignés; et comme leur nombre s'augmentait à chaque jonction successive, ils étaient formés d'abord en compagnies, puis en bataillons, et enfin en régimens, apprenant ainsi à pratiquer tour à

Saxe et en Silésie. Cette nombreuse armée était stationnée de manière à faire face à l'ennemi sur tous les points où il avait placé la sienne. A Leipsick, soixante mille hommes étaient sous le commandement d'Oudinot, à Loewenberg, Goldberg, Buntzlau et autres villes sur les bords de la Silésie, cent mille hommes commandés par Macdonald; cinquante mille hommes en Lusace, près de Zittau; Saint-Cyr, avec vingt mille, était stationné près de Pirna, pour observer les montagnes de la Bohême, et les passages par où l'Elbe décharge ses eaux en Saxe. A Dresde, l'Empereur lui-même était avec sa garde, montant à vingt-cinq mille hommes, la fleur de son armée. Outre ces troupes, Buonaparte avait une armée considérable en Italie, sous le vice-roi Eugène, et vingt-cinq mille Bavarois étaient réunis, comme un corps de réserve, sous le général Wrede. Presque tous ses vieux lieutenans, qui avaient combattu et si souvent vaincu dans sa cause, étaient appelés pour cette guerre importante; et même Murat, qui en était à des termes assez froids avec son beau-frère, vint

tour les exercices de ces différens corps. Quand ils arrivaient à l'armée, les conscrits étaient répartis dans de vieux régimens, dont l'exemple achevait de leur enseigner la discipline, qu'ils avaient ainsi apprise d'une manière générale.

de nouveau de sa belle capitale de Naples, pour avoir le plaisir de mesurer son sabre contre ses anciens amis les cosaques.

Les préparatifs des Alliés étaient sur une échelle proportionnée. Le renfort des Autrichiens avait donné en Bohême cent vingt mille hommes, auxquels les Alliés joignirent quatre-vingt mille Russes et Prussiens, ce qui porta le tout à deux cent mille hommes. Schwartzenberg avait été choisi pour commander ces forces, qui furent appelées la Grande-Armée des Alliés, choix judicieux, non seulement par reconnaissance pour l'empereur d'Autriche, qui avait joint la confédération dans un moment si critique, mais eu égard aux talens militaires de Schwartzenberg, son bon sens, sa pénétration et le calme de son caractère, qualités essentielles à tout général, mais surtout à celui sur qui repose le devoir délicat de commander une armée de différentes nations. Ces nombreuses troupes, stationnées dans les environs et autour de Prague, et cachées par la chaîne de montagnes nommée le Erzgebirg, étaient prêtes à fondre sur la Saxe aussitôt que l'occasion s'offrirait de surprendre Dresde.

L'autre moitié, l'armée primitive, appelée l'armée de Silésie, et commandée par Blücher, composée de quatre-vingt mille hommes, Russes

et Prussiens, défendait la frontière de ce pays et la route de Breslau. Près des portes de Berlin était le prince royal de Suède, avec une armée de trente mille Suédois, et environ soixante mille Prussiens et Russes; les premiers, sous Bulow et Tauenzien les seconds, sous Winzingerode et Woronzoff. Outre ces armées, Walmoden, avec un corps de trente mille Russes, Prussiens et insurgés allemands, était à Schwerin, dans le duché de Mecklembourg; Hiller, avec quarante mille Autrichiens, observait l'armée italienne du vice-roi; et le prince de Reuss s'opposait aux troupes bavaroises avec une armée égale à celle de Wrede.

Les Alliés étaient convenus d'un plan d'opérations également actif et prudent. On croit qu'il fut d'abord tracé par le prince royal de Suède, revu ensuite et approuvé par le célèbre Moreau. Ce fameux général français avait été engagé par la nature des affaires de l'Europe, et l'invitation de la Russie, à quitter l'Amérique pour joindre l'armée des Alliés, et porter dans leurs conseils cette science de la guerre à laquelle il devait sa renommée. Moreau, en passant ainsi dans le camp des ennemis de la France, a été défendu par plusieurs comme un patriote sincère qui désirait détruire le despotisme établi dans son pays, tandis que

d'autres l'ont condamné pour s'être armé contre la France, afin de se venger de l'indigne traitement qu'il avait reçu de celui qui la gouvernait. Nous ne saurions juger Moreau avec justice, ignorant quels eussent été ses desseins en cas de succès. Certainement il n'avait pas, comme Bernadotte, acquis de telles habitudes et de telles obligations dans un autre pays, qu'il pût répudier les droits naturels de son pays natal. Toutefois, il peut être justifié aux yeux du patriotisme, si son but était vraiment, comme on le suppose, de rendre à la France un juste degré de liberté sous un gouvernement légitime; autrement, sa mémoire resterait souillée du crime d'avoir sacrifié son devoir et son pays à sa vengeance particulière. Il fut hautement honoré par l'empereur de Russie en particulier; et sa présence au conseil de guerre des Alliés fut considérée comme un grand avantage.

Tant d'hommes de talent, dont deux possédaient la tactique française, pouvaient sans peine deviner la manière dont Napoléon voulait conduire la campagne. Ils virent aisément qu'il projetait de joindre la forte réserve de la garde à quelqu'une des armées qui étaient sur la frontière de la Saxe, où se présenterait un point d'attaque, pour s'avancer de là, et détruire l'en-

nemi qui s'opposerait à lui, comme le tigre s'élance sur la victime qu'il a choisie dans le cercle de chasseurs qui l'environnent le fer à la main. Pour déconcerter ce plan, qui exposait les armées alliées à être défaites successivement et en détail, il fut résolu que le général contre qui Buonaparte dirigerait ses premiers efforts, ne tiendrait aucun compte de la bataille offerte, mais qu'il se retirerait devant l'Empereur, l'attirant aussi loin que possible à sa poursuite, tandis qu'en même temps les autres armées des Alliés s'avanceraient sur son arrière-garde, détruiraient ses communications, et s'efforceraient enfin de l'entourer de toutes parts.

La Grande-Armée, commandée par Schwartzenberg, fut particulièrement dirigée à cet effet : autant il eût été dangereux à Napoléon de chercher l'ennemi par les défilés des montagnes de la Bohême, autant il était aisé à Schwartzenberg de tomber sur Dresde, quand Buonaparte laisserait cette ville à découvert, ne fût-ce que pour peu de temps.

Blücher fut le premier qui, s'avançant de la Silésie, et menaçant les armées de Macdonald et de Ney, engagea Buonaparte à marcher à leur rencontre, avec sa garde et un grand corps de cavalerie, commandé par Latour-Maubourg. Il laissa Dresde le 15 août; il jeta des ponts sur

le Bober, et s'avança avec rapidité, portant en avant la division de Macdonald pour le seconder; mais le général prussien fut fidèle au plan convenu. Il fit une admirable retraite à travers le Kutzbach, n'accordant aux Français que des escarmouches, dans lesquelles les Alliés eurent quelque avantage. Enfin, il s'établit dans une position sur la rivière de Neisse, près Jauer, de manière à couvrir la Silésie et la capitale.

Le 21 août, Napoléon apprit l'importante nouvelle que, tandis que les Prussiens battaient en retraite devant lui, Dresde courait le danger d'être pris. Sa garde eut à l'instant l'ordre de retourner en Saxe; il partit lui-même le 23. Il était temps, car Schwartzenberg, avec les souverains de la Russie et de la Prusse, et le général Moreau, étaient descendus des hauteurs de la Bohême. Les Alliés s'étaient concentrés sur la rive gauche de l'Elbe, et ils approchaient déjà des murailles de Dresde, point d'appui de Napoléon, et pivot de ses opérations. Laissant donc à Macdonald le soin de s'opposer à Blücher, l'Empereur partit avec l'élite de son armée; et malgré toute la diligence qu'il put faire, il vint presque trop tard pour sauver l'objet de sa sollicitude.

Le général Saint-Cyr, qui avait été laissé avec vingt mille hommes environ pour obser-

ver les situations de la Bohême, n'était pas en état d'attendre l'ennemi, quand il arriva sur lui avec des forces sept fois plus nombreuses. Il rentra dans Dresde avec ses troupes, espérant, au moyen des récentes fortifications de la ville, la défendre jusqu'à l'arrivée de Napoléon. Les Alliés ayant trouvé peu de résistance dans leur marche, déployèrent devant Dresde leur vaste armée, divisée en quatre colonnes, à quatre heures environ, le 25 août, et commencèrent l'assaut. S'ils avaient pu prendre Dresde avant l'arrivée de Buonaparte, la guerre pouvait être considérée comme presque finie; car ils auraient pu commander toute sa ligne de communication avec la France, et avoir ses recrues et ses munitions de tout genre à leur merci.

Le plan d'attaque était excellent; mais les généraux alliés ne l'exécutèrent pas avec l'activité nécessaire. Le signal aurait dû être donné à l'instant même; ils s'arrêtèrent pour attendre Klenau, avec un corps d'armée de plus, et l'assaut fut remis au lendemain matin.

Le 26, au point du jour, les Alliés s'avancèrent en six colonnes, sous un feu effroyable. Ils emportèrent une grande redoute près la porte de Dippoldswalde, et bientôt après une

autre. Les Français étaient cernés; les bombes et les balles commençaient à tomber dans les rues et les maisons de la ville épouvantée; et Saint-Cyr, dont la conduite fut héroïque, sentit, en engageant toutes ses réserves, qu'il avait encore trop peu d'hommes pour défendre des ouvrages d'une telle étendue.

Ce fut dans cette crise, lorsque tous croyaient la reddition de Dresde inévitable, que des colonnes se précipitant, avec la rapidité d'un torrent, furent aperçues s'avançant sur Dresde, de la rive droite de l'Elbe, serrant leurs rangs sur ses ponts magnifiques, et entrant dans la ville presque réduite! On voyait l'enfant du Destin, lui-même, au milieu de ses soldats, qui loin de montrer de la fatigue, malgré une marche forcée depuis les frontières de la Silésie, demandaient à grands cris d'être menés au combat. Napoléon s'arrêta pour rassurer le roi de Saxe, qui craignait la destruction de sa capitale, tandis que ses troupes firent halte au couchant de la ville, en tête des avenues d'où elles devaient déboucher sur l'ennemi.

Ney et Mortier firent alors deux sorties sous les yeux de Napoléon. La première colonne s'élançant de la porte de Plauen, attaqua les Alliés sur le flanc gauche; l'autre, sortant de celle de Pirna, assaillit leur droite. Les Prus-

siens furent délogés d'un lieu public appelé *le Grand-Jardin*, qui couvrait leur marche sur les remparts; et la fortune commençait déjà à changer de bannière, les Alliés se retirant des points qu'ils avaient si vivement attaqués avant l'arrivée de ces défenseurs inattendus. Ils restèrent cependant en face les uns des autres jusqu'au matin suivant, les sentinelles des deux armées pouvant presque se donner la main.

Le 27 août, la bataille commença sous des torrens de pluie, au milieu d'une tempête. Napoléon, manœuvrant avec le talent qui lui était propre, fit défiler ses troupes, s'élevant alors à près de deux cent mille hommes, hors de la ville, sur différens points, les colonnes divergeant, comme les branches d'un éventail déployé; il les dirigea ainsi sur les points qui paraissaient les plus attaquables, dans toute la position des Alliés, qui occupaient les hauteurs de Plauen à Strehlen. De cette manière, secondé par l'orage, qui lui servait à cacher ses mouvemens, il commença l'attaque sur les deux flancs de l'ennemi. A gauche, il obtint un avantage, à cause d'un large intervalle laissé dans la ligne des Alliés pour recevoir la division de Klenau qui arrivait, mais épuisée par la fatigue et le mauvais temps, qui avait rendu les fusils presque hors de service. Sur

ces entrefaites, pendant une forte canonnade des deux côtés, Napoléon observa qu'une des batteries de la jeune garde ralentissait son feu. Le général Gourgaud, envoyé pour en savoir la cause, rapporta que les canons étaient placés trop bas pour répondre avec avantage à ceux de l'ennemi sur la hauteur, et que la plupart des boulets français allaient se perdre dans la terre. « Faites toujours feu, répondit l'Empereur; il faut occuper l'attention de l'ennemi sur ce point. »

Le feu recommença, et, d'après un mouvement extraordinaire parmi les troupes sur la colline, les Français furent avertis que quelque grand personnage était tombé. Napoléon supposa que ce devait être Schwartzenberg. Il lui paya un tribut de regrets, et ajouta, avec l'espèce de superstition particulière à son esprit : « Voilà donc la victime que désignait le feu fatal du bal? [1] Je le regardais toujours comme un présage; il est clair maintenant que c'est lui qu'il concernait. »

Cependant, le lendemain matin, un paysan apporta à Napoléon des nouvelles plus exactes. L'officier de distinction avait eu les jambes em-

[1] Au bal du mariage de Napoléon et de Marie-Louise. (*Voyez* tome VII, Ire Partie, page 20.)

portées par le fatal boulet. On le porta hors du champ de bataille, sur un brancard fait avec des lances. L'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient exprimé le plus grand chagrin. Celui qui fit ce rapport montrait le chien de l'officier tombé; c'était un lévrier dont le collier portait le nom de Moreau. Ce grand général mourut peu de jours après l'amputation, qu'il supporta avec beaucoup de fermeté. Son mérite et ses talens sont incontestables; et ceux qui, plus hardis que nous, décideront que sa conduite ressembla trop à celle de Coriolan et du connétable de Bourbon, doivent avouer que sa faute, comme celle de ces grands hommes, fut expiée par une mort violente et prématurée.

On dit que Moreau avait formé le plan de l'attaque de Dresde. Sa mort devait donc le déconcerter. Mais les Alliés avaient compté sur l'absence de Buonaparte et la faible défense de la place. Ils furent doublement trompés; et sa soudaine arrivée à la tête d'une armée d'élite, sinon considérable, avait entièrement changé la nature du combat. De l'offensive ils étaient réduits à la défensive; et leurs troupes, surtout les Autrichiens, qui, dans les premières guerres, n'avaient eu que trop de motifs de se souvenir de Napoléon, étaient découragées. Eussent-ils même repoussé les Français dans

Dresde, ils n'avaient point assez de munitions pour pouvoir rester long-temps devant la ville. Jomini, le célèbre ingénieur suisse qui avait passé peu de temps auparavant du service de Napoléon à celui de l'empereur Alexandre, fit cette proposition hardie de changer le front de l'armée pendant l'action, et d'attaquer en force la gauche des Français, ce qui aurait pu donner des résultats bien différens; mais on jugea, avec quelque raison, l'expédient trop périlleux pour être tenté avec une armée en désordre et découragée. On se décida donc à la retraite, et, vu la saison, l'état des chemins et la vive poursuite des vainqueurs, elle fut désastreuse. Les heureuses opérations des Français avaient établi le roi de Naples sur la route occidentale de la Bohême, près Freyberg; et Vandamme, avec une forte division, bloquait celle qui conduit directement au sud de l'Elbe par Pirna.

Les deux principales routes ainsi fermées à Schwartzenberg et son armée, il ne leur restait plus qu'à se retirer entre les hauteurs; mais les chemins, mauvais en eux-mêmes, étaient devenus presque impraticables par les grosses pluies : ils furent poursuivis de toutes parts par les Français, et perdirent un grand nombre de prisonniers. Sept à huit mille Français furent

tués et blessés; mais la perte des Alliés fut aussi très grande, et leurs prisonniers, presque tous Autrichiens, étaient au nombre de treize à quinze mille, suivant Boutourlin. Les Français portent la perte des Alliés à cinquante mille hommes, ce qui est une exagération de moitié. Il est remarquable cependant qu'avec des chemins comme ceux que nous avons décrits, les Alliés, sur plus de cent canons qu'ils amenèrent au siége, n'en perdirent que vingt-six. Cette bataille eut cependant d'importantes conséquences que n'avaient pas eues les dernières grandes victoires de Napoléon; mais ce fut la dernière faveur que la fortune réservait à son ancien favori : elle fut terrible comme la foudre; mais elle en eut l'éclat passager.

Napoléon, après cette brillante journée, retourna à Dresde à cheval. L'eau ruisselait de sa capote grise et de son chapeau. L'apparence simple de son cheval et de son équipement contrastait avec la tenue de Murat, cavalier superbe, et dont le costume de bataille se distinguait toujours par sa magnificence théâtrale.

Le vénérable roi de Saxe reçut son libérateur avec transport, car certainement Buonaparte fut tel pour lui personnellement, quoique plusieurs de ses sujets l'envisagèrent autrement. Napoléon se conduisit généreusement

après le combat, distribuant de l'argent aux citoyens de Dresde qui avaient souffert de la canonnade, et faisant prendre le plus grand soin des blessés et des prisonniers appartenant aux Alliés.

Le lendemain matin, cet homme, dont rien n'endormait la vigilance, était encore à cheval, menant ses troupes victorieuses à la poursuite de l'ennemi. Il les divisa en différentes colonnes, afin de ne laisser aux Alliés ni repos ni refuge dans les routes de traverse par lesquelles ils étaient obligés de se retirer. Il eût fallu un tempérament de fer pour supporter les fatigues de corps et d'esprit que Napoléon éprouva les trois ou quatre derniers jours. Il fut continuellement exposé à la pluie, et ne prit que rarement du repos ou de la nourriture. On dit aussi qu'il fut incommodé d'avoir mangé à la hâte quelque mets de mauvaise digestion [1]. Par une de ces causes ou par l'influence de toutes les deux, Napoléon fut très indisposé et forcé de retour-

[1] Pour être exact, une épaule de mouton farcie d'ail fut le seul repas qu'on put lui procurer le 27. Mahomet, qui était un favori de Buonaparte, fut malade d'avoir fait le même repas. Mais l'épaule de mouton, dans l'histoire du prophète arabe, eut l'attention d'avertir son consommateur de ses qualités délétères, malheureusement il est vrai, lorsqu'il en avait trop mangé déjà pour sa santé.

ner à Dresde dans sa voiture, au lieu de rester à Pirna pour diriger les mouvemens de ses troupes à la poursuite de l'ennemi. Les officiers français, ou du moins quelques uns, attribuent à cette circonstance, comme cause première, la disgrâce imprévue qui vint alors tomber sur ses armes.

Le 29 août les Français continuaient à profiter de leurs avantages. Le roi de Naples, Marmont et Saint-Cyr pressaient la poursuite des colonnes alliées, sur lesquelles ils avaient été séparément dirigés. Un corps d'armée d'environ trente mille hommes avait été confié à Vandamme, qui, comme général, était estimé par son activité, son talent et sa bravoure, mais détesté par les Allemands, à cause de sa rudesse et de sa rapacité, et mal vu par ses égaux pour sa féroce opiniâtreté [1]. Ce fut avec cet homme, qui n'était pas sans avoir quelqu'une des bonnes qualités qui distinguaient les officiers de Buonaparte,

[1] L'abbé de Pradt représente Vandamme à Varsovie battant de sa propre main un prêtre, secrétaire d'un évêque polonais, pour ne lui avoir pas fourni de *Tokay*, quoique le pauvre homme alléguât pour son excuse, que le roi Jérôme avait emporté le jour précédent tout ce qui était dans le cellier. On attribue ce mot à Buonaparte, que s'il avait eu deux Vandamme à son service, il eût fait pendre l'un par l'autre.

mêlées aux vices et aux défauts qu'on leur attribue, que devaient commencer les infortunes de son maître dans cette campagne.

Vandamme s'était avancé jusqu'à Peterswald, petite ville dans l'Erzgebirg ou montagnes de la Bohême, chassant devant lui un corps de Russes faible en nombre, mais redoutable par le courage et la discipline, que commandait le comte Ostermann, qui se retirait sur Tœplitz. Cette ville était le point sur lequel se portaient toutes les divisions en retraite, de quelques unes on pourrait même dire en fuite. Si Vandamme avait pu battre Ostermann et emporter cette place, il se serait établi avec son corps de trente mille hommes sur la seule route praticable pour l'artillerie, par laquelle les Alliés pouvaient aller à Prague; en sorte qu'ils fussent restés enfermés entre son corps d'armée et ceux des autres généraux français qui poussaient leur arrière-garde, ou bien il leur eût fallu abandonner leurs canons et leur bagage, et s'efforcer de traverser les montagnes par des sentiers fréquentés seulement des paysans et des bergers.

Ce fut dans la matinée du 29 que, cédant à la tentation dont nous avons parlé, Vandamme eut la témérité de descendre la hauteur depuis Peterswald jusqu'au village de Culm, situé dans une profonde vallée, entre cette ville et

Tœplitz. Comme il s'avançait vers Tœplitz, son plan faillit être couronné de succès. L'empereur de Russie et le roi de Prusse, les membres de leur cabinet et tout le quartier-général des Alliés étaient sur le point de tomber entre ses mains. Si Vandamme eût réussi, il aurait totalement désorganisé l'armée alliée, que les Français auraient pu poursuivre jusqu'aux portes de Prague ou de Vienne même. L'avant-garde française était à une demi-lieue de Tœplitz quand le comte Ostermann, qui s'était jusque-là retiré lentement, fit halte tout à coup, comme un sanglier aux abois, et commença la plus opiniâtre résistance. Ses troupes étaient peu nombreuses, comme on l'a déjà dit, mais excellentes; c'était une partie de la garde impériale de Russie, à qui leur général donna à entendre que la sûreté de leur père (comme les Russes nomment affectueusement l'Empereur) dépendait de leur courage. Jamais le mot de Frédéric, que les Russes peuvent être tués mais non mis en fuite, ne fut vérifié plus complétement. Fermes comme une forêt de pins contre la tempête, quand Vandamme multipliait ses attaques furieuses, ils le forcèrent d'avoir enfin recours à ses dernières réserves, qu'il fit descendre des hauteurs de Peterswald dans la profonde vallée, entre Culm et Tœplitz. Le brave Ostermann

perdit un bras, et ses grenadiers souffrirent beaucoup ; mais ils avaient gagné le temps nécessaire. Barclay de Tolly, qui s'approchait alors du lieu de l'action, amenait les premières colonnes des Russes. Schwartzenberg envoya d'autres secours ; et Vandamme, accablé à son tour par le nombre, se retira à Culm, aux approches de la nuit.

La prudence aurait commandé aux Français de continuer leur retraite sur les hauteurs de Peterswald ; mais ils s'attendaient probablement à voir paraître quelqu'un des détachemens français à la poursuite des Alliés. Le jour retrouva Vandamme dans la vallée de Culm. En même temps un nombre toujours plus considérable d'Alliés, qui erraient dans ces montagnes, se rendait sous les drapeaux de Schwartzenberg et de Barclay de Tolly, et l'attaque recommença contre la colonne française, le 30, au point du jour, avec une supériorité de forces irrésistible. En conséquence, Vandamme se disposa à se retirer vers les hauteurs de Peterswald, d'où il était descendu. Mais en ce moment arriva un des plus singuliers événemens qui signalèrent cette guerre si féconde en vicissitudes.

Parmi les corps d'armée des Alliés qui cherchaient leur route à travers les montagnes pour

se rallier de leur mieux au corps principal, était celui du général prussien Kleist, qui avait échappé à la poursuite de Saint-Cyr, en se jetant dans le bois de Schoenwald, hors duquel il déboucha sur la position de Peterswald, vers laquelle Vandamme faisait sa retraite. Tandis que les colonnes de Vandamme gravissaient les hauteurs, elles aperçurent tout à coup le sommet qu'elles se proposaient d'atteindre occupé par les soldats de Kleist, dans un état de désordre qui annonçait qu'ils échappaient à quelque danger pressant ou qu'ils couraient à quelque attaque précipitée.

Quand les Prussiens découvrirent les Français, ils crurent qu'ils étaient là pour leur couper le chemin, et au lieu de prendre position sur les hauteurs pour l'intercepter à Vandamme, ils résolurent de se frayer un passage à travers ses troupes et de les repousser elles-mêmes sur Tœplitz. De leur côté, les Français se voyant fermer le passage prirent la même résolution à l'égard du corps de Kleist. Les Prussiens s'élancèrent de la colline tandis que les Français la gravissaient, avec un courage que balançait l'avantage du terrain.

Les deux armées étaient ainsi, l'une sur l'autre, comme une foule tumultueuse dans un chemin étroit et creux. L'attaque de la cavalerie

française, sous Corbineau, fut si terrible, qu'elle passa outre, quoique la pente qu'elle gravissait n'eût pas été facile à monter au trot en d'autres circonstances ; et les canons des Prussiens furent un moment entre les mains des Français, qui leur tuèrent beaucoup d'artilleurs. Cependant les Prussiens se rallièrent bientôt, et les combattans se mêlèrent encore, moins pour la victoire ou le carnage, que pour s'ouvrir une route à travers les rangs les uns des autres. Tout était en confusion : les généraux prussiens au milieu des Français ; les officiers français au centre des Prussiens. Mais l'armée russe, qui était à la poursuite de Vandamme, mit fin à ce singulier conflit. Les généraux Vandamme, Haxo et Guyot, furent pris avec deux aigles et sept mille prisonniers, outre un grand nombre de tués et de blessés, et la totale dispersion de l'armée, dont une partie cependant rejoignit ses aigles.

La victoire de Culm, événement si important et si inattendu, fut inappréciable par les conséquences qu'elle produisit sur le moral des troupes alliées. Auparavant elles se retiraient comme une armée en déroute, les officiers et les soldats se plaignant de leurs généraux, et les généraux les uns des autres. Maintenant tout avait changé de face ; ils pouvaient faire

entendre le chant du triomphe, et montrer les canons et les longues colonnes de prisonniers qu'ils traînaient après eux, comme gage de leur victoire. Tous étaient d'accord de poursuivre vivement la guerre, et l'espoir de la délivrance générale se propageait de plus en plus dans toute l'Allemagne. Les autres corps d'armée française, au contraire, craignant de s'avancer comme Vandamme, s'arrêtèrent aux montagnes de la Bohême, et ne poursuivirent pas plus loin les avantages de la bataille de Dresde. Le roi de Naples fit halte à Sayda, Marmont à Zinnwalde, et Saint-Cyr à Liebenau. Le quartier-général de l'empereur Alexandre resta à Tœplitz.

Napoléon reçut la nouvelle de cette calamité inattendue avec le calme imperturbable qui était une de ses qualités distinctives. Le général Corbineau, qui commandait dans l'admirable charge de cavalerie, sur la colline de Peterswald, se présenta devant l'Empereur dans l'état où il était en sortant du combat, couvert de son sang et de celui de l'ennemi, et tenant à la main un sabre prussien, que dans la mêlée il avait changé contre le sien. Napoléon écouta tranquillement tous les détails qu'il lui donnait. « On devrait, dit-il, faire un pont d'or pour un ennemi en fuite, quand il est impossible, comme

dans le cas de Vandamme, de lui opposer un rempart d'acier. »

Il examina ensuite attentivement les instructions de Vandamme, pour découvrir s'il ne s'y était pas glissé quelque inadvertance qui pût l'excuser; mais rien ne justifiait sa marche au-delà de Peterswald, quoique la chance de s'emparer de Tœplitz dût être regardée comme une forte tentation.

« C'est le sort de la guerre, dit Buonaparte en se tournant vers Maret; exalté le matin, abaissé le soir. Il n'est qu'un pas entre le triomphe et la défaite. » Il fixa ses yeux sur la carte qui était devant lui, et, comme en rêvant, répéta ces vers :

J'ai servi, commandé, vaincu quarante années;
Du monde entre mes mains j'ai vu les destinées;
Et j'ai toujours connu qu'en chaque événement
Le destin des États dépendait d'un moment.

CHAPITRE XX.

Suite des événemens militaires dans le nord de l'Allemagne, dans lesquels les Français ont généralement le désavantage. — Luckau se soumet au prince royal de Suède. — Batailles de Gross-Beeren et de Katzbach, où les Français font une perte considérable d'hommes et d'artillerie. — Opérations de Ney sur Berlin; — il est défait à Dennewitz, le 6 septembre. — Position difficile et embarrassante de Napoléon; — il abandonne aux Alliés la rive droite de l'Elbe. — Opérations des Alliés pour effectuer une jonction. — Contre-opérations de Napoléon. — Les généraux français sont opposés à la continuation de la guerre en Allemagne. — Discussions entre eux et l'Empereur. — Napoléon se résout enfin à se retirer sur Leipzick.

Les nouvelles qui arrivaient à Dresde, du nord de l'Allemagne, n'étaient pas de nature à balancer celles que l'on recevait de la Bohême. Nous sommes obligé de passer rapidement sur les hauts faits d'armes qui eurent lieu à une distance considérable de la personne de Napoléon, quoiqu'ils eussent une grande influence sur sa destinée.

Nous rappellerons que le maréchal Blücher s'était retiré au-delà de la rivière de Katzbach pour éviter un engagement avec l'Empereur des Français; d'une autre part, le prince royal

de Suède avait son quartier-général à Potsdam. En abandonnant la défense de Dresde, Napoléon donna ordre à Oudinot de s'avancer sur Berlin, et à Macdonald de marcher sur Breslau, espérant que le premier aurait assez de forces pour vaincre le prince royal, et le second pour battre Blücher.

Oudinot se mit en marche par la route de Wittemberg, le jour même où il reçut ces ordres; de son côté, le prince royal de Suède, réunissant toutes ses troupes, opposait au général français une force totale de plus de dix-huit mille hommes pour la défense de Berlin. La vue de cette belle cité avec ses tours et ses clochers, détermina Oudinot à tenter la fortune avec son ancien compagnon d'armes. Après plusieurs escarmouches, le 23 août, les deux armées en vinrent à une bataille sérieuse dans laquelle le général Regnier se distingua. A la tête du corps qu'il commandait, et qui formait le centre de l'armée d'Oudinot, il se rendit maître du village de Gross-Beeren, position peu éloignée du centre des Alliés. Le général prussien Bulow s'avança pour regagner ce poste important, et avec l'assistance de Borstal, qui attaqua le flanc de l'ennemi, il réussit à faire entrer sa colonne dans le village. Une pluie violente ayant rendu inutiles les armes à feu, Gross-

Beeren fut disputé avec la bayonnette. Cependant, à l'approche de la nuit, les deux divisions françaises de Fournier et de Guilleminot, attaquèrent de nouveau le village, s'en emparèrent, et y restèrent jusqu'au matin. Mais cet avantage ne rétablit pas le combat, et Regnier ayant perdu quinze cents hommes et huit pièces de canon, Oudinot se détermina à une retraite générale, qu'il conduisit en présence de l'ennemi avec une grande circonspection. Le prince royal gagna de nouveaux trophées; Luckau se soumit à ses armes avec sa garnison de mille Français, le 28 août.

Indépendamment de ces échecs sur la frontière de la Prusse, le général Girard avait éprouvé sur un autre point une défaite de quelque conséquence. Il s'était détaché de la garnison de Magdebourg, après la bataille de Gross-Beeren, avec cinq ou six mille hommes. Il fut encouragé à ce mouvement par le changement de position de la brigade chargée du siége de cette ville sous les ordres d'Herschberg, qui, conformément aux instructions qu'il avait reçues, s'était réuni au prince royal pour s'opposer à la marche d'Oudinot. Mais après la bataille de Gross-Beeren, la brigade prussienne retournant au blocus de Magdebourg, rencontra Girard et sa division près de Leibnitz,

le 27 août. Les Français eurent d'abord l'avantage, mais Czernicheff ayant fondu sur eux avec un corps nombreux de cosaques, les troupes de Girard prirent la fuite, abandonnant six pièces de canon, quinze cents prisonniers et tout leur bagage.

Pendant ce temps, la guerre n'avait pas été moins active sur les frontières de la Silésie que sur celles de la Bohême et de Brandebourg. Le maréchal Macdonald, comme nous l'avons dit plus haut, avait reçu de Napoléon l'ordre d'attaquer Blücher et les Prussiens, qui s'étaient retirés sur l'autre rive du Katzbach, et occupaient une position près d'une ville appelée Jauer. Conformément aux ordres de l'Empereur, le maréchal avait envoyé le général Lauriston, qui commandait son aile droite, pour s'emparer d'une position en face de Goldberg, avec l'ordre de remettre une portion de sa division sous les ordres du général Puthod, et de marcher sur Jauer, par la route détournée de Schonau. Le septième corps, qui formait le centre de Macdonald, traversa le Katzbach au point du jour, sous son propre commandement, et s'avança vers Jauer, en suivant le bord d'un torrent nommé la *wüthende* (courroucée) Neiss. Le troisième corps, sous les ordres de Souham, destiné à former l'aile gauche, devait passer le

Katzbach, près de Leibnitz, et se dirigeant au midi, devait joindre la gauche du maréchal. La cavalerie marchait avec cette aile gauche, sous les ordres de Sébastiani.

Mais, ce même jour, 26 août, Blücher prévoyant que Buonaparte était retenu à Dresde par la descente des Alliés du côté de la Bohême, pensa que c'était le temps convenable pour combattre son adversaire. Dans ce dessein, il descendait la rivière pour aller à la rencontre de Macdonald, tandis que celui-ci la remontait s'attendant à le trouver dans sa position près de Jauer.

Le temps orageux, accompagné de brouillards et d'une pluie violente, déroba aux deux armées leurs mouvemens réciproques jusqu'à ce qu'elles fussent en présence. Elles se rencontrèrent dans les plaines qui s'étendent entre Wahlstadt et le Katzbach, mais dans les circonstances les plus défavorables au maréchal français. Son aile droite était séparée de son centre; Lauriston étant à Goldberg, engagé dans une affaire terrible avec le général russe Langeron, qu'il avait rencontré en face de cette ville; et Puthod beaucoup plus éloigné du champ de bataille. L'aile gauche de Macdonald, avec la cavalerie, était loin aussi à l'arrière-garde. Blücher ne laissa point au général français le loisir de réunir ses forces. La cavalerie prus-

sienne placée aux premiers rangs, et disposée au combat, chargea les Français sans leur laisser le temps de prendre une position; et lorsqu'ils y parvinrent, leur aile droite s'appuya sur la wüthende Neiss; mais la gauche, qui aurait dû être couverte par la cavalerie de Sébastiani, restait entièrement sans appui.

On envoya message sur message pour hâter l'arrivée de l'aile gauche; mais une singulière fatalité empêcha la cavalerie et l'infanterie d'arriver à temps. Des routes différentes avaient été tracées à Souham et à Sébastiani; mais Souham, au bruit du combat, impatient de prendre part à l'action, choisit la route qu'il croyait devoir l'y conduire plus vite; malheureusement, ce fut celle où devait passer la cavalerie. Ainsi, cinq mille chevaux et vingt-cinq mille fantassins, suivant à la fois la même ligne de marche, se confondirent bientôt et s'embarrassèrent dans leurs mouvemens, particulièrement en traversant les rues d'un village nommé Kroitsch, défilé long et étroit, où il y eut bientôt une telle confusion de chevaux et d'hommes, d'armes et de bagage, qu'il fut impossible d'avancer.

Macdonald, chargé sur le flanc gauche, que ces méprises avaient laissé à découvert, par

quatre régimens de cavalerie, et par une nuée de cosaques sous les ordres du général Karpoff, soutenait cependant sa haute réputation par une glorieuse résistance. Mais enfin le sort du combat fut décidé. L'armée française céda, et se repliant sur la wüthende Neiss, dont l'impétuosité naturelle était doublée par les torrens de pluie, et sur le Katzbach, elle perdit un grand nombre d'hommes. Pour dernière ressource, Macdonald se mit à la tête des troupes qui débouchaient alors du défilé de Kroitsch; mais il fut repoussé avec une perte considérable, et ce dernier effort sur ce point finit le combat, au grand désavantage des Français.

Le mal n'en resta pas là: Lauriston étan aussi dans la nécessité de se retirer et de traverser le Katzbach, tandis que Puthod, qui avait été détaché vers Schonau, restait sur la rive droite de cette rivière, ce corps fut attaqué à l'improviste par l'ennemi; et tous ceux qui ne furent pas tués ou pris dans la mêlée, se rendirent prisonniers. L'armée que Buonaparte destinait à agir sur la Silésie et à prendre Breslau se trouva alors tout-à-fait insuffisante. On reconnut que les Français avaient perdu quinze mille hommes et plus de cent canons.

Quoique les batailles de Gross-Beeren et de

Katzbach fussent funestes au plan que Buonaparte avait formé de se maintenir sur l'Elbe, il demeura opiniâtre dans sa détermination de garder sa position, ainsi que de faire de Dresde son point central de défense; et il essaya de changer la mauvaise fortune qui semblait poursuivre ses lieutenans (mais qui venait réellement de ce que leurs ressources ne répondaient pas aux grandes entreprises qui leur était commandées), en plaçant Ney à la tête de l'armée du nord, avec l'injonction formelle de planter ses aigles sur les remparts de Berlin. En conséquence, le 6 septembre, Ney prit le commandement de l'armée qui avait été précédemment sous la conduite d'Oudinot, et qui, établie sous les murs de Wittemberg, n'attendait plus que les ordres de l'Empereur pour s'avancer vers la capitale de la Prusse. L'ennemi (c'est-à-dire l'armée commandée par le prince royal) s'était dispersé dans diverses positions vers l'est, et occupait Juterbock, Belzig et d'autres villages. Ney voulait éviter de s'approcher de ces quartiers, et même de leur donner la moindre alarme. La pensée du maréchal était de laisser ces quartiers sur la gauche et d'éviter une rencontre avec le prince royal, afin de jeter ses forces sur la route qui conduisait de Torgau à Berlin, et d'entrer en communication avec les

troupes que Buonaparte pourrait faire marcher de Dresde vers la même destination.

En examinant ce plan avec plus d'attention, on trouva qu'il renfermait le danger de concentrer le prince de Suède et son armée sur un seul point, à Dennewitz, celui de tous les villages au pouvoir des Alliés, qui était le plus au midi. Il était occupé par Tauentzien avec une force considérable; il n'était pas possible de le traverser sans donner l'alarme. Dennewitz pouvait néanmoins être masqué par un corps de troupes suffisant, à l'abri duquel le maréchal et son corps de troupes pousseraient jusqu'à Dahme sans risquer un engagement. Enfin, la rapidité des mouvemens serait si grande, que le prince royal n'aurait pas le temps de réunir ses troupes pour arrêter leur passage.

Le 5, Ney sortit de Wittemberg; le 6, la division de Bertrand, destinée à masquer Dennewitz, formait le flanc gauche de l'armée. Quand ils approchèrent du village, Tauentzien, qui y commandait, prit l'alarme, et rallia sa troupe entre Dennewitz et la division française. Si Bertrand eût pu se maintenir quelque temps dans cette dangereuse position, il ne lui aurait pas été impossible de faire tête à Tauentzien, jusqu'à ce que Ney ait eu le temps de faire passer le dernier rang de son armée; mais par

un mauvais calcul (ce qui devenait plus commun qu'auparavant parmi les officiers-généraux de l'armée française), le corps de Bertrand reçut ordre de se mettre en marche à sept heures du matin, tandis que le corps qu'il devait protéger ne se mit en mouvement que trois heures plus tard. Bertrand était resté si long-temps en présence de l'ennemi, que sa démonstration fut regardée comme un engagement, sa fausse attaque comme une véritable escarmouche. Aussitôt après cette opération, la bataille devint sérieuse, et des engagemens eurent lieu entre les corps qui, de part et d'autre, s'avançaient pour soutenir les leurs. Bulow vint au secours de Tauentzien, Regnier s'avança pour repousser Bulow, Guilleminot fit diligence pour s'unir aux Français, et Borstel pour secourir les Russes. La bataille devint si générale, qu'on eût pu croire qu'elle était préméditée de part et d'autre.

Les Prussiens avaient beaucoup à souffrir de l'artillerie française, mais ne se laissaient pas entamer. Les Suédois et les Russes vinrent enfin à leur secours, et la ligne du maréchal Ney commença à plier. Celui-ci, qui avait toujours maintenu sa position contre les Russes, quoique avec beaucoup de peine, et quoique ses forces fussent toutes engagées, désespéra du

succès quand il vit paraître ces nouveaux ennemis. Il commença à se retirer, et son premier mouvement rétrograde fut le signal de la déroute du septième corps, composé en grande partie de Saxons, qui étaient fort peu disposés pour Napoléon, et qui, par conséquent, ne se faisaient pas un point d'honneur de combattre jusqu'à la mort pour sa cause. Leur fuite laissa un grand vide dans l'armée française, et la cavalerie des Alliés en ayant profité, l'armée du maréchal Ney se trouva coupée. Une partie suivit le maréchal vers Dahme, l'autre se retira avec Oudinot sur Scharnitz. Après cela, Ney effectua sa retraite sur Torgau. Mais la bataille de Dennewitz lui avait coûté dix mille hommes, quarante-trois pièces de canon, et un grand nombre de trophées qui furent laissés à l'ennemi, outre qu'il fut obligé de renoncer à son projet de marcher sur Berlin.

Les défaites successives de Gross-Beeren, de Katzbach, de Dennewitz, révélèrent assez que les Français n'étaient plus invincibles, comme on les avait regardés jusque-là; ou du moins qu'ils ne faisaient plus de miracles que lorsque Napoléon était à leur tête. D'autres considéraient la chose sous un point de vue différent. Ils disaient que précédemment, et lorsque Buonaparte avait des ressources en abondance, il

veillait à ce que ses lieutenans eussent des forces capables d'exécuter les desseins auxquels il les employait; mais maintenant il gardait sous son propre commandement sa garde et l'élite des troupes, et voulait que ses généraux fussent aussi heureux avec des troupes inférieures et peu nombreuses, qu'ils l'avaient été autrefois lorsqu'ils commandaient des armées de vétérans. Cependant, on ne peut pas dire que sa présence assurât toujours le succès de ses opérations; car pendant le mois de septembre, lorsqu'il s'obstinait à maintenir la guerre en Saxe, quoiqu'il n'y eût aucune affaire d'importance, l'ensemble de ses mesures actives montrait avec quelle ardeur il désirait que la guerre se terminât sous ses propres yeux.

En parcourant le rapide exposé que nous allons tracer des mouvemens de Buonaparte, le lecteur devra se souvenir que le dessein de Napoléon était d'amener les Alliés sur quelque position où, soit par la supériorité du nombre, soit par celle de la tactique, il pût gagner une grande victoire; et tandis que les Alliés, redoutant à la fois ses talens et son désespoir, avaient résolu d'éviter une action générale; ils voulaient dévaster le pays autour duquel il campait, restreindre ses communications, armer les États de l'Allemagne qui l'environnaient, et

finir par l'envelopper quand ses rangs seraient éclaircis et l'ardeur de ses soldats diminuée. Pourvu que le lecteur jette un simple coup d'œil sur la carte, il saisira tous les détails des mouvemens qui eurent lieu des deux côtés.

Après avoir confié, comme nous l'avons vu, au maréchal Ney le soin d'arrêter les progrès du prince de Suède, et de prendre Berlin s'il était possible, Buonaparte sortit en personne de Dresde le 3 septembre, dans l'espérance d'attaquer Blücher, dont les cosaques, depuis la bataille du Katzbach, s'étaient avancés vers l'est, et avaient même intercepté un convoi près de Bautzen. Mais, conformément au plan adopté au quartier-général des Alliés, les vétérans de l'armée prussienne tournèrent le dos et évitèrent le combat. Cependant, Napoléon était rappelé vers Dresde, par la nouvelle de la défaite de Ney à Dennewitz; ce qui précipita son départ fut qu'il comprit que les Alliés allaient entrer dans la Saxe et se rallier sous les remparts de Dresde. L'avant-garde de Wittgenstein s'était montrée, disait-on, à Pirna, et la ville était en proie à de nouvelles alármes. L'empereur des Français campa sur le bord de l'Elbe opposé à l'ennemi, et le 9 il se mit en vue de Wittgenstein. Mais les généraux alliés, effrayés de cette inspiration soudaine, par la-

quelle Napoléon semblait presque dicter des conditions au destin, avaient ordonné à Wittgenstein de se retirer de la ville. Ce général entra dans les défilés de l'Erzgebirg, et Buonaparte l'ayant poursuivi jusqu'à Peterswald, se porta vers la plaine où Vandamme avait éprouvé une cruelle défaite, et il observa la vallée qui conduit de Culm à Tœplitz, et audelà de laquelle son rival Alexandre avait encore son quartier-général. Avec un regard aussi exercé que le sien, il ne put que reconnaître le danger qu'il courrait en voulant pénétrer dans des défilés impraticables, comme la vallée de Culm et les chemins qui y conduisaient; c'est pourquoi il résolut de ne pas s'avancer plus loin.

Napoléon retourna vers Dresde, où il arriva le 12 septembre. Dans cette retraite, il y eut un engagement peu sérieux, dans lequel le fils de Blücher fut blessé et fait prisonnier. Le bulletin parla de cette affaire comme d'une victoire. A peu près dans le même temps, Blücher s'avança contre les troupes françaises qui lui étaient opposées, rendit dangereuses leurs communications avec Dresde, et les força à se retirer de Bautzen et de Neustadt, sur Bischoffswerder et Stolpen. Tandis que Buona-

parte pensait à se diriger vers le nord, en suivant son infatigable ennemi, son attention fut de nouveau appelée au midi dans les montagnes de la Bohême. Le comte Lobau, qui était placé en observation près de Gieshubel, avait été attaqué par un détachement de l'armée de Schwartzenberg. Napoléon se hâta d'aller à son secours, et fit une seconde tentative pour pénétrer dans ces montagnes, d'où les aigles des Alliés étaient si souvent descendues. Cette fois il traversa Culm, s'avança jusqu'à Nollendorf, et eut un engagement avec les Alliés, dont le résultat ne lui fut pas favorable. L'action fut interrompue par un violent orage, et Buonaparte se retira de nouveau sur Gieshubel. A son retour à Dresde, il trouva de fâcheuses nouvelles. Le prince royal se préparait à passer l'Elbe, Bulow avait ouvert des tranchées devant Wittemberg; de son côté, Blücher s'approchait du côté droit de la rivière, et ni le maréchal Ney ni Macdonald n'avaient des forces suffisantes pour arrêter ses progrès.

Le 21 septembre, Napoléon marcha encore une fois contre son ennemi invétéré, qu'il rencontra non loin d'Hartha; mais ce fut encore en vain. Le feld-maréchal prussien était comme le chevalier-fantôme du poète; quand Napoléon se

mit en mesure de l'attaquer, il ne lui trouva pas de corps contre lequel il pût diriger ses coups.

L'Empereur passa quelques heures au misérable village d'Hartha, qui avait été trois fois saccagé, délibérant sans doute s'il s'attacherait au prince royal ou à Blücher, afin de réduire d'un seul coup aux abois au moins l'un de ces deux adversaires. Mais il en fut détourné par la réflexion, que le temps nécessaire pour amener l'un des deux à une action, serait employé par Schwartzenberg à exécuter son dessein de s'emparer de Dresde; dessein que le mouvement de ce général faisait assez connaître.

Ainsi Napoléon se trouvait dans une position critique; en restant à Dresde, il laissait le prince royal et Blücher entrer dans la Saxe et se rendre maîtres de la vallée de l'Elbe; en s'éloignant de cette ville il en exposait la sûreté et en même temps celle de ses lignes de communication avec la France. Ce dernier malheur lui paraissant irréparable, il prit le parti de le prévenir en se retirant à Dresde, où il entra le 24. Ses maréchaux avaient reçu ordre de se rapprocher du point central, où lui-même avait son quartier général, et toute la rive droite de l'Elbe fut abandonnée aux Alliés. Le baron Odeleben rapporte que les ordres les plus rigoureux furent donnés pour détruire les mai-

sons, démolir les châteaux, brûler les bois, déraciner les arbres fruitiers, en un mot réduire le pays à la solitude d'un désert (fatale récompense que le vieux roi de Saxe reçut ainsi de sa confiance et de sa fidélité); mais ces ordres ne furent point exécutés, grâce en partie à l'humanité des lieutenans de Napoléon, et en partie à cause des progrès rapides des Alliés. Cette cruauté eût été souvent superflue, car ces malheureuses provinces avaient été si horriblement désolées par les passages continuels des troupes des deux côtés, que le grain, le bétail, les fourrages de tout genre étaient épuisés, et que le pays ne fournissait presque plus d'autre denrée pour la subsistance des hommes et des animaux, que les pommes de terre, dont la récolte n'était pas encore faite.

Après son retour à Dresde, le 24 septembre, Napoléon ne quitta plus cette ville jusqu'au moment de son départ définitif. La persévérance avec laquelle il resta dans cette ville a été comparée, par quelques historiens, à l'obstination qui l'avait fait s'arrêter si long-temps à Moscou; mais ces deux cas étaient différens. Nous avons précédemment essayé de montrer que Napoléon aurait agi prudemment d'évacuer l'Allemagne, et de diminuer ainsi l'odieux attaché à ses prétentions politiques sur

cet empire. Cependant, puisqu'il s'était engagé dans ces campagnes sanglantes, plutôt que de se désister de ses prétentions, la prudence voulait assurément qu'il conservât Dresde jusqu'au dernier moment. En se retirant de Dresde après de si grandes pertes, il aurait déterminé la défection de toute la confédération du Rhin, ce qui déjà était fort à redouter ; il aurait fourni aux armées alliées alors séparées les unes des autres, une occasion de se réunir sur la rive droite de l'Elbe; et les conséquences de leur jonction auraient eu un résultat décisif sur sa destinée. D'un autre côté, Napoléon aurait pu employer le temps qu'il perdait à Dresde à empêcher les communications des Alliés, et il pouvait espérer une occasion favorable de remporter quelque succès signalé contre les uns ou les autres, et peut-être de les battre successivement et en détail. Les souverains alliés et leurs généraux craignirent qu'il ne prît ce parti, et se tinrent sur leurs gardes. C'est pourquoi leur plan fut d'agir avec une extrême circonspection. Ce n'est pas, comme l'ont supposé quelques écrivains français, que ce plan fût motivé sur la crainte; il l'était sur la prudence. Le moment approchait où les opérations allaient être décisives, et il était également nécessaire aux deux partis de ne pas exposer leurs forces, et

de réunir toutes celles dont ils pourraient disposer.

Les soldats français avaient souffert beaucoup de la fatigue et des escarmouches, quoique aucune bataille importante n'eût été livrée; l'Empereur se vit forcé d'ordonner à Augereau, qui commandait environ seize mille hommes dans le voisinage de Würtzburg, de venir le joindre à Dresde. On pourrait dire, néanmoins, qu'il perdit plus qu'il ne gagna par ce renfort; car les Bavarois, dont les mauvaises dispositions avaient été comprimées par l'armée d'Augereau, ne virent pas plus tôt son départ, qu'il s'établit des communications amicales entre eux et l'armée autrichienne, avec laquelle ils se trouvaient en présence. Des négociations furent ouvertes entre leurs gouvernemens, sans beaucoup de mystère; et l'on croyait généralement que leur immédiate réunion n'était arrêtée que par une contestation relative au Tyrol.

De leur côté, les Alliés reçurent un renfort d'environ soixante mille Russes commandés par Bennigsen; le plus grand nombre d'entre eux venait des provinces situées à l'est de Moscou, et ils étaient suivis des hordes errantes de Tartares et de Baskirs, inconnus jusque-là dans les guerres de l'Europe, vêtus de peaux de moutons, armés d'arcs et de flèches. Mais le corps

principal consistait en troupes régulières, quoique un certain nombre parût être venu de l'Asie. C'était le dernier renfort que les Alliés dussent attendre, puisque c'était l'arrière-ban de l'empire presque sans bornes de la Russie. Il y avait même dans cette armée des hommes qui étaient venus de la grande muraille de la Chine à ce rendez-vous universel.

Quand ils virent leurs troupes ainsi réunies, et bien supérieures par le nombre à celles de leur adversaire, les Alliés commencèrent à exécuter un mouvement simultané au moyen duquel ils espéraient concentrer leurs forces sur la rive gauche de l'Elbe, de sorte que si Napoléon eût persisté à rester à Dresde, ses communications avec la France eussent pu être coupées; dans ce dessein, Blücher passa l'Elbe le 3 octobre, auprès du confluent de cette rivière avec la schwartze Elster, battit Bertrand, qui se tenait dans un camp fortifié pour lui disputer le passage, et établit son quartier-général à Duben. Dans le même temps, le prince royal de Suède transporta de la même manière son armée sur la rive gauche de l'Elbe, qu'il passa à Rosslau, et se mit en communication avec l'armée de Silésie. Ainsi ces deux grandes armées se trouvaient transportées l'une et l'autre sur la rive gauche du fleuve, à l'exception de

la division de Tauentzien, qui fut laissée pour continuer le siége de Wittemberg. Ney, qui était témoin de tous ces mouvemens, n'ayant pas les moyens de résister à des forces si supérieures, se retira à Leipsick.

Dans le même temps que le prince royal et Blücher entraient du nord-est dans la partie occidentale de la Saxe, la grande-armée des Alliés fut mise en mouvement vers la même province, en s'avançant du midi par Sebastians-berg et Chemnitz. Le 5 octobre, le quartier-général du prince Schwartzenberg était à Marienberg.

Ces mouvemens faisaient connaître à Buonaparte les mesures que devaient prendre les Alliés, et la nécessité de prévenir leur jonction. Pour parvenir à ce but, il se proposa de quitter Dresde avec toutes ses forces disponibles, d'attaquer Blücher à Duben, et, s'il était possible, d'anéantir cet ennemi infatigable, ou au moins de le repousser au-delà de l'Elbe. En même temps, loin de penser qu'il allait quitter Dresde pour toujours, il plaça dans cette ville, qu'il avait toujours eu soin de fortifier de plus en plus, une garnison de quinze mille hommes, sous les ordres de Saint-Cyr. Cette armée devait défendre la ville contre un corps d'Alliés laissé pour ce dessein dans les montagnes de

la Bohême, et qui devait venir occuper Dresde après le départ de Napoléon. Le roi de Saxe, la Reine et sa famille aimèrent mieux suivre Napoléon dans son expédition aventureuse, que de rester à Dresde que l'on s'attendait à voir assiéger et où les subsistances étaient déjà devenues rares.

Cette même promptitude de mouvemens qui avait été utile à Blücher, en d'autres occasions, le sauva encore dans celle-ci de l'attaque projetée sur Duben. Le 9 octobre, ayant eu connaissance de l'approche de Napoléon, il traversa la Mulda, et se réunit à l'armée du prince royal, près de Zoerbig, sur la rive gauche de cette rivière. Napoléon, déjoué encore une fois, établit son quartier-général à Duben le 10. Là, il apprit bientôt que le prince royal et Blücher, craignant qu'il ne s'interposât entre eux et la grande-armée de Schwartzenberg, s'étaient retirés sur la ligne de la Saale pendant la nuit du 10 au 11; ainsi, ils pouvaient communiquer avec leur grande-armée, et, quoique hors de la portée de Napoléon, ils interceptaient ses communications.

Mais ce mouvement à l'ouest, de la part des Alliés, avait le grand inconvénient de laisser Berlin sans défense, ou faiblement protégé par la seule division de Tauentzien à Dessau.

Cette circonstance n'échappa pas à l'œil d'aigle de Napoléon; il proposa à ses maréchaux le plan le plus audacieux que jamais son imagination gigantesque eût conçu (excepté la campagne de Moscou). Il s'agissait de regagner la rive droite de l'Elbe, et alors appuyant son aile droite sur Dresde et sa gauche sur Hambourg, il se serait maintenu dans cette position, avec le dessein de traverser l'Elbe de nouveau à la première apparence d'un succès sur l'ennemi, en tombant sur la Silésie, et faisant lever le blocus des forteresses sur l'Oder. D'après ce ce projet, Regnier et Bertrand avaient déjà traversé l'Elbe par son ordre, quoique leur mission apparente n'eût rien de plus important que de lever le siége de Wittemberg.

Ce plan mécontenta les conseillers de l'Empereur. Il leur semblait que rester en Allemagne, c'était s'obstiner à une défense qu'ils ne pouvaient soutenir long-temps; ils rappelaient le mécontentement universel des Allemands sur le Rhin, et la destruction du royaume de Westphalie effectuée par Czernicheff, avec une troupe de cosaques. Ils alléguaient la défection presque déclarée de leurs premiers amis, leur propre nombre si diminué, et blâmaient un plan qui allait retenir l'armée dans un pays dévasté, dont la population devenait chaque jour plus

hostile, où les Français ne vaincraient jamais, parce que leurs ennemis ne voudraient jamais combattre sans être sûrs du succès. C'était là, disaient-ils, l'histoire des trois derniers mois, variée seulement par les batailles décisives de Gross-Beeren, Katzbach et Dennewitz.

Napoléon resta depuis le 11 jusqu'au 14 octobre à Duben, rassemblant toutes ses forces, attendant quelques nouvelles des mouvemens des Alliés, et restant ainsi dans un état d'incertitude et d'inactivité bien différent de la disposition ordinaire de son esprit et de ses habitudes naturelles. « Je l'ai vu dans ce temps-là, dit un témoin oculaire [1], assis sur un sofa près d'une table couverte de ses cartes, n'interrompant son inaction que pour écrire machinalement de grandes lettres sur une feuille de papier blanc. » Des consultations avec ses plus habiles généraux, qui finissaient sans qu'on adoptât aucune détermination fixe, variaient ses tristes rêveries. Les conseils étaient souvent des occasions de dispute, et même de dissension. Le malheur avait rendu mécontens les uns des autres ceux dont l'amitié avait été cimentée par une prospérité continuelle et non interrompue. De

[1] Le baron d'Odeleben, dans sa notice intéressante et circonstanciée sur les campagnes de Saxe.

grandes infortunes les auraient réunis, et les auraient portés à se considérer comme souffrant par les mêmes causes; mais une succession de petites contrariétés exaspérait leurs caractères; de même qu'une pluie constante est plus difficile à supporter qu'un orage.

Tandis que les maréchaux murmuraient l'un contre l'autre et contre leur chef, Napoléon, de son côté, se plaignait que la fatigue et le découragement avaient vaincu la plupart de ses principaux officiers; ils étaient devenus indifférens, maladroits, puis malheureux. « Les officiers-généraux, disait-il, ne désiraient que le repos, et ils le voulaient à tout prix. »

D'un autre côté, les maréchaux assuraient que Napoléon ne calculait plus ses moyens pour le but qu'il se proposait d'atteindre; qu'il se laissait abuser par des phrases sur l'ascendant de son étoile et de sa destinée, et ils tournaient en moquerie sa phrase que le mot *impossible* n'était pas français. Ils disaient que quelques mots pouvaient bien suffire pour encourager des soldats; mais que des conseils militaires devaient s'appuyer sur des argumens plus logiques. Ils avouaient qu'ils désiraient le repos, mais ils demandaient qui devait supporter le blâme, du cheval ou du cavalier, lorsque l'animal tombait accablé de fatigue.

Napoléon changea enfin d'avis, ou se rendit à celui de ses conseillers militaires; il annula les ordres donnés à Regnier et à Bertrand d'avancer sur Berlin, et la retraite sur Leipsick fut résolue. Une perte de trois jours avait rendu nécessaire une extrême diligence, et Buonaparte se vit obligé de laisser en garnison derrière lui, Davoust à Hambourg, Lemarrois à Magdebourg, Lapoype à Wittemberg, et le comte Narbonne à Torgau. Il semblait se flatter encore de quelque chance favorable, qui aurait pu le ramener sur la ligne de l'Elbe. « Un coup de tonnerre, comme il s'exprimait, pouvait seul le sauver; mais tout n'était pas perdu tant que le combat restait en son pouvoir, et une seule victoire ramenerait l'Allemagne à son obéissance. »

CHAPITRE XXI.

Napoléon arrive à Leipsick, le 15 octobre. — Description de cette ville. — Disposition des armées françaises et alliées. — Bataille de Leipsick, commencée le 16 et terminée au désavantage des Français à la chute du jour. — Napoléon dépêche le général Mehrfeldt (son prisonnier) à l'empereur d'Autriche, avec des propositions pour un armistice. — Il ne reçoit point de réponse. — La bataille recommence le 18 au matin, et dure pendant tout le jour, jusqu'à ce que enfin les Français sont forcés à la retraite, après une perte immense des deux côtés. — Ils évacuent Leipsick le 19. — Les Alliés se mettent à leur poursuite. — Un des ponts étant coupé rend la retraite plus sanglante. — Le prince Poniatowski entraîné dans l'Elster. — Vingt-cinq mille Français sont faits prisonniers. — Les souverains alliés entrent en triomphe dans la grande place de Leipsick, à midi. — Le roi de Saxe est envoyé avec une garde à Berlin. — Réflexions.

Le dernier acte de ce grand drame, du moins celui des scènes qui se passaient en Allemagne, approchait avec une grande rapidité.

Pendant les deux premières semaines d'octobre, les mouvemens variés des troupes avaient eu un caractère indécis; mais après le 14, lorsque les puissances belligérantes eurent mutuellement pris connaissance de leurs plans, les forces des Alliés, aussi-bien que celles des Français, se

dirigèrent sur Leipsick comme vers un centre commun.

L'Empereur, parti de Duben, arriva à Leipsick le 15 octobre, de bonne heure, et reçut l'agréable nouvelle que son armée entière serait dans vingt-quatre heures sous les murs de la ville; que la grande-armée d'Allemagne approchait rapidement, mais que sa démonstration contre Berlin ayant alarmé Blücher, le désir de protéger la capitale de la Prusse empêcherait ce maréchal d'avancer avec autant de promptitude. L'occasion de combattre une armée en l'absence de l'autre était ce que Napoléon souhaitait le plus ardemment.

Sur ces entrefaites, on entendit le canon; et bientôt après, Murat apporta la nouvelle d'un engagement entre la cavalerie, dans lequel chaque parti prétendait à la victoire. Lui-même, remarquable par la magnificence de ses habits, avait échappé avec peine à un jeune officier prussien, qui fut tué par un dragon accompagnant le roi de Naples. Une autre circonstance remarquable de cet engagement, fut la conduite distinguée d'un régiment de cuirassiers prussiens. Lorsqu'on les complimenta sur leur conduite, ils répondirent : « Pouvions-nous faire autrement? c'est l'anniversaire de la bataille d'Iéna. » Une ardeur semblable se

montra parmi les Alliés; mais loin de nous de supposer que celle des Français fût moindre. Si les uns avaient des torts à venger, les autres avaient à soutenir leur gloire.

L'ancienne ville de Leipsick forme un carré irrégulier, environné de vieilles murailles gothiques, avec une terrasse plantée d'arbres. Quatre portes : au nord, celles de Halle et de Ranstadt; à l'est, la porte de Grimma, et au midi celle appelée porte de Saint-Pierre, conduisent de la ville dans les faubourgs, qui sont d'une grande étendue, et protégés par des murailles et des barrières. A l'ouest de la ville, deux rivières, la Pleiss et l'Elster, baignent les remparts, et coulant à travers les prairies, se divisent en plusieurs bras réunis par des îles marécageuses. Leipsick ne peut donc craindre de ce côté l'approche de l'ennemi, excepté par une succession de ponts qui traversent ces rivières. Le premier de ces ponts conduit à un village nommé Lindenau, et de là à Mark-Ranstadt. Ce pont est près de la porte de la ville qui a pris son nom du village. Cette route est le seul point de communication entre Leipsick et les bords du Rhin. A l'ouest, la rivière Hartha forme un grand demi-cercle autour de la ville, renfermant des plaines étendues, des hauteurs et des points d'élévation très convenables pour

une position militaire; au midi, le même genre de terrain continue, mais avec plus d'éminences encore; et l'une d'elles, sans doute depuis les guerres de Gustave-Adolphe, est appelée *le Camp suédois;* une autre, qui porte le nom d'*Allée des Moutons* de Meusdorf, se termine aux bords de la Pleiss. Cette ligne est couverte de plusieurs villages qui, dans les jours terribles que nous avons à décrire, ont pris place dans l'histoire. Près du village de Connewitz commence le terrain marécageux inondé par la Pleiss et l'Elster.

Ce fut sur cette ligne que le 15 octobre on vit s'avancer rapidement la grande-armée des Alliés. Napoléon fit aussitôt ses préparatifs pour la défense. Lindenau, traversé par la route de Mark-Ranstadt, que les Français devaient suivre dans leur retraite, fut occupé par Bertrand. Poniatowski, s'avançant sur la rive droite de la Pleiss, tenait tous les villages situés sur le bord de cette rivière, Connewitz, Lœfsing, Dooblitz, et jusqu'à Markleberg. Comme la ligne de défense s'étendait à l'est, Augereau fut placé sur le point élevé de Wachau; Victor et Lauriston le soutenaient, postés dans un village considérable nommé Liebertwolkowitz. On plaça la cavalerie aux ailes de ces divisions. La garde impériale resta comme corps

de réserve dans un village nommé Probsthayda; Macdonald occupa un terrain qui s'élevait en pente douce et s'étendait de Stœtteriz à Holzhausen.

Du côté opposé, c'est-à-dire au nord de la ville, Marmont occupait une position entre Mœckern et Euteritz. Ses troupes étaient chargées de tenir tête à Blücher, dont on craignait à chaque instant l'arrivée du côté du nord. Les Alliés avaient disposé leurs colonnes d'attaque le long de cette ligne de défense, mais ils avaient réuni leurs principales forces au midi; et dans quelques endroits, le soir, les sentinelles des deux armées n'étaient pas éloignées d'une portée de fusil. Cependant aucun côté ne semblait disposé à commencer la bataille qui devait décider la grande question si la France laisserait les autres nations sous la conduite de leurs princes, ou si elle devait garder cette suprématie dont elle était redevable aux talens d'un grand capitaine.

Le nombre des combattans qui engagèrent la bataille le lendemain matin, a été évalué à cent trente-six mille Français, sans compter le corps de Souham, qui ne prit point part à l'action, et celui de Regnier, qui n'était pas encore arrivé. Le même dénombrement porte les Alliés à deux cent trente mille, moins la division du prince royal et celle de Bennigsen, qui n'avaient pas

encore joint l'armée. Presque toutes les relations présentent les Alliés supérieurs à leur ennemi de quatre-vingt mille ou cent mille hommes. Il paraîtrait ainsi qu'ils avaient adopté les idées de Napoléon sur la guerre, qu'il définissait l'art de réunir le plus grand nombre sur un point donné.

Napoléon visita lui-même tous les postes, donna ses derniers ordres, et, suivant son usage au moment d'une bataille, il saisit l'occasion de distribuer des aigles aux régimens de la division d'Augereau, formés de nouvelles levées qui n'avaient pas encore reçu ces emblèmes militaires. Cette cérémonie, accompagnée d'une pompe guerrière, peut rappeler au lecteur l'ancien usage de faire des chevaliers à la veille d'une bataille. Les soldats jurèrent de ne jamais abandonner les aigles, et l'Empereur finit en disant à haute voix : « vous voyez l'ennemi; jurez de mourir plutôt que de souffrir que la France soit déshonorée.

— « Nous le jurons, s'écrièrent les bataillons; *vive l'Empereur!* » et sans contredit ils gardèrent leur serment dans les actions terribles qui suivirent.

Les préparatifs de Napoléon se dirigèrent surtout au midi de Leipsick. On a supposé, mais avec peu de probabilité, qu'il ne s'attendait point à une attaque sérieuse du côté du

nord. Sur le soir, trois *feux de mort* traçant dans les cieux les longs sillons d'une lumière blanchâtre, furent aperçus dans l'horizon méridional. Quatre autres feux, d'une couleur plus foncée, leur répondaient à une certaine distance du côté du nord. On en conclut que ce ne pouvait être que les signaux de communication entre la grande-armée des Alliés et les forces du prince royal et de Blücher. Le dernier n'était donc pas à une distance qu'il fût impossible d'apprécier.

Napoléon resta à l'arrière-garde de sa propre garde, derrière la position centrale qui était presque en face d'un village appelé Gossa, alors occupé par les Alliés.

Le 16 octobre, au point du jour, on commença à combattre. Le front méridional de la position française fut attaqué avec la plus grande impétuosité. Du côté de l'aile droite, le village de Markleberg fut emporté d'assaut par Kleist, tandis que la division autrichienne de Mehrfeldt se frayant un passage à travers les marais, sur la rive gauche de la Pleiss, menaçait de pousser jusqu'au-delà de la rivière. Poniatowski, à qui la défense en avait été confiée, fut obligé de céder le terrain, de sorte que l'Empereur fut forcé de faire avancer les troupes de la division de Souham, qui avaient joint l'armée pendant la

nuit, et qui avaient été désignées pour soutenir Marmont au nord de Leipsick. Le maréchal Victor défendit le village de Wachau, en tête de sa position, contre le prince Eugène de Wurtemberg. Le village de Liebertwolkowitz fut défendu par Lauriston contre Klenau. Les Alliés renouvelèrent six tentatives désespérées sur tous ces points, mais toutes furent sans succès. Ils se trouvaient pour ainsi dire comme des lutteurs qui se seraient épuisés en efforts prématurés et vains; et Napoléon reprenant à son tour l'offensive, commença à déployer toute la puissance de son génie.

Macdonald reçut ordre d'attaquer Klenau, de le battre et de le chasser de Liebertwolkowitz avec la cavalerie de Sébastiani, tandis que deux divisions descendaient pour soutenir Lauriston. Il était environ midi quand ce mouvement progressif et général s'opéra au centre de l'armée avec un succès redoutable à l'ennemi. Le village de Gossa, qui avait été jusque-là occupé par les Alliés, et qui se trouvait dans le centre de leur ligne, fut emporté à la bayonnette. L'éminence nommée *Allée des Moutons* fut aussi en danger d'être perdue pour eux, et les opérations de Macdonald le rendirent maître de la redoute appelée le *Camp suédois*. L'impétuosité désespérée des Français s'était frayé un

glorieux passage à travers le centre des Alliés; et Napoléon, impatient de proclamer sa prétendue victoire, en envoya les bulletins au roi de Saxe, qui fit sonner toutes les cloches de la ville dans le moment même où le bruit non interrompu du canon semblait donner un démenti formel à ce signe d'une réjouissance anticipée. Cependant le roi de Naples se jeta, avec Latour-Maubourg et Kellermann, dans le centre des Alliés; et à la tête de tout le corps de cavalerie, il foudroya l'ennemi, qu'il poursuivit jusqu'à Magdebourg, village situé à l'arrière-garde des Alliés, et il culbuta le général Rayefskoi avec les grenadiers du corps de réserve, qui s'étaient jetés au-devant de lui pour s'opposer à son passage.

Mais, dans ce péril imminent, tandis que la cavalerie française était mise en désordre par ses propres succès, Alexandre commanda la charge aux cosaques de sa garde qui étaient près de sa personne. Animés par les regards de leur souverain, ces barbares chargèrent avec une extrême furie, déconcertèrent la manœuvre de Buonaparte, et culbutèrent, avec leurs longues lances, les épais escadrons de cavalerie qui avaient été si près de remporter la victoire.

Cependant, quand le carnage continuait au midi de Leipsick, une pareille décharge d'ar-

tillerie se fit entendre sur la droite, où Blücher était arrivé devant la ville. Ce général, qui avait au moins trois soldats contre un, en vint sur-le-champ à une action avec Marmont. Des aides-de-camp accouraient au galop pour réclamer les troupes de Souham, d'abord destinées à assister Marmont, puis détournées de leur première destination, pour aller soutenir Poniatowski. Ces troupes ne purent être remplacées, et Blücher obtint en conséquence un véritable succès. Il prit le village de Mœckern, avec vingt pièces de canon et deux mille prisonniers; et quand la nuit vint séparer les combattans, il eut l'avantage d'avoir considérablement rétréci la position de l'ennemi.

Mais, du côté méridional de Leipsick, le combat demeurait toujours indécis, quoique disputé avec fureur. Le village de Gossa, pris et repris plusieurs fois, resta au pouvoir des Alliés. Sur le bord de la Pleiss, l'action ne fut pas moins terrible. Les Autrichiens de la division de Bianchi se jetèrent sur Markleberg, en côtoyant la rivière et poussant des cris effroyables. Poniatowski, avec l'aide d'Augereau, eut la plus grande difficulté à conserver son poste. Du côté gauche de la Pleiss, Schwartzenberg entreprit de faire passer un corps de cavaliers à travers cette rivière marécageuse,

afin de surprendre les Français à l'arrière-garde de leur position. Mais le peu de cavalerie qui put traverser un fort mauvais gué fut chargé à l'improviste, mis en déroute, et le chef de ce corps, le général Mehrfeldt tomba entre les mains des Français. Une division autrichienne, celle de Giulay, manœuvra sur la rive gauche de la Pleiss jusqu'à Lindenau, et jusqu'à cette suite de ponts qui forme, à l'occident, la seule issue de Leipsick du côté du Rhin : c'était le seul passage qu'eussent les Français, pour faire leur retraite, s'ils échouaient dans l'action terrible qui allait s'engager. Giulay aurait détruit ces ponts, mais on croit qu'il avait ordre de laisser ce passage libre, de peur que les Français ne fussent réduits au désespoir dans un moment où l'on ne pouvait pas prévoir jusqu'où ce désespoir pourrait aller.

La bataille, dont le succès était toujours contesté, se prolongea avec la même fureur jusqu'à la nuit : alors l'effusion du sang cessa comme par un mutuel consentement. Trois coups de canon, tirés aux points les plus éloignés, furent le signal de la fin de la bataille. Les armées se retirèrent sur la ligne méridionale, pour prendre du repos en présence l'une de l'autre, et dans les mêmes positions qu'elles

avaient occupé la nuit précédente. Les Français ne possédaient plus le terrain qu'ils avaient gagné le jour même, mais ils n'avaient pas abandonné un pied de leur première position, quoiqu'elle eût été si vivement attaquée tout le jour par des forces supérieures. Au nord, leur défense avait été moins heureuse; Marmont avait été enfoncé par Blücher, et toute leur ligne de défense de ce côté se trouvait envahie jusque près des murs de Leipsick.

Napoléon se voyait réduit à préparer une défense qui serait certainement honorable, mais qui finirait par être impuissante; la retraite était devenue inévitable. Mais comment l'exécuter à travers les rues étroites d'une ville encombrée de troupes? Comment faire passer plus de cent mille hommes sur un pont, tandis qu'une armée de deux cent mille pressait son arrière-garde? C'était un problème que Napoléon même ne pouvait résoudre. Dans cette perplexité, il eut l'idée de faire un appel aux sentimens d'affection que l'empereur d'Autriche conservait sans doute pour sa fille et son petit-fils. La capture du général Mehrfeldt vint à propos lui procurer des moyens de communication, et d'autant mieux que c'était ce même général qui, après la bataille d'Austerlitz, avait sollicité de Napoléon une entrevue

et des conditions favorables. L'Empereur eut donc un entretien particulier avec cet officier : il y apprit ce qu'il avait si long-temps appréhendé : la défection du roi de Bavière ; la réunion de l'armée de ce prince à celle de l'Autriche, et la détermination où étaient les deux monarques d'intercepter son retour sur le Rhin. Ces fatales révélations ayant renouvelé son désir de faire la paix, il réclama, sans toutefois compromettre sa dignité, l'intercession de son beau-père. Il ne refusait plus les conditions proposées à Prague ; il offrait de renoncer à la Pologne et à l'Illyrie ; il reconnaissait l'indépendance de la Hollande, des villes anséatiques et de l'Espagne ; mais il désirait que ce dernier point fût différé jusqu'à la paix générale : il proposait que l'Italie fût considérée comme indépendante et maintenue dans son intégrité ; enfin, à condition qu'un armistice serait immédiatement signé, il consentait à évacuer l'Allemagne, et à se retirer vers le Rhin.

Ces propositions, offertes volontairement au commencement de la campagne, eussent été acceptées avec joie par les Alliés. Mais, l'habileté connue et l'opiniâtreté de Buonaparte ; la persuasion générale que s'il abandonnait ses prétentions pour un temps, c'était uniquement

pour les reprendre dans un moment plus favorable; les nombreuses chances de succès qu'il pouvait se réserver ainsi, tout éloignait les souverains alliés de ce que, d'un autre que lui (si l'on peut supposer un autre que Buonaparte dans cette situation) ils auraient favorablement reçu dans les mêmes circonstances. « Adieu, général Mehrfeldt, dit Napoléon en congédiant son prisonnier; lorsque vous prononcerez de ma part le mot d'armistice devant les deux Empereurs, je ne doute pas que la voix qui frappera leurs oreilles ne réveille de nombreux souvenirs. » On ne peut se défendre d'une vive émotion en rappelant ces mots touchans pâr leur simplicité, sortis d'un cœur si superbe, lorsque celui qui les prononçait était réduit à implorer la générosité qu'il avait jadis montrée lui-même.

Le général Mehrfeldt partit, comme le messager de l'arche, et Buonaparte attendit longtemps avec anxiété son retour; mais, semblable au corbeau, il n'apporta point la branche d'olivier. Napoléon ne reçut point de réponse jusqu'à ce que ses troupes eussent passé le Rhin. Les Alliés s'étaient engagés solennellement à n'entrer dans aucun traité, tant qu'il resterait un soldat français en Allemagne.

Buonaparte était maintenant occupé de ses

préparatifs de retraite ; cependant il n'y mit pas toute la diligence que la nécessité exigeait. Le jour parut, et les ennemis, attendant Bennigsen et le prince royal de Suède, ne renouvelèrent pas l'attaque. Cependant, comme l'on ne manquait pas de tonneaux et de matériaux de toute espèce, et que des ouvriers auraient pu être rassemblés des environs, il semble que, d'après la pratique connue des ingénieurs militaires [1], on aurait pu jeter des ponts sur l'Elster et la Pleiss, rivières calmes et tranquilles, et rendre praticables les marais qui les avoisinent. Dans des circonstances bien plus désavantageuses, Napoléon avait construit un pont, sur la Bérésina, dans l'espace de douze heures. Cet avis est confirmé par un juge très compétent, le général du génie Rogniat, qui affirme que l'on aurait eu assez de temps pour construire six ponts, si l'on s'y fût employé avec activité. La réponse, que lui-même, alors comme directeur des travaux du génie, aurait dû ordonner et préparer ces moyens de retraite, semble tout-à-fait insuffisante. Napoléon ne permettait pas à ses généraux de prévenir ses commandemens dans des occasions aussi im-

[1] *Voyez* l'ouvrage de sir Howard-Douglas, sur les ponts militaires.

portantes. On dit cependant que l'Empereur avait donné des ordres pour la construction de trois ponts ; mais que, dans la confusion de ce moment terrible, les travaux que Napoléon ne pouvait surveiller de ses propres yeux, étaient rarement achevés complétement : aucun ouvrage de ce genre ne fut alors entrepris, excepté dans un endroit appelé *le Jardin des Juges,* où l'on construisit un pont, qui non seulement, comme le pont de pierre, donnait accès dans la ville de Leipsick, mais de plus fut construit avec des matériaux trop peu solides. Napoléon se confiait peut-être à l'effet de la mission de Mehrfeldt ; peut-être conservait-il l'espérance secrète que sa retraite ne serait pas nécessaire ; ou il abhorrait trop la pensée de cette manœuvre pour s'occuper lui-même des préparatifs nécessaires ; mais il est certain que l'opération ne fut pas conduite d'une manière convenable à la circonstance. Le village de Lindenau, sur la rive gauche, fut cependant fortifié.

Le 17, comme nous l'avons dit, se passa en préparatifs des deux côtés, sans en venir à aucune hostilité. Cependant, une canonnade éloignée, semblable au mugissement d'un monstre terrible, montrait que la guerre n'était qu'assoupie.

Le 18 octobre, à huit heures, la bataille recommença avec une nouvelle fureur. Napoléon avait considérablement resserré son cercle de défense; la ligne extérieure de hauteurs et de villages qui avait été si vaillamment défendue le 16, n'opposait aux Alliés d'autre obstacle que les postes avancés. Les Français se placèrent sur une ligne intérieure plus rapprochée de Leipsick, dont Probtsheyda était le point central. Napoléon, stationné sur une éminence nommée Thonberg, dominait toute la plaine. Des masses qui furent mises en réserve derrière les villages, envoyaient de temps en temps des troupes fraîches pour soutenir les combattans; on plaça l'artillerie à la tête et sur les flancs; et tous les endroits boisés qui offraient le moindre abri furent remplis de tirailleurs; la bataille s'engagea alors sur tous les points : les Polonais, sous la conduite de leur vaillant général, qui n'avait pas à faire ses preuves, défendaient les rives de la Pleiss et les villages qui couvrent ses bords, contre le prince de Hesse-Homburg, Bianchi et Colloredo : au centre Barclay de Tolly, Wittgenstein et Kleist, avancèrent sur Probtsheyda, que défendaient le roi de Naples, Victor, Augereau et Lauriston, sous les yeux de Napoléon; sur la gauche, Macdonald avait retiré sa division d'un

point avancé nommé Holtzhausen, jusqu'au village de Stœtteritz, poste qui lui avait été assigné dans la nouvelle ligne de défense. Le feu continua des deux côtés avec une égale furie, le long de cette ligne méridionale, sans que les spectateurs, du haut des clochers de Leipsiek, pussent le voir ni avancer ni reculer. Les Français avaient l'avantage de la position et du couvert, les Alliés celui d'une grande supériorité de nombre : les deux armées étaient commandées par les premiers généraux de leur siècle et de leur pays.

Vers les deux heures après midi environ, les Alliés, sous la conduite du général Pirch et du prince Auguste de Prusse, forcèrent l'entrée de Probtsheyda; les Français commencèrent à fuir; le bruit de cette confusion couvrait presque celui de l'artillerie. Napoléon, à l'arrière-garde, mais cependant peu éloigné du tumulte, conserva sa tranquillité tout entière. Il mit en ordre la réserve de sa vieille garde, la conduisit en personne pour reprendre le village, et la vit en forcer l'entrée avant de se retirer sur l'éminence, d'où il observait le combat. Dans le cours de cette journée, fertile en événemens, où l'on peut dire que Napoléon combattit moins pour la victoire que pour sa sûreté cet homme extraordinaire resta calme,

déterminé, recueilli, et soutint la glorieuse défense de ses escadrons rompus et diminués, par sa présence d'esprit et un courage aussi ferme que celui qu'il avait souvent montré en dirigeant la victoire. Peut-être doit-on plus admirer ses talens militaires en le voyant combattre à la fois contre la fortune et la supériorité du nombre, que dans la plus glorieuse de ses victoires, lorsque la déesse inconstante combattait à ses côtés.

Les Alliés, malgré leur bravoure et leur nombre, se virent obligés d'abandonner les attaques meurtrières sur les villages qui leur coûtaient une perte si immense; et rappelant leurs troupes, à mesure que les canons et les obusiers étaient portés en avant, ils se contentèrent d'entretenir un feu terrible sur les masses françaises lorsqu'elles se montraient, et de lancer des bombes dans les villages. Les Français leur répondirent avec une grande ardeur; mais ils avaient peu de canons à leur disposition, et de plus, leurs munitions ne pouvaient durer longtemps; cependant Napoléon se maintint pendant tout le jour au midi de Leipsick, où il était en personne.

Au nord de cette ville, la supériorité du nombre, plus grande encore qu'au midi, plaça Ney dans une situation précaire. Il était pressé à la fois

par l'armée de Blücher et par celle du prince royal, qui étaient arrivés avec toutes leurs troupes. Le dernier força le passage de la Hartha avec trois colonnes, sur trois différens points, et Ney se vit obligé de se retirer afin de concentrer ses forces plus près de Leipsick et de communiquer par sa droite avec Napoléon.

Les Russes avaient reçu l'ordre de forcer cette nouvelle position, et particulièrement de repousser la garde avancée de Regnier, stationnée sur une éminence nommée Heiterblick, entre les villages de Taucha et de Paunsdorf. Tout d'un coup les troupes qui occupaient la ligne française sur ce point vinrent au-devant des Alliés avec leurs épées dans le fourreau, et déployant les couleurs d'une trêve. C'était une brigade saxonne, qui, au milieu de l'action, saisit le temps et l'occasion d'abandonner le service de Napoléon et de se déclarer pour l'indépendance. Ces hommes avaient le droit incontestable d'épouser la cause de leur pays et de secouer le joug de l'étranger, que la Saxe avait trouvé si pesant; mais ce n'est pas sur le champ de bataille que l'on peut passer d'un côté à l'autre; et on regardera toujours comme coupables de trahison ceux qui, combattant pour un parti, tout d'un coup et sans prévenir, tour-

nent leurs armes contre la puissance qui les comptait dans ses rangs.

Les Russes craignant un stratagème envoyèrent les troupes saxonnes à l'arrière-garde de leur position. Cependant leur artillerie fut aussitôt mise en action ; ainsi ils avaient épuisé le matin une moitié de leurs munitions sur les Alliés, et ils firent servir l'autre moitié contre les Français. Ce malheur inattendu obligea Ney de resserrer encore davantage sa ligne de défense. Ni la valeur ni les opérations de ce général distingué, ne purent protéger Schoenfeld. Ce beau village forme presque un des faubourgs au nord de Leipsick. Ce fut en vain que Buonaparte envoya sa réserve de cavalerie pour s'opposer aux progrès du prince royal. Il renversa tout ce qui se présenta à lui, et pressa Ney dans une position rapprochée des murs de Leipsick. Le combat fut encore une fois abandonné sur tous les points ; et le signal solennel de trois coups de canon s'étant fait entendre, on laissa le champ de bataille aux morts et aux blessés.

Quoique l'armée française eût défendu le terrain avec une grande valeur dans cette terrible journée, il n'y avait pas d'apparence qu'elle pût se soutenir plus long-temps dans Leipsick ou aux environs. Les Alliés étaient tellement proches

des Français, que l'on pouvait s'attendre, le troisième jour, à voir leurs attaques mieux combinées et plus simultanées qu'auparavant. La supériorité du nombre donnait plus d'avantage encore après le grand carnage qui avait eu lieu, et cela par la raison que l'armée la plus nombreuse pouvait mieux supporter ses pertes. Le baron Fain dit aussi que l'énorme quantité de deux cent cinquante mille boulets de canon avait été dépensée par les Français pendant ces quatre derniers jours, et qu'il ne leur restait plus pour leurs fusils qu'environ seize mille cartouches, ce qui pourrait à peine suffire à un feu vif pendant deux heures. Il faut dire que le grand parc d'artillerie avait été dirigé sur Torgau, autre circonstance qui montre combien peu Buonaparte songeait à abandonner l'Elbe lorsqu'il partit de Dresde. Ajoutez encore la rareté croissante des provisions; tellement que tout concourait à rendre tout-à-fait impossible un plus long séjour de Napoléon à Leipsick, surtout quand le général bavarois, maintenant son ennemi déclaré, se fut rendu maître de ses communications avec la France.

La retraite, quoique nécessaire, devait être inévitablement désastreuse. Il ne pouvait en être autrement, vu la situation de l'armée française, presque cernée par des forces supérieures

sous les murailles d'une grande ville, dont elle devait traverser les rues étroites pour atteindre deux ponts, l'un desquels était d'une construction récente et précipitée, et par où cette armée devait passer la Pleiss, l'Elster, et les terrains fangeux et les canaux qui les séparent l'un de l'autre. Il ne faut pas oublier la nécessité où était l'armée entière de déboucher par une seule route, celle qui conduit à Lindenau, et où il était impossible d'empêcher une épouvantable confusion; mais il n'y avait pas de remède à ces maux, il fallait en courir les risques.

La retraite commença le soir, et Buonaparte s'étant retiré en personne à Leipsick, passa un tiers de la nuit à dicter les ordres nécessaires pour faire venir successivement dans la ville les corps de son armée et les transporter sur la rive occidentale des deux rivières. Les troupes françaises se rendirent donc à Leipsick de tous les côtés; et ayant rempli la ville de cette confusion inexprimable qui doit toujours accompagner la retraite d'un si grand corps en présence d'un ennemi victorieux, elles commencèrent à sortir de la ville par la route désignée. Macdonald et Poniatowski, avec leur corps, furent réservés au périlleux honneur de protéger l'arrière-garde.

« Prince, dit Napoléon à l'intrépide Polo-

nais, vous défendrez les faubourgs du sud. — Hélas! Sire, répondit Poniatowski, il me reste bien peu de soldats. — Soit; mais vous les défendrez avec les troupes que vous avez. — Ne doutez pas, Sire, que nous ne gardions notre poste; nous sommes tous prêts à mourir pour le service de Votre Majesté. »

Napoléon se sépara de ce prince si brave et si fidèle, auquel il avait récemment donné le bâton de maréchal; et ils ne se revirent plus dans ce monde.

Le point du jour n'eut pas plus tôt révélé aux Alliés le commencement de la retraite des Français, que leurs colonnes se mirent à les poursuivre sur tous les points, se précipitant avec toute l'ardeur de la victoire pour surprendre l'ennemi dans les faubourgs et dans les rues de Leipsick. Le roi de Saxe, les magistrats et quelques généraux français s'efforcèrent de mettre la ville à l'abri des dangers qui devaient résulter d'une bataille dans ses murs, entre l'arrière-garde française et l'avant-garde des Alliés. Ils demandèrent que, par pitié pour cette malheureuse ville, on permît à l'armée française d'effectuer librement sa retraite. Mais quand a-t-on vu des généraux victorieux borner le cours de leurs avantages militaires par un simple motif d'humanité? De son côté, Na-

poléon était pressé de mettre le feu aux faubourgs pour arrêter le choc des Alliés sur son arrière-garde. Mais, comme cette mesure aurait augmenté la désolation de cette scène terrible, Buonaparte refusa généreusement de donner cet ordre funeste, qui, d'ailleurs, n'aurait pu être exécuté sans compromettre la sûreté d'une grande partie de son arrière-garde, puisque c'est à elle que cette horrible exécution eût été confiée, et qu'elle se fût sans doute livrée à l'emportement du pillage. Peut-être aussi Napoléon fut-il influencé par le sentiment de ce qu'il devait à la confiance et à la fidélité du roi de Saxe, Frédéric-Auguste, qui, ayant été si long-temps le compagnon fidèle de la fortune de l'Empereur, allait être abandonné à la sienne propre. Incendier la ville de ce malheureux monarque au moment où on le laissait derrière s'arranger comme il le pourrait avec le vainqueur, eût été une odieuse récompense de tout ce qu'il avait fait et souffert pour la cause de la France. Une telle conduite n'aurait pas été plus généreuse que si Napoléon eût enlevé le roi de Saxe à son royaume, et lui eût ôté toute possibilité de faire la paix avec les souverains irrités, en l'emmenant avec l'armée française dans sa fatale retraite.

A neuf heures Napoléon eut une dernière

entrevue avec Frédéric-Auguste, dans laquelle il le dégagea formellement des liens qui l'unissaient à sa cause, et lui laissa toute liberté de former telles autres alliances que la sûreté de ses États pourrait exiger. La scène de leurs adieux fut brusquement interrompue par une canonnade violente sur divers points, qui annonçait que les Alliés, ayant forcé l'entrée des faubourgs, combattaient corps à corps, et de maison en maison avec les Français encore obstinés à se défendre. Le roi et la reine de Saxe supplièrent Napoléon de monter à cheval et de s'éloigner, mais auparavant il dégagea de leurs liens envers la France et envers lui-même les gardes-du-corps du roi de Saxe, et les laissa pour veiller à la sûreté de la famille royale.

Quand Napoléon essaya d'atteindre l'unique issue qui lui était laissée, et passa par la porte de Ranstadt qui conduisait au pont ou à la suite de ponts, dont on a si souvent parlé, il put s'apercevoir que sa sûreté personnelle courait un danger imminent. On doit se souvenir que l'armée française, composée d'environ cent mille hommes s'était jetée dans Leipsick, poursuivie par une armée de plus du double, et que les rues étaient encombrées de morts et de blessés, d'artillerie et de bagage, de colonnes si serrées qu'il leur était impossible d'avancer, et d'autres

corps, qui désespérant presque de leur salut, ne voulaient pas rester en arrière ; se faire jour à travers cette confusion, était une chose impossible même à Napoléon. Il fut forcé avec sa suite de quitter la route directe du pont, et se détournant sur un autre point, il sortit de la ville par la porte de Saint-Pierre, jusqu'à ce qu'il fût en vue des lignes avancées des Alliés. Alors, longeant le faubourg de l'est, il arriva aux ponts par un circuit, et il lui fut possible de les traverser ; mais le pont temporaire dont nous avons parlé précédemment était déjà rompu, en sorte qu'il ne restait plus que le vieux pont qui conduisait à Lindenau, pour le passage de toute l'armée française. La défense désespérée qui eut lieu dans les faubourgs arrêta quelque temps le progrès des Alliés; autrement la plus grande partie de l'armée française aurait inévitablement été détruite ; mais les assiégés eux-mêmes, avec leurs intrépides commandans, furent enfin obligés de se retirer, après avoir fait des prodiges de valeur. Ils n'étaient pas encore parvenus aux bords de la rivière qu'il arriva un accident terrible.

Le pont, si nécessaire à la fuite de cette armée en détresse, avait été miné par les ordres de Buonaparte, et un officier du génie était chargé de le faire sauter, aussitôt que les Alliés

approcheraient en force suffisante pour occuper le passage. Soit que l'officier à qui ce soin était confié eût pris la fuite, soit qu'il fût mort, ou qu'il fût absent de son poste par hasard, dans ce moment critique un sergent commandait les sapeurs à sa place. Un corps de tirailleurs suédois s'élança sur le bord de la rivière environ à onze heures, en poussant de grands cris, et faisant feu sur la multitude qui avançait péniblement sur le pont, tandis que les cosaques et les hulans, du côté du midi, se précipitèrent vers le même point. Les troupes de Saxe et de Bade, qui avaient décidément changé de parti, tirant sur les Français du haut des faubourgs qu'ils avaient été chargés de défendre contre les Alliés, inquiétaient ainsi la retraite qu'ils auraient dû protéger. Le sous-officier du génie s'imagina que la retraite des Français était coupée, et mit le feu à la mine afin que les Alliés ne pussent pas prendre possession du pont et poursuivre Napoléon [1]. Le pont sauta avec un fracas épouvantable.

[1] Cette histoire a été d'abord mise en doute; on a supposé que Napoléon avait ordonné lui-même de faire sauter ce pont, afin d'assurer sa retraite personnelle; mais il résulte de l'ensemble des relations que l'explosion eut lieu par la cause mentionnée ici. Il reste pourtant quelque chose d'obscur: un officier français du génie, nommé le

Cette catastrophe intercepta réellement la retraite de tous ceux qui restaient encore sur le bord de la rivière du côté de Leipsick, excepté de quelques individus qui se sauvèrent en traversant à la nage la Pleiss et l'Elster. Parmi eux se trouva le brave maréchal Macdonald, qui surmonta tous les obstacles. Poniatowski, cet intrépide neveu de Stanislas roi de Pologne, fut moins heureux; il était adoré de ses concitoyens, qui, dans leur espérance, se flattaient de voir un jour la couronne polonaise briller sur son front. Lui-même, comme la plupart des Polonais les plus sensés, regardait ces espérances comme chimériques, mais il

colonel Montfort fut dénoncé publiquement pour être celui qui, par négligence ou par perfidie, avait laissé le poste à son subordonné. Néanmoins, on dit que le seul officier du génie de ce nom, dans l'armée de Buonaparte, se trouvait à Mayence quand eut lieu la bataille de Leipsick. C'est le général Grouchy qui rappelle le fait, dans une note de ses intéressantes observations snr l'*Histoire de la Campagne de* 1815, par le général Gourgaud, où on lit ce passage remarquable: « On voudrait oublier le bulletin qui, après la bataille de Leipsick, traduisit à la barre de l'opinion publique, avant qu'il fût traduit devant une commission militaire, le colonel du génie Montfort, gratuitement accusé d'avoir fait sauter le pont de Leipsick; mais ni le colonel ni le sous-officier ne furent jamais traduits devant un conseil de guerre. »

servait Napoléon avec un zèle inaltérable, parce qu'il avait toujours été son ami et son bienfaiteur; sans parler d'une foule d'autres actions éclatantes, la défense que venait de faire Poniatowski de l'extrême droite de la position française, était un fait d'armes aussi brillant qu'aucun de ceux de cette mémorable affaire de Leipsick. Il avait été deux fois blessé dans les batailles précédentes. Voyant le pont détruit, et les forces de l'ennemi affluer dans toutes les directions, il tira son sabre, et dit à sa suite et à quelques cuirassiers polonais qui étaient auprès de lui : « Messieurs, il vaut mieux mourir avec honneur que de se rendre. » Aussitôt il s'élança à travers les Alliés, et dans cette tentative désespérée, il fut atteint d'une balle au bras. D'autres ennemis se présentèrent; il fondit sur eux avec le même succès, et parvint à se frayer un passage après avoir reçu une nouvelle blessure à travers sa croix d'honneur. Alors il s'élança dans la Pleiss; et, avec l'assistance de ses officiers-généraux, il traversa la rivière, dans laquelle il perdit son cheval. Quoique épuisé de forces, il monta un autre cheval, et voyant que l'ennemi occupait déjà les bords de l'Elster, il plongea dans cette rivière profonde et marécageuse pour ne plus reparaître vivant. Ainsi mourut coura-

geusement ce prince, qui, sous un rapport, pourrait être appelé le dernier des Polonais.[1]

Les débris de l'armée française, dont un grand nombre avait été tué, ou avait péri en essayant de traverser ces rivières toujours impétueuses, reçurent quartier de l'ennemi; environ vingt-cinq mille hommes furent faits prisonniers; et, comme Napoléon ne paraît pas avoir eu plus de deux cents canons à la bataille de Hanau, il devait y en avoir eu beaucoup d'abandonnés à Leipsick et dans son voisinage. La quantité de bagage que l'on prit fut immense.

Le triomphe des monarques alliés était complet; ils s'avancèrent, chacun de leur côté, à la tête de leurs forces victorieuses; l'empereur de Russie, le roi de Prusse, et le prince royal de Suède, se rencontrèrent dans la grande rue de la ville, et se félicitèrent mutuellement; ils ne tardèrent pas à être rejoints par l'empereur d'Autriche. Le général Bertrand, gouverneur français de la ville, rendit son épée à ces illustres personnages. Il n'y eut point d'entrevue entre les monarques alliés et le roi de Saxe. Il fut en-

[1] Son corps fut trouvé, et ses obsèques furent célébrées avec une grande pompe militaire; les vainqueurs et les vaincus l'accompagnèrent au tombeau, avec tous les honneurs que l'on put rendre à ses restes.

voyé à Berlin sous une garde de cosaques, et dans la suite il ne fut rétabli sur son trône qu'après avoir payé par une énorme contribution son attachement à la France.

Quand on réfléchit sur les scènes de ce drame, le rang et la dignité des acteurs attirent naturellement l'attention. Il paraît que l'exemple de Buonaparte, qui s'était mis à la tête de ses armées, avait, à quelques égards, changé la condition des souverains, en les faisant sortir de cette paisible dignité, à la fois étrangère aux soins du gouvernement ainsi qu'aux dangers de la guerre, et dans laquelle la plupart avaient toujours vécu, pour entrer dans le mouvement universel, et ne pas craindre les risques d'une bataille ni les travaux d'une négociation. Des scènes comme celles qui se passèrent à Leipsick, dans ce jour mémorable, soit que l'on considère la séparation de Napoléon et de Frédéric-Auguste, parmi les décharges de l'artillerie et de la mousqueterie des armées ennemies, ou cette rencontre triomphale des souverains alliés dans la grande rue de Leipsick, n'avaient point en d'exemples depuis des siècles, et semblent des scènes de roman. Mais si l'on considère combien il est important pour les peuples que les souverains ne soient pas portés à nourrir en eux un amour de la guerre, on est bien fondé à se

demander si l'Europe doit se féliciter des encouragemens donnés à cette disposition belliqueuse.

La politique et la science militaire exigeaient également que l'on poursuivît sans s'arrêter les Français en déroute; mais l'armée alliée avait été trop épuisée par la victoire même, pour regarder ses succès comme un avantage complet. Les provisions autour de Leipsick étaient fort rares, et les magasins de la ville, épuisés par les Français, ne pouvaient y suppléer. Le pont qui avait été détruit était aussi nécessaire pour la marche triomphante des Alliés qu'il l'avait été pour la retraite de Napoléon. De plus, il faut avouer qu'une armée alliée est toujours moins décidée et moins rapide dans ses mouvemens que celle qui reçoit les impulsions d'un seul chef d'un génie supérieur. Nous verrons des preuves multipliées de cette remarque. Mais cependant un grand point était gagné : la délivrance de l'Allemagne était complète, même dans le cas où Napoléon échapperait aux armées combinées d'Autriche et de Bavière, qui étaient encore entre lui et les bords du Rhin; enfin les batailles que Napoléon avaient livrées pour ses conquêtes s'étaient terminées à Leipsick; celles qu'il livrerait désormais seraient pour sa propre vie et pour le sceptre de la France.

CHAPITRE XXII.

Détails de la retraite des Français en Allemagne. — Défection générale des alliés de Napoléon. — Bataille d'Hanau les 30 et 31 octobre, remportée par les Français. — Ils continuent leur retraite. — Napoléon arrive à Paris le 9 novembre. — État dans lequel il trouve l'esprit public de la capitale. — Sort des garnisons françaises laissées en Allemagne. — Arrivée des armées alliées sur les bords du Rhin. — Joie universelle en Allemagne. — Halte des Alliés sur le Rhin. — Vue générale des relations politiques de Napoléon à cette époque. — Italie. — Espagne. — Restauration de Ferdinand. — Délivrance du Pape, qui retourne à Rome. — Émancipation de la Hollande.

Napoléon commençait alors sa retraite d'Allemagne en France, et ce fut la dernière. Elle s'effectua en désordre et avec de grandes pertes, moindres cependant que celles de la fameuse déroute de Moscou. Les troupes, suivant le baron Odeleben, aigries par l'infortune, marchaient d'un air féroce et menaçant, et la garde surtout se livrait à tous les excès. C'est dans cet état que Napoléon fit halte à Lutzen, naguère théâtre de ses brillans succès, alors témoin de ses désastres. Son courage n'était point abattu; il paraissait pensif, mais calme, ne se répandant point en vains regrets, encore moins en reproches ou en récriminations inutiles. Harassé

par les troupes légères des Alliés, lorsqu'il franchit les défilés d'Eckartsberg, il se dirigea sur Erfurt, où il espérait s'arrêter, et rétablir l'ordre dans les rangs de ses soldats.

Le 23 octobre, il atteignit cette ville, que sa forte citadelle rendait un point de ralliement convenable; et là, récapitulant ses pertes, il eut la douleur de les trouver beaucoup plus grandes qu'il ne le craignait. Presque toutes les troupes allemandes de son armée étaient parties. Il avait renvoyé de lui-même les Saxons et les troupes de Bade. D'autres contingens, voyant leurs souverains sur le point de s'affranchir de la suprématie de Napoléon, désertèrent également, et le plus grand nombre joignit les Alliés. La plupart des Français arrivés à Erfurt étaient dans un état déplorable et sans armes. Leur aspect de misère arracha cette boutade à Napoléon : « C'est un tas de gueux qui s'en vont au diable! A ce train, j'aurai perdu 80,000 hommes avant d'être sur le Rhin. » L'esprit de défection s'étendait même aux proches de l'Empereur. Murat, découragé et impatient des continuels revers de son beau-frère, prit congé de lui, sous prétexte, dit-il, d'amener des forces de la frontière, mais réellement pour retourner dans ses propres États, en cessant d'associer sa fortune à celle de Napoléon. L'Empereur,

comme s'il avait quelque secret pressentiment qu'il ne devait plus revoir son ancien compagnon d'armes, l'embrassa à plusieurs reprises avant son départ.

Les Polonais qui restaient dans l'armée de Napoléon montrèrent un caractère plus généreux. Il se crut obligé d'en appeler à leur honneur, en leur laissant le choix de rester à son service, ou de l'abandonner dans cette crise. Plusieurs avaient servi si long-temps sous ses drapeaux, qu'ils étaient devenus des soldats de fortune, à qui le camp français tenait lieu de patrie. Mais beaucoup d'autres avaient pris les armes dans la guerre contre la Russie, dans l'intention d'affranchir la Pologne du joug étranger sous lequel elle avait si long-temps gémi. Sans oublier que Napoléon avait trompé leurs espérances, ils étaient trop généreux pour venger, dans ce moment, l'injustice avec laquelle ils avaient été traités, et ils convinrent unanimement qu'ils ne déserteraient point Napoléon avant de l'avoir conduit en sûreté au-delà du Rhin, se réservant de quitter alors ses étendards, ce que fit un grand nombre.

Napoléon passa près de deux jours à Erfurt, pendant lesquels il hâta la réorganisation de ses troupes. Les magasins et les munitions de la place suffirent pour les équiper complétement.

Leurs forces réunies se montaient à quatre-vingt mille hommes environ, ce qui, joint aux troupes laissées dans les villes de garnison en Allemagne, était tout ce qui restait de deux cent quatre-vingt mille hommes, avec lesquels Napoléon avait commencé la campagne. Les garnisons pouvaient former quatre-vingt mille hommes environ, en sorte que la perte des Français s'élevait à cent vingt mille. Ce fut une véritable faute d'abandonner ces garnisons à leur sort, ou à la discrétion de l'ennemi. Napoléon se consolait avec cette bravade : « que s'ils pouvaient se réunir dans la vallée de l'Elbe, quatre-vingt mille Français se feraient jour à travers tous les obstacles. » Il envoya des instructions aux divers commandans pour évacuer les places qu'ils occupaient, et effectuer cette jonction; mais il est à croire qu'aucune ne parvint aux généraux à qui elles étaient adressées.

A Erfurt, sans le secours de cette halte, et la protection de la citadelle de cette ville, Napoléon, dans sa retraite de Leipsick, aurait perdu tout ce qui lui restait de son armée. Cependant, il reçut des nouvelles de nature à l'empêcher de prolonger son séjour dans ce refuge. L'armée bavaroise, si récemment son alliée, ainsi qu'un renfort d'Autrichiens, en

tout cinquante mille hommes, sous le général Wrede, s'éloignaient à la hâte des bords de l'Inn, et avaient déjà gagné Wurtzbourg sur le Mein, dans le dessein de se jeter entre l'armée de Napoléon et la frontière de la France. Outre cette fâcheuse nouvelle, il apprit que les Autrichiens et les Prussiens se pressaient sur Weimar et Langensalza, de sorte qu'il était encore une fois en danger d'être entouré. Napoléon quitta donc Erfurt le 25 octobre, par un temps aussi orageux que sa destinée.

Une fausse combinaison des conseils alliés dirigea le maréchal Blücher à la poursuite de Napoléon, par Giessen et Wetzlar, et lui fit quitter la route directe des bords du Rhin, par Fulda et Gelnhaussen, qu'il laissa ouverte à un détachement autrichien attendu de Schmalkald. Ainsi les meilleures troupes s'écartèrent de la route directe de Napoléon, et les Autrichiens n'arrivèrent pas à temps pour couper la retraite à l'ennemi. Cependant les Français furent encore poursuivis par les cosaques accourus avec leurs valeureux chefs, Platoff, Kowaiski, Orloff-Denizoff et Czernicheff, qui ne cessèrent de les harceler, en flanc et sur leurs derrières.

Sur ces entrefaites, le général Wrede, malgré l'infériorité de ses forces, persistait dans son

projet de fermer à Napoléon le chemin de la France. Il prit à cet effet position à Hanau, où le rejoignirent les chefs de cosaques déjà nommés, qui avaient devancé l'armée française. Si Blücher et ses troupes eussent été alors derrière Napoléon, son heure serait probablement arrivée ; mais le général Wrede n'avait pu réunir plus de quarante-cinq mille hommes. Cette force ne pouvait suffire pour l'entreprise toujours dangereuse d'intercepter la retraite d'un ennemi courageux et désespéré ; d'autant plus que les Bavarois n'avaient aucun avantage particulier de position qui pût opposer quelques obstacles particuliers à la marche de l'ennemi.

Le 30, les Bavarois occupaient la vaste forêt de Lamboi ; ils furent disposés en ligne sur la rive droite d'une petite rivière appelée la Kintzig, sur laquelle il y a un pont près d'un village nommé Neuhoff. Les Français jetèrent un corps de troupes légères dans la forêt, qui fut disputée arbre à arbre. Le feu continuel de la fusillade, des deux côtés, ressemblait à celui d'une chasse générale, comme on en voit sur le continent. Le combat se soutint plusieurs heures sans succès décidé, jusqu'à ce que Buonaparte commandât une attaque sur la gauche des Bavarois. Deux bataillons de la garde, sous le général

Curial, furent envoyés dans le bois pour soutenir les tirailleurs français. Les Bavarois, à la vue des bonnets à poil, crurent avoir affaire à tout le corps célèbre des grenadiers, et prirent la fuite. En même temps, une charge de cavalerie eut lieu sur la gauche de Wrede, de manière à l'obliger de se retirer derrière la Kintzig. L'armée austro-bavaroise continua d'occuper Hanau, mais comme la grande route de Francfort ne passe pas directement par cette ville, qu'elle laisse au midi, la retraite ne put être coupée à Napoléon, qui n'avait plus besoin que de s'avancer vers le Rhin, en évitant désormais tout combat. Mais l'arrière-garde de l'armée française, montant à dix-huit mille hommes, sous le commandement de Mortier, était encore à Gelnhaussen. Marmont resta avec trois corps d'infanterie pour assurer sa retraite, tandis que Buonaparte, avec l'avant-garde, se porta sur Wilhemstadt, et de là à Hochstadt, dans la direction de Francfort.

Le matin du 31, Marmont fit une double attaque sur la ville de Hanau, et sur la position de Wrede. Il s'empara de la première par un bombardement. L'autre attaque eut lieu près du pont de Neuhoff. Les Bavarois eurent d'abord l'avantage, et poussèrent un corps de mille à douze cents hommes à travers la Kint-

zig; mais il fut taillé en pièces, ce qui rendit le général plus circonspect. Wrede lui-même fut dangereusement blessé, et le prince d'Oettingen, son gendre, tué sur le champ de bataille. Le général Fresnel, qui succéda au général Wrede, agit plus prudemment; il se retira du combat, et les Français, plus empressés de poursuivre leur marche sur le Rhin que leurs avantages sur les Bavarois, suivirent la ligne de retraite de l'Empereur, dans la direction de Francfort.

Un meunier allemand donna, pendant le combat, une preuve de sagacité qui peut servir à varier le détail des mouvemens militaires. Cet homme, qui observait le sort de la bataille, voyant un corps d'infanterie bavaroise serré de près par un fort détachement de cavalerie française, eut la présence d'esprit de remettre l'eau dans le canal de son moulin, quand les Bavarois l'eurent passé; de la sorte, il interposa soudainement un obstacle entre eux et ceux qui étaient à leur poursuite, ce qui donna le temps à l'infanterie de faire halte et de reprendre ses rangs. Cet honnête meunier fut récompensé d'une pension par le roi de Bavière.

La perte des Français dans cette sanglante action est évaluée à six mille hommes environ, celle des Austro-Bavarois passa dix mille.

Échappé à ce nouveau danger, Napoléon arriva à Francfort le 30 octobre, et quitta le 1[er] novembre cette ville destinée à recevoir bientôt de nouveaux hôtes. Il fut le jour suivant à Mayence, qu'il laissa le 7 novembre ; et le 9, arrivant à Paris, il termina sa malheureuse campagne.

L'Empereur s'aperçut bientôt que l'esprit public n'était nullement tranquille. La victoire de Hanau, qui n'eut d'autre résultat que d'arrêter un moment l'ennemi, répandait seule sur les armes de Napoléon un lustre dont elles avaient grand besoin, car ses dernières infortunes avaient éveillé les critiques et les murmures. La rupture de l'armistice semblait être la date de sa décadence, comme aussi la jonction des Autrichiens avait mis les Alliés en état de l'accabler par le nombre. Neuf batailles s'étaient données depuis cette époque, y compris celle de Culm, qui, d'après ses résultats, a bien droit à ce nom. De ces neuf batailles, Buonaparte en avait gagné deux seulement, celle de Dresde et de Hanau ; celle de Wachau fut indécise : tandis qu'à Gross-Beeren, à Jauer sur le Katzbach, à Culm, à Dennewitz, à Mœckern et à Leipsick, les Alliés remportèrent de grandes et décisives victoires.

Les Français avaient été encore plus malheureux dans les sanglantes escarmouches qui eu-

rent lieu sur presque tout le théâtre de la guerre; ils étaient inférieurs en cavalerie, et surtout en cavalerie légère. La même infériorité existait pour leurs troupes légères d'infanterie et de tirailleurs; car les Allemands, qui étaient entrés en campagne avec enthousiasme, fournissaient de nombreux renforts de cette arme aux troupes régulières des Alliés. Les désastres de Napoléon n'avaient pu être dissimulés long-temps à la France, et ce n'était pas la vue de quelques drapeaux et d'une colonne de quatre mille prisonniers bavarois, dont on fit spectacle, qui pouvait l'empêcher de demander ce qu'étaient devenus plus de deux cent mille soldats, quels revers avaient dissous la confédération du Rhin, et pourquoi l'on entendait déjà au levant ces Russes, ces Autrichiens, ces Prussiens, ces Allemands; et, au sud, les Anglais, les Espagnols et les Portugais approchant avec des cris de guerre des inviolables frontières de la Grande Nation? Au jour de la prospérité, un peuple peut être ébloui par la victoire; mais l'horizon obscurci par l'adversité montre les objets sous leurs couleurs véritables.

Le sort des garnisons que Napoléon avait si imprudemment abandonnées en Allemagne, ne fut pas de nature à contenir cette désaffection naissante. L'Empereur ne put, pendant cette

guerre, rassembler sous ses drapeaux ces vieilles troupes dont il sentit souvent le besoin. Leurs diverses redditions formant une suite de faits détachés, sans influence sur le cours général de l'histoire, peuvent être succinctement rapportées ici.

Saint-Cyr, à Dresde, se trouvant complétement abandonné à ses seules ressources, capitula le 11 novembre, pour évacuer la place avec sa garnison de trente-cinq mille hommes (la plupart invalides, il est vrai) qui devaient avoir un sauf-conduit pour la France, sous la condition de ne pas combattre contre les Alliés pendant six mois. Schwartzenberg refusa de ratifier la capitulation comme trop favorable aux assiégés; il offrit à Saint-Cyr, qui avait déjà quitté Dresde, de le remettre dans le même état de défense où il se trouvait au moment de la convention. C'était une chose contraire aux lois de la guerre : comment eût-il été possible au commandant français d'être dans la même situation qu'auparavant, quand l'ennemi avait obtenu l'entière connaissance de ses ressources et de ses moyens de défense? Mais le général français, se réservant le droit de se plaindre d'un manque de foi, comprit qu'il devait, pour le moment, consentir à rester prisonnier de guerre avec son armée.

Stettin se rendit le 21 novembre après un blocus de huit mois; huit mille Français restèrent prisonniers. Les Prussiens ne reprirent pas moins de trois cent cinquante pièces d'artillerie.

Le 29 novembre, l'importante ville de Dantzick capitula après quarante jours de tranchée ouverte. De même qu'à Dresde, les souverains refusèrent de ratifier le traité qui garantissait le retour de la garnison en France; ils firent au général Rapp la même proposition qui avait été faite au maréchal Saint-Cyr, et que Rapp refusa également. Environ neuf mille Français furent envoyés prisonniers en Russie; mais les Bavarois, les Westphaliens et les Polonais de la garnison, purent retourner dans leurs foyers : la plupart entrèrent au service des Alliés. [1]

La détention de cette garnison doit aussi être inscrite contre les Alliés comme un manque de foi, que la tentation d'affaiblir les forces de l'ennemi ne peut justifier.

Après la bataille de Leipsick, Tauentzien avait été envoyé pour bloquer Wittemberg et assiéger Torgau. Cette dernière place se rendit le

[1] Le siége de Dantzick est un des plus brillans épisodes de nos fastes militaires : nos braves citeront longtemps encore les traits d'audace chevaleresque par lesquels se distinguèrent plusieurs officiers supérieurs. (*Édit.*)

26 décembre avec une garnison de dix mille malheureux que ravageait une fièvre pestilentielle. Zamosc, dans le duché de Varsovie, capitula le 22, et Modlin le 25 décembre.

A la fin de l'année 1813, les seules places situées en arrière des Alliés, qui restaient aux Français, étaient : Hambourg, Magdebourg, Wittemberg, Custrin, Glogau, et les citadelles d'Erfurt et de Wurtzbourg, dont les villes avaient été évacuées.

Il y eut deux circonstances remarquables relativement à la reddition des forteresses; la première est l'état affreux des garnisons. Les hommes qui avaient survécu à la campagne de Russie, et qui avaient été répartis dans ces villes et ces forteresses par Murat, étaient presque tous, par suite des fatigues qu'ils avaient endurées, et peut-être par un passage trop subit à une meilleure nourriture, sujets à des maladies qui devenaient promptement contagieuses, et s'étendaient des militaires aux habitans quand les rigueurs d'un blocus venaient se joindre à cette disposition générale aux maladies. Les décès devenaient nombreux, et ceux qui survivaient ne pouvaient souvent qu'envier le sort de ceux qui n'étaient plus. La contagion fut si terrible à Torgau, que les Prussiens à qui la place fut rendue le 26 décembre, n'osèrent en

prendre possession qu'après quinze jours, quand les ravages de la peste commençaient à s'arrêter; ainsi se prolongèrent les funestes résultats de l'expédition de Russie.

L'autre circonstance digne de remarque, est que la reddition de chaque forteresse mettait en disponibilité un corps assiégeant proportionné à la force de la garnison, qui doit être, suivant les règles de la guerre, au moins de deux à un[1]. Ainsi, tandis que des milliers de Français étaient conduits à de lointaines prisons en Autriche et en Russie, l'armée des Alliés s'augmentait régulièrement du nombre double de soldats que perdait l'armée française.

Tandis que ces succès avaient lieu sur leurs derrières, les souverains alliés de la Prusse et de la Russie s'avançaient vers le Rhin, dont la rive gauche était presque entièrement évacuée par l'ennemi. Le Rhin est un fleuve regardé par les Allemands avec un orgueil national qui ressemble même à une espèce de piété filiale. Quand les soldats de leur avant-garde aperçurent la vaste majesté de ses flots, ils saluèrent le fleuve paternel par de si bruyantes acclama-

[1] Trois à un, règle générale, est la proportion d'une armée de siége à la garnison qu'elle bloque. Mais quand on ne craint ni l'arrivée d'un secours ni de fréquentes sorties, ce nombre des assiégeans peut être diminué.

tions, que ceux qui étaient en arrière accoururent croyant qu'une action allait s'engager. L'orgueil et la joie de l'indépendance n'animaient pas seulement les cœurs de ces braves, qui avaient délivré leur pays, mais ces sentimens étaient ceux de toute la population allemande.

La retraite des armées françaises à travers ce sol où elles avaient si long-temps nivelé et confondu toute distinction nationale, peut être comparée à l'écoulement du déluge universel, quand les terres qui avaient été si long-temps cachées sous ses eaux commencèrent à reparaître.

Le rétablissement des anciennes souverainetés fut le premier soin des Alliés.

Le prince électoral de Hesse partit du champ de bataille de Leipsick pour reprendre, au milieu des acclamations des habitans, la souveraineté des territoires de ses pères. Le 2 novembre, les Alliés prirent possession du Hanovre et de ses dépendances, au nom du roi de la Grande-Bretagne. Le vaillant duc de Brunswick, dont nous avons déjà eu l'occasion de mentionner le courage aussi-bien que l'ardente animosité contre Buonaparte, rentra en même temps dans ses États héréditaires; et l'éphémère royaume de Westphalie, l'apanage de Jé-

rôme Buonaparte, composé de la dépouille de ces principautés, s'évanouit dans les airs comme le palais d'Aladin dans le conte arabe.

Les princes de la confédération du Rhin, qui avaient été heureux jusque-là de conserver leurs biens et leurs couronnes sous la condition d'être vassaux de Buonaparte, et qui étaient aussi fatigués de ses exactions qu'un démon captif le fut jamais des travaux que lui imposa un magicien, ne perdirent pas de temps à se soustraire à son empire quand son talisman fut brisé. Les rois de Bavière et de Wurtemberg s'étaient les premiers réunis à la coalition, et celui-ci d'autant plus volontiers que le prince royal avait refusé de reconnaître le joug de la France pendant la suprématie de Napoléon. Les princes d'un ordre inférieur n'avaient donc d'autre alternative que de déclarer au plus tôt leur adhésion à la même cause. Leurs ministres se pressaient au quartier-général des Alliés, où ils étaient admis à l'alliance commune aux mêmes conditions générales; savoir, que chaque État contribuerait aux efforts de la sainte-alliance, en donnant une année de son revenu, avec un contingent de soldats double de celui qu'exigeait Buonaparte. Ils consentirent volontiers à cette demande quelque exorbitante qu'elle fût, mais la chute de l'empereur des Français fai-

sait espérer une paix qu'on jugeait incompatible avec sa domination.

En attendant les renforts de l'intérieur de l'Allemagne, et jusqu'à ce que les princes secondaires eussent fourni leurs contingens respectifs; voulant aussi donner à Napoléon une autre occasion de traiter, les souverains alliés s'arrêtèrent sur les bords du Rhin, et cantonnèrent leur armée le long de ce fleuve. On se réservait ainsi le temps de découvrir si la fierté de Napoléon pourrait être amenée à une paix, telle que l'exigeait les grands changemens apportés dans les affaires de l'Europe par les deux dernières campagnes. Cette pacification était particulièrement désirée par l'Autriche; et l'on y croyait d'autant plus que les revers qui avaient repoussé Napoléon au-delà du Rhin, avaient obscurci ailleurs son horizon politique.

L'Italie, si long-temps le théâtre de ses triomphes, partageait alors le sort de ses autres conquêtes, et s'échappait rapidement de ses mains. Au commencement de la campagne, le vice-roi Eugène, avec quarante-cinq mille hommes environ, avait défendu le nord de l'Italie avec beaucoup d'habileté et de valeur contre le général autrichien Hiller, qui lui opposait des forces supérieures. Les frontières de l'Illyrie étaient le principal théâtre de leurs opérations.

Les Français se maintinrent jusqu'à ce que la défection des Bavarois eût ouvert les passages du Tyrol à l'armée autrichienne, après quoi Eugène fut obligé de se retirer derrière l'Adige.

Les belliqueux Croates, se déclarant en faveur de leurs anciens souverains d'Autriche, se mutinèrent et se levèrent en armes sur plusieurs points. L'important port de mer de Trieste fut pris par les Autrichiens le 21 octobre. Le général Nugent était à l'embouchure du Pô avec des troupes anglaises suffisantes pour occuper Ferrare et Ravenne, et organiser une insurrection générale contre les Français. Il était connu aussi que Murat, qui commençait à redouter un peu moins d'être enveloppé dans la chute prochaine de Napoléon, et qui se souvenait plus des affronts qu'il en avait reçus que de la grandeur à laquelle il l'avait élevé, traitait avec les Alliés, et s'efforçait de faire une paix qui pût lui garantir son trône sous leur sanction. Ainsi, sous aucun point de vue, l'Italie ne pouvait être regardée par Napoléon comme une ressource; au contraire, il était à la veille de perdre à jamais ce beau pays, l'objet de sa faveur et de son orgueil.

La péninsule espagnole offrait une perspective encore plus alarmante. La bataille de Vitoria avait entièrement détruit l'autorité usur-

pée de Joseph Buonaparte ; Napoléon lui-même désirait voir finir la guerre au prix de ce royaume dont il s'était si injustement emparé, et que, dans sa fatale obstination, il avait continué à retenir comme un fou furieux tient un fer brûlant dans sa main.

Après cette bataille décisive, il n'était plus d'obstacle qui empêchât le duc de Wellington d'entrer en France; mais il préféra réduire les fortes places frontières de Saint-Sébastien et de Pampelune : la première capitula enfin le 9 septembre; malgré la bravoure et l'habileté de Soult, il ne put secourir Pampelune. L'armée anglaise, au moins son aile gauche, passa la Bidassoa le 7 octobre, et Pampelune se rendit le 31 du même mois. Ainsi la France voyait s'avancer vers son sol les plus implacables ennemis de Buonaparte, sous le commandement d'un général qui avait été si constamment heureux, qu'il semblait avoir fait un pacte avec la victoire. C'était une faible consolation dans cet état de choses, que Suchet, duc d'Albuféra, se maintînt encore en Catalogne, où il avait son quartier-général à Barcelonne. Il eût été beaucoup plus important pour Buonaparte, que le maréchal et ses troupes, qu'aucune défaite n'avait encore découragées, eussent marché au

nord des Pyrénées, pour coopérer à la défense des frontières françaises. Afin de parer à ce pressant danger, Napoléon eut recours à un plan qui, s'il eût été pratiqué l'année précédente, aurait mis les affaires d'Espagne sur un pied bien différent.

Il résolut, comme nous l'avons déjà fait entendre, de se désister de la vaine entreprise qui lui avait coûté tant de sang et d'argent. C'était détruire son propre ouvrage que d'annuler les prétentions de son frère à la couronne d'Espagne, pour la rendre au souverain légitime; mais il espérait par là contracter avec celui-ci une alliance qui effacerait l'Espagne de la liste de ses ennemis, et qui peut-être l'aurait mise au nombre de ses alliés. S'il eût recouru à cet expédient l'année précédente, la présence de Ferdinand en Espagne aurait pu avoir le résultat important de troubler les conseils des Cortès. Il est bien connu que les malheureuses distinctions de royalistes et de libéraux, éclataient déjà parmi les Espagnols; et d'après les couleurs sous lesquelles sa Majesté Espagnole s'est depuis montrée, on peut douter qu'elle eût le caractère, la sagesse ou la force nécessaires pour agir comme médiatrice entre les deux classes de ses sujets divisées par leurs opinions extrê-

mes. Il est plus que probable qu'une guerre civile aurait eu lieu entre le Roi, jaloux de recouvrer la plénitude de l'autorité que lui conférait l'ancienne constitution, et les Cortès, portés à défendre les droits qu'ils avaient récemment acquis par leur constitution nouvelle, qui leur donnait une liberté presque républicaine. Si une telle guerre s'était élevée, le roi Ferdinand serait probablement tombé dans le piége que lui tendait Buonaparte. Il eût appelé son geôlier, devenu son allié, contre les Cortès, et peut-être aussi contre les Anglais, qui, tout en n'approuvant pas les extravagantes théories du système de gouvernement qui avait divisé les patriotes en deux factions civiles, auraient cependant considéré les Cortès comme les représentans du peuple espagnol et les alliés avec qui l'Angleterre s'était liguée. On dit que Talleyrand avait conseillé la délivrance de Ferdinand beaucoup plus tôt. Il appelait cette mesure une *olla podrida* pour l'Espagne.

Mais ces concessions de Napoléon venaient trop tard et lui étaient évidemment arrachées par la nécessité pressante de laisser Ferdinand, qui désirait sa liberté, maître de l'accepter aux conditions offertes. Cependant le lecteur peut être curieux de savoir de quel langage Napoléon se servait avec ce prince qu'il tenait pri-

sonnier comme un enfant enlevé [1], et sur le trône duquel il avait voulu, par tant d'efforts, faire régner un usurpateur. En écrivant la lettre suivante, Buonaparte sentit peut-être que sa conduite ne pouvait être palliée, et nous observerons qu'il espérait sans doute que le vif désir de recouvrer sa liberté et son royaume, empêcherait le monarque captif de profiter des circonstances critiques qui avaient amené une offre si avantageuse, ou dicté les expressions dans lesquelles elle lui était transmise.

« Mon cousin, l'état de mon empire et ma situation politique m'engagent à régler définitivement les affaires de l'Espagne. Les Anglais excitent à l'anarchie et au jacobinisme; ils veulent renverser la couronne et la noblesse, afin d'établir une république. Je ne puis voir la ruine d'une nation qui m'intéresse à la fois par son voisinage et par des intérêts communs, sans en être profondément affecté. Je désire rétablir les relations d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si long-temps entre la France et l'Espagne. C'est pourquoi je vous prie d'écouter les propositions que vous fera en mon nom le comte de La Forest, etc. »

[1] *As a kidnapper* comme s'il eût été un *voleur d'enfans*. (*Édit.*)

Si l'on oppose les expressions de cette lettre à la manière dont les relations amicales avaient été rompues, et l'intérêt que Napoléon avait montré pour le royaume d'Espagne, ses déclarations hypocrites étaient trop évidemment dictées par la nécessité, pour en imposer à la plus médiocre intelligence. La réponse de Ferdinand ne fut pas sans dignité. Il refusait de traiter sans avoir consulté la régence d'Espagne, et demandait la permission de recevoir une députation de ses sujets, qui pourrait l'informer de l'état actuel des affaires de son royaume, et lui indiquer un remède contre les maux qui l'accablaient.

« Si cette permission ne m'est pas accordée, dit le prince dans sa réponse aux propositions de Napoléon, je préfère rester à Valencey, où j'ai déjà vécu quatre ans et demi, et où je souhaite mourir, si telle est la volonté de Dieu. »

Ayant trouvé le prince ferme sur ce point, Napoléon, qui n'avait plus rien à gagner à la captivité de Ferdinand, tandis qu'il pouvait retirer quelque avantage de sa liberté, consentit que ce prince fût délivré après un traité passé entre le duc de San-Carlos, représentant de Ferdinand, et le comte de La Forest, plénipotentiaire de Napoléon; mais ce traité ne devait pas être ratifié avant d'avoir été approuvé

par la régence. Les articles peu nombreux portaient que, 1°. Napoléon reconnaissait Ferdinand comme roi d'Espagne et des Indes; 2°. Ferdinand consentait à ce que les Anglais évacuassent l'Espagne, et particulièrement Minorque et Ceuta; 3°. les deux gouvernemens s'engageaient mutuellement à replacer leurs relations sur le pied prescrit par le traité de Dunkerque, qui avait été maintenu jusqu'en 1772. Enfin, le nouveau Roi s'engageait à assurer un revenu considérable à son père, et un douaire à sa mère, en cas de survivance; et des arrangemens furent pris pour rétablir les relations commerciales entre la France et l'Espagne.

Dans ce traité de Valencey, signé le 11 octobre 1813, le désir de Buonaparte de détacher l'Espagne de l'alliance de la Grande-Bretagne, est visible, non seulement dans le second article, mais dans le troisième; car Napoléon prétendait toujours que son opposition aux droits exercés sur la mer par les Anglais, était fondée sur le traité d'Utrecht, et son allusion à ce traité dans la circonstance présente, montre qu'il n'avait pas perdu de vue son système continental. Lorsque le traité de Valencey fut présenté à la régence d'Espagne, elle refusa de le ratifier, soit en vertu d'un décret des Cortès, du mois de janvier 1811, qui portait qu'il ne

pourrait y avoir avec la France ni trève ni négociation, tant que le Roi ne jouirait pas de son entière liberté; soit à cause d'un traité avec l'Angleterre, dans lequel l'Espagne s'engageait à ne point faire la paix sans le concours de cette puissance. Obligé ainsi de renoncer à l'espérance d'imposer des conditions à l'Espagne, Napoléon délivra enfin Ferdinand de sa prison, et lui permit de retourner dans son royaume, sur sa signature personnelle du traité, pensant que dans les mouvemens politiques que l'arrivée du Roi pourrait occasionner en Espagne, il lui serait possible de trouver quelque avantage pour ses propres desseins, qui ne gagnaient rien à la captivité de Ferdinand: il se trompait. Mais il n'est pas nécessaire de retenir le lecteur plus long-temps sur les affaires d'Espagne, et nous n'y reviendrons plus. Les Français disent que Ferdinand reçut les propositions de Napoléon avec une grande satisfaction, et qu'il écrivit à l'Empereur pour le remercier de sa liberté, obtenue après un injuste emprisonnement d'environ six ans. Si cette lettre fut écrite, on peut y trouver une preuve de la singulière reconnaissance de Ferdinand, dont nous ne voyons pas que l'on puisse citer de nombreux exemples. Cette négociation conclue, le monarque libre retourna dans son royaume à la

fin de mars 1814. Nous avons anticipé sur l'événement, afin de n'être plus obligé d'y revenir.

A peu près à cette époque, un autre prisonnier d'État important fut aussi rendu à la liberté. Vers le commencement de l'année 1814, des propositions avaient été transmises par l'intermédiaire du cardinal Maury et des évêques d'Évreux et de Plaisance, à Pie VII, alors détenu à Fontainebleau. Sa liberté lui était offerte; s'il consentait à céder une portion du territoire de l'Église, on promettait de lui restituer le reste.

« Les domaines de Saint-Pierre ne sont pas ma propriété, répondit le pontife; ils appartiennent à l'Église, et je ne puis consentir à leur cession.

—« Pour vous prouver les bonnes intentions de l'Empereur, dit l'évêque de Plaisance, j'ai des ordres pour annoncer le retour de Votre Sainteté à Rome.

—« Ce sera donc avec tous mes cardinaux, dit Pie VII.

—« Dans les circonstances présentes, cela est impossible.

—« Eh bien donc, une voiture pour me transporter à Rome est tout ce que je demande. Je souhaite d'être à Rome, pour m'acquitter de mes devoirs comme chef de l'Église. »

Une escorte, à laquelle on donna le nom de garde d'honneur, l'accompagna, commandée par un colonel, qui traitait Sa Sainteté avec beaucoup de respect, mais semblait disposé à ne laisser personne lui parler en particulier. Pie VII convoqua cependant les cardinaux qui étaient à Fontainebleau, au nombre de dix-sept, et leur fit de touchans adieux. Au moment de son départ, le Pape leur recommanda de ne porter aucune décoration du gouvernement français, de n'en accepter aucune pension, et de ne point assister aux fêtes auxquelles ils pourraient être invités. Le 24 janvier, Pie VII quitta Fontainebleau, et se rendit à petites journées à Savone, où il resta depuis le 19 février jusqu'au 19 mars. Il arriva à Florence le 23 du même mois; là, son escorte française fut relevée par un détachement autrichien, qui reçut le pontife avec tous les honneurs accoutumés; et il entra à Rome le 18 mai, au milieu des acclamations de la foule, prosternée pour recevoir sa bénédiction.

Tel fut le résultat de cet acte despotique, l'un des plus impolitiques et des plus impopulaires de Buonaparte pendant le cours de son règne. Il en était lui-même si honteux, qu'il nia avoir donné des ordres pour la captivité du pontife, quoique cette captivité ait duré pendant plus de cinq ans. Il est à remarquer que lorsque le

Pape fut emmené prisonnier la première fois, Murat était en possession de ses domaines comme parent et allié de Buonaparte; en retournant à Rome, Sa Sainteté y trouva le même Murat avec son armée, et reçut de ses mains, comme allié de l'empereur d'Autriche, la restitution du patrimoine de saint Pierre dans toute son intégrité.

C'est ainsi que fut rendue à son ancien souverain cette cité célèbre, qui avait porté pendant quelque temps le titre de SECONDE dans l'empire français. La révolution de la Hollande vint aussi augmenter les embarras de Napoléon, et lui ravir le reste des immenses possessions qu'il avait entrepris de réunir à son empire. Cette contrée avait d'abord été appauvrie par la destruction totale de son commerce sacrifié au système continental; ce fut sans doute parce qu'il ne se trouvait pas assez fort pour conserver les paisibles et industrieux Hollandais, que Louis Buonaparte abandonna avec dégoût une autorité stérile.

La misère qui suivit l'introduction de ces restrictions peu naturelles dans une contrée dont l'existence dépendait de la liberté de son commerce, fut presque incroyable. A Amsterdam, la population fut réduite de deux cent vingt mille à cent quatre-vingt-dix mille âmes.

à La Haye, à Delft et ailleurs, plusieurs maisons furent abattues ou laissées en ruines par les propriétaires hors d'état d'en payer les taxes; à Harlem, toutes les rues étaient désertes, et près de cinq cents maisons furent entièrement démolies. Le manque de fonds fit négliger la conservation des digues, et la mer se frayant un passage dans divers endroits, menaçait de détruire les ouvrages du règne de l'industrie. Dans leur mécontentement, les Hollandais se rappelaient naturellement le gouvernement paternel de la maison d'Orange, et le bonheur dont ils avaient joui sous son autorité; mais le Hollandais pensait, avec la prudence qui est la marque distinctive du caractère national, que toute entreprise d'une insurrection en Hollande serait sans succès jusqu'à ce que la puissance de la France fût abaissée. On se contentait donc de former des confédérations secrètes parmi les premiers citoyens des principales villes, jaloux de prévenir des troubles prématurés dans les basses classes, en gagnant en même temps leur confiance pour le jour où le moment d'agir serait venu. Le secret de l'insurrection fut gardé fidèlement, et le caractère modéré, sage et plein de sagacité de la nation, ne se montra jamais mieux que dans cette occasion.

Les gardes nationaux étaient zélés pour la

cause de leur pays. Les bruits de la retraite de Leipsick par Buonaparte

> .... *For such an host*
> *Fled not in silence through the affrighted deep*,

« Car un tel ennemi ne fuit pas en silence dans l'abîme épouvanté, »

purent encore mieux préparer les esprits à résister au joug étranger; et l'approche du général Bulow sur les bords de l'Yssel, fut le signal d'une insurrection générale.

Le 14 novembre le pavillon orange fut arboré à La Haye et à Amsterdam, au milieu des anciennes acclamations : « Vive le prince d'Orange! (*Oranien boven*) A Rotterdam, quelques patriotes hollandais de la classe élevée vinrent trouver en députation le préfet Lebrun, duc de Plaisance, et montrant la cocarde orange qu'ils portaient, ils s'adressèrent en ces termes au fonctionnaire français: «Vous pouvez voir à ces couleurs le dessein qui nous amène ici et les événemens qui vont se passer. Vous, qui êtes maintenant le plus faible, sachez que nous sommes les plus forts; et nous les plus forts, nous savons que vous êtes le plus faible. Vous agirez sagement de partir d'ici sans bruit, et plus tôt vous le ferez, moins vous serez exposé à l'insulte et peut-être au danger. »

Une révolution aussi importante n'avait sûrement jamais été annoncée au parti vaincu avec si peu de tumulte ou en termes si courtois. La réponse de Lebrun fut celle d'un Français qui se laisse rarement surpasser en politesse. « J'ai attendu ces sommations, j'y accède volontairement, et suis prêt à partir sans délai. » En conséquence, il monta dans sa voiture, et traversa une immense multitude sans autre insulte que celle d'être invité à se joindre au cri universel : Vive le prince d'Orange !

Cependant les Hollandais étaient sans armes quand ils prirent la résolution hardie de rétablir l'ancien gouvernement, et ils furent quelque temps en grand danger; mais ils en furent tirés par l'arrivée des Russes à leur secours, tandis que l'Angleterre leur envoyait six mille hommes, sous le général Graham, aujourd'hui lord Lynedoch; en sorte que les troupes françaises, qui s'étaient jetées dans deux ou trois forts, furent aussitôt bloquées, et ne purent troubler le pays par des excursions.

Nul événement pendant la guerre ne fit une impression plus générale et plus profonde sur la nation anglaise que la délivrance de la Hollande, qui dernièrement a été appelée « l'un des plus heureux événemens qui pussent arriver alors. La rapidité avec laquelle les Hollan-

dais, d'obstacles qu'ils étaient à l'invasion de la France, en devinrent les instrumens les plus utiles, n'avaient pu provenir que du détestable système de gouvernement que Buonaparte leur avait imposé. »[1]

Ainsi la victoire, ayant changé son cours, se retirait alors[2], comme une vaste inondation, de tous les États que sa marche puissante et rapide avait bouleversés.

[1] Opérations des armées alliées en 1813 en 1814, p. 40.
[2] 1813.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.

APPENDICE.

RÉFLEXIONS SUR LA CONDUITE DE NAPOLÉON ENVERS LE PRINCE ROYAL DE SUÈDE.

Ce fut Napoléon lui-même qui, par ses insupportables prétentions, força la Suède à prendre parti contre lui. Depuis l'époque de l'élection du prince de Ponte-Corvo, les discussions que ce prince eut avec l'Empereur n'eurent pour objet que les refus de la part du prince de former des engagemens contraires aux intérêts de la nation qui l'avait choisi pour chef.

Lorsque les premières ouvertures relatives à son élection en Suède, lui furent faites par un seigneur suédois, et par le général comte de Wrede, il se rendit sur-le-champ à Saint-Cloud pour en informer l'Empereur, qui lui dit : « Je ne puis vous être d'aucune utilité ; que les événemens prennent leur cours, etc. » Le prince se rendit à Plombières. A son retour il présenta ses hommages à l'Empereur, qui, lui adressant la parole en présence de plusieurs personnes, lui demanda si depuis peu il avait reçu des nouvelles de Suède.

« Oui, Sire.

— « Que disent-elles ? reprit l'Empereur.

— « Que le chargé d'affaires de Votre Majesté à

Stockholm s'oppose à mon élection, et qu'il dit ouvertement que Votre Majesté donne la préférence au roi de Danemarck. »

L'Empereur répondit avec surprise : « Cela n'est pas possible » ; et changea de conversation.

Ce fut néanmoins en conséquence des instructions secrètes données à M. Désaguiers, que celui-ci avait présenté une note en faveur du roi de Danemarck. Mais Napoléon ne voulant pas se compromettre dans une affaire aussi délicate, et dans laquelle un échec eût été une preuve du déclin de son ascendant politique, désavoua la conduite de M. Désaguiers. Cet agent ayant été rappelé peu de temps après, le duc de Cadore avoua franchement à M. de Lagerbjelke, ambassadeur suédois à Paris, *que l'on avait sacrifié une personne innocente*.

L'Empereur s'était exprimé de la manière la plus amicale envers le roi Charles XIII, ainsi qu'envers le prince de Ponte-Corvo, en consentant à ce que celui-ci acceptât la succession au trône de Suède ; l'acte d'élection avait été publié dans le *Moniteur*, et dix jours s'étaient déjà écoulés sans que l'Empereur eût encore parlé du départ du prince royal. Ayant fini les préparatifs de son voyage, et voyant que l'Empereur gardait toujours le silence sur ce sujet, le prince se détermina à lui demander des lettres-patentes pour être dégagé de son serment de fidélité.

L'Empereur répondit à cette demande formelle, que l'expédition de ces lettres n'avait été retardée

que par la proposition faite par un membre du conseil privé d'une condition préliminaire. « Laquelle ? dit le prince. — Celle de prendre l'engagement de ne jamais porter les armes contre moi. » Le prince royal, fort surpris, répondit que son élection par la diète de Suède et le consentement que l'Empereur y avait déjà donné, et à lui et au roi Charles XIII, l'avaient dès lors rendu sujet suédois, qu'en cette qualité il ne pouvait souscrire à un tel engagement [1]. « Votre Majesté me dit, ajouta-t-il, que c'est la proposition d'un membre du conseil. Je suis bien sûr qu'elle ne serait jamais venue de vous, Sire; elle a dû provenir de l'archichancelier ou du grand-juge, qui ne se doutaient pas à quelle hauteur m'élèverait cette proposition. — Que voulez-vous dire ? — Si vous m'empêchez d'accepter une couronne, à moins que je ne prenne l'engagement de ne combattre jamais contre vous, Sire, n'est-ce pas effectivement me placer en ligne avec vous comme un général ? ».

L'Empereur, après un moment de réflexion, lui dit d'un ton de voix étouffé, et avec un geste qui décelait son agitation :

« Eh bien, allez; nos destinées vont bientôt s'accomplir.

— « Pardon, Sire, mais je ne vous ai pas bien entendu.

— « Allez; nos destinées vont bientôt s'accomplir », reprit l'Empereur d'une voix plus distincte, mais toujours agitée.

[1] Ici l'Empereur fronça le sourcil et parut embarrassé.

Lorsque le bruit courut d'abord que l'on se proposait en Suède d'élire le prince de Ponte-Corvo prince royal, le maréchal Davoust, croyant plaire à son maître, dit, dans le cabinet de l'Empereur : « Le prince de Ponte-Corvo ne doute de rien. » Napoléon sourit à ce trait ironique, et dit tout bas : « Il n'est pas encore élu. »

Le prince, qui, jusqu'alors, avait été fort indécis, signifia qu'il accepterait si le Roi et les États de Suède venaient à fixer leur choix sur lui. Pendant cet intervalle Napoléon désirant toujours l'empêcher de devenir héritier de la couronne de Suède, lui dit un jour : « Vous serez sans doute appelé en Suède. J'avais formé le dessein de vous donner l'Aragon et la Catalogne ; car l'Espagne est un pays trop grand pour la capacité de mon frère. »

Le prince ne fit aucune réponse. Ne voulant pas causer d'inquiétude au gouvernement, il avait depuis long-temps réfléchi aux moyens dont il se servirait pour s'attirer la confiance de Napoléon. La grandeur de la France, les victoires remportées par ses armées, et l'éclat qu'elles jetaient sur leur chef, imposaient au prince le devoir de ne pas chercher à rivaliser de pouvoir avec l'Empereur.

Dans ses conversations avec Napoléon, il cherchait à effacer les impressions que l'Empereur avait contre lui. Pour cela il passait différens objets en revue, parlait des intérêts des grands États, de la fortune des hommes qui avaient étonné le monde par leurs succès, des difficultés et des obstacles que ces

hommes avaient eu à surmonter; et enfin de la tranquillité et du bonheur public qui avaient résulté de ces circonstances dès que des intérêts secondaires avaient été satisfaits.

L'Empereur écoutait attentivement, et paraissait presque toujours applaudir aux principes de stabilité et de conservation sur lesquels le prince s'étendait. Parfois, lorsque celui-ci rappelait à l'Empereur les moyens immenses de récompense qu'il avait à sa disposition, Napoléon, frappé de ce qu'il disait, lui tendait la main avec bonté, comme pour dire: Comptez toujours sur mon amitié et ma protection.

Le prince s'en allait après ces conversations, avec l'idée qu'il n'était plus en butte aux soupçons de l'Empereur. Il témoigna cette croyance aux membres de la famille de Napoléon, afin qu'ils pussent à leur tour assurer l'Empereur que le prince, par devoir et par intérêt, entrait entièrement dans son système, et que toute défiance à son égard devrait cesser.

Il y eut des membres de la famille de Napoléon qui, dans ces occasions, souriaient de la crédulité du prince, et lui rapportaient ce que l'Empereur avait dit la veille, immédiatement après la conversation que le prince et lui avaient eue ensemble; ils ajoutaient aussi que tout ce que l'Empereur avait dit était empreint de mauvaise foi et d'une haine fondée sur l'idée de l'excessive ambition du prince. Cette haine semblait être diminuée au moment du départ de Bernadotte pour la Suède. Un de ses amis était en.

grande faveur auprès de l'Empereur. Le jour même que le prince partit, Napoléon en voyant entrer cet ami, l'aborda et lui dit « Eh bien! le prince ne regrette-t-il pas la France?—Oui, bien certainement. — Quant à moi, j'eusse été aise qu'il n'eût pas accepté l'invitation; mais on ne peut qu'y faire. » Puis se reprenant : « Après tout, il ne m'aime pas. »

La personne ayant répondu que Napoléon se trompait, que le prince avait embrassé son parti, et que depuis long-temps il lui était franchement attaché, l'Empereur répondit : « Nous ne nous sommes pas entendus l'un l'autre : maintenant il est trop tard ; il a ses propres intérêts et sa politique, et moi j'ai les miens. »

Napoléon avait acquiescé aux raisons que le prince lui avait données, en refusant de s'engager à ne pas prendre les armes contre lui. Il vit bien qu'il aurait dû s'attendre à ce refus, et qu'il n'aurait pas dû s'y exposer. Il avait même cherché à effacer toute impression pénible que cette proposition avait produite sur le prince, en lui faisant les promesses les plus amicales d'une indemnité de deux millions pour la cession de sa principauté de Ponte-Corvo et de ses possessions en Pologne, lui laissant toutes les autres en propriété [1]. Il lui avait encore permis d'emmener tous ses aides-de-camp.

Le prince ne connaissant pas les arrière-pensées

[1] Le prince ne reçut jamais qu'un million sur les deux qui lui avaient été promis.

de l'Empereur, le quitta ayant pleine confiance en lui ; et Napoléon n'avait aucun juste motif de lui imputer des desseins contraires à ses intérêts, et encore moins aux intérêts de la France. Cette illusion du prince ne fut que de courte durée. L'accueil qu'il reçut dans tous les endroits par où il passa, et surtout lorsqu'il arriva en Suède, les discours qui lui furent adressés et les réponses qu'il fit, tout contribua à déplaire à l'Empereur. Il lui semblait que le prince s'attirait une partie de l'attention générale qui ne devait se fixer que sur lui seul. Les sentimens patriotiques exprimés par les orateurs des quatre ordres, ne furent pas plus à son goût que ceux du prince dans ses réponses. Bernadotte et les Suédois étaient également les objets des sarcasmes et même des insultes de l'Empereur : il les traitait de Jacobins, d'anarchistes; mais c'était principalement le prince, qu'il ne ménageait pas. Afin de lui témoigner son mécontentement, il révoqua toutes les promesses qu'il lui avait faites, lui ôta tous les biens qu'il lui avait assignés et les réunit à ses propres domaines. Il rappela aussi tous les Français aides-de-camp du prince royal. Ce fut en vain que le prince dans sa correspondance, chercha à l'apaiser en écrivant entre autres la lettre suivante :

« Au moment où j'allais adresser mes remercîmens à Votre Majesté pour la bonté qu'elle a eue de prolonger d'une année la permission accordée aux officiers français qui m'ont accompagné en Suède, j'apprends que Votre Majesté a révoqué cette faveur.

Ce désappointement inattendu, et en effet tout ce qui me vient de Paris, me persuade que Votre Majesté n'est pas bien disposée envers moi. Qu'ai-je fait, Sire, pour mériter ce traitement? J'accuse la seule calomnie d'en être la cause. Dans la nouvelle position où la fortune m'a placé, j'y serais sans doute exposé plus que jamais si je n'étais assez heureux pour trouver un défenseur dans le cœur de Votre Majesté. Quoi que l'on puisse vous dire, Sire, je vous supplie de croire que je n'ai rien à me reprocher, et que je suis entièrement dévoué à votre personne, non seulement par la force de mes anciennes liaisons, mais encore par une affection qui est inaltérable. Si les affaires en Suède ne vont pas entièrement selon le désir de Votre Majesté, cela ne provient que de la constitution. Il n'est pas au pouvoir du Roi d'enfreindre cette constitution, et encore moins au mien. Il y a ici encore plusieurs intérêts particuliers à fondre dans le grand intérêt national; quatre ordres de l'État à lier en un seul faisceau, et ce n'est qu'au moyen d'une conduite très prudente et mesurée que je puis espérer de monter un jour sur le trône de Suède. Comme M. Gentil de Saint-Alphonse, mon aide-de-camp, retourne en France conformément aux ordres de Votre Majesté, je le rends porteur de cette lettre. Votre Majesté peut l'interroger; il a tout vu: qu'il dise la vérité à Votre Majesté; vous verrez quelle est ma position, et combien j'ai de ménagemens à garder. Il est à même de dire à Votre Majesté combien je désire lui plaire, et

que je suis ici, dans un état de tourment continuel entre mes nouveaux devoirs et la crainte de vous déplaire.

« Sire, Votre Majesté m'a affligé en me retirant les officiers que vous m'aviez accordés pour un an. Mais puisque vous le commandez, je les renvoie en France. Peut-être que Votre Majesté sera disposée à changer de résolution; dans ce cas, je prie que ce soit vous-même qui fixiez le nombre d'officiers que vous pouvez juger à propos de m'envoyer. Je les recevrai de vous avec reconnaissance. Si, au contraire, Votre Majesté les retient en France, je les recommande à votre bonté. Ils m'ont toujours bien servi, et ils n'ont eu aucune part aux récompenses qui furent distribuées après la dernière campagne. »

La mauvaise humeur de Napoléon contre le prince se changea en ressentiment prononcé. Il se repentit d'avoir accédé à son départ, et il ne s'en cacha point, car il alla jusqu'à dire devant ses courtisans, « qu'il avait envie de lui faire finir à Vincennes son cours de langue suédoise. »

Pendant que le prince refusait de croire à l'avis qu'il avait reçu des Tuileries, Napoléon songeait sérieusement à mettre sa menace à exécution, et à répéter sur lui l'arrestation du duc d'Enghien. Le prince fut enfin convaincu de la vérité de ce qu'il avait appris par la découverte d'un complot formé par les agens de Napoléon pour s'emparer de lui dans le voisinage de *Haga*, et pour le conduire à bord d'un vaisseau qu'ils tenaient prêt. Le coup échoua par un simple

accident. Les conspirateurs, tous étrangers, à l'exception d'un seul, se croyant découverts, s'embarquèrent immédiatement, et mirent à la voile pendant la nuit.[1]

Quelque odieuse que fût cette conduite, elle n'altéra point l'amitié que le prince avait pour Napoléon. Il la regardait comme l'effet des menées de leurs ennemis personnels à l'un et à l'autre, et de celles des ennemis de la France. Il n'y voyait tout au plus qu'une inimitié momentanée qui pourrait s'effacer, et qui ne devait point influer sur les décisions politiques de la Suède. Napoléon n'écoutait que sa haine; mais, persuadé que le prince, ayant connaissance de ses desseins, serait dorénavant sur ses gardes, il ne pouvait plus espérer de le surprendre; il chercha donc à le mettre ouvertement en hostilité

[1] Un ci-devant aide-de-camp du duc de Raguse, M. de Salazar, qui avait quitté le service, et s'était retiré en Angleterre, fut un de ceux qui communiquèrent le plan formé en France, d'enlever le prince royal. Il fit à ce sujet une communication à un illustre personnage en Angleterre, et au baron de Rehausen, ambassadeur suédois à Londres, qui, sur-le-champ, fit part au comte d'Engestrom de ce qui avait été révélé par M. de Salazar, relativement aux complots que Napoléon tramait contre la sûreté personnelle du prince. Afin de faciliter ces communications, le baron de Rehausen fut averti de fournir de l'argent à M. de Salazar, pour le mettre à même d'aller en Suède. Il arriva à Orebro pendant la diète de 1812, et fut admis à des audiences privées, dans lesquelles il répéta au prince les déclarations qu'il avait déjà faites au baron de Rehausen et au comte d'Engestrom.

contre lui. Il prit pour cela le moyen le plus sûr, en s'emparant de la Poméranie; parce qu'il croyait que cette violation outrageante de la foi publique forcerait le prince royal à venger l'affront fait à la Suède; quoique à la vérité, il s'adressât au prince personnellement. Afin de ne laisser aucun doute à ce sujet, l'Empereur donna ordre que l'invasion aurait lieu le 26 janvier, jour de la naissance du prince royal; mais ce raffinement, propre à son caractère, fut perdu, car cette invasion ne put s'effectuer que dans la matinée du 27 [1].

La nouvelle de cette invasion n'arriva à Stockholm que le 11 février. Le prince écrivit immédiatement à l'Empereur la lettre suivante :

« Les papiers qui viennent d'arriver m'apprennent qu'une division de l'armée, sous les ordres du prince d'Eckmühl, a envahi le territoire de la Poméranie suédoise, dans la nuit du 26 au 27 janvier; que cette division a continué sa marche; qu'elle est entrée dans la capitale du duché; et qu'elle a pris possession de l'île de Rugen. Le Roi s'attend que Votre Majesté expliquera les raisons qui vous ont engagé d'en agir d'une manière si directement opposée à la foi des traités existans. Mes anciennes liaisons avec Votre Majesté m'autorisent à vous supplier de déclarer vos motifs sans délai; afin que je puisse

[1] Ce fut d'après un pareil motif, que le prince royal ouvrit les ports de Suède à toutes les nations, le 15 août 1812, jour de la naissance de Napoléon, et que la paix avec l'Angleterre fut en même temps signée.

donner au roi mon opinion, quant à la conduite que la Suède doit adopter à l'avenir. Cet outrage gratuit commis contre la Suède, est profondément senti par la nation; et encore plus, Sire, par moi, à qui est confié l'honneur de la défendre. Quoique j'aie contribué aux triomphes de la France; quoique j'aie toujours désiré la voir respectée et heureuse, cependant, il ne pourrait jamais entrer dans mes pensées de sacrifier les intérêts, l'honneur et l'indépendance nationale du pays qui m'a adopté. Votre Majesté, excellent juge en ce qui est juste, a déjà pénétré ma résolution. Quoique je ne sois pas jaloux de la gloire et du pouvoir qui vous entourent, Sire, je suis trop sensible au déshonneur d'être regardé comme un vassal. Votre Majesté gouverne la plus grande partie de l'Europe, mais votre domination ne s'étend pas au pays que j'ai été appelé à gouverner. Mon ambition se borne à le défendre; et je regarde cette nation comme celle que la Providence m'a assignée. L'effet qu'a produit sur le peuple l'invasion dont je me plains, peut avoir des conséquences incalculables; et quoique je ne sois pas un Coriolan, et que je ne commande pas des Volsques, j'ai assez bonne opinion des Suédois pour vous assurer, Sire, qu'ils sont capables de tout oser et de tout entreprendre pour venger des insultes qu'ils n'ont pas provoquées, et pour conserver des droits auxquels ils sont peut-être autant attachés qu'à leur existence. »

Quand l'Empereur reçut cette lettre, on remarqua qu'il écuma de colère, et il s'écria : « Soumettez-

vous à votre dégradation, ou mourez les armes à la main. »

C'était en effet la seule alternative qu'il voulait laisser au prince; sachant bien quel parti prendrait un homme qu'il avait lui-même appelé *tête française et cœur de Romain.*

Il n'y avait plus à reculer. Le prince déclara au roi d'Angleterre et à l'empereur de Russie, qu'il était en guerre avec Napoléon; et il écrivit à l'empereur Alexandre, la lettre suivante, datée de Stockholm, le 7 mars 1812 :

« L'occupation de la Poméramie suédoise par les troupes françaises, engage le roi d'envoyer le comte de Lowenhjelm, son aide-de-camp, à Votre Majesté impériale. Cet officier, qui jouit de la pleine confiance de son souverain, est chargé de faire savoir à Votre Majesté quels sont les motifs qui ont servi de prétexte pour une invasion en opposition si directe avec les traités existans

« La réunion successive des côtes de la Méditerranée, de la Hollande et de la Baltique, et l'assujettissement de l'intérieur de l'Allemagne, ont dû montrer aux princes les moins clairvoyans, que le droit des gens étant mis de côté, ils cédaient à un système, lequel détruisant toute espèce d'équilibre, réunirait plusieurs peuples sous la dénomination d'un seul chef. Les monarques tributaires, épouvantés de cet empire toujours croissant, attendent, dans la consternation, le développement de ce vaste plan.

« Au milieu de cet abattement universel, tous les

yeux se tournent vers Votre Majesté; ils sont déjà fixés sur vous, Sire, avec confiance et espoir. Mais permettez-moi d'observer à Votre Majesté, que, dans tous les événemens, il n'y a rien tel que l'effet magique du premier instant; tant que dure son influence, tout dépend de celui qui peut agir. Les esprits, frappés d'étonnement, ne peuvent réfléchir, et tout cède à l'impulsion du charme qu'ils craignent ou qui les entraîne.

« Agréez, Sire, l'expression de ma reconnaissance pour les sentimens que Votre Majesté a eu la bonté de me témoigner. Si j'ai encore un vœu à former, c'est la continuation d'un bonheur dont je serai toujours digne, par le prix que j'y attache. »

Ce ne fut donc pas l'empereur de Russie qui engagea la Suède à prendre les armes contre Napoléon; ce fut lui, lui seul, qui força le prince à se ranger, malgré lui, du côté de ses ennemis. En le faisant, le prince ne fit que ce que Napoléon désirait; et celui-ci le désirait, parce que la Suède ne lui ayant donné aucun motif pour l'attaquer directement, il ne voyait d'autres moyens de reprendre son pouvoir sur les destinées du prince, qu'en le plaçant au nombre de ses ennemis, qu'il regardait comme déjà vaincus, sans qu'il soupçonnât qu'il allait enfin les forcer à le vaincre lui-même.

Néanmoins, voulant encore tromper le prince, il lui fit des propositions. Le prince y répondit par la lettre suivante, dont le porteur fut M. Signeul.

« Des notes viennent de me parvenir; et je ne puis

m'empêcher de m'exprimer sur leur sujet à Votre Majesté impériale, avec toute la franchise de mon caractère.

« Lorsque les vœux du peuple suédois m'appelèrent à succéder au trône, j'espérai, en quittant la France, que j'aurais toujours pu concilier mes affections personnelles avec les intérêts de ma nouvelle patrie. Mon cœur chérissait l'espoir qu'il pourrait s'identifier avec les affections de ce peuple; conserver en même temps le souvenir de mes premières liaisons et ne jamais perdre de vue, ni la gloire de la France, ni mon sincère attachement à Votre Majesté; attachement fondé sur notre fraternité d'armes, laquelle avait été distinguée par tant de grandes actions.

« Ce fut avec cet espoir que j'arrivai en Suède. Je trouvai un peuple généralement attaché à la France; mais encore plus jaloux de sa propre liberté et de ses lois; jaloux de votre amitié, Sire, mais ne voulant pas l'obtenir aux dépens de l'honneur et de l'indépendance. L'ambassadeur de Votre Majesté jugea à propos de n'avoir point égard à ce sentiment national, et il perdit tout par son arrogance; ses communications ne portaient aucune trace de ce respect que les têtes couronnées se doivent les unes aux autres. Pendant qu'il remplissait, selon que lui dictaient ses propres passions, les intentions de Votre Majesté, le baron Alquier parlait en proconsul romain, sans se rappeler qu'il ne s'adressait pas à des esclaves.

« Cet ambassadeur fut donc la première cause de cette méfiance que la Suède commença à montrer sur les intentions que Votre Majesté avait envers elle ; les événemens subséquens étaient bien propres à lui donner un nouveau poids [1].

« J'ai déjà eu l'honneur, Sire, par mes lettres du 19 novembre et du 8 décembre 1810, de faire connaître à Votre Majesté la situation de la Suède, et le désir qu'elle avait de trouver un protecteur en Votre Majesté. Elle ne pouvait attribuer le silence de Votre Majesté qu'à une indifférence non méritée ; et ce fut un devoir pour elle de prendre des précautions contre l'orage qui allait fondre sur le continent.

« Sire, le genre humain n'a déjà que trop souffert. Pendant vingt ans la terre a été inondée de sang ; et il ne manque, pour porter la gloire de Votre Majesté au plus haut comble, que de mettre fin à ces souffrances.

« Si Votre Majesté désire que le Roi donne à entendre à S. M. l'empereur Alexandre, la possibilité d'un accommodement, j'augure assez de la magnanimité de ce monarque, pour m'avancer à vous assurer qu'il écoutera volontiers des ouvertures qui seraient en même temps équitables, et pour votre empire et pour le Nord. Si un événement, si inattendu et si généralement désiré, pouvait avoir lieu, que de bénédictions tous les peuples du continent

[1] L'invasion de la Poméranie.

n'imploreraient-ils pas en faveur de Votre Majesté! La reconnaissance serait alors augmentée en proportion de la terreur qu'ils ressentent maintenant du retour d'un fléau qui s'est déjà tant appesanti sur eux, et dont les ravages ont laissé de si cruelles traces.

« Sire, un des momens les plus heureux que j'aie connu depuis que j'ai quitté la France, fut celui qui m'assura que Votre Majesté ne m'avait pas entièrement oublié. Vous avez bien jugé mes sentimens. Vous avez reconnu combien ils ont dû être blessés par la pénible perspective, ou de voir les intérêts de la Suède à la veille d'être séparés de ceux de la France, ou de me trouver contraint à sacrifier les intérêts d'un pays par lequel j'ai été adopté avec une confiance illimitée.

« Sire, quoique Suédois par l'honneur, par le devoir et par la religion, je m'identifie encore, par mes vœux, avec cette belle France, où je naquis, et que j'ai toujours servie fidèlement depuis mon enfance. Chaque pas que je fais en Suède, l'hommage que j'y reçois me rappelle ces beaux souvenirs de gloire qui furent la principale cause de mon élévation; et je ne me cache pas que la Suède, en me choisissant, a voulu rendre un tribut d'estime au peuple français. »

Napoléon accusait tout le monde de ses revers, et lorsqu'il n'avait plus personne à blâmer, il en accusait sa destinée. Mais il ne devait en accuser que lui seul, et d'autant plus que cette désertion de ses alliés,

qui hâta sa chûte, ne pouvait avoir d'autre cause que les profondes blessures qu'il avait faites par son orgueil despotique et ses actes d'injustice. Il fut luimême le premier auteur de ses malheurs, en outrageant ceux qui avaient contribué à son élévation. Il accomplit sa ruine de ses propres mains; il fut, dans toute l'étendue du terme, un suicide politique, et d'autant plus coupable, qu'il ne disposait pas de lui seul, mais encore de la France.

EXTRAIT

DE QUELQUES OBSERVATIONS MANUSCRITES SUR LA CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN RUSSIE, PAR UN OFFICIER ANGLAIS D'UN RANG ÉLEVÉ.

Ayant examiné la probabilité de ce qu'avance Ségur, que Buonaparte avait l'idée d'hiverner à Witepsk, le commentateur continue comme il suit :

« L'armée russe, à Smolensk, voyant la manière dont était dispersée l'armée française, dans des cantonnemens entre la Dwina et le Dniester, s'avança, le 7 août, vers Rudnei pour attaquer ses quartiers. Ceux de Sébastiani furent surpris, et on lui fit beaucoup de mal dans une attaque sur Inkowo. Cependant Barclay de Tolly fut alarmé par un mouvement que le Vice-Roi fit près de Souvay sur la Dwina; il contremanda le plan des opérations afin d'étendre son aile gauche, et pendant quelques jours l'armée russe fit différens faux mouvemens, et fut dans un état de confusion considérable.

« Soit que le plan de Napoléon fût fondé sur la marche de l'armée russe à Smolensk, comme l'a supposé Ségur, ou sur sa position à Smolensk pendant les premiers jours d'août, il le mit à exécution, malgré cette marche.

« Il leva donc ses cantonnemens sur la Dwina, le 10 août, et fit marcher son armée par différentes co-

lonnes, sur le front de l'armée russe, depuis ces cantonnemens jusqu'à Rassassna sur le Dniéper. Les faux mouvemens faits par l'armée russe, depuis le 7 jusqu'au 12 août, l'empêchèrent d'obtenir de bonne heure la connaissance de cette marche, et elle n'était pas en état de pouvoir en prendre avantage. De l'autre côté, Napoléon ne pouvait pas avoir connaissance des mouvemens mal calculés de l'armée russe.

« Étant arrivé à Rassassna, où il fut joint par Davoust, avec trois divisions du premier corps, il traversa le Dniéper le 14. Les corps de Poniatowski et de Junot s'avançaient en même temps sur Smolensk, directement de Mohilow.

« Napoléon marcha sur Smolensk. La garnison de cette place et une division d'infanterie sous le général Newerofskoi, étaient venues jusqu'à Krasnoï pour observer les mouvemens des troupes françaises sur la gauche du Dniéper, que l'on supposait s'avancer d'Orcha, le long du fleuve. Murat attaqua la division russe avec toute sa cavalerie; mais elle effectua sa retraite à Smolensk, quoique chargée plusieurs fois pendant qu'elle se retirait. Ces charges, cependant, furent peu avantageuses, et cette circonstance fournit un nouvel exemple de la sécurité avec laquelle une bonne infanterie peut résister aux attaques de la cavalerie. Cette division, d'environ six mille fantassins, n'avait pas de défense artificielle, excepté deux rangées d'arbres de chaque côté de la route, dont certainement elle profita. Mais l'usage que l'on fit même de cette défense montre quel faible

obstacle peut embarrasser et arrêter les opérations de la cavalerie.

« Il eût été probablement plus prudent que Murat, qui avait connaissance du mouvement que Poniatowski et Junot opéraient de Mohilow sur Smolensk, n'eût pas trop poussé les troupes russes. Elles eussent été obligées de perdre du temps, afin de bien reconnaître l'ennemi. Dans ce cas-là, le fort serait indubitablement tombé entre les mains de Poniatowski.

« Le 17 août, Napoléon assembla toute l'armée effective devant Smolensk, sur la gauche du Dniéper. Elle consistait comme il suit :

Cavalerie sous Murat.	40,000.
Gardes	47,000.
Premier corps, Davoust.	72,000.
Troisième corps, Ney	39,000.
Quatrième corps, le Vice-Roi. . . .	45,000.
Cinquième corps, Poniatowski . . .	36,000.
Huitième corps, Junot	18,000.
	257,000.

« En entrant dans le pays, à peu près six semaines auparavant, ces divers corps formèrent le nombre ci-dessus mentionné ; aucune affaire ne leur avait occasionné des pertes ; Ségur dit cependant qu'on ne les porta depuis qu'à cent quatre-vingt-cinq mille. L'état du 3 août ne donne, dit-on, que ce dernier nombre.

« La ville avait été attaquée le 16, d'abord par un

bataillon, ensuite par une division du troisième corps. Ces troupes furent repoussées. Dans le même temps, Bagration s'avança sur Katani, situé sur le Dniéper, ayant appris le mouvement de Napoléon, depuis la Dwina, et Barclay de Tolly ayant autorisé la reprise du plan d'opérations d'après lequel l'armée russe avait décampé de Smolensk le 7. Il partit de là le 16, en longeant la droite du Dniéper et renforça immédiatement la garnison. Il fut suivi pendant cette nuit par Barclay de Tolly, qui releva les troupes de la ville, sous le commandement de Bagration ; et toute l'armée russe fut réunie à Smolensk, sur la droite du Dnieper.

Bagration, avec toute son armée, s'avança pendant la même nuit sur la route de Moscou. Barclay resta pour soutenir les troupes dans Smolensk.

Après avoir attendu jusqu'à deux heures, dans l'idée que Barclay traverserait le Dniéper et sortirait de Smolensk pour en venir à une bataille générale, Napoléon, avec toute son armée, attaqua la ville le 17. Il fut repoussé avec perte; et, dans la soirée, les troupes russes reprirent posseession de tous les avant-postes. Barclay, néanmoins, retira la garnison, dans la nuit du 17, et détruisit les ponts de communication entre les Français et la ville. L'ennemi passa le Dnieper à gué et obtint momentanément possession du faubourg appelé Pétersbourg, sur la droite de cette rivière, mais il fut ensuite repoussé. L'armée russe, après avoir resté toute la journée sur la droite de la rivière, vis-à-vis de Smolensk, se re-

tira la nuit du 18; et les Français, cette même nuit, réparèrent les ponts du Dniéper.

« Avant que de continuer ma narration, il est nécessaire de considérer un peu ce mouvement de Napoléon, qui est fort admiré de tous ceux qui ont écrit sur ce sujet.

« Ce mouvement interrompit brusquement la communication de l'armée sur la Dwina. Au lieu d'avancer de Wilna sur Witepsk, elle avançait de Wilna sur Minsk, où il y avait un grand magasin, et de là en traversant la Bérésina, sur Orcha, situé sur le Dniéper, puis de là sur Smolensk. Les conséquences de ce changement se feront bientôt remarquer quand nous viendrons à considérer la retraite.

Il est évident que la position du grand magasin à Minsk établissait nécessairement les communications de l'armée sur la Bérésina, et par conséquent restait sous l'influence des opérations des armées russes du côté du midi. L'objet de Napoléon, par son mouvement, pouvait avoir trois buts : le premier, de forcer les Russes à une bataille générale ; le second, d'obtenir possession de Smolensk, sans le délai d'un siége; et le troisième, de chercher d'obtenir encore une position qui commandât les derrières de l'armée russe, leurs communications avce Moscou et les provinces méridionales de l'empire. Ce mouvement est beaucoup admiré et vanté par les Russes, ainsi que par les Français qui ont écrit sur cette guerre; cependant, si on le juge selon les principes militaires; si l'on en compare le but aux

risques et aux difficultés, et si l'on compare le succès à ces mêmes risques et à ces mêmes difficultés avec les chances probables et la réussite probable d'autres mouvemens pour obtenir le même but, on verra qu'il aurait dû complétement échouer.

« Il a été démontré que le risque consistait d'abord, dans la marche des différens corps tirés de leurs cantonnemens sur la Dwina, pour se rendre à Rassassna, sur le Dniéper, front de l'armée de Russie, sans avoir la protection d'un corps de troupes formé pour cet objet; et ensuite dans la chance que l'on courait en interrompant la communication de l'armée de Witepsk à Minsk. C'est ce que nous allons discuter.

« Quant au premier objet, celui d'engager l'armée russe à une bataille générale, il doit être clair pour chacun, que le fort de Smolensk et le Dniéper étaient entre Napoléon et l'armée russe quand son mouvement fut achevé. Quoique les armées fussent, non-seulement en présence, mais même à portée de fusil l'une de l'autre, il était impossible à Napoléon d'obliger l'ennemi à combattre malgré lui sur ce terrain; et comme le terrain n'eût pas été avantageux à l'armée russe et qu'un résultat malheureux ou même douteux n'aurait pu sauver Smolensk, et qu'il n'y avait pas d'objet assez important pour engager le général russe à risquer la perte d'une bataille générale, il n'est pas très probable qu'il fût tombé dans le piége que Ségur prétend lui avoir été préparé.

« Il n'est pas probable non plus que Napoléon eût pris Smolensk par un coup de main; que ce mouve-

ment l'eût mis à même de faire sur cette place. Il n'avait pas de grosse artillerie et il chercha en vain de prendre la place d'assaut, d'abord par un bataillon, ensuite par une division, et enfin, par l'armée entière. Il n'obtint possession de Smolensk, à la fin, que parce que le général russe n'avait pas fait de préparatifs antérieurs pour défendre cette place, et que Barclay savait que s'il y laissait une garnison dépourvue, elle serait toujours prise quelques jours plus tôt ou plus tard. Le général russe jugea donc à propos d'évacuer ce poste; et malgré la position de Napoléon sur la gauche du Dniéper et ses efforts pour prendre Smolensk d'assaut, le général russe en eût gardé la possession s'il eût pu maintenir la position de son armée, dans le voisinage, ou s'il eût pu la ravitailler suffisamment avant de s'en retirer.

« La possession de Smolensk dépendait donc de la position de l'armée russe, et ce qui suit va faire voir que d'autres mesures et d'autres mouvemens que ceux qui furent adoptés étaient mieux calculés pour en déloger l'armée russe.

« Il ne peut y avoir de doute qu'à l'arrivée de Napoléon à Smolensk, il avait gagné six jours de marche sur les Russes. Si Napoléon, lorsqu'il traversa le Dniéper à Rassassna, eût masqué Smolensk et qu'il eût marché directement sur tout autre point du Dniéper, au-dessous de cette place, il aurait pu se porter avec toute son armée sur les communications des Russes avec Moscou, et le général ennemi n'eût pu chercher de passer sur son front pour prendre

le chemin par Kalouga. Barclay eût été obligé d'aller du côté du nord en évacuant Smolensk, et Napoléon aurait pu continuer sa marche sur Moscou, conservant toujours sa position entre son ennemi et ses communications avec cette ville et avec les provinces méridionales. Le sort de Smolensk n'eût pas été douteux.

« Ici donc un moyen différent dans le même plan de manœuvres aurait produit deux des trois objets que l'on suppose que Napoléon avait en vue par ces mouvemens. Mais ces mouvemens n'étaient pas les seuls qu'il pouvait exécuter dans ce moment. Le Vice-Roi est représenté comme ayant été à Souraj et à Velij. Si, au lieu d'avancer par sa droite, Napoléon eût avancé par sa gauche, s'il eût amené du Dniéper le premier, le cinquième et le huitième corps pour former la réserve, et s'il eût marché de Suraj sur tel point du Haut-Dniéper, il se serait également mis sur les derrières de son ennemi et en position d'agir sur ses communications. Il aurait effectué cette manœuvre avec une plus grande certitude, s'il eût risqué de faire avancer le premier, le cinquième et le huitième corps, à travers le pays, sur la gauche dn Dniéper, et il n'y eût pas eu grand risque dans ce dernier mouvement, premièrement, parce que les manœuvres de Napoléon sur la Dwina auraient attiré toute l'attention de l'ennemi; en second lieu, parce que ces corps auraient tous passé Smolensk, avant que les généraux russes eussent pu être avertis de leur mouvement, de même que Napoléon passa le

Dniéper et arriva à Smolensk, sans qu'ils en eussent connaissance. Par l'un de ces moyens, Napoléon, en coupant les communications de l'ennemi, l'aurait obligé d'en venir à une bataille pour les rétablir, et, selon toutes les probabilités, Smolensk fût tombée entre ses mains avec tous ses édifices intacts, objet de la dernière importance dans cette campagne.

« Il eût fallu, pour la réussite de l'un ou de l'autre de ces moyens, deux marches de moins que dans le mouvement de toute l'armée sur Rassassna. »

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SEPTIÈME.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

SECONDE PARTIE

DU TOME VII.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

APPENDICE.

FIN DE LA TABLE DU SEPTIÈME VOLUME.





